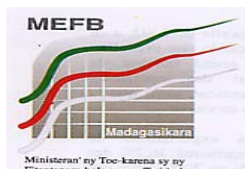


REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL



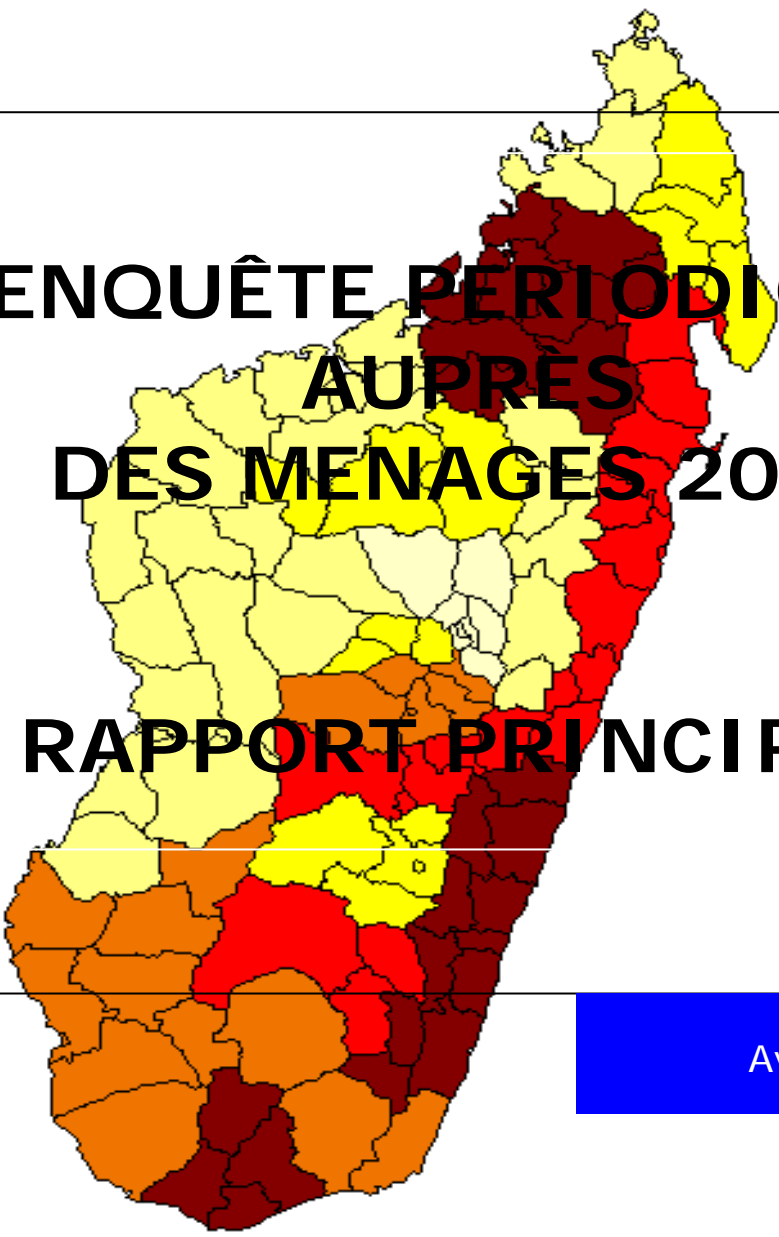
INSTITUT
NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES STATISTIQUES DES MENAGES

E

P

M

ENQUÊTE PERIODIQUE
AUPRES
DES MENAGES 2005
RAPPORT PRINCIPAL



Avril 2006

PREFACE

L'objectif de la réduction de la pauvreté préconisé par l'Etat nécessite la disponibilité des données statistiques fiables et à jour, notamment des informations régulières sur la condition de vie des ménages. En effet, la prise en considération de la situation existante est une condition sine qua non à l'efficacité de toutes décisions de politique économique pour le développement socio-économique d'un pays.

L'enquête prioritaire sur le ménage ou EPM a comme objectif d'établir les informations de base relatives à la condition de vie des ménages. Elle a été également réalisée afin de contribuer au système de suivi du programme "Millenium Challenge Account Madagascar" (MCA-Madagascar) et de fournir des indicateurs de suivi des futurs impacts du programme.

Par rapport à celles qui la précèdent, la significativité des résultats au niveau des 22 Régions constitue une innovation de l'EPM 2005. De plus, c'est la première fois que l'INSTAT a publié les résultats d'une EPM seulement 5 mois après la fin de la collecte.

La présente publication renferme les principaux résultats de l'EPM 2005. Elle fournit également des informations détaillées sur les différentes activités des membres du ménage, la structure des consommations et les conditions de vie sociales (démographie, éducations, santé...) des ménages. L'EPM a bénéficié l'appui technique et financier de l'Etat Malgache, par l'intermédiaire de l'INSTAT, de l'USAID et du MCA Madagascar. Ainsi, nous adressons nos sincères remerciements à ces partenaires.

Nous espérons que cette publication puisse servir d'instruments de prise de décisions pour les responsables, de prévision et de détermination de stratégie pour les opérateurs économiques, d'analyse pour les chercheurs et étudiants et de source d'informations pour tous les citoyens.

AVANT PROPOS

La présente publication constitue la septième édition de la série "Enquête périodique auprès des ménages". Elle porte sur les conditions de vie des ménages pendant l'année 2005. Les informations fournies par cette enquête constituent tout particulièrement, des éléments de mise en place et suivi du programme MCA-Madagascar. L'EPM 2005 permet également d'identifier les différentes activités des ménages, les catégories de consommation ainsi que de présenter les conditions de vie sociales des ménages.

La conception et l'organisation technique de l'EPM 2005 ont été réalisées par l'équipe technique de la Direction des Statistiques des Ménages de l'Institut National de la Statistique (INSTAT). Les travaux de collecte des données, durant les mois de septembre, octobre et novembre 2005 auprès des 11 781 ménages composant de 54 996 individus et répartis dans 561 localités, ont été exécutés par des enquêteurs et superviseurs en collaboration étroite avec les Directeurs interrégionaux de l'INSTAT auprès des six chefs lieu de Province et à Antsirabe. Le traitement, l'analyse des données et la rédaction du rapport ont été réalisés par les techniciens de la Direction des Statistiques des Ménages de l'INSTAT appuyés par des techniciens assistants.

Nous ne saurions clore cet avant-propos sans exprimer nos sincères remerciements à tous ceux ont contribué à la réalisation de cette enquête, en particulier l'Etat Malgache et l'USAID qui ont financé l'EPM 2005. Nous remercions également les autorités locales dans les zones d'enquêtes pour l'accueil et la franche collaboration pendant les travaux de collecte des données, ainsi que les ménages pour leur bonne volonté et leur patience. En effet, ils n'ont pas ménagé leur temps précieux pour l'entretien avec les agents enquêteurs.

SOMMAIRE

PREFACE	1
AVANT PROPOS	1
SOMMAIRE	1
LISTES DES TABLEAUX.....	3
LISTE DES TABLEAUX ANNEXES	8
LISTE DES GRAPHIQUES	9
LISTE DES CARTES	10
SIGLES ET ABREVIATIONS	11
INTRODUCTION.....	12
 I DEMOGRAPHIE	 26
<i>I-1 Population</i>	<i>26</i>
<i>I-2 Distribution par groupe d'ages et par genre de la population</i>	<i>29</i>
<i>I-3 Ménages</i>	<i>31</i>
II MIGRATION	37
III EMPLOI	41
<i>III-1. Taux d'activité</i>	<i>41</i>
<i>III-2. Motifs de non recherche d'emploi</i>	<i>46</i>
<i>III-3 Caractéristiques sociodémographiques de la population active</i>	<i>48</i>
<i>III-4 Taux de chômage</i>	<i>52</i>
<i>III-5 Structure de l'emploi.....</i>	<i>54</i>
<i>III-6 Revenus salariaux</i>	<i>58</i>
<i>III-7 Sous-emploi.....</i>	<i>62</i>
 IV AGRICULTURE	 68
<i>IV-1 Répartition des exploitants Agricoles selon la superficie économique.....</i>	<i>68</i>
<i>IV-2 Le cas particulier du riz.....</i>	<i>69</i>
 V SECURISATION FONCIERE	 74
<i>V-1 Proportion des ménages qui ont rencontré des problèmes de titres ou de cadastres</i>	<i>76</i>
<i>V-2 Problème de sécurisation foncière dans la localité</i>	<i>78</i>
<i>V-3 Coût de titrisation.....</i>	<i>79</i>
 VI ENTREPRISES NON AGRICOLES.....	 81
<i>VI-1 Structure par branche d'activité des entreprises non agricoles</i>	<i>82</i>
<i>VI-2 Performances économiques des entreprises non agricoles</i>	<i>84</i>
<i>VI-3 Financement des entreprises non agricoles</i>	<i>87</i>
<i>VI-4 Entreprises non agricoles et l'administration publique.....</i>	<i>89</i>
 VII TRANSFERTS	 93
<i>VII- 1 Les opérations de transferts</i>	<i>93</i>
<i>VII-2- L'analyse du système amortisseur</i>	<i>97</i>
<i>VII-3 Situation des ménages vis-à-vis des transferts</i>	<i>99</i>
<i>VII-4- L'accès aux crédits.....</i>	<i>100</i>
VIII SANTE	104
<i>VIII-1 Taux d'incidence</i>	<i>104</i>
<i>VIII-2 Types de maladie</i>	<i>106</i>
<i>VIII-3 Taux de consultation.....</i>	<i>109</i>

VIII-4 Auto-médication	115
VIII-5 Lieux de consultation.....	117
VIII-6 Coût de consultations	120
IX EDUCATION	124
IX-1 Niveau d'instruction de la population.....	124
IX-2 Alphabétisation.	126
IX-3. La population scolaire actuelle.....	128
IX-4. Les rendements scolaires.	131
IX-5 Les dépenses scolaires.	134
X HABITATION	136
X-1 Type de logement.....	136
X-2 Statut d'occupation.....	137
X-3 La surface moyenne occupée.....	140
X-4 Caractéristiques des habitats	141
XI AVOIRS	156
XI-1 Possession de biens durables	156
XI-2 Durée moyenne de possession des biens	158
XI-3 Etat de privation des ménages en biens durables	159
XII CONSOMMATION DES MENAGES	162
XII-1 Niveau de consommation annuelle moyenne par tête.....	162
XII-2 Répartition de la consommation	168
XII-3 La structure de la consommation.....	171
XIII PAUVRETE	177
XIII-1 Généralités sur l'analyse de la pauvreté.....	177
XIII-2 Profil spatial de la pauvreté	178
XIII-3 Indicateurs de la pauvreté selon les caractéristiques des ménages	181
XIII-4 Robustesse des indicateurs de la pauvreté	183
XIII-5 Inégalité.....	188
XIV VULNERABILITE	177
XIV-1- Les types de chocs rencontrés par les ménages	192
XIV-2 Analyse des mécanismes amortisseurs	194
XV OPINION DES MENAGES.....	196
XV-1 Opinions des ménages sur les conditions de vie	196
XV-2 La perception du DSRP.....	210
ANNEXE 1 : TABLEAUX ET CARTES SUPPLEMENTAIRES.....	220
ANNEXE 2 : NOTE TECHNIQUE SUR LA DEFINITION ET CONCEPT RETENU DANS LA	
SECTION EMPLOI	239
ANNEXE 3: NOTE TECHNIQUE SUR LA CONTRUCTION DES CONSOMMATIONS AGREGÉES	
DE L'EPM 2005	240
ANNEXE 4: CONTROLES, CORRECTIONS ET APUREMENT DES DONNEES DE L'EPM 2005	244
ANNEXE 5: RECOMMANDATION ISSUS DES EXPERIENCES DE L'EPM 2005	251
GLOSSAIRE	253

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Distribution de l'échantillon de localités (ZDs) de l'EPM 2005 dans les 44 strates.....	16
Tableau 2 Intervalle de confiance des nombres de ménages par strate en 2005.....	18
Tableau 3 Intervalle de confiance des tailles moyenne des ménages selon les strates en 2005	20
Tableau 4 Intervalle de confiance des valeurs moyenne des consommations	21
Tableau 5 : Intervalle de confiance des incidences de la pauvreté selon les strates en 2005.....	23
Tableau 6 Sensibilité des indicateurs par rapport aux variations des seuils.....	24
Tableau 7 Indicateurs de pauvreté "extrême" (par rapport à 75% du seuil)	25
Tableau 8 : Distribution de la population par régions et selon le milieu.....	27
Tableau 9 : Rapport de masculinité selon les régions	30
Tableau 10 : Taille moyenne des ménages par milieu et par région.....	31
Tableau 11 : Distribution de la population par taille de ménage selon le milieu de résidence	32
Tableau 12 : Distribution des ménages par genre du chef de ménage et selon le milieu.....	32
Tableau 13 : Distribution de la population selon le genre du chef de ménage par milieu	32
Tableau 14 : Distribution des CM par GSE selon le genre.....	33
Tableau 15 : Distribution de la population selon la situation matrimoniale par genre du chef de ménage	34
Tableau 16 : Distribution des ménages selon la tranche d'âge du chef de ménage par milieu	34
Tableau 17 : Ratio de dépendance économique selon le milieu et la région de résidence.....	35
Tableau 18 : Intervalle de confiance des Ratio de dépendance selon les déciles de consommation	36
Tableau 19 : Distribution de la population par niveau d'instruction du chef de ménage selon le milieu	36
Tableau 20 : Taux de migration, par niveau d'instruction et milieu, pour les 4 ans et plus.....	38
Tableau 21: Répartition des migrants selon la situation vis-à-vis de l'emploi lors de la migration.....	39
Tableau 22: Répartition des migrants selon la situation dans la profession lors de la migration	39
Tableau 23: Répartition des migrants selon le secteur institutionnel d'activité, lors de la migration	40
Tableau 24: Répartition des migrants selon la branche d'activité, par niveau d'instruction.....	40
Tableau 25 : Taux d'activité selon les tranches d'âge du BIT	41
Tableau 26 : Taux d'activité selon la province	42
Tableau 27 : Taux d'activité selon le milieu et par région	43
Tableau 28 : Taux d'activité selon le sexe et par région	44
Tableau 29 : Taux d'activité selon le quintile et selon le milieu	45
Tableau 30 : Motifs de non recherche de travail par province	47
Tableau 31 : Motifs de non recherche de travail selon les tranches d'âge du BIT	48
Tableau 32 : Répartition par sexe de la population active selon la région	49
Tableau 33 : Age de la population active par région.....	50
Tableau 34 : Age moyen de la population active selon le niveau d'instruction et selon le sexe	50
Tableau 35 : Répartition par sexe de la population active selon la région	51
Tableau 36 : Taux de chômage en 2005.....	52
Tableau 37 : Taux de chômage selon le quintile de consommation et selon le milieu	53
Tableau 38 : Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu	54
Tableau 39 : Structure des emplois par branche d'activité selon le d'instruction	55
Tableau 40 : Structure des emplois par catégorie socioprofessionnelle et selon la région.....	56
Tableau 41 : Structure des emplois par catégorie socioprofessionnelle et selon le niveau d'instruction	57
Tableau 42 : Répartition des emplois par secteur institutionnel et par région.....	58
Tableau 43 : Salaire annuel moyen.....	60
Tableau 44 : Revenus salariaux annuels moyens par sexe et selon la région	60
Tableau 45 : Revenus salariaux annuels moyens par catégorie socioprofessionnelle et selon la région..	61
Tableau 46 : Revenus salariaux annuels moyens par catégorie socioprofessionnelle et selon la branche	62
Tableau 47 : Taux de sous emploi lié à la durée du travail	63
Tableau 48 : Taux de sous emploi lié à la durée du travail selon la branche d'activité et selon le sexe...	65
Tableau 49 : Taux des situations d'emploi inadéquat.....	65
Tableau 50 : Taux de situations d'emploi inadéquat selon la région et selon le sexe	66
Tableau 51 : Taux de situations d'emploi inadéquat selon la branche d'activité et selon le sexe	67
Tableau 52 : Répartition des ménages agricoles par Région.....	69
Tableau 53 : Pourcentage des ménages ayant cultivé au moins un type de culture selon la Région et selon le milieu	70

Tableau 54 : Proportion des ménages ayant cultivé du riz selon la Région et selon le milieu	71
Tableau 55 : Part de la production rizicole et part des revenus générées par les ventes de paddy ou de riz blanc par région.....	72
Tableau 56 : Utilisation de la récolte par strate.....	73
Tableau 57 : Taux d'acquisition des terrains agricoles par région.....	75
Tableau 58 : Répartition de la connaissance des procédures légales d'acquisition de terrains domaniaux par région.....	76
Tableau 59 : Pourcentage des problèmes de titrage ou d'établissement d'un cadastre par région.....	77
Tableau 60 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité	78
Tableau 61 : Coût moyen de titrage d'un terrain de 10 ares.....	79
Tableau 62 : Pourcentage de ceux qui veulent acquérir un terrain.....	80
Tableau 63 : Taux de possession d'ENA selon la région.....	81
Tableau 64 : Structure par branche des ENA selon la région et selon la branche d'activité	82
Tableau 65 : Structure par branche des ENA selon le niveau d'instruction du chef de ménage	83
Tableau 66 : Durée d'activité des entreprises non agricoles	84
Tableau 67 : Taille moyenne des ENA selon la région	85
Tableau 68 : Revenu net généré par les ENA selon le quintile de consommation	86
Tableau 69 : Revenu net généré par les ENA selon la région.....	87
Tableau 70 : Source de financement des entreprises non agricoles	88
Tableau 71 : Paiement d'impôt selon la région	90
Tableau 72 : Paiement d'impôt selon le quintile de consommation	90
Tableau 73 : Tenue de comptabilité selon la région	91
Tableau 74 : Proportion des ménages ayant émis des transferts et leurs intervalles de confiance	94
Tableau 75 : Proportion des ménages ayant reçu des transferts et leurs intervalles de confiance	95
Tableau 76 : Proportion des ménages ayant émis ou reçus des transferts selon le milieu et selon le quintile	96
Tableau 77 : Proportion des ménages ayant émis ou reçus des transferts selon le GSE du CM et selon le milieu	96
Tableau 78 : Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur	98
Tableau 79 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile.....	98
Tableau 80 : Répartition des transferts émis par motifs et selon le milieu	99
Tableau 81 : Masse de transferts effectués (en milliards de MGA) et situation des ménages selon le quintile et le GSE.....	100
Tableau 82 : Proportion des ménages membres d'une mutuelle et disposant d'un compte bancaire selon la région et selon le milieu	101
Tableau 83 : Proportion des ménages ayant demandé des crédits.....	102
Tableau 84. Répartition des ménages ayant demandé de crédits selon le motif, par milieu.....	103
Tableau 85 Taux d'incidence des maladies par quintile de consommation et par Région.....	105
Tableau 86 : Taux d'incidence des maladies par âge et par strate	106
Tableau 87 : Types de maladie par région	107
Tableau 88 : Types de maladie par âge selon le milieu de résidence	108
Tableau 89 : Types de maladie selon le quintile de consommation.....	109
Tableau 90 : Taux de consultation par région et par milieu	110
Tableau 91 : Taux de consultation par région et selon l'âge des malades.....	111
Tableau 92 : Taux de consultation par région et par Groupe Socio Economique*	112
Tableau 93 : Motifs de non consultation par région	113
Tableau 94 : Motifs de non consultation selon le GSE.....	114
Tableau 95 : Motifs de non consultation par pathologie selon le milieu.....	115
Tableau 96 : Proportion d'automédication, valeur moyenne et médiane des médicaments auto-administrés par Région.....	116
Tableau 97 : Proportion d'automédication, valeur moyenne et médiane des médicaments auto-administrés par GSE.....	117
Tableau 98 : Répartition des lieux de consultation Par Région	118
Tableau 99 : Répartition des centres de consultation par milieu	119
Tableau 100 : Répartition des lieux de consultation par quintile de consommation.....	120
Tableau 101 : Coût médian des consultations et médicaments par région et par milieu	121
Tableau 102: Coût moyen des consultations et des médicaments par région et par milieu.....	122
Tableau 103 : Coût médian des consultations et médicaments par visite par région par milieu pour le traitement du fièvre	123

Tableau 104 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre.....	124
Tableau 105 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par province.	125
Tableau 106 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, selon le groupe socio-économique du chef de ménage.....	125
Tableau 107 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, par province, milieu et genre. .	126
Tableau 108 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, selon le quintile de consommation	126
Tableau 109 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, par région, milieu.....	127
Tableau 110 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, selon le groupe socio-économique	128
Tableau 111: Taux de scolarisation, par niveau.....	129
Tableau 112: Taux de scolarisation, par niveau et milieu	129
Tableau 113: Taux de scolarisation, par niveau et province	130
Tableau 114: Taux de scolarisation, par niveau et selon le quintile	130
Tableau 115: Taux de scolarisation, par niveau et groupe socio-économique	131
Tableau 116 : Rendements scolaires au niveau primaire, par milieu	131
Tableau 117 : Rendements scolaires au niveau primaire, par province.....	132
Tableau 118 : Rendements scolaires au niveau primaire, selon le groupe socio-économique du chef de ménage	132
Tableau 119 : Rendements scolaires au niveau primaire, selon le niveau d'instruction du chef de ménage	133
Tableau 120 : Taux de redoublement dans le primaire, par province et milieu	133
Tableau 121 : Taux d'abandon dans le primaire, par province et milieu	134
Tableau 122 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par ménage, province et milieu.....	134
Tableau 123 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par quintile.	135
Tableau 124 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	135
Tableau 125 : Répartition de la population selon le type de logement occupé, par milieu	136
Tableau 126 : Répartition de la population selon le type de logement occupé, par quintile.....	137
Tableau 127 : Répartition de la population selon le statut d'occupation du logement, par milieu	137
Tableau 128 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par région.....	138
Tableau 129 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par milieu	139
Tableau 130 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par groupe socio-économique	139
Tableau 131 Surface moyenne occupée par ménage, selon le type de logement, par milieu	140
Tableau 132 : Surface moyenne occupée, selon le type de logement et le quintile de consommation	141
Tableau 133 : Type de matériaux des murs extérieurs, par région	142
Tableau 134 : Type de matériaux des murs extérieurs, par niveau d'instruction	143
Tableau 135 : Type de matériaux des murs extérieurs, par quintile	143
Tableau 136 : Type des matériaux du plancher, par région.....	144
Tableau 137 : Type des matériaux du plancher, par milieu.....	145
Tableau 138 : Type des matériaux du plancher, par quintile	145
Tableau 139 : Type de matériaux fixe du plafond, par milieu	145
Tableau 140 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par région	147
Tableau 141 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par milieu	148
Tableau 142 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par niveau d'instruction	148
Tableau 143 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par région	149
Tableau 144 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par milieu	149
Tableau 145 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, selon le niveau d'instruction du chef de ménage	150
Tableau 146 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, selon le quintile de consommation.....	150
Tableau 147 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par région	151
Tableau 148 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par milieu.....	151
Tableau 149 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par quintile	152

Tableau 150 : Répartition de la population selon le type de toilette, par milieu	152
Tableau 151 : Répartition de la population selon le type de toilette, par quintile	152
Tableau 152 : Répartition de la population selon la principale source d'eau à boire	154
Tableau 153 : Taux d'accès à l'eau potable, selon le milieu	154
Tableau 154 : Taux de possession de certains biens par province.	156
Tableau 155 : Taux de possession de certains biens par milieu	157
Tableau 156 : Taux de possession de certains biens selon le quintile de consommation par tête.....	158
Tableau 157 : Durée moyenne de possession de certains biens durables par province.....	159
Tableau 158 : Durée moyenne de possession de certains biens durables par milieu.....	159
Tableau 159 : Taux de privation de certains types de biens selon la province.	159
Tableau 160 : Taux de privation de certains types de biens selon le milieu.....	160
Tableau 161 : Taux de privation de certains types de biens selon le genre du Chef de ménage.	160
Tableau 162 : Taux de privation de certains types de biens selon la catégorie socio professionnelle du Chef de ménage.	161
Tableau 163 : Consommation annuelle en 2005 par tête moyenne par strate (en Ariary)	164
Tableau 164 : Evolution des consommations par tête par province et milieu.....	165
Tableau 165 : Consommation annuelle par tête selon les GSE du chef de ménage.....	166
Tableau 166 : Consommation annuelle par tête selon le niveau d'instruction du chef de ménage	167
Tableau 167 : Consommation annuelle par tête selon le genre du chef de ménage.....	167
Tableau 168 : Consommations moyennes des individus selon la taille des ménages	168
Tableau 169 : Consommations moyennes par tête selon l'âge du chef de ménage	168
Tableau 170 : Répartition de la population et de la masse de consommation	169
Tableau 171 : Comparaison de la consommation et de la population selon les provinces	169
Tableau 172 : Répartition de la population et de la consommation selon les groupes socioéconomiques	170
Tableau 173 : Part de l'alimentation dans la consommation	171
Tableau 174 : Répartition de la consommation selon l'origine par quintile	174
Tableau 175 : Structure de la consommation par grand poste selon le milieu	175
Tableau 176 : Part des dépenses monétaires dans la consommation selon les strates.....	176
Tableau 177 : Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %)	179
Tableau 178 : Evolution des indicateurs de pauvreté	180
Tableau 179 : Indicateurs de pauvreté selon la taille des ménages.....	181
Tableau 180 : Indicateur de la pauvreté selon les groupes socioéconomiques.....	182
Tableau 181 : Indicateurs de la pauvreté selon le genre du chef de ménage.....	182
Tableau 182 : Intervalle de confiance à 95% du ratio de pauvreté	184
Tableau 183 : Statistique de test de dominance de 2005 et 2004.....	186
Tableau 184 : Ratio de pauvreté en cas de variation du seuil	187
Tableau 185 : Simulation de la pauvreté selon différents scénario.....	188
Tableau 186 : Indice de Gini par faritany et par milieu en 2004 et 2005	189
Tableau 187 : Proportion de ménages touchés par différents types de problèmes.....	192
Tableau 188 : Répartition des ménages selon le type de choc subi, par région	193
Tableau 189 : Proportion de ménages ayant été touchés par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu urbain.....	193
Tableau 190 : Proportion de ménages ayant été touchés par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu rural	194
Tableau 191 : Proportion de ménages ayant subi certaines conséquences des problèmes de climat.....	194
Tableau 192 : Répartition des ménages selon le type de stratégie adoptée, face aux chocs	195
Tableau 193: Temps de récupération du choc au niveau d'avant.....	195
Tableau 194: Opinions des ménages sur leur propre niveau de vie selon le milieu de résidence.....	196
Tableau 195 : Opinions des ménages sur leur propre niveau de vie selon les régions	197
Tableau 196 : Ratio de pauvreté selon l'opinion des ménages sur leur condition de vie	197
Tableau 197 : Comparaison des classements des ménages	198
Tableau 198 : Consommation par individu et seuil de pauvreté déclarés selon les déciles de consommation.....	198
Tableau 199 : Classement subjectif en quintile de niveau de vie selon la région.....	200
Tableau 200 : Situation financière selon la région	201
Tableau 201 : Evolution du niveau de vie au cours de l'année dernière	202
Tableau 202 : Opinion des ménages sur l'efficacité des institutions piliers d'intégrités nationales selon la région.....	205

Tableau 203 : Opinion des ménages sur l'intégrité des institutions piliers d'intégrités nationales selon la région.....	206
Tableau 204 : Opinion des ménages sur l'efficacité des autres institutions nationales selon la région..	207
Tableau 205 : Opinion des ménages sur l'efficacité des institutions internationales selon la région.....	208
Tableau 206 : Opinion des ménages sur l'intégrité des institutions internationales selon la région.....	209
Tableau 207 : Proportion d'individus ayant déjà entendu parler du DSRP par milieu et région	210
Tableau 208: Répartition des ménages selon leur perception sur l'initiateur du DSRP, par région.....	211
Tableau 209: Répartition des ménages selon leur perception de l'initiateur du DSRP, selon le niveau d'instruction.....	212
Tableau 210: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par quintile	212
Tableau 211: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par région.....	213
Tableau 212: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, selon le niveau d'instruction	214
Tableau 213: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par milieu	214
Tableau 214: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par quintile	215
Tableau 215: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par région	215
Tableau 216: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités ont participé à l'élaboration du DSRP, selon le niveau d'instruction.....	216
Tableau 217: Répartition des ménages sur la confiance en la réussite du DSRP, par quintile	216
Tableau 218: Répartition des ménages sur la confiance en la réussite du DSRP, par région	217
Tableau 219: Répartition des ménages sur la confiance à la réussite du DSRP, selon le milieu	218
Tableau 220: Répartition des ménages suivant l'opinion sur l'avenir du pays, par quintile.....	218
Tableau 221: Répartition des ménages suivant l'opinion sur l'avenir du pays, par région	219
Tableau 222 : Opinion des ménages sur l'avenir du pays, suivant le niveau d'instruction du chef de ménage	219

LISTE DES TABLEAUX ANNEXES

Tableau A 1 : Intervalle de confiance des nombres d'habitants à Madagascar en 2005.....	220
Tableau A 2: Taille moyenne des ménages selon le milieu et région.....	222
Tableau A 3 : Taux de migration, par province et milieu.....	222
Tableau A 4 : Taux d'activité selon le milieu et selon la région	223
Tableau A 5 : Répartition des emplois par secteur institutionnel et selon la région	224
Tableau A 6 : Répartition de la population selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par région.....	225
Tableau A 7 : Répartition des ménages agricoles selon la région Région et selon le GSE	226
Tableau A 8 : Mode d'acquisition des terrains agricoles selon la strate.....	228
Tableau A 9 : Evolution du revenu généré par l'ENA selon la région.....	230
Tableau A 10 : Source de financement de l'ENA selon la région.....	231
Tableau A 11: Proportion des ménages membres d'une mutuelle et disposant d'un compte bancaire selon la région et selon le milieu.....	232
Tableau A 12 : Quintile de consommation par tête selon milieu.....	238
Tableau A 13 : Répartition des ménages selon le type de choc subi, par région.....	238
Tableau A 14: Quantité maximale consommée par tête par mois	248

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Distribution de la population par milieu	26
Graphique 2 : Pyramide des âges en 2004.....	29
Graphique 3: Taux de migration, par province et milieu.....	37
Graphique 4: Taux de migration, par quintile et milieu.....	38
Graphique 5 : Taux d'activité selon l'âge et selon le sexe.....	45
Graphique 6 : Taux de chômage selon l'âge et selon le sexe.....	53
Graphique 7: Répartition de la masse de consommation par quintile	170
Graphique 8 : Part de l'alimentation dans la consommation par quintile.....	172
Graphique 9 : Répartition de la consommation selon l'origine	173
Graphique 10 : Répartition de la consommation en 2004 et 2005	186
Graphique 11 : Courbe de Gini en 2004 et 2005.....	189

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Distribution de la population par région.....	28
Carte 2: Taux de sous emploi lié à la durée du travail selon par région	64
Carte 3 : Taux d'utilisation de latrine ou mieux selon les régions	153
Carte 4 : Taux d'accès à l'eau protégée selon les régions.....	155
Carte 5 : Incidence de la pauvreté selon les régions.....	190
Carte 6 Intensité de la pauvreté selon les régions.....	191
Carte 7 : Taux d'alphabétisation, par région.	233
Carte 8 : Taux d'alphabétisation, par région ; hommes.	234
Carte 9 : Taux d'alphabétisation, par région ; femmes	235
Carte 10 : Taux net de scolarisation, par région	236
Carte 11: Taux brut de scolarisation, par région	237

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGCU	Autres Grands Centres Urbains
BM	Banque Mondiale
BIT	Bureau International de Travail
CHD	Centre Hospitalier de District
CHD1	CHD sans chirurgie
CHD2	CHD avec chirurgie
CHR	Centre Hospitalier Régional
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CPN	Consultations Prénatales
CM	Chef de Ménage
CSB	Centre de Santé de Base
CSP	Catégorie Socio-Professionnel
CUS	Centres Urbains Secondaires
DSM	Direction des Statistiques des Ménages
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
ENA	Entreprises Non Agricoles
FGT	Foster Greer Thorbecke
FMI	Fond Monétaire International
GCU	Grands Centres Urbains
GSE	Groupe Socio-Economique
IDH	Indicateurs de développement humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRA	Infection Respiratoire Aigüe
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
MCA	Millénuim Challenge Account
NPP	Ne se Prononce Pas
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PF	Planification Familiale
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TN	Tétanos Néonatal
TNS	Taux Net de Scolarisation
NS	Non Significatif
UE	Union Européenne

INTRODUCTION

Contexte de l'enquête

A partir du début des années 1990, en collaboration avec ses partenaires financiers, Madagascar a initié la prise en compte formelle de la dimension sociale des orientations économiques et politiques. Ainsi, plusieurs projets sociaux ont accompagné la reconversion de politique économique du pays. Cela nécessite des informations pour le suivi des existants, des évolutions passées et des prévisions des possibilités du futur.

En particulier, l'objectif de la réduction de la pauvreté préconisé par l'Etat requiert la disponibilité des données statistiques fiables et à jour, notamment des informations régulières sur la condition de vie des ménages. En effet, la prise en considération de la situation existante est une condition sine qua non à l'efficacité de toutes décisions de politique économique pour le développement socio-économique d'un pays.

Dans ce contexte, la série des EPM a débutée en 1993 dans le cadre de la prise en compte de la dimension sociale des ajustements structurels. Cela a été suivi par la rédaction et la mise en œuvre du Document de Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) de Madagascar qui sera relayé prochainement par le Madagascar Action Plan (MAP). De plus, après la mise en place des 22 régions et en étant bénéficiaire du programme du Millennium Challenge Account (MCA), l'Etat Malagasy doit posséder des informations sur les situations initiales des régions bénéficiaires et non bénéficiaires de ce financement afin de pouvoir mesurer les impacts futurs des activités de ce programme.

Objectifs

Dans le cadre du suivi des futurs impacts de la mise en œuvre du programme MCA, en cohérence avec le suivi de la mise en œuvre des stratégies et programmes de réduction de la pauvreté, une Enquête auprès des Ménages vise à apporter des informations à jour sur les conditions de vie des ménages. En particulier, il s'agit de mesurer les indicateurs de consommation, premier déterminant du bien être matériel, au niveau national, régional et par milieu.

La série d'Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) est la seule série d'enquêtes multi thèmes, temporelles et de représentativité nationale qui sert d'outil de mesure des conditions de vie des ménages, des causes et corollaires de ces conditions de vie. De plus, les sections des questionnaires de l'EPM lui attribuent **l'exclusivité sur la confection des indicateurs de pauvreté à l'aide des méthodes internationalement comparables**. Par rapport à celles qui la précèdent, **les résultats issus de l'EPM 2005 sont significatifs et "représentatifs", au niveau de chacune des 22 régions** nouvellement délimitées.

D'une façon plus spécifique, en conformité avec le programme de suivi du MCA à Madagascar, l'EPM a collecté d'une façon périodiques les informations nécessaires pour la connaissance et l'analyse de:

1/ La variation des revenu des ménages par l'approche consommation (Economic growth goal1: Increase household income in investment zones)

2/ Les niveaux de connaissances et les opinions des citoyens sur les activités et les procédures de sécurisation foncières (A212 & A232 Public awareness of land tenure activities)

3/ Les niveaux de connaissances et les opinions des citoyens sur les nouveaux instruments financiers (surtout l'accès au crédit, B215 Public awareness of new financial instruments)

Unité d'enquête

L'Enquête Périodique auprès des Ménages contient 2 unités d'enquête dont:

- La Zone de Dénombrement (ZD) et
- Le Ménage qui est la principale unité d'enquête.

1/ La Zone de Dénombrement (ZD):

Une zone de dénombrement est un groupe de logements délimité physiquement à priori dans la base de sondage. Les délimitations sont dans la plupart des cas, surtout en milieu rural, constituées de limites naturelles (cours d'eau, crevasse, versant de montagne...) ou de limites facilement visibles (pont, rue, ...). La taille d'une ZD est semblable à une fokontany. Il se pourrait qu'un grand fokontany soit subdivisé en 2 ou 3 ZDs et inversement 2 ou 3 petits fokontany soient regroupés en 1 ZD.

2/ Le Ménage

Le ménage est un groupe de personnes, apparentées ou non (*mpihavana na tsia*), qui :

- (i) vivent habituellement ensemble (prennant le repas de midi habituellement ensemble et dorment dans une même unité d'habitations),
- (ii) reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne appelée « chef de ménage»

On entend par « vivre habituellement ensemble» le fait de vivre, c'est-à-dire de manger et dormir régulièrement dans une même unité physique qui est le logement. Ce logement peut être une maison individuelle, un appartement, une ou plusieurs pièces dans un ensemble individuel ou agencées autour d'une cour.

Le chef de ménage (CM) est en principe désigné par les membres du ménage. C'est la personne qui prend les décisions importantes à l'intérieur du ménage (telles que consommer, envoyer les enfants fréquenter l'école ou non, où les envoyer, où se soigner, ...) Son autorité est reconnue par tous les membres du ménage. La désignation du CM est très importante pour l'EPM, particulièrement pour les analyses qui tiennent compte de son rôle et de ses caractéristiques.

Ceci est la définition générale du ménage. Dans le cas de l'EPM, ces deux critères doivent être satisfaits pendant une certaine durée. L'enquête portant sur les douze derniers

mois précédant la date de l'entretien, on considère que toute personne fait partie du ménage si elle

- (iii) satisfait aux deux premiers critères ***au moins pendant les six derniers mois précédant l'interview***

Seules donc les personnes satisfaisant simultanément à ces trois critères seront considérées comme membre du ménage. Cependant, un certain nombre d'exceptions sont acceptées :

- le chef de ménage, même s'il a été absent pour plus de 6 mois,
- les nouveaux-nés de moins de 6 mois,
- les nouveaux mariés qui auraient rejoint leur ménage depuis moins de 6 mois
- toute autre personne qui, bien qu'absente depuis plus de 6 mois, n'aurait pas vécu pour autant dans un autre ménage : interne, travailleur saisonnier, militaire en caserne, prisonnier, etc.

Questionnaires de l'EPM 2005

Le questionnaire ménage se présente en un formulaire de 78 pages qui comporte 16 sections dont:

- 0 Renseignements de contrôle
- 1 Caractéristiques démographiques
- 2 Migration
- 3 Santé
- 4 Education
- 5 Emploi
- 6 Entreprises non agricoles
- 7 Habitation
- 8 Transferts
- 9 Avoirs
- 10 Enquête subjective de niveau de vie
- 11 Sécurisation foncière
- 12 Agriculture
- 13 Vulnérabilité et risques
- 14 Dépenses des ménages
- 15 Opinions sur le DSRP

Le questionnaire communautaire comporte 12 sections contenues dans un formulaire de 27 pages:

- 1 Education
- 2 Santé
- 3 Accès au Service
- 4 Agriculture
- 5 Prix Saisonnalité
- 6 Vulnérabilité
- 7 Bien-Etre
- 8 Priorités de Développement
- 9 Sécurité

- 10 Transport
- 11 Unités de mesure locales
- 12 Prix du Marché

Echantillonnage

Les contraintes techniques, financières et temporelles conduisent à l'approche par échantillonnage aréolaire à deux niveaux. En premier lieu, on a choisit les ZDs à visiter et en second lieu, les ménages à enquêter dans chacune de ces localités. Néanmoins, afin d'assurer la représentativité des données, ces choix ont été aléatoires. De plus, l'échantillonnage a considéré 44 strates a priori, à savoir les croisements des 22 régions et 2 milieux (urbain et rural).

La taille de l'échantillon est de 561 ZD (aussi bien urbaines que rurales, réparties de la région DIANA à la région ANOSY). Dans chaque localité, après le dénombrement des ménages, les équipes d'agents de terrain ont sélectionné d'une façon aléatoire 21 ménages pour interviews individuels et ont mené un entretien communautaire.

Tableau 1 : Distribution de l'échantillon de localités (ZDs) de l'EPM 2005 dans les 44 strates

Milieu	Urbain	Rural	Total
PROVINCE D'ANTANANARIVO			
Analamanga	16	16	32
Vakinankaratra	12	13	25
Itasy	12	12	24
Bongolava	12	12	24
PROVINCE DE FIANARANTSOA			
Amoron'I Mania	12	12	24
Haute Matsiatra	13	12	25
Vatovavy-Fitovinany	12	12	24
Atsimo-Atsinanana	12	12	24
Ihorombe	12	12	24
PROVINCE DE TOAMASINA			
Alaotra-Mangoro	12	12	24
Atsinanana	17	13	30
Analanjorofo	12	12	24
PROVINCE DE MAHAJANGA			
Sofia	12	17	29
Boeny	15	12	27
Betsiboka	12	12	24
Melaky	12	12	24
PROVINCE DE TOLIARY			
Menabe	12	12	24
Atsimo-Andrefana	14	15	29
Androy	12	12	24
Anosy	12	12	24
PROVINCE D'ANTSIRANANA			
Diana	13	12	25
Sava	12	15	27
	280	281	561

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'approche par échantillonnage permet de gagner en temps de collecte, de saisie, de traitement et d'analyse à moindre coût. De plus elle répond à un souci de faisabilité. En effet, l'administration des sections telles que l'agriculture, l'emploi, la santé, l'éducation et les dépenses des ménages, qui font l'objet d'analyses, nécessitent des instructions précises auprès des enquêteurs et des contrôles à plusieurs niveaux assez stricts. Par contre, la représentativité et surtout la significativité des résultats d'une enquête par échantillonnage ne sont assurées qu'à un niveau agrégé. Dans notre cas, il s'agit des 44 strates.

Par ailleurs, pour être en conformité avec la réalité, les résultats obtenus devraient tous être présentés par des intervalles de confiance qui signifient que si l'on répète l'échantillonnage et la collecte sur terrain un certain nombre de fois¹, avec la même taille de l'échantillon et les mêmes conditions de terrain, 95% des résultats appartiennent à ces intervalles.

¹ Assez élevées, par exemple 1000 fois.

Collecte de données sur terrain

La quasi-totalité de la collecte de données sur terrain a eu lieu du 05 septembre 2005 au 10 novembre 2005. A cause des risques d'insécurité ou des durées d'accès excessivement élevées qui risquent d'amplifier le retard de l'ensemble des activités de l'EPM 2005, 13 ZDs ont dû être remplacées. Une ZD inaccessible a été remplacée par une zone "similaire" au sens suivant: Les 2 localités remplacée et remplaçante appartiennent au même district, elles ont à peu près la même taille de populations, les mêmes tribus, les mêmes disponibilités en infrastructures (Ecole, Centre de santé, ...). En ce qui concerne l'échantillon de ménages, leur taux de remplacement, pour cause de refus ou d'absence prolongée est de 6,53%. Un ménage "défaillant" a été remplacé par son voisin immédiat dans la liste de dénombrement. L'hypothèse est que le meilleur remplaçant d'un ménage est celui qui a une forte potentialité de vivre sous les mêmes conditions communautaires et individuelles²

Précision des données de l'EPM 2005

Intervalle de confiance simplifié à priori

Pour une question qui se répond par oui ou bien non, pour une enquête auprès de 11 781 ménages, la précision a priori d'un indicateur de proportion est aux environs de 0,90% si on a appliqué un tirage aléatoire simple et si le taux attendu est de 50%. La prise en compte des strates améliore la précision mais la mise en grappe la détériore. Cette détérioration se mesure par les effets d'échantillonnage contenus dans les tableaux des intervalles de confiance.

La série de tableaux qui suit permet d'évaluer les précisions des résultats de l'EPM 2005

² Cela est particulièrement vrai en milieu rural. En ce qui concerne les Grands Centres Urbains, il y a des quartiers où cohabitent les ménages de niveau de vie différents malgré les apparences extérieures semblables (logement, habit...).

Tableau 2 Intervalle de confiance des nombres de ménages par strate en 2005

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échan tillonnage
ANALAMANGA URBAIN	270 617	48 959,35	174 433	366 801	28,9
ANALAMANGA RURAL	310 305	19 402,34	272 188	348 422	4,0
VAKINANKARATRA URBAIN	70 218	6 613,27	57 226	83 211	1,9
VAKINANKARATRA RURAL	275 202	243,01	274 725	275 679	NS
ITASY URBAIN	21 029	621,26	19 808	22 249	0,1
ITASY RURAL	137 590	4 395,18	128 956	146 225	0,4
BONGOLAVA URBAIN	18 824	1 243,77	16 381	21 268	0,3
BONGOLAVA RURAL	67 706	2 158,93	63 465	71 948	0,2
MAHATSIATRA AMBONY URBAIN	48 952	9 612,81	30 067	67 837	5,8
MAHATSIATRA AMBONY RURAL	209 393	6 629,07	196 370	222 417	0,7
AMORON'I MANIA URBAIN	24 203	989,93	22 258	26 148	0,1
AMORON'I MANIA RURAL	144 165	212,96	143 746	144 583	NS
VATOVAVY FITOVINANY URBAIN	36 226	1 619,49	33 044	39 407	0,2
VATOVAVY FITOVINANY RURAL	210 033	12 341,74	185 787	234 279	2,3
IHOROMBE URBAIN	20 897	655,55	19 609	22 184	0,1
IHOROMBE RURAL	35 066	1 526,63	32 067	38 065	0,2
ATSIMO ATSINANANA URBAIN	18 204	1 355,64	15 541	20 868	0,3
ATSIMO ATSINANANA RURAL	107 493	6 877,22	93 982	121 004	1,4
ATSINANANA URBAIN	62 086	12 231,08	38 057	86 115	7,4
ATSINANANA RURAL	185 934	7 488,23	171 223	200 645	1,0
ANALANJIROFO URBAIN	23 875	1 083,73	21 746	26 004	0,2
ANALANJIROFO RURAL	131 564	8 625,03	114 620	148 509	1,8
ALAOTRA MANGORO URBAIN	32 014	1 813,34	28 451	35 576	0,3
ALAOTRA MANGORO RURAL	165 725	5 194,01	155 521	175 929	0,5
BOENY URBAIN	40 155	6 699,99	26 993	53 318	3,4
BOENY RURAL	66 304	4 474,53	57 513	75 094	0,9
SOFIA URBAIN	19 742	1 130,75	17 520	21 963	0,2
SOFIA RURAL	206 023	7 617,14	191 058	220 987	0,9
BETSIBOKA URBAIN	20 563	971,14	18 656	22 471	0,1
BETSIBOKA RURAL	50 267	106,58	50 058	50 477	NS
MELAKY URBAIN	19 338	1 280,43	16 822	21 853	0,3
MELAKY RURAL	26 803	1 843,66	23 181	30 425	0,4
ATSIMO ANDREFANA URBAIN	44 572	2 879,51	38 915	50 229	0,6
ATSIMO ANDREFANA RURAL	173 863	9 185,15	155 818	191 908	1,5
ANDROY URBAIN	29 895	925,43	28 077	31 713	0,1
ANDROY RURAL	89 750	203,73	89 350	90 150	NS
ANOSY URBAIN	22 352	207,24	21 945	22 759	NS
ANOSY RURAL	107 909	4 776,58	98 525	117 293	0,7
MENABE URBAIN	19 011	1 300,73	16 456	21 566	0,3
MENABE RURAL	70 427	3 652,36	63 252	77 602	0,6
DIANA URBAIN	24 626	2 923,40	18 883	30 369	1,1
DIANA RURAL	68 634	4 695,71	59 409	77 859	1,0
SAVA URBAIN	15 503	990,07	13 558	17 448	0,2
SAVA RURAL	142 752	8 821,25	125 422	160 081	1,7
REGION					
Analamanga	580 922	52 663,74	477 461	684 383	17,0
Vakinankaratra	345 420	6 617,73	332 420	358 421	0,4
Itasy	158 619	4 438,87	149 898	167 339	0,4
Bongolava	86 531	2 491,57	81 636	91 426	0,2

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échan tillonnage
Mahatsiatra Ambony	258 346	11 676,93	235 406	281 286	1,7
Amoron'I Mania	168 368	1 012,58	166 378	170 357	NS
Vatovavy Fitovinany	246 259	12 447,55	221 805	270 713	2,0
Ihorombe	55 963	1 661,43	52 699	59 227	0,2
Atsimo Atsinanana	125 697	7 009,55	111 927	139 468	1,2
Atsinanana	248 020	14 341,30	219 846	276 195	2,7
Analanjirofo	155 439	8 692,85	138 361	172 517	1,5
Alaotra Mangoro	197 738	5 501,45	186 930	208 546	0,5
Boeny	106 460	8 056,76	90 631	122 288	1,9
Sofia	225 764	7 700,61	210 636	240 893	0,8
Betsiboka	70 831	976,97	68 912	72 750	NS
Melaky	46 141	2 244,68	41 731	50 550	0,3
Atsimo Andrefana	218 435	9 625,93	199 524	237 346	1,4
Androy	119 645	947,59	117 783	121 506	NS
Anosy	130 262	4 781,07	120 869	139 654	0,6
Menabe	89 438	3 877,07	81 821	97 055	0,5
Diana	93 260	5 531,36	82 393	104 127	1,0
Sava	158 254	8 876,64	140 816	175 693	1,6
URBAIN	902 903	52 575,52	799 615	1 006 190	12,1
RURAL	2 982 907	33 252,77	2 917 580	3 048 235	4,8
ENSEMBLE	3 885 810	62 208,78	3 763 597	4 008 023	

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 3 Intervalle de confiance des tailles moyenne des ménages selon les strates en 2005

	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Taille moyenne des ménages					
Analamanga	4,7	0,107	4,5	4,9	5,055
Vakinankaratra	4,9	0,092	4,7	5,1	2,154
Itasy	5,3	0,188	5,0	5,7	3,097
Bongolava	5,1	0,168	4,8	5,4	1,330
Mahatsiatra Ambony	5,8	0,173	5,4	6,1	3,712
Amoron'I Mania	5,4	0,193	5,0	5,8	3,425
Vatovavy Fitovinany	4,9	0,229	4,5	5,4	6,066
Ihorombe	5,1	0,124	4,8	5,3	0,422
Atsimo Atsinanana	4,6	0,169	4,3	5,0	2,466
Atsinanana	4,9	0,149	4,6	5,2	3,506
Analanjirifo	4,1	0,145	3,8	4,4	2,304
Alaotra Mangoro	4,7	0,093	4,5	4,9	1,497
Boeny	4,3	0,139	4,1	4,6	1,441
Sofia	4,9	0,126	4,6	5,1	1,695
Betsiboka	5,1	0,132	4,9	5,4	0,658
Melaky	4,6	0,189	4,2	4,9	1,100
Atsimo Andrefana	4,6	0,216	4,1	5,0	4,712
Androy	5,5	0,239	5,0	6,0	2,253
Anosy	5,1	0,203	4,7	5,5	1,937
Menabe	4,6	0,157	4,3	4,9	1,484
Diana	3,9	0,154	3,6	4,2	1,197
Sava	4,2	0,126	3,9	4,4	1,820
Urbain	4,6	0,046	4,5	4,7	1,224
Rural	4,9	0,045	4,8	5,0	3,295
Ensemble	4,9	0,036	4,8	4,9	2,871

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 4 Intervalle de confiance des valeurs moyenne des consommations

Unité: en Ariary

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
ANALAMANGA URBAIN	500700	56177	390300	611100	10,083
ANALAMANGA RURAL	364000	31729	301700	426400	15,908
VAKINANKARATRA URBAIN	370500	43642	284700	456200	2,779
VAKINANKARATRA RURAL	247600	16526	215200	280100	14,617
ITASY URBAIN	386700	34300	319300	454100	0,692
ITASY RURAL	269400	18914	232300	306600	6,954
BONGOLAVA URBAIN	354100	33145	289000	419200	0,954
BONGOLAVA RURAL	350800	62001	229000	472600	1,416
MAHATSIATRA AMBONY URBAIN	308400	45474	219100	397800	4,347
MAHATSIATRA AMBONY RURAL	256000	16518	223500	288500	9,419
AMORON'I MANIA URBAIN	269700	22422	225700	313800	0,610
AMORON'I MANIA RURAL	240000	7529	225200	254800	2,151
VATOVAVY FITOVINANY URBAIN	317100	52879	213300	421000	1,351
VATOVAVY FITOVINANY RURAL	215500	17067	182000	249100	11,205
IHOROMBE URBAIN	269500	23425	223500	315500	0,696
IHOROMBE RURAL	240000	14626	211200	268700	1,050
ATSIMO ATSINANANA URBAIN	289100	34272	221800	356500	0,322
ATSIMO ATSINANANA RURAL	237200	19689	198500	275900	2,910
ATSINANANA URBAIN	414000	69624	277200	550800	7,161
ATSINANANA RURAL	195000	15308	164900	225100	6,668
ANALANJIROFO URBAIN	271100	34070	204100	338000	1,272
ANALANJIROFO RURAL	251900	36910	179400	324400	4,851
ALAOTRA MANGORO URBAIN	338300	24601	290000	386700	0,760
ALAOTRA MANGORO RURAL	368100	38962	291600	444700	4,185
BOENY URBAIN	592200	55391	483400	701000	0,931
BOENY RURAL	491700	175888	146200	837300	5,823
SOFIA URBAIN	298100	33108	233100	363200	1,400
SOFIA RURAL	225200	8716	208100	242400	3,059
BETSIBOKA URBAIN	334700	34634	266700	402800	1,321
BETSIBOKA RURAL	279200	24570	230900	327400	2,218
MELAKY URBAIN	329000	35120	260000	398000	0,993
MELAKY RURAL	300400	24528	252200	348600	1,364
ATSIMO ANDREFANA URBAIN	339400	50767	239700	439200	3,052
ATSIMO ANDREFANA RURAL	230200	30189	170900	289500	14,709
ANDROY URBAIN	232700	30130	173500	291900	1,159
ANDROY RURAL	226500	25393	176600	276400	5,000
ANOSY URBAIN	381400	73690	236700	526200	1,353
ANOSY RURAL	249600	16925	216400	282900	2,672
MENABE URBAIN	414100	29196	356800	471500	0,452
MENABE RURAL	277800	26132	226500	329100	3,996
DIANA URBAIN	542100	38897	465700	618500	0,672
DIANA RURAL	347600	44579	260000	435200	4,028
SAVA URBAIN	479900	79779	323200	636700	0,429
SAVA RURAL	262700	28300	207100	318300	3,577

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
ANALAMANGA	425600	30101	366400	484700	10,622
VAKINANKARATRA	270100	15756	239100	301000	6,631
ITASY	283900	17263	250000	317800	4,359
BONGOLAVA	351500	50180	252900	450000	1,404
MAHATSIATRA AMBONY	264600	15797	233600	295700	7,452
AMORON'I MANIA	243800	7209	229600	258000	1,544
VATOVAVY FITOVINANY	230700	17082	197100	264200	4,384
IHOROMBE	251300	12724	226300	276300	0,834
ATSIMO ATSINANANA	244600	17956	209300	279900	1,863
ATSINANANA	245000	22614	200600	289400	7,598
ANALANJIROFO	254600	32201	191300	317800	4,594
ALAOTRA MANGORO	363500	33052	298500	428400	3,931
BOENY	528600	114617	303500	753800	5,094
SOFIA	231300	8539	214600	248100	2,707
BETSIBOKA	295000	19996	255800	334300	1,853
MELAKY	313400	20807	272500	354300	1,113
ATSIMO ANDREFANA	250900	27028	197800	304000	9,878
ANDROY	228000	20553	187600	268400	3,520
ANOSY	274100	19850	235100	313100	1,829
MENABE	304700	22614	260300	349100	2,621
DIANA	399200	35247	329900	468400	2,719
SAVA	283000	27378	229200	336800	2,319
URBAIN	401500	17362	367400	435600	4,429
RURAL	269700	6606	256700	282600	5,119
Ensemble	298600	6615	285600	311600	5,012

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 5 : Intervalle de confiance des incidences de la pauvreté selon les strates en 2005

Unité: en %

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
ANALAMANGA URBAIN	36,7	6,17	24,6	48,8	12,579
ANALAMANGA RURAL	47,9	5,92	36,3	59,5	13,162
VAKINANKARATRA URBAIN	54,9	5,52	44,0	65,7	2,373
VAKINANKARATRA RURAL	78,6	3,98	70,8	86,4	8,151
ITASY URBAIN	49,5	4,86	40,0	59,1	0,619
ITASY RURAL	71,4	5,21	61,2	81,7	6,161
BONGOLAVA URBAIN	53,0	6,24	40,8	65,3	0,854
BONGOLAVA RURAL	66,8	4,79	57,4	76,2	2,294
MAHATSIATRA AMBONY URBAIN	67,8	8,12	51,8	83,7	4,607
MAHATSIATRA AMBONY RURAL	72,9	5,60	61,9	83,9	12,340
AMORON'I MANIA URBAIN	74,9	3,97	67,1	82,7	0,607
AMORON'I MANIA RURAL	78,4	1,89	74,7	82,1	1,040
VATOVAVY FITOVINANY URBAIN	72,0	7,07	58,2	85,9	2,815
VATOVAVY FITOVINANY RURAL	82,4	4,42	73,7	91,0	8,685
IHOROMBE URBAIN	74,9	3,85	67,4	82,5	0,534
IHOROMBE RURAL	79,9	3,79	72,5	87,4	0,978
ATSIMO ATSINANANA URBAIN	72,9	5,96	61,2	84,6	0,937
ATSIMO ATSINANANA RURAL	85,7	3,71	78,5	93,0	3,525
ATSINANANA URBAIN	48,7	8,36	32,3	65,1	4,865
ATSINANANA RURAL	87,9	2,22	83,6	92,3	2,738
ANALANJIROFO URBAIN	71,8	6,60	58,8	84,7	1,191
ANALANJIROFO RURAL	80,3	4,79	70,9	89,7	4,943
ALAOTRA MANGORO URBAIN	59,6	6,51	46,8	72,4	1,588
ALAOTRA MANGORO RURAL	57,4	5,73	46,1	68,6	6,550
BOENY URBAIN	24,5	5,43	13,9	35,2	1,693
BOENY RURAL	62,9	6,94	49,2	76,5	3,772
SOFIA URBAIN	65,2	8,03	49,4	81,0	1,635
SOFIA RURAL	82,2	2,17	77,9	86,4	2,014
BETSIBOKA URBAIN	56,3	7,89	40,8	71,8	1,635
BETSIBOKA RURAL	75,5	5,97	63,8	87,2	3,115
MELAKY URBAIN	59,4	6,18	47,2	71,5	0,942
MELAKY RURAL	65,4	6,97	51,7	79,1	1,537
ATSIMO ANDREFANA URBAIN	61,4	8,25	45,1	77,6	3,385
ATSIMO ANDREFANA RURAL	78,4	5,81	67,0	89,8	10,050
ANDROY URBAIN	82,9	5,02	73,0	92,7	1,763
ANDROY RURAL	83,4	3,01	77,5	89,3	2,035
ANOSY URBAIN	58,8	7,29	44,5	73,1	1,691
ANOSY RURAL	77,3	3,97	69,4	85,1	3,049
MENABE URBAIN	43,1	4,78	33,8	52,5	0,470
MENABE RURAL	66,3	4,78	56,9	75,7	2,094
DIANA URBAIN	21,4	4,97	11,6	31,1	0,892
DIANA RURAL	59,2	9,91	39,8	78,7	6,822
SAVA URBAIN	53,3	7,68	38,2	68,4	0,918
SAVA RURAL	74,5	4,64	65,4	83,6	4,258
ANALAMANGA	42,9	4,25	34,5	51,2	12,57501
VAKINANKARATRA	74,3	3,44	67,5	81,1	6,569543

STRATES	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
ITASY	68,7	4,64	59,6	77,8	5,296432
BONGOLAVA	64,1	4,07	56,1	72,1	1,99229
MAHATSIATRA AMBONY	72,1	4,87	62,5	81,6	10,93571
AMORON'I MANIA	78,0	1,73	74,6	81,4	0,9869127
VATOVAVY FITOVINANY	80,8	3,98	73,0	88,6	7,765769
IHOROMBE	78,0	2,77	72,6	83,4	0,7904728
ATSIMO ATSINANANA	83,9	3,40	77,2	90,6	3,119434
ATSINANANA	79,0	3,44	72,2	85,8	5,4415
ANALANJIROFO	79,1	4,27	70,7	87,5	4,371576
ALAOTRA MANGORO	57,7	4,94	48,0	67,4	5,779659
BOENY	48,8	5,76	37,5	60,1	3,843696
SOFIA	80,7	2,11	76,6	84,9	1,973491
BETSIBOKA	70,0	4,78	60,6	79,4	2,466722
MELAKY	62,7	4,75	53,3	72,0	1,266565
ATSIMO ANDREFANA	75,2	5,12	65,1	85,3	8,739784
ANDROY	83,3	2,58	78,2	88,3	1,964569
ANOSY	73,8	3,56	66,8	80,8	2,737262
MENABE	61,7	4,17	53,5	69,9	1,880377
DIANA	49,2	7,50	34,4	63,9	5,142637
SAVA	72,5	4,35	64,0	81,1	3,925167
URBAIN	52,0	2,02	48,0	55,9	4,241876
RURAL	73,5	1,14	71,2	75,7	6,085741
Ensemble	68,7	1,04	66,7	70,8	5,9458

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Une autre approche pour tester la "robustesse" des indicateurs de pauvreté consiste à faire varier le seuil de pauvreté et recalculer les mêmes indicateurs à l'aide des nouveaux seuils. Cette approche est simplificatrice mais reste réaliste en sachant que le panier de consommation, le seuil de pauvreté et sa mise à jour à l'aide des taux d'inflation sont tous obtenus par échantillonnage, donc sujets à des imprécisions. De plus, lors de leurs confections, il y a plusieurs choix techniques, selon les fiabilités accordées aux informations disponibles, qui ne sont pas parfaitement neutres.

Tableau 6 Sensibilité des indicateurs par rapport aux variations des seuils

	Unité en %		
	P0	P0 à 90% du seuil	P0 à 110% du seuil
Urbain	52,0	45,8	58,4
Rural	73,5	66,3	79,3
Ensemble	68,7	61,8	74,7
	P1	P1 à 90% du seuil	P1 à 110% du seuil
Urbain	19,3	14,4	24,8
Rural	28,9	21,9	36,5
Ensemble	26,8	20,2	34,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 7 Indicateurs de pauvreté "extrême" (par rapport à 75% du seuil)

Unité en %

	Estimation	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
P0_75					
Urbain	35,8	1,748	32,4	39,2	3,4421
Rural	53,3	1,549	50,3	56,4	8,8642
Ensemble	49,5	1,289	46,9	52,0	7,8336
P1_75					
Urbain	8,3	0,530	7,2	9,3	3,6365
Rural	12,9	0,592	11,7	14,0	12,2954
Ensemble	11,9	0,481	10,9	12,8	10,8143

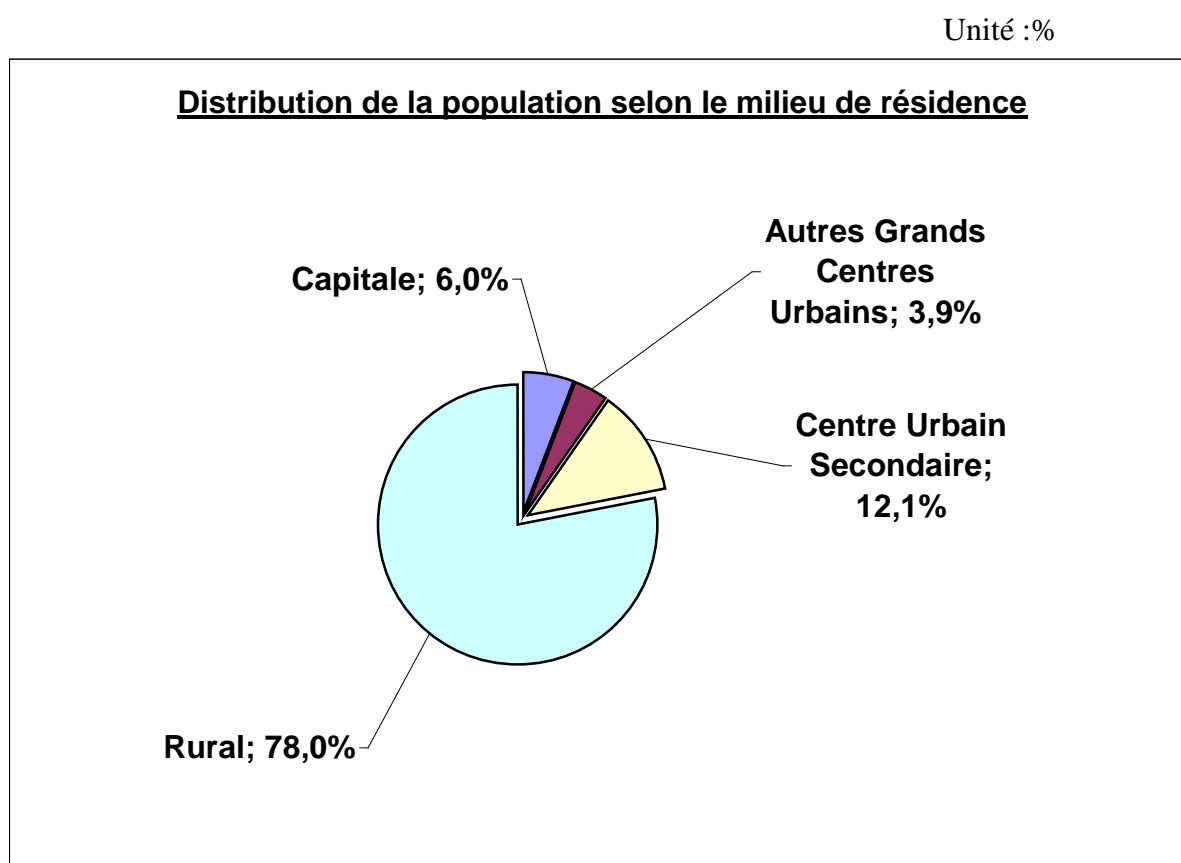
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

I DEMOGRAPHIE

I-1 Population

Selon les données collectées lors de l'EPM 2005, un peu moins de 8 individus sur 10 résident en milieu rural. Viennent ensuite les chefs lieu de districts (Autres que les Grands Centres Urbain) avec une proportion de 12,1%. 1 individu sur 10 s'installe dans les Grands Centres Urbains. En totalité, les urbains représentent 22% de la population.

Graphique 1 : Distribution de la population par milieu



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La distribution de la population par régions montre qu'Analamanga héberge un peu moins de 15 individus sur 100. Les régions de Melaky, Ihorombe, Betsiboka et DIANA contiennent chacune moins de 2% de l'ensemble des habitants. Vakinankaratra, Mahatsiatra Ambony, Vatovavy Fitovinany, Atsinanana, Sofia et Atsimo Andrefana sont chacune le lieu de résidence de 5% à 9% de la population.

Tableau 8 : Distribution de la population par régions et selon le milieu

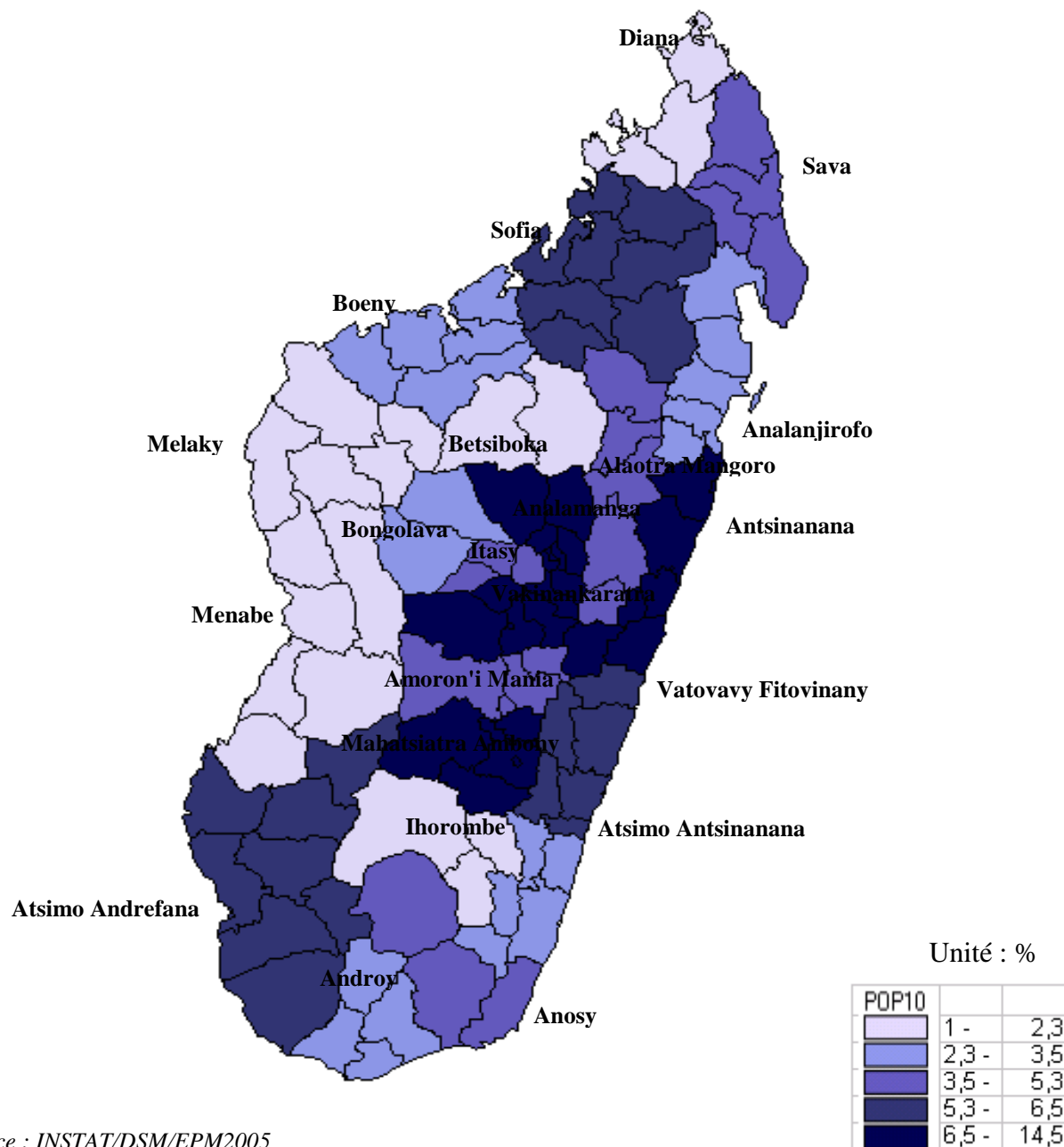
Unité : %

Province	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Analamanga	29,6	10,2	14,5
Vakinankaratra	7,5	9,4	9,0
Itasy	2,5	5,0	4,5
Bongolava	2,1	2,4	2,4
Mahatsiatra Ambony	5,9	8,5	7,9
Amoron'I Mania	2,8	5,4	4,8
Vatovavy Fitovinany	4,4	7,0	6,5
Ihorombe	2,6	1,2	1,5
Atsimo Atsinanana	2,0	3,4	3,1
Atsinanana	6,7	6,4	6,5
Analanjirofo	2,1	3,7	3,4
Alaotra Mangoro	3,5	5,3	4,9
Boeny	4,1	2,0	2,5
Sofia	2,2	6,9	5,8
Betsiboka	2,5	1,8	1,9
Melaky	2,3	0,8	1,1
Atsimo Andrefana	4,6	5,5	5,3
Androy	3,8	3,4	3,5
Anosy	3,0	3,7	3,5
Menabe	2,0	2,2	2,2
Diana	2,3	1,8	1,9
Sava	1,5	4,1	3,5
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La carte qui suit met en évidence une relative prépondérance des habitants dans les hauts plateaux et la partie est de Madagascar.

Carte 1 : Distribution de la population par région

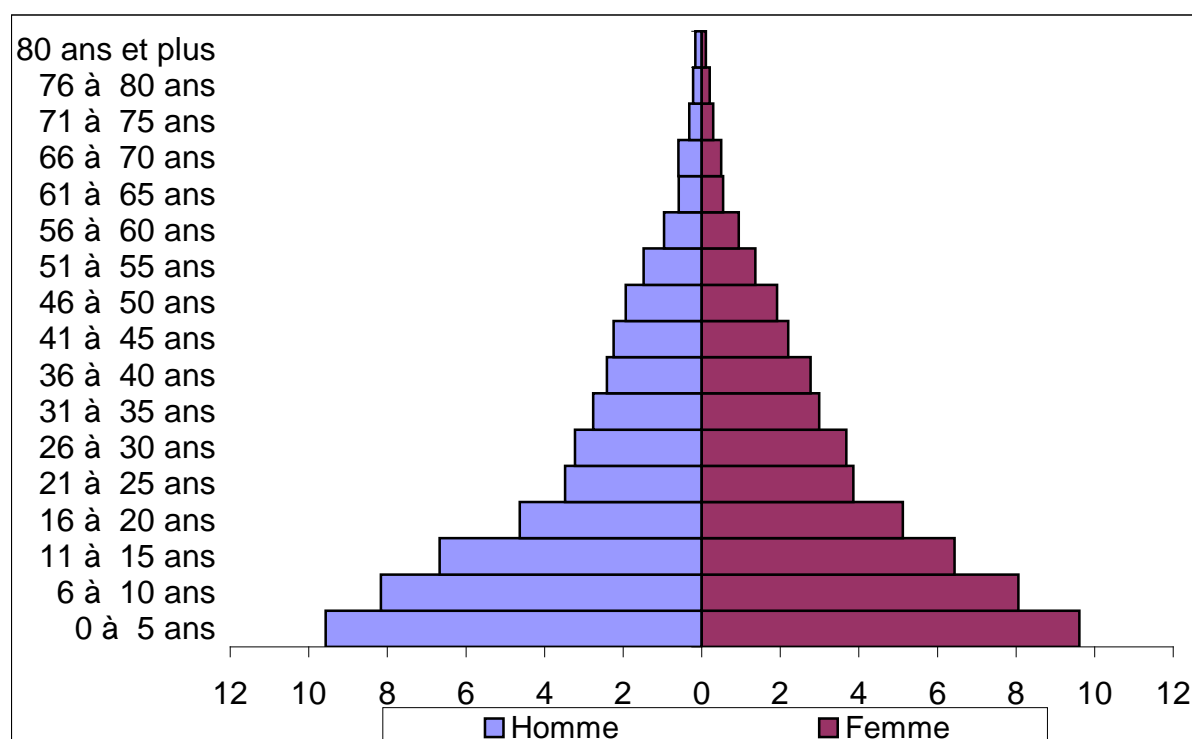


Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1-2 Distribution par groupe d'âges et par genre de la population

La jeunesse de la population malgache fait partie des résultats structurels des EPM antérieures et ce fait est confirmé par l'EPM 2005. Un individu sur cinq est âgé de 5 ans ou moins. De plus la moitié de la population a moins de 20 ans. Les personnes en âge de retraite (du moins pour le cas de l'administration publique) représentent environs 4% de la population. En terme d'effectifs de la population, la parité homme – femme est plus ou moins "équilibrée". La proportion de femmes se situe à 50,6%.

Graphique 2 : Pyramide des âges en 2004



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le constat précédent est confirmé par le rapport de masculinité (nombre d'hommes pour cent femmes) qui reste plus ou moins homogène selon les régions. Il ne varie que de 90% dans l'Anosy à 108% dans l'Itasy. Dans l'ensemble, le rapport de masculinité est de 95,6% en milieu urbain et 98,2% en milieu rural.

Tableau 9 : Rapport de masculinité selon les régions

Région	Milieu		Unité : %
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	97,3	97,9	97,7
Vakinankaratra	101,0	91,6	93,3
Itasy	92,0	110,3	107,8
Bongolava	83,8	100,5	97,0
Mahatsiatra Ambony	97,0	102,0	101,2
Amoron'I Mania	101,2	92,4	93,5
Vatovavy Fitovinany	94,4	93,8	93,9
Ihorombe	105,9	101,6	103,2
Atsimo Atsinanana	85,5	99,7	97,6
Atsinanana	90,1	98,6	96,5
Analanjirofo	96,9	97,0	97,0
Alaotra Mangoro	97,7	99,3	99,0
Boeny	98,7	93,1	95,1
Sofia	89,1	95,6	95,1
Betsiboka	92,4	98,6	96,8
Melaky	94,0	112,3	103,6
Atsimo Andrefana	102,1	106,0	105,3
Androy	94,1	101,7	99,8
Anosy	92,4	89,6	90,1
Menabe	97,8	100,2	99,7
Diana	81,4	106,5	99,2
Sava	86,0	99,6	98,3
Ensemble	95,6	98,2	97,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1-3 Ménages

1-3-1- Taille des ménages

En moyenne, un ménage malgache comporte 4,9 personnes. A un seuil de confiance de 95% cet indicateur est contenu entre 4,78 et 4,92. Les ménages ruraux ont une taille plus importante que ceux urbains (4,9 contre 4,6). Cet ordre reste valable quelle que soit la région de résidence. Par contre cet indicateur varie de 3,9 dans le DIANA à 5,8 dans le Mahatsiatra Ambony.

Tableau 10 : Taille moyenne des ménages par milieu et par région

Unité : Personne

Région	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Analamanga	4,5	4,8	4,7
Vakinankaratra	4,4	5,0	4,9
Itasy	5,0	5,4	5,3
Bongolava	4,6	5,2	5,1
Mahatsiatra Ambony	5,0	5,9	5,8
Amoron'i Mania	4,8	5,5	5,4
Vatovavy Fitovinany	5,0	4,9	4,9
Ihorombe	5,2	5,0	5,1
Atsimo Atsinanana	4,6	4,7	4,6
Atsinanana	4,5	5,1	4,9
Analanjirofo	3,7	4,1	4,1
Alaotra Mangoro	4,5	4,7	4,7
Boeny	4,2	4,4	4,3
Sofia	4,7	4,9	4,9
Betsiboka	5,0	5,1	5,1
Melaky	4,9	4,3	4,6
Atsimo Andrefana	4,2	4,6	4,6
Androy	5,3	5,5	5,5
Anosy	5,5	5,0	5,1
Menabe	4,2	4,7	4,6
Diana	3,9	3,9	3,9
Sava	4,0	4,2	4,2
Ensemble	4,6	4,9	4,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les ménages malgaches sont en majorité des "familles nombreuses". Il n'y a que 1 ménage sur cent qui est composé d'une seule personne. 6 ménages sur 10 comportent 4 à 7 personnes. Un peu moins de 9% des ménages (9,8% en milieu rural) sont constitués de plus de 10 personnes.

Tableau 11 : Distribution de la population par taille de ménage selon le milieu de résidence

Taille de ménage	Unité : %		
	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Singleton	1,2	0,9	1,0
2 à 3	15,9	13,5	14,0
4 à 5	35,2	31,2	32,1
6 à 7	29,9	28,6	28,9
8 à 9	12,2	16,1	15,2
plus de 10	5,6	9,8	8,9
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1-3-2 Genre du Chef de Ménage (CM)

Les femmes Malgaches dirigent 18,9% des ménages. Ce taux atteint 1 sur 5 en milieu urbain. En terme d'individus ces femmes CM dirigent 14% de la population.

Tableau 12 : Distribution des ménages par genre du chef de ménage et selon le milieu

Genre du chef de ménage	Unité : %		
	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Homme	79,7	81,6	81,1
Femme	20,3	18,5	18,9
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 13 : Distribution de la population selon le genre du chef de ménage par milieu

Genre du chef de ménage	Unité : %		
	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Homme	83,7	86,2	85,6
Femme	16,3	13,8	14,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon la répartition par GSE du CM, 15% des femmes CM sont des travailleurs indépendants contre 7,3 chez les hommes. Par ailleurs 11% d'entre elles sont inactives ou en chômage (3% chez les hommes CM).

Tableau 14 : Distribution des CM par GSE selon le genre

Unité : %

Groupe socio-économique du chef de ménage	Genre		Ensemble
	Homme	Femme	
Cadre supérieur	0,6	0,2	0,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	1,7	1,0	1,6
Ouvrier ou salarié qualifié	7,1	4,1	6,6
Ouvrier non qualifié	5,8	5,4	5,7
Manœuvre	3,4	4,8	3,6
Stagiaire rémunéré	0,2	0,2	0,2
Indépendant	7,3	15,3	8,8
Chômeur	0,9	3,1	1,3
Inactif	2,2	8,0	3,3
Petit exploitant agricole	50,0	45,9	49,2
Moyen exploitant agricole	16,3	9,0	14,9
Grand exploitant agricole	3,2	2,3	3,0
Pêcheur	1,3	0,6	1,2
Autre	0,1	0,1	0,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1-3-3 Situation Matrimoniale du CM

En classant l'ensemble des chefs de ménage (CM) par situation matrimoniale, on constate que dans l'ensemble, 4 sur 5 d'entre eux ont un conjoint (ou "plus"). Les femmes occupent le poste de CM lorsqu'elles sont célibataires ou quand le mari n'est plus membre du ménage.

Tableau 15 : Distribution de la population selon la situation matrimoniale par genre du chef de ménage

Unité : %

Situation matrimoniale	Genre		Ensemble
	Homme	Femme	
Marié (e) Légalement	37,4	2,6	32,4
Marié (é) Coutumièrement monogame	49,7	4,8	43,3
Marié (e) Coutumièrement polygame	1,7	0,1	1,5
Union Libre Monogame	6,3	2,3	5,8
Union Libre Polygame	0,1	NS	0,1
Divorcé (e)	0,1	2,6	0,4
Séparé (e)	1,3	38,6	6,7
Veuf (ve)	2,4	43,4	8,3
Célibataire	1,0	5,7	1,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Plus de la moitié des CM sont âgés de 30 à 49 ans. Un ménage sur cinq est dirigé par un individu relativement jeune (âgé de moins de 30 ans). 13% des ménages ont comme chef une personne en âge de retraite.

1-3-4 Groupe d'ages des CM

Tableau 16 : Distribution des ménages selon la tranche d'âge du chef de ménage par milieu

Unité : %

Tranche d'âge	Milieu		Ensemble
	Urbain	Rural	
Moins de 20 ans	2,0	1,6	1,7
de 20 à 29 ans	17,3	17,1	17,2
de 30 à 39 ans	24,5	28,0	27,2
de 40 à 49 ans	25,3	24,3	24,6
de 50 à 59 ans	17,0	16,2	16,4
de 60 à 69 ans	8,5	7,8	8,0
70 ans ou plus	5,4	4,9	5,0
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le ratio de dépendance est le rapport entre le nombre d'individus âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans sur le reste de la population. Il montre la dépendance "vraisemblable" des individus potentiellement inactifs sur les individus potentiellement

actifs. Ce rapport est de 94,9% en 2005. En milieu rural il atteint 100% contre 80 % en milieu urbain.

1-3-5 Ratio de dépendance

Tableau 17 : Ratio de dépendance économique selon le milieu et la région de résidence

Région	Milieu		Unité : %
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	71,7	84,5	78,5
Vakinankaratra	76,9	106,6	100,5
Itasy	89,4	106,7	104,4
Bongolava	97,1	112,9	109,6
Mahatsiatra Ambony	79,0	99,8	96,1
Amoron'I Mania	85,3	106,7	103,7
Vatovavy Fitovinany	88,2	105,8	102,9
Ihorombe	91,8	94,1	93,2
Atsimo Atsinanana	90,1	98,1	96,9
Atsinanana	66,6	94,9	87,6
Analanjirofo	81,1	96,5	94,2
Alaotra Mangoro	75,4	88,7	86,5
Boeny	67,3	77,3	73,5
Sofia	77,5	114,0	110,3
Betsiboka	101,2	105,9	104,5
Melaky	94,3	88,7	91,2
Atsimo Andrefana	85,6	98,2	95,7
Androy	134,1	135,1	134,8
Anosy	105,1	106,5	106,2
Menabe	78,2	76,1	76,5
Diana	76,3	101,6	94,2
Sava	79,4	89,5	88,5
Ensemble	80,1	99,5	94,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le ratio de dépendance est en relation négative avec le décile de consommation. Si il atteint de 135,9 chez les individus les plus pauvres, pour les ménages du décile plus riche, il y a 2 personnes potentiellement actives pour une personne potentiellement inactive. De

plus, au vu des intersections des intervalles de confiance, les différences entre 2 déciles sont significatives dans la plupart des cas.

Tableau 18 : Intervalle de confiance des Ratio de dépendance selon les déciles de consommation

	Estimation	Standard Error	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Plus					
pauvre	135,9	4,80	126,5	145,4	2,439
Décile_2	118,7	3,91	111,0	126,4	2,006
Décile_3	128,9	4,33	120,4	137,4	2,226
Décile_4	110,0	3,22	103,7	116,3	1,750
Décile_5	104,8	3,46	98,0	111,6	1,969
Décile_6	97,3	3,65	90,1	104,5	2,372
Décile_7	91,4	3,15	85,2	97,6	2,166
Décile_8	79,0	2,64	73,8	84,2	1,914
Décile_9	65,1	2,73	59,7	70,4	2,440
Plus riche	52,6	2,05	48,6	56,6	1,915
Ensemble	94,9	1,29	92,3	97,4	2,965

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

1-3-6 Niveau d'instruction des CM

Un CM sur quatre est classé sans instruction (n'ayant pas effectué 4 années d'instruction réussies). Cette proportion est de 15,4% en milieu urbain contre 25,7% en milieu rural. La majorité des CM (58,4%) ont un niveau primaire. Il n'y a que 4,4% des CM qui ont un niveau supérieur. Cette même proportion est en milieu urbain le sextuple de celle du milieu rural.

Tableau 19 : Distribution de la population par niveau d'instruction du chef de ménage selon le milieu

Niveau d'instruction	Milieu		Unité : %
	Urbain	Rural	Ensemble
Sans instruction	15,4	25,7	23,4
Primaire	47,6	61,4	58,4
Secondaire	24,4	10,8	13,8
Supérieur	12,7	2,1	4,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

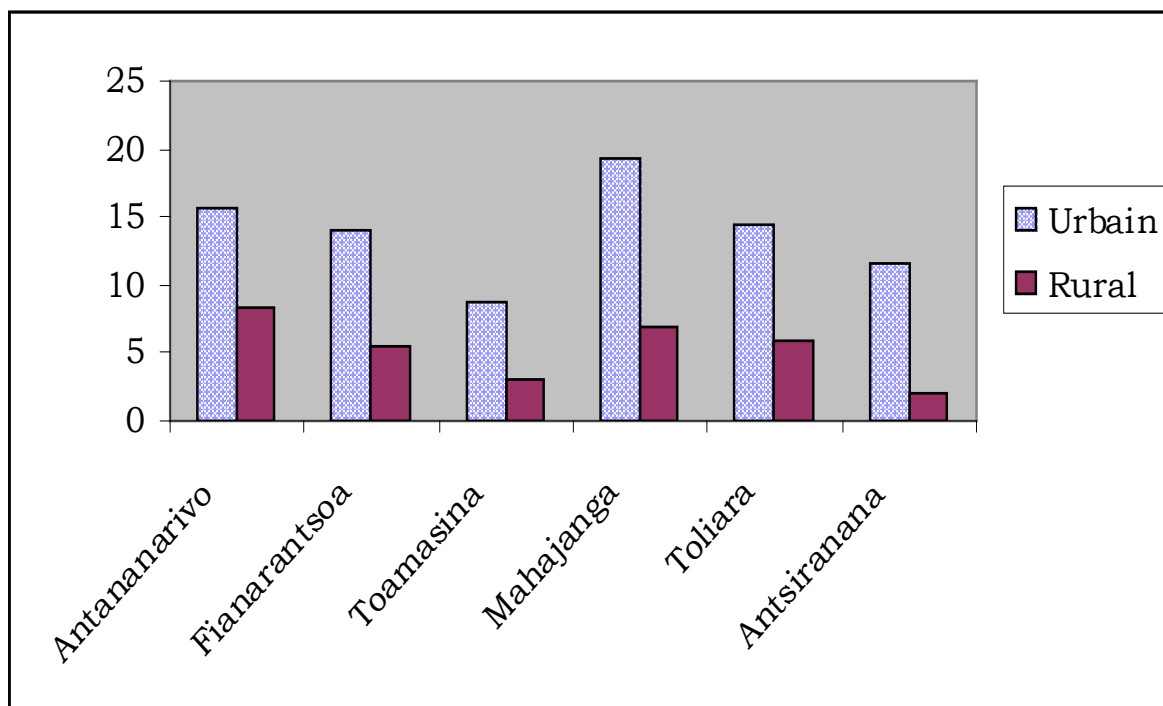
II MIGRATION

La migration au sens de l'EPM2005 est le fait de changer de district de résidence pour une période dépassant six mois. Ainsi, 7,8% des malgaches ont migré au moins une fois.

Les urbains migrent davantage que les ruraux. En effet, si le taux de migration est de près de 15% pour les urbains, il n'est que de 6% pour les ruraux. Parmi toutes les provinces, Antananarivo et Mahajanga présentent les taux de migration les plus élevés. En effet, le taux de migration est aux environs de 10% pour ces deux provinces contre 3% à 4% pour Antsiranana et Toamasina.

Graphique 3: Taux de migration, par province et milieu

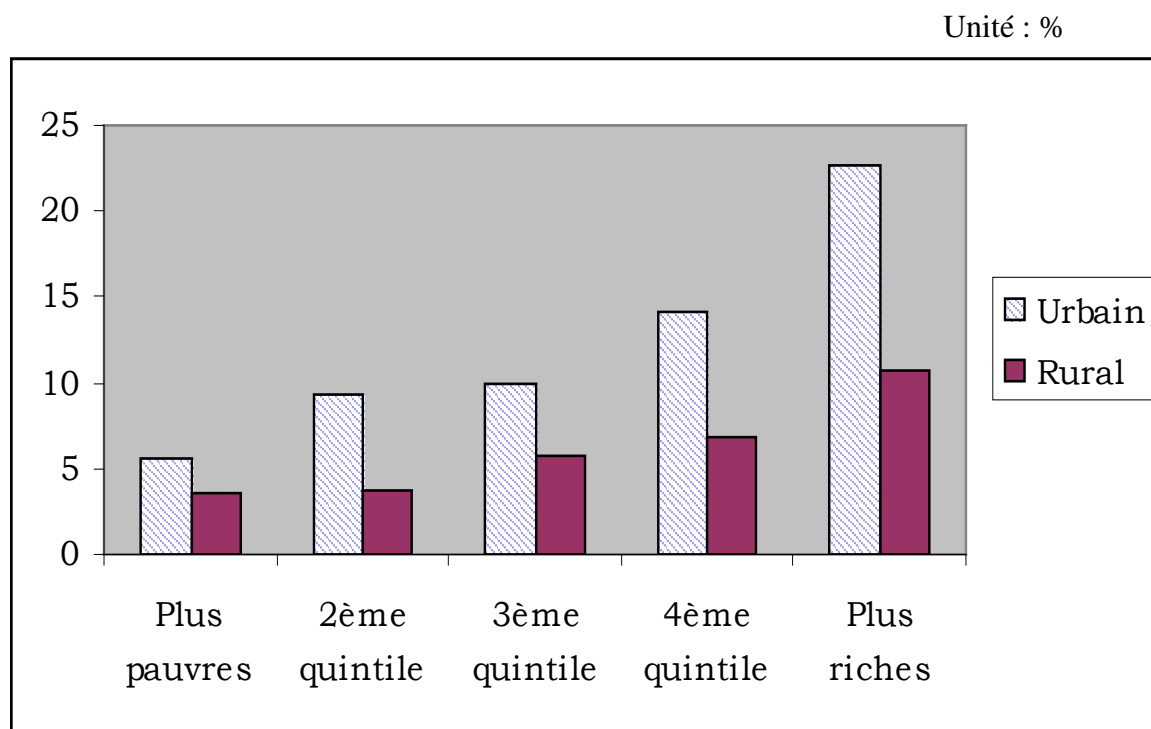
Unité : %



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Plus le ménage est aisé, plus se présentent des opportunités de migration. Seulement 4% des individus du premier quintile ont déjà migré, contre plus de 15% chez les plus riches. Ceci peut s'expliquer par les coûts initiaux nécessaires pour le déplacement, l'installation dans la localité d'arrivée, etc.

Graphique 4: Taux de migration, par quintile et milieu



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le taux de migration s'élève à mesure que le niveau d'instruction de l'individu est plus élevé. S'il n'est que de 4% pour les "sans instruction", il atteint 20% pour les individus de niveau secondaire et 37% chez les individus de niveau supérieur. Le déplacement peut être lié aux études ou les activités dans la localité d'arrivée requièrent certaines qualifications.

Tableau 20 : Taux de migration, par niveau d'instruction et milieu, pour les 4 ans et plus

Unité : %

	Urbain	Rural	Ensemble
Sans instruction	7,6	3,7	4,3
Primaire	13,9	6,4	7,9
Secondaire	23,6	16,1	19,4
Supérieur	34,9	39,5	36,5
Ensemble	16,0	6,5	8,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Emploi et études sont les principales raisons de migration. En effet, 36% des migrants sont des actifs occupés et 24% sont des étudiants.

Tableau 21: Répartition des migrants selon la situation vis-à-vis de l'emploi lors de la migration

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Occupé	31,6	38,4	35,6
Chômeur	5,3	5,9	5,7
En quêté d'un premier emploi	3,6	3,5	3,6
Homme / Femme au foyer	10,9	11,5	11,3
Etudiant	29,0	20,1	23,8
Retraité	0,2	0,4	0,3
Incapable de travailler	9,5	10,5	10,1
Autres	9,9	9,6	9,8
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

En ce qui concerne les migrants qui sont des actifs occupés, 35% sont des « indépendants », tandis que 30% sont des salariés permanents. On enregistre également 12% de salariés temporaires et 18% d'aide familiale.

Tableau 22: Répartition des migrants selon la situation dans la profession lors de la migration

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Salarié permanent	34,9	26,7	29,8
Salarié temporaire	12,5	11,4	11,8
Apprenti	0,5	0,7	0,6
Employeur	0,3	0,6	0,5
Aide familiale	18,7	17,2	17,8
Indépendant	27,9	39,2	35,0
Personne non classée ailleurs	5,2	4,2	4,6
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les entreprises individuelles accueillent 48% des migrants occupés, que ce soit en milieu urbain que rural. Ensuite viennent les entreprises privées et l'administration publique.

Tableau 23: Répartition des migrants selon le secteur institutionnel d'activité, lors de la migration

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Administration publique	13,5	7,7	9,8
Entreprise d'Etat	5,9	3,1	4,2
Entreprise privée	16,6	11,3	13,3
Zone Franche	1,1	1,2	1,2
Entreprise individuelle	41,2	51,6	47,7
Entreprise associative	0,9	1,3	1,2
Mixte (Para-publique)	0,1	0,0	0,0
Autres	20,8	23,8	22,6
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Une majorité de migrants, soit plus de 51%, travaillent dans l'agriculture ou dans d'autres activités du secteur primaire. Si l'on considère la répartition des migrants « occupés » selon le niveau d'instruction, les activités de service et l'administration publique accueillent davantage ceux qui ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur.

Tableau 24: Répartition des migrants selon la branche d'activité, par niveau d'instruction

	Unité : %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Agriculture	65,4	53,5	31,1	12,4	46,7
Autres activités primaires	5,4	5,7	2,7	2,2	4,6
Industries, BTP, HIMO	8,4	13,4	13,4	10,6	12,2
Commerce	7,9	9,1	10,7	3,8	8,8
Autres activités de service	11,7	13,9	21,2	26,9	16,4
Administration publique	1,2	4,5	20,9	44,2	11,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

III EMPLOI

III-1. Taux d'activité

Le taux d'activité est un indicateur qui permet de mesurer le niveau de participation de la population en âge de travailler dans la vie économique d'un pays à une période bien déterminée. En d'autres termes, il fournit la quantité de travail potentiel auquel l'économie pourrait s'appuyer pour son développement à court ou à moyen terme. Le taux d'activité est défini par la proportion des individus en âge de travailler pourvus d'emploi (actifs occupés) ou en recherchant un (chômeurs) sur l'ensemble de la population en âge de travail.

La recommandation du BIT³ définit l'âge de travail entre 15 et 64 ans. Pour tenir compte des spécificités socio-économiques sur le marché du travail, cette recommandation laisse des possibilités à chaque pays de définir une tranche d'âge permettant une analyse complète et réaliste, tout en veillant à la comparaison internationale des données. Ainsi, pour le cas de Madagascar, compte tenu de la forte participation des enfants dans les activités familiales et de l'importance du secteur informel, l'âge minimum retenu est de 6 ans. Cela dans le but de respecter l'approche par production du facteur travail, en se basant sur la notion de production au sens de la comptabilité nationale. En aucun cas, cette approche n'incite pas à légitimer le travail des enfants, mais tout simplement pour mieux apprécier la réalité. Néanmoins, des résultats relatifs à la tranche d'âge de 15 à 64 ans sont fournis dans ce rapport.

Un chômeur est défini au sens du BIT comme un individu en âge de travailler dépourvu d'emploi, à la recherche activement du travail et disponible à travailler dans un délai relativement court.

Le taux d'activité à Madagascar est de 64,6% en 2005. Il s'élève à plus de 88% si l'on considère la tranche d'âge de 15 à 64 ans. Le taux d'activité des enfants de 6 à 14 ans est loin d'être négligeable et atteint 20%. De l'autre côté, près de deux tiers des personnes âgées (65 ans et plus) veulent encore participer aux activités économiques.

Tableau 25 : Taux d'activité selon les tranches d'âge du BIT

	Unité: %
6-14	19,6
15-64	88,1
65 et plus	65,3
Ensemble	64,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

³ Selon le 13^{ième} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) en 1982

Taux d'activité	Ecart type	Intervalle de confiance (95%)		Effet de sondage
		Borne inférieure	Borne supérieure	
64,6	0,6229429	63,41219	65,85981	7,59

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

C'est dans la province de Toliara que le taux est le plus élevé. Presque sept individus sur dix y veulent soit ou veulent s'insérer sur le marché du travail. Par contre, dans la province d'Antsiranana, cette proportion ne dépasse pas 59%. Quatre régions se démarquent des autres régions par un niveau relativement élevé du taux d'activité : 77% pour Androy, 75% pour Melaky, 73% pour Ihorombe et 72% pour Vakinankaratra. Le taux d'activité est le plus faible dans la région de Diana avec seulement 52% de la population en âge de travailler.

Tableau 26 : Taux d'activité selon la province

	Unité: %
Antananarivo	65,1
Fianarantsoa	64,0
Toamasina	62,5
Mahajanga	64,4
Toliara	69,5
Antsiranana	58,8
Ensemble	64,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

La volonté d'insertion sur le marché du travail est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. Les taux d'activité y sont respectivement de 67% et 58%. Dans les milieux ruraux de la région d'Androy, il atteint presque 80%. Par contre, dans les centres urbains de la région de Diana, il n'est que de l'ordre de 47%.

Tableau 27 : Taux d'activité selon le milieu et par région

Région	Unité:%		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	54,4	63,6	59,5
Vakinankaratra	61,0	74,7	72,1
Itasy	69,1	69,6	69,5
Bongolava	62,1	68,0	66,8
Mahatsiatra ambony	48,3	61,3	59,1
Amoron'i Mania	64,9	67,7	67,3
Vatovavy Fitovinany	67,0	67,4	67,3
Ihorombe	70,0	74,5	72,7
Atsimo Atsinanana	50,3	62,1	60,4
Atsinanana	53,8	63,8	61,4
Analanjorofo	59,1	69,8	68,2
Alaotra Mangoro	56,4	60,5	59,9
Boeny	56,1	67,5	63,3
Sofia	52,7	62,9	62,0
Betsiboka	61,2	69,7	67,3
Melaky	71,8	76,9	74,6
Atsimo Andrefana	60,0	67,8	66,3
Androy	70,3	79,4	77,2
Anosy	56,1	70,2	67,6
Menabe	53,6	72,4	68,7
Diana	47,2	54,6	52,6
Sava	54,2	63,0	62,2
Ensemble	57,6	66,7	64,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Globalement, si le taux d'activité des hommes est supérieur à celui des femmes, la différence n'est pas très significative. En effet, le taux d'activité est de 66% chez les hommes contre 64% chez les femmes. L'écart s'avère le plus important dans la province de Toliara: 72% chez les hommes et 68% chez les femmes. Dans la province d'Antsiranana, les taux d'activité sont presque identiques pour les deux sexes. Si on pousse l'analyse au niveau des régions, un point mérite d'être souligné. Les régions de Sava, Vatovavy-Fitovinany et, dans une moindre mesure, celles d'Analanjorofo et d'Atsinanana sont caractérisées par un niveau d'insertion sur le marché du travail plus élevé des femmes par rapport à celui des hommes.

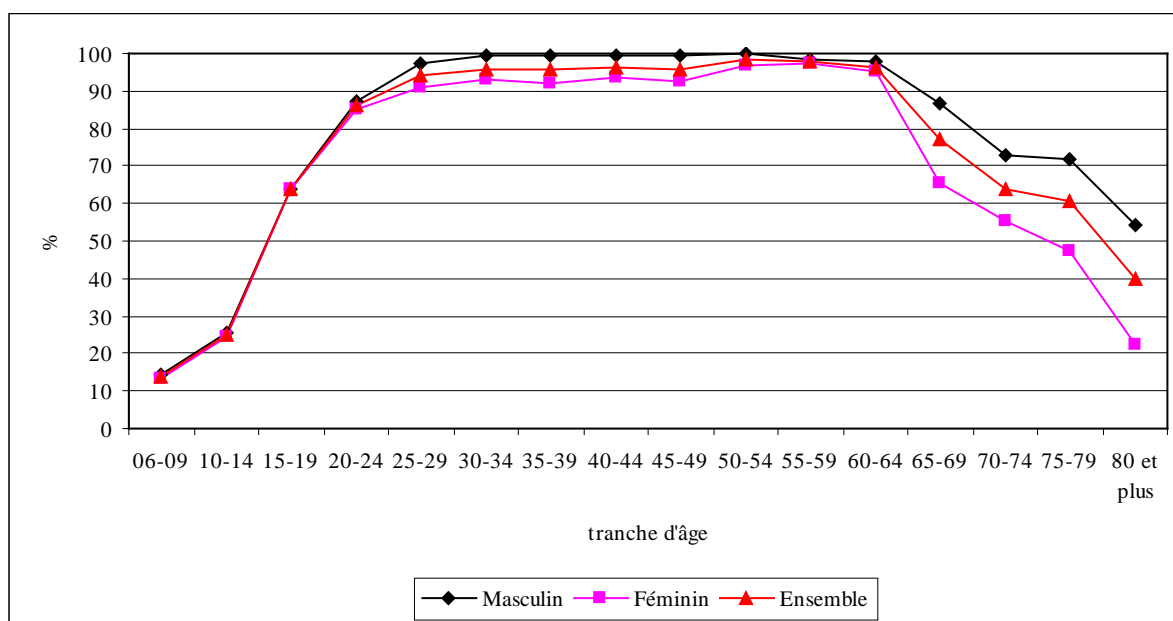
Tableau 28 : Taux d'activité selon le sexe et par région

Région	Unité: %		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Analamanga	62,2	56,8	59,5
Vakinankaratra	73,1	71,1	72,1
Itasy	69,6	69,4	69,5
Bongolava	69,3	64,4	66,8
Mahatsiatra ambony	61,4	56,7	59,1
Amoron'i Mania	68,2	66,4	67,3
Vatovavy Fitovinany	64,4	70,0	67,4
Ihorombe	73,5	71,9	72,7
Atsimo Atsinanana	61,6	59,3	60,4
Atsinanana	60,9	61,9	61,4
Analanjirifo	67,8	68,7	68,2
Alaotra Mangoro	62,8	57,0	59,9
Boeny	66,9	59,9	63,3
Sofia	62,5	61,5	62,0
Betsiboka	69,7	64,9	67,3
Melaky	75,5	73,6	74,6
Atsimo Andrefana	68,8	63,6	66,3
Androy	78,8	75,5	77,2
Anosy	70,9	64,6	67,6
Menabe	70,0	67,3	68,7
Diana	57,1	48,2	52,6
Sava	59,7	64,5	62,2
Ensemble	65,9	63,4	64,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

La volonté d'insertion sur le marché du travail est relativement forte entre 30 et 65 ans. Pour ces catégories de personnes, le taux d'activité dépasse toujours les 96%. Il chute de manière brusque après l'âge de 65 ans. L'insertion sur le marché du travail est relativement précoce, puisque plus d'un enfant de 10 à 14 ans sur quatre, plus de 63% des enfants de 15 à 19 ans travaillent déjà.

Graphique 5 : Taux d'activité selon l'âge et selon le sexe



Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le niveau de vie est un facteur déterminant du comportement d'un individu vis-à-vis du marché du travail. Le taux d'activité augmente au fur et à mesure qu'on se déplace des groupes des plus pauvres aux groupes des plus riches. Il s'élève à 62% chez les individus du premier quintile de consommation (les plus pauvres) et atteint plus de 66% chez les individus du cinquième quintile (les plus riches). Mais, cette situation n'est valable qu'en milieu rural. En milieu urbain, le taux d'activité ne diffère pas entre les pauvres et les riches.

Tableau 29 : Taux d'activité selon le quintile et selon le milieu

	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Les plus pauvres	59,7	63,0	62,5
2 ^{ième} Quintile	56,4	63,6	62,4
3 ^{ième} Quintile	58,3	67,3	65,7
4 ^{ième} Quintile	55,2	69,1	66,0
Les plus riches	58,4	71,3	66,3
Ensemble	57,6	66,7	64,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-2. Motifs de non recherche d'emploi

Certains individus en âge de travailler se retirent du marché du travail et deviennent inactifs pour diverses raisons. Les motifs peuvent être volontaires ou involontaires. L'inactivité est due, soit à des facteurs endogènes (c'est-à-dire ayant des liens avec le fonctionnement du marché du travail lui-même comme la rémunération, conditions du travail, type d'emplois disponibles), soit à des facteurs exogènes (études, coutumes, religions, etc.). Ainsi, l'analyse des motifs de non recherche d'emploi permet d'identifier les « travailleurs découragés » ou les « chômeurs déguisés » qui se mettent en marge du marché du travail suite aux mauvais fonctionnements de ce dernier et aux faibles performances de l'économie. La personne peut être en attente d'une période de forte activité, avoir des qualifications insuffisantes, avoir eu un employeur ou emploi précédent insatisfaisant, étant déçu suite à des démarches antérieures infructueuses, en attente d'une réponse de demande d'emploi, ne savoir où s'adresser. Ces groupes d'individus se trouvent à la frontière entre le chômage et l'inactivité et deviennent actifs dès que des changements affectent le marché du travail.

Les motifs de non recherche de travail sont, en général, indépendants du fonctionnement du marché du travail. Les études sont le motif de non recherche d'emploi le plus souvent évoqué par les inactifs : pour plus de 72% des cas. Ce résultat est valable quelque soit la variable de classification considérée : selon le milieu, selon la région, selon le sexe, etc. L'autre motif souvent avancé est l'objection d'un parent avec plus de 5% des cas. On rencontre fréquemment cette situation dans la province de Toliara (13% des cas) surtout dans la région d'Anosy, d'Androy et d'Atsimo Andrefana avec respectivement de 20%, 18% et de 17% des cas d'inactivité.

Tableau 30 : Motifs de non recherche de travail par province

	Unité: %						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Etudiant	72,2	77,5	76,1	72,2	57,2	73,7	72,3
Période sabbatique	NS	NS	0,2	0,2	0,1	NS	0,1
Trop âgé ou retraité	3,7	2,4	2,9	3,2	2,8	4,3	3,1
Handicapé, incapable de travailler	2,3	2,2	2,3	3,6	3,5	1,6	2,5
Niveau de vie satisfaisant	0,1	0,1	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2
En attente d'une période de forte activité	1,3	0,2	2,7	0,6	1,3	1,0	1,1
Qualifications insuffisantes	3,4	3,1	5,0	3,6	7,0	3,9	4,1
Employeur/emploi précédent insatisfaisant	NS	0,1	NS	NS	NS	NS	NS
Déçu des démarches passées infructueuses	0,1	NS	0,3	0,1	NS	0,2	0,1
En attente d'une réponse de demande	0,6	0,5	0,3	0,2	0,2	0,4	0,4
Ne sait pas où s'adresser	1,3	1,4	1,8	2,8	4,0	0,8	1,9
Objection d'un parent	3,6	4,5	3,8	4,7	12,7	5,0	5,2
Autres	11,5	7,9	4,4	8,6	10,8	8,9	8,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les motifs liés au fonctionnement du marché du travail ne représentent que moins de 7% des cas d'inactivité. Parmi eux, près de deux tiers sont dus à la discrimination suite à l'insuffisance de qualification. Evidemment, la situation n'est pas la même selon le niveau d'instruction des inactifs. En effet, l'insuffisance de qualification est surtout évoquée par les sans instruction : 8% des motifs. Elle ne constitue pas un véritable obstacle pour les inactifs ayant atteint un niveau universitaire (seulement 3%). Pour eux, l'inactivité est une situation passagère et volontaire en attendant une période de forte activité (6% des cas).

Si l'on se restreint aux seuls inactifs de la tranche d'âge 15 à 64 ans, la situation change. Certes, l'influence de l'étude chez les enfants en bas âge diminue largement et ne constitue que 58% des causes de l'inactivité. Les motifs liés à des facteurs endogènes ont un poids relativement important avec plus de 18% des cas d'inactivité. L'insuffisance des

qualifications et la méconnaissance des démarches pour la recherche d'emploi sont les plus fréquemment avancées.

Tableau 31 : Motifs de non recherche de travail selon les tranches d'âge du BIT

	Unité: %			
	06-14	15-64	65 et plus	Ensemble
Etudiant	79,5	58,4	NS	72,3
Période sabbatique	0,1	0,1	0,3	0,1
Trop âgé ou retraité	NS	0,4	91,6	3,1
Handicapé, incapable de travailler	2,2	3,5	4,2	2,5
Niveau de vie satisfaisant	0,1	0,7	NS	0,2
En attente d'une période de forte activité	0,2	4,5	0,2	1,1
Qualifications insuffisantes	3,8	5,6	NS	4,1
Employeur/emploi précédent insatisfaisant	NS	0,1	NS	NS
Déçu des démarches passées infructueuses	NS	0,4	0,1	0,1
En attente d'une réponse de demande	NS	1,9	0,5	0,4
Ne sait pas où s'adresser	0,9	5,6	0,4	1,9
Objection d'un parent	5,0	6,3	1,3	5,2
Autres	8,2	12,6	1,5	8,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-3 Caractéristiques sociodémographiques de la population active

L'analyse des caractéristiques sociodémographiques de la population active permet d'apprécier, d'une part, la qualité du travail et, d'autre part, l'adéquation du travail avec la structure des offres d'emploi. Les principales variables disponibles et retenues souvent sont l'âge, le sexe, et le niveau d'instruction.

Les poids des femmes et des hommes dans la population active sont presque identiques : respectivement 50,4% et 49,6%. Dans les provinces de Fianarantsoa, Toamasina et d'Antsiranana, les femmes actives sont légèrement majoritaires. Dans la région de Vatovavy Fitovinany, les femmes représentent même plus de 54% de la population active, plus de 52% dans les régions de Sava et Atsinanana. Par contre dans les régions de Diana et Atsimo Andrefana, plus de 53% des actifs sont des hommes.

Tableau 32 : Répartition par sexe de la population active selon la région

Région	Unité: %		
	Masculin	Féminin	Total
Analamanga	51,8	48,2	100,0
Vakinankaratra	49,2	50,8	100,0
Itasy	53,5	46,5	100,0
Bongolava	50,7	49,3	100,0
Mahatsiatra ambony	53,2	46,8	100,0
Amoron'i Mania	49,4	50,6	100,0
Vatovavy Fitovinany	45,1	54,9	100,0
Ihorombe	51,0	49,0	100,0
Atsimo Atsinanana	49,6	50,4	100,0
Atsinanana	47,9	52,1	100,0
Analanjироfo	49,3	50,7	100,0
Alaotra Mangoro	51,5	48,5	100,0
Boeny	51,5	48,5	100,0
Sofia	48,8	51,2	100,0
Betsiboka	51,3	48,7	100,0
Melaky	51,5	48,5	100,0
Atsimo Andrefana	53,2	46,8	100,0
Androy	51,4	48,6	100,0
Anosy	49,9	50,1	100,0
Menabe	51,4	48,6	100,0
Diana	54,0	46,0	100,0
Sava	47,5	52,5	100,0
Ensemble	50,4	49,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'âge moyen des actifs est de 32 ans et demi. Les actifs sont les plus jeunes dans la province de Toliara avec un âge moyen de 30,2 ans. Dans la région d'Androy, l'âge moyen descend même à 28,7 ans et plus de la moitié des actifs ont moins de 25 ans. Par contre dans les régions de Diana et d'Analamanga, les actifs ont, en moyenne, respectivement 37,1 ans et 35,1 ans, et respectivement moins de 23% et 27% d'entre eux seulement ont moins de 25 ans.

La proportion d'enfants qui veulent s'insérer sur le marché du travail est loin d'être négligeable puisqu'un enfant sur dix le déclare. On rencontre le plus souvent ce phénomène dans la région d'Androy, où plus du quart des actifs ont moins de 15 ans. Par contre, l'insertion précoce des enfants au travail est relativement rare dans les régions d'Analamanga, Mahatsiatra Ambony et Alaotra Mangoro.

Tableau 33 : Age de la population active par région

	Age moyen (ans)	Répartition par âge (%)					Total
		06-10	11-14	15-24	25-64	65 et plus	
Analamanga	35,1	1,9	3,2	21,7	69,9	3,4	100,0
Vakinankaratra	30,6	7,9	7,1	24,4	57,9	2,7	100,0
Itasy	30,5	7,0	8,8	26,3	55,3	2,6	100,0
Bongolava	32,9	4,5	6,2	23,7	60,7	5,0	100,0
Mahatsiatra ambony	34,0	1,7	2,4	25,5	67,7	2,8	100,0
Amoron'i Mania	33,1	4,1	6,2	26,1	58,0	5,6	100,0
Vatovavy Fitovinany	30,9	4,9	7,9	27,8	56,9	2,6	100,0
Ihorombe	30,7	6,4	5,5	27,0	58,3	2,8	100,0
Atsimo Atsinanana	32,0	2,9	5,8	26,8	62,2	2,4	100,0
Atsinanana	33,5	2,7	3,2	26,8	64,8	2,6	100,0
Analanjorofo	33,7	5,5	3,9	23,9	61,8	5,0	100,0
Alaotra Mangoro	35,1	1,3	2,2	21,7	71,0	3,8	100,0
Boeny	33,1	3,1	4,5	24,7	64,8	2,8	100,0
Sofia	32,9	4,7	3,5	27,2	59,8	4,8	100,0
Betsiboka	31,5	5,2	6,4	28,1	57,3	3,1	100,0
Melaky	30,0	8,1	9,1	24,0	57,4	1,5	100,0
Atsimo Andrefana	30,2	7,1	7,6	26,3	56,5	2,6	100,0
Androy	28,7	14,3	11,5	24,2	44,8	5,2	100,0
Anosy	31,2	5,6	9,1	26,8	54,3	4,2	100,0
Menabe	31,3	3,8	5,8	31,2	56,3	2,9	100,0
Diana	37,1	2,9	2,3	17,5	72,5	4,8	100,0
Sava	33,9	3,3	2,7	23,2	67,9	3,0	100,0
Ensemble	32,5	4,7	5,4	25,0	61,5	3,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le cursus scolaire influence l'insertion sur le marché du travail. Les études retardent l'entrée effective sur le monde professionnel. En effet, l'âge moyen des actifs croît avec du niveau d'instruction, allant de moins de 32 ans chez les non instruits à plus de 37 ans pour les universitaires.

Tableau 34 : Age moyen de la population active selon le niveau d'instruction et selon le sexe

	Unité:ans		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Sans instruction	30,5	32,5	31,6
Primaire	33,7	31,5	32,6
Secondaire	33,9	32,0	33,0
Supérieur	38,7	36,1	37,8
Ensemble	33,1	32,0	32,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Plus de 28% des actifs sont non instruits. La situation varie selon la province et les régions. En termes de niveau d'instruction, la qualité du travail est meilleure dans la province d'Antananarivo : les actifs non instruits n'y représentent que moins de 13% et plus d'un actif sur quatre ont dépassé le niveau primaire. Plus particulièrement, dans la région d'Analamanga, près de 10% des actifs ont bénéficié des formations universitaires et près de 39% ont dépassé le niveau primaire. A l'opposé, les actifs dans la province de Toliara sont caractérisés par leur faible niveau d'instruction. Près de 47% d'entre eux n'ont reçu aucune instruction et moins de 8% ont pu atteindre le niveau secondaire. Dans la région d'Androy et celle d'Ihorombe, les non instruits représentent respectivement plus de 58% et 55% de l'ensemble des actifs. Le poids des secondaires et les universitaires dépasse à peine 2% à Androy.

Tableau 35 : Répartition par sexe de la population active selon la région

Unité: %

Région	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
Analamanga	6,5	56,7	27,5	9,4	100,0
Vakinankaratra	17,8	68,1	11,8	2,3	100,0
Itasy	14,1	70,6	13,7	1,6	100,0
Bongolava	25,4	57,2	13,9	3,5	100,0
Mahatsiatra ambony	17,6	63,1	16,7	2,6	100,0
Amoron'i Mania	13,8	67,1	17,8	1,3	100,0
Vatovavy Fitovinany	49,5	40,9	8,1	1,5	100,0
Ihorombe	55,2	32,7	10,2	1,9	100,0
Atsimo Atsinanana	53,4	38,9	6,6	1,1	100,0
Atsinanana	27,3	57,6	11,7	3,4	100,0
Analanjirifo	29,0	62,0	7,3	1,7	100,0
Alaotra Mangoro	23,0	59,1	16,6	1,3	100,0
Boeny	24,1	56,1	13,8	6,1	100,0
Sofia	39,8	51,8	7,1	1,3	100,0
Betsiboka	34,7	55,9	7,4	2,1	100,0
Melaky	52,8	40,5	4,3	2,4	100,0
Atsimo Andrefana	49,6	40,4	8,3	1,7	100,0
Androy	58,0	39,8	1,8	0,4	100,0
Anosy	40,9	46,6	10,6	2,0	100,0
Menabe	28,4	57,7	12,1	1,9	100,0
Diana	30,9	55,8	9,5	3,9	100,0
Sava	27,9	54,7	14,9	2,5	100,0
Ensemble	28,1	55,4	13,5	3,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-4 Taux de chômage

Le taux de chômage a été élaboré dans le but d'apprécier l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail et les distorsions existantes sur le marché du travail. Il est obtenu par le rapport entre le nombre de chômeurs et l'effectif de la population active. La définition du chômage au sens du BIT a été retenue.

Suite à la dégradation de la situation économique dans les pays en développement (mauvaises performances du secteur formel, prolifération du secteur informel, insuffisance ou la mauvaise coordination des structures techniques et administratives liées à l'emploi) et aux comportements sociaux des populations dans certains pays surtout africaines, cet indicateur perd de plus en plus de son utilité initiale et est largement insuffisant pour l'analyse du marché du travail. Son interprétation devient très délicate dans la mesure où les théories économiques utilisées habituellement s'écartent de plus en plus de la réalité dans les pays pauvres comme Madagascar. Le marché n'arrive plus à réguler l'afflux massif des offreurs du travail dû soit à l'importance de la solidarité sociale, soit à l'importance des besoins de revenus. Néanmoins, d'autres leçons peuvent être tirées de l'analyse de cet indicateur.

Tel qu'il est défini par le BIT, le taux de chômage à Madagascar est estimé à 2,8% en 2005. Si l'on ne considère que les individus de 15 à 64 ans, le taux de chômage est de 2,6%. Aucune différence significative n'est observée entre les provinces. Par contre, on peut identifier des régions qui se démarquent des autres. En effet, le taux de chômage est relativement élevé dans les régions de Diana et d'Analamanga : respectivement de l'ordre de 7,6% et de 5,1%. De l'autre côté, dans les régions de l'Androy, d'Itasy et de Betsiboka, ce taux ne dépasse pas le 1%. Le chômage est un phénomène essentiellement urbain. En milieu urbain, il est de 7,1% contre 1,7% seulement en milieu rural.

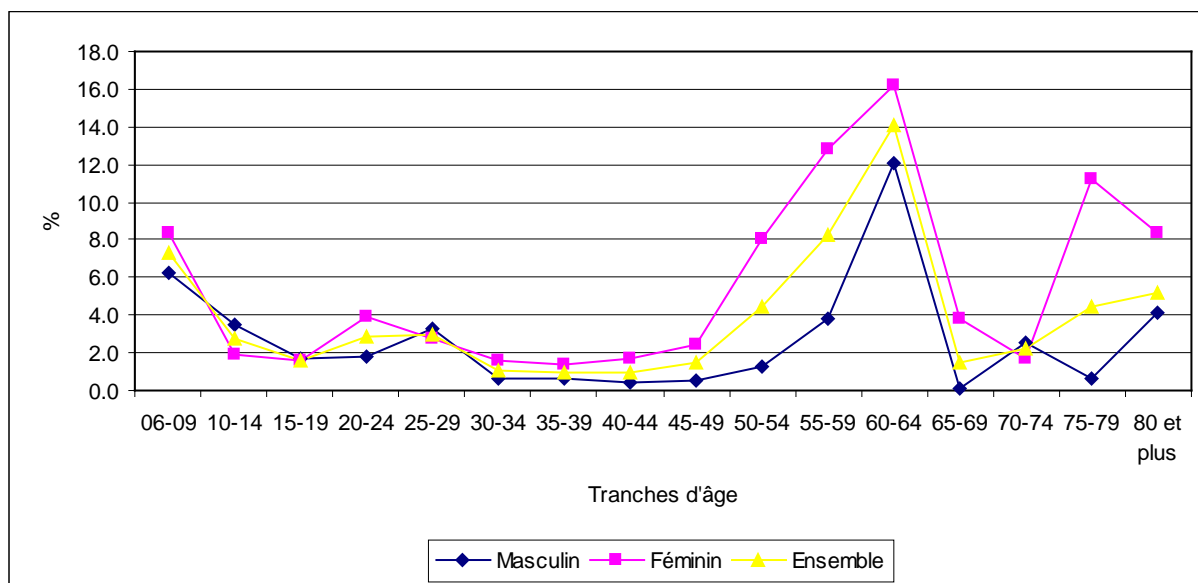
Tableau 36 : Taux de chômage en 2005

Taux de chômage	Ecart type	Intervalle de confiance (95%)		Effet de sondage
		Borne inférieure	Borne supérieure	
2,8	0,2013953	2,390364	3,181672	4,3

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le chômage touche beaucoup plus les femmes par rapport aux hommes. Le taux de chômage est de 3,6% chez les femmes et 2,0% chez les hommes. On retrouve ce même résultat dans toutes les régions de Madagascar, à l'exception à Amoron'i Mania où le chômage frappe beaucoup plus les hommes que les femmes : 3,9% contre 2,9%. Le taux de chômage atteint son niveau minimum pour les tranches d'âge de 35 à 44 ans et augmente à nouveau pour atteindre son niveau maximum à la tranche d'âge 60 à 64 ans.

Graphique 6 : Taux de chômage selon l'âge et selon le sexe



Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le chômage concerne beaucoup plus les gens aisés et les intellectuels que les autres groupes. En effet, le taux de chômage augmente allant de 2,3% chez les non instruits à plus de 8,4% chez les universitaires. De plus, selon le quintile de consommation, le chômage, qui ne touche que 2,1% des actifs des ménages du quintile des plus pauvres, affecte près de 5% des gens du quintile des plus riches. Chez les ménages dirigés par des cadres, plus de 8% des membres secondaires sont des chômeurs, tandis que la proportion est de 0,9% chez ceux appartenant aux ménages des petits exploitants agricoles.

Tableau 37 : Taux de chômage selon le quintile de consommation et selon le milieu

	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Plus pauvres	5,2	1,6	2,1
2 ^{ème} Quintile	4,2	1,6	2,0
3 ^{ème} Quintile	5,4	1,7	2,3
4 ^{ème} Quintile	7,3	1,1	2,3
Plus riches	9,4	2,6	4,9
Ensemble	7,1	1,7	2,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-5 Structure de l'emploi

A Madagascar, l'emploi reste fortement concentré dans le secteur primaire. Plus de 82% des actifs occupés exercent à titre principal des activités agricoles (agriculture, pêche, chasse, sylviculture) et des activités dans les industries extractives. Les emplois non agricoles sont largement dominés par les activités commerciales (5% de l'emploi total) et les autres services destinés aux ménages (6% de l'emploi total). Les fonctionnaires et les employés de l'administration publique pèsent plus de 2%. Les emplois dans les industries de transformation sont largement minoritaires et ne représentent que seulement 3,5% des emplois créés à Madagascar. En milieu urbain, le poids des emplois agricoles n'est plus que de 48%. Par contre, ceux des emplois du commerce et des autres services destinés aux ménages atteignent respectivement près de 14% et de 17%. Les emplois dans l'industrie dépassent les 10%.

Seule la région d'Analamanga se démarque des autres régions puisque moins de la moitié des actifs occupés travaillent dans le secteur primaire. Les autres services de cette région créent plus de 19% des emplois et le commerce 11%. Les emplois dans le secteur secondaire sont concentrés dans l'industrie textile (4,5%) et le BTP (4,7%). On remarque aussi le poids relativement important des emplois du commerce dans les régions de Boeny, Atsimo Andrefana, Diana et Alaotra Mangoro.

Tableau 38 : Structure des emplois par branche d'activité selon le milieu

	Unité:%		
	Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture/primaire	48,4	89,9	82,0
Industrie alimentaire	0,8	0,1	0,2
Textile	2,3	0,4	0,8
BTP/HIMO	3,9	0,6	1,2
Autres industries	4,1	0,6	1,3
Commerce	13,7	2,8	4,9
Transport	2,8	0,3	0,8
Santé privée	0,3	0,1	0,1
Enseignement privé	1,1	0,3	0,5
Administrations publiques	5,8	1,2	2,1
Autres services privé	16,8	3,7	6,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Aucune différence significative n'est observée sur la structure des emplois masculins et les emplois féminins, en dehors du fait que les femmes se tournent plutôt vers les activités commerciales : 6% des emplois féminins contre seulement 3% chez les hommes.

La structure de l'emploi par branche d'activité varie selon le niveau d'instruction des actifs occupés. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus les actifs se tournent vers les emplois non agricoles. Plus de 92% des non instruits exercent des activités dans le secteur primaire, tandis que seuls 18% des universitaires s'y retrouvent. Plus de 28% des universitaires travaillent dans l'administration publique.

Tableau 39 : Structure des emplois par branche d'activité selon le d'instruction

	Unité: %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Agriculture/primaire	92,3	86,5	54,6	18,4	82,0
Industrie alimentaire	NS	0,2	0,7	1,1	0,2
Textile	NS	0,4	3,3	3,3	0,8
BTP/HIMO	0,5	1,1	2,7	5,1	1,2
Autres industries	0,5	0,9	3,0	7,0	1,3
Commerce	2,1	4,5	11,7	8,5	4,9
Transport	0,2	0,6	2,3	3,8	0,8
Santé privée	NS	NS	0,2	2,0	0,1
Enseignement privé	NS	0,1	1,5	7,8	0,5
Administrations publiques	0,1	0,5	7,6	28,5	2,1
Autres services privés	4,3	5,2	12,4	14,5	6,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Plus de 86% des emplois créés à Madagascar sont des emplois non salariés. La grande majorité (52,3%) des emplois est exercée à titre d'aide familiale et 34,2% sont des emplois indépendants. Les emplois salariés sont assez rares et le taux de salarisation est de 13,4% en 2005. Les ouvriers non qualifiés sont majoritaires (7,6%) ; les ouvriers ou salariés qualifiés représentent 4,6% et les cadres ne représentent que moins de 1,3% de l'ensemble des emplois. En milieu urbain, le taux de salarisation atteint plus de 34% et les emplois qualifiés pèsent beaucoup plus par rapport aux emplois non qualifiés dans les emplois salariés : 4,4% de cadres, 14,5% d'ouvriers ou salariés qualifiés contre seulement 15,7% d'ouvriers non qualifiés.

On peut noter le faible taux de salarisation des régions de l'Androy, de la Sofia et dans une moindre mesure d'Analanjirifo. Les proportions des emplois salariés (cadres, ouvriers qualifiés et ouvriers non qualifiés) y sont respectivement de 1,2%, 2,7% et 4,4%.

Tableau 40 : Structure des emplois par catégorie socioprofessionnelle et selon la région

Unité: %

	Cadre supérieur ou moyen	Ouvrier ou salarié qualifié	Ouvrier non qualifié	Indépendant ou patron	Stagiaire rémunéré	Aide familiale	Total
Analamanga	2,7	16,7	16,7	27,4	NS	36,5	100,0
Vakinankaratra	0,8	3,3	9,9	30,6	NS	55,4	100,0
Itasy	1,4	2,9	11,0	29,4	0,3	55,1	100,0
Bongolava	1,4	4,5	12,1	32,2	0,2	49,8	100,0
Mahatsiatra ambony	1,2	3,1	5,5	34,6	0,1	55,5	100,0
Amoron'i Mania	0,5	1,5	15,3	28,6	0,4	53,7	100,0
Vatovavy Fitovinany	0,9	2,3	3,5	32,7	NS	60,6	100,0
Ihorombe	0,7	2,5	3,1	34,4	0,1	59,3	100,0
Atsimo Atsinanana	0,8	1,3	5,0	40,9	0,1	51,9	100,0
Atsinanana	3,1	2,8	4,2	34,0	0,6	55,3	100,0
Analanjirifo	2,3	0,9	1,2	42,7	NS	53,0	100,0
Alaotra Mangoro	0,5	2,2	9,7	39,1	NS	48,4	100,0
Boeny	2,0	7,2	6,9	33,5	NS	50,4	100,0
Sofia	0,4	1,4	0,9	40,4	0,2	56,7	100,0
Betsiboka	0,9	2,3	4,9	34,1	0,2	57,7	100,0
Melaky	1,2	2,0	5,4	33,5	NS	58,0	100,0
Atsimo Andrefana	0,7	2,8	4,7	39,8	NS	52,0	100,0
Androy	0,4	0,2	0,6	32,5	0,1	66,3	100,0
Anosy	0,6	2,5	6,3	33,8	0,3	56,4	100,0
Menabe	0,8	3,5	4,0	35,7	NS	56,0	100,0
Diana	1,8	8,8	8,9	44,5	0,3	35,8	100,0
Sava	0,9	2,7	2,1	45,4	0,1	48,7	100,0
Ensemble	1,3	4,6	7,6	34,2	0,1	52,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

NS : Non Significatif

Les structures par catégorie socioprofessionnelle des emplois masculins et féminins sont très différentes : plus de sept femmes sur dix sont des aides familiales, seulement moins de 16% des actives occupées sont des indépendantes ou patronnes et moins de 1% tiennent des postes d'encadrement. Le taux de salarisation chez les femmes est de 10,8%.

Plus le niveau d'instruction augmente, plus les actifs occupés s'orientent vers les emplois salariés qualifiés. Le taux de salarisation varie de 7% chez les non instruits à plus de 72% chez les universitaires. Près d'un quart des universitaires occupent des postes d'encadrement et 40% sont des ouvriers qualifiés. Moins de 16% des universitaires possèdent le statut d'indépendant.

Tableau 41 : Structure des emplois par catégorie socioprofessionnelle et selon le niveau d'instruction

	Unité : %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Cadre supérieur ou moyen	0,1	0,2	3,4	24,9	1,3
Ouvrier ou salarié qualifié	0,6	2,1	15,4	40,7	4,6
Ouvrier non qualifié	6,4	7,3	11,1	7,3	7,6
Indépendant ou patron	32,7	36,7	30,2	16,7	34,2
Stagiaire rémunéré	NS	NS	0,5	1,2	0,1
Aide familiale	60,3	53,5	39,5	9,3	52,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'analyse de la structure de l'emploi selon le secteur institutionnel montre clairement la piètre performance du secteur formel en terme de création d'emploi et la prolifération du secteur informel. Près de neuf actifs occupés sur dix travaillent dans des entreprises individuelles (y compris le secteur primaire). En milieu rural, cette proportion atteint plus 94%. Le secteur formel (entreprises privées et zone franche) ne crée que moins de 8% des emplois en 2005 et le secteur public moins de 2,5%.

En milieu urbain, près de 22% des emplois se trouve dans le secteur formel et près de 7% sont des emplois publics. Après celui d'Analamanga, les poids des emplois du secteur formel sont les plus élevés dans les régions d'Amoron'i Mania et de Diana de l'ordre de 13%.

Tableau 42 : Répartition des emplois par secteur institutionnel et par région

						Unité:%
	Publique	Entreprise privée /Zone franche	ONG	Indépendant	Autre	Total
Analamanga	5,5	25,8	0,2	68,5	0,1	100,0
Vakinankaratra	1,4	6,3	NS	92,1	0,1 N	100,0
Itasy	1,6	3,7	0,6	94,1	S N	100,0
Bongolava	3,3	4,2	0,6	91,9	S N	100,0
Mahatsiatra ambony	2,4	6,0	0,1	91,6	S N	100,0
Amoron'i Mania	1,2	13,1	NS	85,8	S N	100,0
Vatovavy Fitovinany	2,2	2,0	0,2	95,6	S	100,0
Ihorombe	2,4	2,5	0,1	95,0	0,1 N	100,0
Atsimo Atsinanana	1,4	3,0	1,0	94,6	S	100,0
Atsinanana	3,6	4,9	0,3	91,1	0,1	100,0
Analanjirifo	2,2	1,3	0,1	96,3	0,1 N	100,0
Alaotra Mangoro	1,6	5,7	0,1	92,6	S	100,0
Boeny	3,1	9,9	0,4	86,4	0,3 N	100,0
Sofia	1,3	1,5	0,1	97,1	S N	100,0
Betsiboka	3,0	3,8	0,2	93,0	S	100,0
Melaky	2,1	4,1	NS	93,6	0,2	100,0
Atsimo Andrefana	1,9	2,9	0,2	95,0	0,1 N	100,0
Androy	0,7	0,5	NS	98,9	S	100,0
Anosy	2,2	4,9	0,4	92,3	0,3 N	100,0
Menabe	2,3	4,4	0,2	93,0	S	100,0
Diana	2,5	13,0	0,3	84,0	0,2 N	100,0
Sava	1,2	4,0	0,1	94,7	S	100,0
Ensemble	2,5	7,6	0,2	89,7	0,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-6 Revenus salariaux

En 2005, le salaire annuel moyen est évalué à 991 000 Ar, soit 82 600 Ar par mois. Selon la province, les salariés d'Antsiranana sont les mieux payés avec plus de 1 182 000 Ar par an, suivi de ceux d'Antananarivo et de Mahajanga. En bas de l'échelle, on trouve les

salariés de la province de Fianarantsoa qui ne touche qu'en moyenne, moins de 690 000 Ar par an. Au niveau des régions, dans les régions d'Atsinanana, d'Analamanga et de la Sava que les activités salariales sont les mieux rémunératrices.

Les salaires moyens y atteignent respectivement 1 336 000 Ar, 1 319 000 Ar et de 1 310 000 Ar par an. Par contre, dans les régions de l'Amoron'i Mania, et dans une moindre mesure, les régions de l'Itasy et de Bongolava, les salariés sont relativement moins payés et ne touchent que respectivement 398 000 Ar, 581 000 Ar et 580 000 Ar. Le salaire moyen en milieu urbain et celui en milieu rural varient presque du simple au double. 1 296 000 Ar en milieu urbain contre 691 000 Ar en milieu rural.

Tableau 43 : Salaire annuel moyen

	Ecart type	Intervalle de confiance (95%)		Effet de sondage
		Borne inférieure	Borne supérieure	
990599,8	57862,09	876838,2	1104361	4,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les salaires des femmes sont largement inférieurs à ceux des hommes : en moyenne 750 000 Ar pour les femmes contre plus de 1 147 000 Ar pour les hommes. L'écart est le moins flagrant dans la province de Toliara. Dans la région d'Androy, les femmes salariées sont même mieux payées que les hommes. Par contre, dans la région de Betsiboka, les hommes touchent plus de 2,5 fois plus que les femmes. La différence homme-femme s'accroît dans les postes d'encadrement. Le rapport entre le salaire moyen des hommes et celui des femmes est de plus de 1,7 pour les cadres, et moins de 1,1 pour les ouvriers qualifiés et 1,3 pour les ouvriers non qualifiés.

Tableau 44 : Revenus salariaux annuels moyens par sexe et selon la région

	Unité: Ariary		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Analamanga	1 579 273	952 153	1 319 134
Vakinankaratra	737 069	460 149	620 763
Itasy	638 598	450 303	580 949
Bongolava	702 904	448 395	580 189
Mahatsiatra ambony	954 679	990 105	964 108
Amoron'i Mania	450 544	344 834	398 200
Vatovavy Fitovinany	982 028	525 537	778 694
Ihorombe	1 255 874	779 936	1 084 763
Atsimo Atsinanana	769 624	416 348	602 069
Atsinanana	1 463 094	1 115 047	1 335 897
Analanjirifo	972 255	877 991	941 107
Alaotra Mangoro	829 884	501 219	664 246
Boeny	1 265 350	991 474	1 181 055
Sofia	1 053 200	960 483	1 031 041
Betsiboka	1 060 976	424 282	883 904
Melaky	1 052 396	668 341	945 451
Atsimo Andrefana	751 609	603 488	718 511
Androy	906 617	1 375 603	1 005 167
Anosy	917 787	874 273	901 037
Menabe	1 229 230	858 381	1 112 830
Diana	1 318 453	711 096	1 096 906
Sava	1 466 885	1 131 356	1 309 545
Ensemble	1 146 722	749 893	990 600

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Selon la catégorie socioprofessionnelle, les cadres touchent presque six fois plus que les ouvriers non qualifiés : 2 770 000 Ar pour les premiers et 481 000 Ar pour les derniers. L'inégalité est moins prononcée dans la province d'Antsiranana que le rapport est le moins élevé. De 1 à 3, particulièrement dans la région de Diana où les cadres ne bénéficient plus que le double des ouvriers non qualifiés.

Tableau 45 : Revenus salariaux annuels moyens par catégorie socioprofessionnelle et selon la région

	Unité: Ariary		
	Cadre supérieur ou moyen	Ouvrier ou salarié qualifié	Ouvrier non qualifié
Analamanga	4 509 034	1 468 893	636 123
Vakinankaratra	2 077 201	1 082 520	337 327
Itasy	1 610 404	1 028 891	327 605
Bongolava	1 395 287	928 392	359 220
Mahatsiatra ambony	2 080 576	1 139 583	604 777
Amoron'i Mania	1 442 783	975 067	309 831
Vatovavy Fitovinany	1 482 679	1 184 273	326 536
Ihorombe	2 447 296	1 283 368	594 899
Atsimo Atsinanana	1 730 467	944 488	322 561
Atsinanana	2 680 670	1 086 169	509 073
Analanjorofo	1 419 604	741 876	190 320
Alaotra Mangoro	1 604 373	1 177 127	491 988
Boeny	2 229 835	1 392 548	657 498
Sofia	1 809 250	1 093 094	501 928
Betsiboka	2 880 532	1 040 605	459 077
Melaky	2 112 082	1 533 139	473 699
Atsimo Andrefana	1 973 286	998 185	364 989
Androy	1 748 638	722 731	600 294
Anosy	3 346 686	1 449 179	433 823
Menabe	3 396 698	1 303 937	478 052
Diana	1 516 032	1 335 789	765 360
Sava	2 723 052	1 335 155	617 134

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Si on analyse les branches d'activité, les salariés dans l'administration publique dépassent de très loin les autres salariés. Ils touchent en moyenne plus de 2 058 000 Ar par an. Les transporteurs suivent avec un salaire annuel moyen de 1 341 000 Ar. Le salaire le plus bas est enregistré dans le secteur primaire avec seulement 409 000 Ar par an. Si on entre plus en détail sur la catégorie socioprofessionnelle, cette hiérarchie n'est plus respectée. En effet, les cadres supérieurs ou moyens dans la branche Transport sont mieux rémunérés que leurs homologues de l'administration publique et les cadres salariés dans le secteur primaire dépassent ceux dans l'enseignement privé. De plus, les écarts de salaire entre les autres cadres des différentes branches se réduisent considérablement. L'Administration publique reprend le dessus en ce qui concerne le salaire des ouvriers

qualifiés, mais suivi de très près par la branche transport. Le classement change complètement pour les salariés non qualifiés. Ceux du secteur primaire restent toujours en bas du classement, tandis que ceux de l'administration se font distancés par ceux d'autres branches (textile, transport, autres industries, BTP/HIMO, commerce, industrie alimentaire) et ne se retrouvent qu'en la septième position.

Tableau 46 : Revenus salariaux annuels moyens par catégorie socioprofessionnelle et selon la branche

Unité: en Ariary

	Cadre supérieur ou moyen	Ouvrier ou salarié qualifié	Ouvrier non qualifié	Ensemble
Agriculture/primaire	1 763 276	972 806	328 547	409 305
Industrie alimentaire	2 572 870	1 086 918	624 791	953 805
Textile	2 201 095	1 166 763	836 216	1 088 089
BTP/HIMO	2 553 528	1 224 989	661 382	1 022 539
Autres industries	1 788 770	1 343 146	726 011	1 113 732
Commerce	3 444 917	1 395 992	678 647	1 030 262
Transport	4 153 244	1 472 530	821 877	1 341 472
Santé privée	2 055 111	1 104 297	551 147	1 265 568
Enseignement privé	1 674 037	937 284	554 686	973 698
Administrations publiques	3 080 639	1 532 359	623 451	2 057 600
Autres services privés	2 308 409	1 309 523	463 345	760 573

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

III-7 Sous-emploi

La notion de sous-emploi a été conçue pour apprécier l'utilisation non optimale de la capacité du travail. Elle vient compléter la notion de chômage, qui est largement insuffisant pour analyser les distorsions sur le marché du travail surtout dans les pays en développement. Le sous-emploi concerne les actifs occupés qui ne peuvent pas maximiser la productivité de leur travail suite à des différentes contraintes liées à des problèmes économiques structurelles (rigidité sur la mobilité du travail sur le salaire), à des problèmes conjoncturels (mauvaise conjoncture économique) ou à des problèmes administratifs.

Tel qu'il est recommandé par le BIT⁴, on considère deux formes différentes de sous-emploi : le sous-emploi lié à la durée du travail et les situations d'emploi inadéquat. Un individu est concerné par le sous-emploi lié à la durée du travail s'il travaille effectivement moins de l'horaire normal de travail, cherche activement un emploi supplémentaire et est disponible à exercer un emploi supplémentaire. Pour cette enquête, le volume de 35 heures de travail par semaine a été retenu du fait que l'horaire légal du travail est de 40 heures par semaine. Le taux de sous-emploi lié à la durée du travail est la proportion d'actifs occupés en situation de sous-emploi lié à la durée du travail sur l'ensemble des actifs occupés

⁴ Selon 16^{ième} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (16^{ième} CIST) en 1998

Un individu est en situation d'emploi inadéquat s'il ne peut pas optimiser la productivité de son travail suite à des contraintes autres que la durée effective du travail telles que le faible niveau de rémunération, les mauvaises conditions matérielles, l'inadéquation formation-emploi, la difficulté d'accès au lieu du travail, etc. Pour cette enquête, on définit un individu en situation d'emploi inadéquat comme celui qui touche moins du salaire horaire minimum légal en vigueur pendant la période de l'enquête⁵, qui cherche activement un emploi supplémentaire et est disponible à exercer un emploi supplémentaire. Le taux de situations d'emploi inadéquat est la proportion des actifs occupés en situation d'emploi inadéquat sur l'ensemble des actifs occupés.

III-7-1 Sous-emploi lié à la durée du travail

En 2005, le taux de sous-emploi lié à la durée du travail est évalué à 25,2% à Madagascar. Il est de 24,6% pour les actifs occupés âgés de 15 à 64 ans. Les provinces de Mahajanga et d'Antsiranana sont relativement épargnées de ce phénomène avec des taux respectivement de l'ordre de 15% et 19%. Dans la région de Sofia, moins de 4% des actifs occupés sont touchés par cette forme de sous-emploi, à Betsiboka 16%, à Melaky 18% et à Diana 16%. Les régions les plus touchées par le sous-emploi lié à la durée du travail est la région de Vakinankaratra (45%), la région d'Itasy (34%) et la région Atsimo Atsinanana (33%).

Tableau 47 : Taux de sous emploi lié à la durée du travail

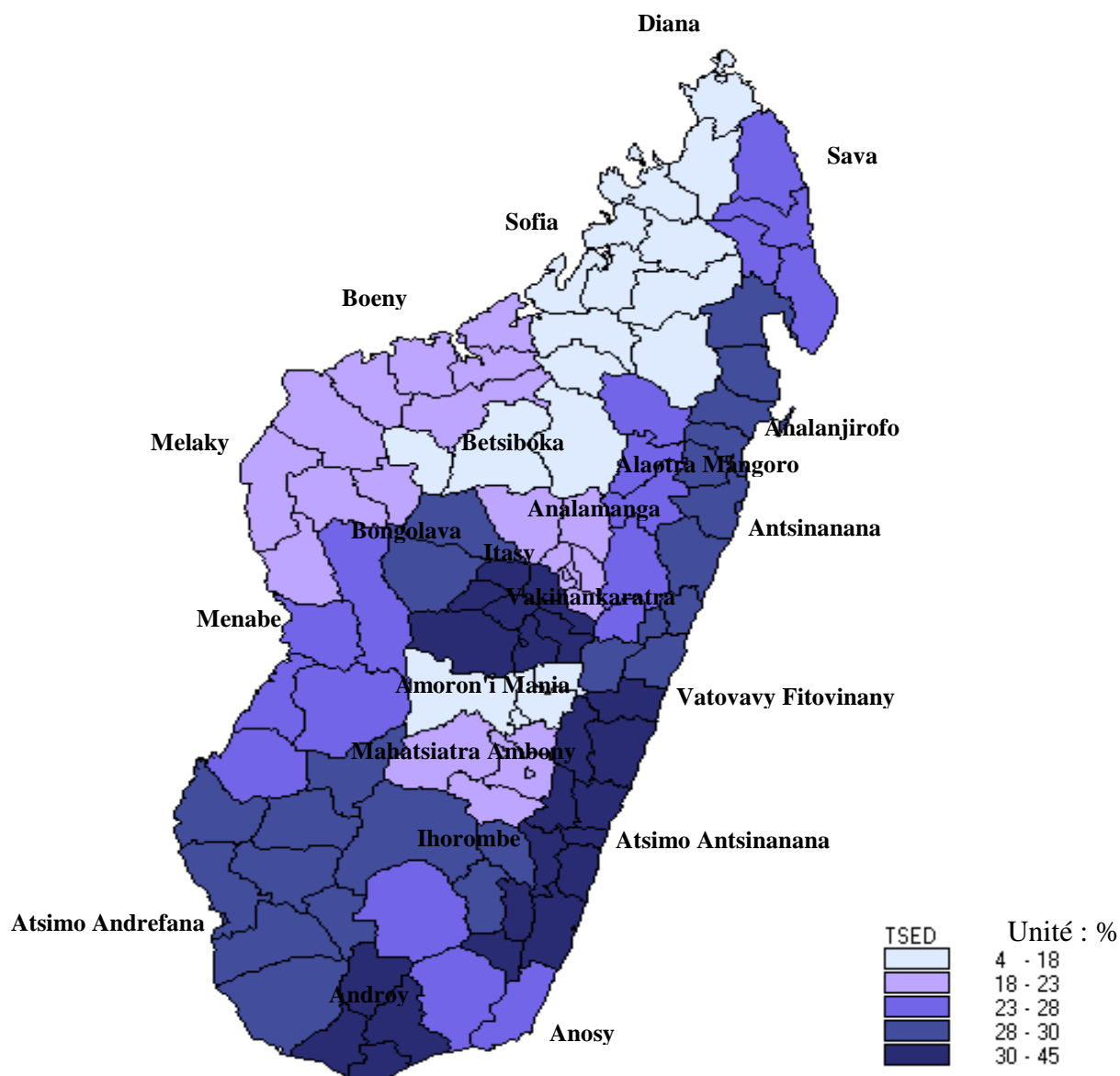
Taux de sous emploi	Ecart type	Intervalle de confiance (95%)		Effet de sondage
		Borne inférieure	Borne supérieure	
25,2	1,490939	22,2626	28,12503	4,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les femmes sont les plus touchés par le sous-emploi lié à la durée du travail. Le taux est de 36% chez les femmes contre 18% chez les hommes. Le taux est plus élevé chez les personnes âgées de 65 ans et plus. Selon le niveau d'instruction, cette forme de sous-emploi affecte surtout les actifs occupés ayant un faible niveau d'instruction : le taux varie de près de 32% chez les non instruits à moins de 20% chez les universitaires.

⁵ Le SMIG étant 230 000 Fmg pour 40 heures de travail

Carte 2: Taux de sous emploi lié à la durée du travail selon par région



Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les actifs occupés dans la branche de l'enseignement privé et celle de l'agriculture se trouvent dans la situation de sous-emploi lié à la durée du travail avec des taux de l'ordre de 42% et de 34%. Ceux de la branche industrie alimentaire et textile sont moins touchés. Les taux y sont de 7% et de 4%. Dans le secteur informel, le sous-emploi lié à la durée du travail concerne plus de 36% des actifs occupés.

Tableau 48 : Taux de sous emploi lié à la durée du travail selon la branche d'activité et selon le sexe

	Unité:%		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Agriculture/primaire	28,3	40,5	33,9
Industrie alimentaire	9,3	NS	7,3
Textile	NS	5,9	3,7
BTP/HIMO	12,5	29,5	13,6
Autres industries	9,4	22,1	11,5
Commerce	11,2	11,6	11,4
Transport	10,3	NS	10,1
Santé privée	29,4	29,0	29,2
Enseignement privé	25,4	53,7	42,1
Administration publique	21,6	40,2	27,9
Autres services privé	19,1	40,8	30,5
Ensemble	18,2	35,7	25,2

Source:INSTAT/DSM/EPM2005

III-7-2 Situations d'emploi inadéquat

Les situations d'emploi inadéquat affectent plus de 42,5% des actifs occupés à Madagascar. Si l'on ne considère que les 15 à 64 ans, le taux est de 40,9%. Dans les provinces de Fianarantsoa, près de six actifs sur dix sont concernés, et dans la province de Toliara, cette proportion atteint 53%. Par contre, à Antsiranana, le taux des situations d'emploi inadéquat ne dépasse pas 23%. Selon la région, les situations sont très différentes. Dans la région d'Amoron'i Mania, cette forme de sous-emploi touche plus de 84% des actifs occupés. A Vakinankaratra, Atsimo Atsinanana et Itasy, plus de six actifs sur dix sont concernés. A l'opposé, les régions de Sava, Diana, Atsinanana, Boeny et Analamanga sont caractérisées par des faibles taux de situations d'emploi inadéquat : respectivement 22%, 23%, 26% et 27%.

Tableau 49 : Taux des situations d'emploi inadéquat

	Ecart type	Intervalle de confiance (95%)		Effet de sondage
		Borne inférieure	Borne supérieure	
42,48412	2,03948	38,47446	46,49377	6,66092

Source:INSTAT/DSM/EPM2005

Les situations d'emploi inadéquat sont fortement corrélées avec le niveau d'instruction. Si elle concerne plus de 68% des non instruits, moins de 8% des universitaires la subissent. Les femmes sont plus touchées que les hommes.

Tableau 50 : Taux de situations d'emploi inadéquat selon la région et selon le sexe

	Unité:%		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Analamanga	25,1	30,1	27,2
Vakinankaratra	57,8	66,9	61,8
Itasy	59,3	64,0	60,8
Bongolava	45,3	67,1	55,8
Mahatsiatra ambony	38,2	39,1	38,5
Amoron'i Mania	82,1	85,9	84,0
Vatovavy Fitovinany	47,2	60,9	53,3
Ihorombe	24,8	35,6	28,8
Atsimo Atsinanana	56,8	64,2	60,3
Atsinanana	18,4	37,8	25,5
Analanjirifo	42,9	32,9	39,6
Alaotra Mangoro	48,8	53,1	51,0
Boeny	19,4	42,5	26,5
Sofia	34,2	20,7	30,6
Betsiboka	47,5	64,2	52,2
Melaky	51,3	54,7	52,2
Atsimo Andrefana	58,6	56,6	58,2
Androy	52,5	10,4	40,9
Anosy	50,4	58,8	53,6
Menabe	41,9	51,3	44,8
Diana	12,2	41,5	23,1
Sava	28,5	15,9	22,4
Ensemble	39,3	47,3	42,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les situations d'emploi inadéquat sont très fréquemment observées dans la branche de l'agriculture, et dans une moindre mesure celle des autres services. Les taux y atteignent respectivement 78%, 47%. Tandis que dans l'administration publique, le taux est de 9%. Les ouvriers non qualifiés se plaignent le plus souvent de cette forme de sous-emploi : plus de 65% d'entre eux ont déclaré en être victimes.

Tableau 51 : Taux de situations d'emploi inadéquat selon la branche d'activité et selon le sexe

	Unité: %		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Agriculture/primaire	79,1	75,8	77,6
Industrie alimentaire	38,2	46,0	39,9
Textile	15,1	29,4	24,1
BTP/HIMO	27,8	50,3	29,2
Autres industries	27,9	27,9	27,9
Commerce	46,3	35,8	41,4
Transport	25,6	NS	25,1
Santé privée	1,6	42,9	23,7
Enseignement privé	22,9	28,4	26,2
Administrations publiques	9,8	7,7	9,1
Autres services privés	44,2	49,4	46,9
Total	39,3	47,3	42,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

IV AGRICULTURE

IV-1 Répartition des exploitants Agricoles selon la superficie économique

On compte environ 73,3% de petits exploitants (moins de 1,5Ha) parmi les ménages agricoles dans toute l'île. A l'inverse, les grands exploitants avec plus de 4 Ha de terrains cultivés (au sens économique, ce qui signifie qu'une parcelle peut être comptée autant de fois qu'elle a pu être cultivée) représentent 4,5% des ménages agricoles.

Toutefois, certaines régions se distinguent nettement de ces moyennes nationales. Il en est ainsi de la région Diana avec une concentration plus poussée sur les moyens ou grands exploitants qui représentent respectivement 43,6% et 5,9% des ménages agricoles. Après la région Diana, la région de Sofia et Itasy qui enregistrent une part élevée de grands exploitants avec une même part égale à 8,1%.

On note aussi que les régions de l'Alaotra Mangoro et du Boeny qui incluent les grandes plaines rizicoles d'Alaotra et de Marovoay comptent une part plus élevée de grands exploitants par rapport à la moyenne nationale mais pas d'une manière significative. Sur ce point, elles comptent plutôt une part élevée des moyens exploitant agricoles et distant largement la proportion nationale.

Toute la partie Ouest et Sud de Madagascar présente d'ailleurs de vastes espaces et c'est pourquoi toutes les régions concernées renferment une proportion de moyens exploitants agricoles supérieurs à la moyenne nationale. Cela concerne, Boeny, Sofia, Betsiboka, Androy, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy et Menabe. La zone Nord est aussi concernée avec les régions Sava et Diana.

Enfin, les plus fortes représentations de petits exploitants agricoles sont relevées dans les régions de Vatovavy Fitovinany et de Vakinankaratra dont les parts varient entre 88 et 90% des ménages agricoles.

Tableau 52 : Répartition des ménages agricoles par Région

Unité : %

	Petit exploitant agricole	Moyen exploitant agricole	Grand exploitant agricole	Total
Analamanga	85,3	8,3	6,4	100,0
Vakinankaratra	88,1	9,5	2,5	100,0
Itasy	66,3	25,6	8,1	100,0
Bongolava	60,2	33,4	6,5	100,0
Mahatsiatra Ambony	73,3	23,5	3,2	100,0
Amoron'i Mania	85,2	12,6	2,2	100,0
Vatovavy Fitovinany	90,0	6,4	3,6	100,0
Ihorombe	67,0	31,1	1,9	100,0
Atsimo Atsinanana	83,4	13,4	3,2	100,0
Atsinanana	87,0	11,3	1,8	100,0
Analanjirifo	71,5	23,3	5,3	100,0
Alaotra Mangoro	63,7	30,1	6,2	100,0
Boeny	61,4	33,0	5,7	100,0
Sofia	63,9	28,1	8,1	100,0
Betsiboka	59,1	35,5	5,5	100,0
Melaky	60,5	33,3	6,2	100,0
Atsimo Andrefana	71,2	24,7	4,0	100,0
Androy	50,8	45,3	3,9	100,0
Anosy	58,9	33,9	7,2	100,0
Menabe	61,0	36,6	2,4	100,0
Diana	50,5	43,6	5,9	100,0
Sava	65,2	31,9	2,9	100,0
Ensemble	73,3	22,2	4,5	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Au niveau national, près de quatre parcelles sur cinq sont cultivées par leur propriétaire. 8,6% de parcelles sont exploitées par le répondant avec le consentement du propriétaire sans que celui-ci n'attende rien en retour. A l'inverse, 5,9% des parcelles cultivées sont à la disposition des répondants avec obligation de métayage, de fermage ou de location.

IV-2 Le cas particulier du riz

Dans la section emploi, nous constatons que la majorité des malgaches vivent de l'agriculture. La plupart de ces exploitants agricoles cultivent en totalité pendant toute l'année moins de 1,5 Ha. Il n'est donc pas surprenant que ces petits exploitants agricoles aient un taux d'incidence de la pauvreté élevé à cause de l'étroitesse de leurs champs de culture.

Pour faire face aux éventuels chocs économiques ou sociaux, certains ménages cultivent sans que cela leur constitue une activité principale. Dans l'ensemble du pays, plus de deux ménages sur trois ont au moins cultivé un type de culture. 4% des ménages qui constituent un filet de sécurité.

Le pourcentage des ménages ayant cultivé un type de culture est toujours moins élevé dans les zones urbaines où les activités sont plus diversifiées. Il est évalué respectivement à 7,8% et à 15,3% en milieu urbain dans les régions d'Analamanga et de Diana. Dans les régions d'Amoron'i Mania et d'Ihorombe, on remarque un taux élevé qui dépasse 70% même en zones urbaines.

Tableau 53 : Pourcentage des ménages ayant cultivé au moins un type de culture selon la Région et selon le milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	7,8	70,1	41,1
Vakinankaratra	41,9	85,7	76,8
Itasy	60,9	78,1	75,8
Bongolava	60,0	83,3	78,2
Mahatsiatra Ambony	20,7	85,9	73,6
Amoron'i Mania	71,7	78,9	77,9
Vatovavy Fitovinany	49,8	73,8	70,3
Ihorombe	74,0	79,8	77,6
Atsimo Atsinanana	39,7	73,4	68,5
Antsinanana	28,4	88,1	73,2
Analanjirifo	60,3	78,5	75,8
Alaotra Mangoro	53,3	74,7	71,3
Boeny	24,2	65,7	50,1
Sofia	53,4	94,6	91,0
Betsiboka	58,5	75,8	70,8
Melaky	57,2	69,5	64,3
Atsimo Andrefana	38,5	61,6	56,9
Androy	61,0	60,7	60,8
Anosy	25,4	67,4	60,2
Menabe	45,2	89,6	80,2
Diana	15,3	80,1	63,0
Sava	48,7	87,6	83,8
Ensemble	32,8	78,3	67,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Pour le cas particulier du riz, 37,6% des ménages ont déclaré l'avoir cultivé. Quoique les habitants de l'Androy soient en majorité des agriculteurs, 7% seulement le cultivent. Par contre, dans les régions de Sofia, plus de 84,9% des ménages pratiquent la riziculture. Dans les régions d'Alaotra Mangoro, forte productrice de cette denrée, cette proportion est de 47,8%.

Tableau 54 : Proportion des ménages ayant cultivé du riz selon la Région et selon le milieu

Région	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Analamanga	3,0	9,6	6,5
Vakinankaratra	19,4	43,6	38,7
Itasy	31,5	50,4	47,9
Bongolava	53,6	71,3	67,4
Mahatsiatra Ambony	13,9	40,6	35,5
Amoron'i Mania	32,6	43,6	42,0
Vatovavy Fitovinany	19,7	36,5	34,0
Ihorombe	63,9	60,9	62,0
Atsimo Atsinanana	19,6	45,0	41,3
Antsinanana	12,8	42,3	34,9
Analanjiroro	23,9	41,8	39,1
Alaotra Mangoro	34,4	50,4	47,8
Boeny	12,0	37,2	27,7
Sofia	49,1	88,3	84,9
Betsiboka	42,4	64,3	58,0
Melaky	39,6	56,8	49,6
Atsimo Andrefana	19,8	20,8	20,6
Androy	4,4	7,9	7,1
Anosy	5,4	38,2	32,6
Menabe	41,4	76,2	68,8
Diana	10,1	57,9	45,3
Sava	33,0	64,0	61,0
Ensemble	17,6	43,6	37,6

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

La région d'Alaotra Mangoro constitue en effet le premier producteur de riz. En effet, elle fournit 12,9% de la production du pays. Elle est talonnée de près par Sofia avec la même proportion. Boeny, qui renferme les vastes exploitations de Marovoay ne fournit que 3% de la production nationale. Après Alaotra Mangoro et Sofia, Vakinankaratra, Itasy et Sava offrent les meilleures potentialités mais sont distancées largement. La production du Vakinankaratra est estimée à 6,6% de l'ensemble du pays tandis que celle de Sava est estimée à 6,0%.

Les ventes générées par le paddy procurent un montant estimé à 497 milliards d'Ariary. 14,8% de ces ventes (en valeur) proviennent de l'Alaotra Mangoro et 14,5% de Sofia. L'Androy et le Melaky ne procurent que 0,7% et 1,9% de la production rizicole.

Tableau 55 : Part de la production rizicole et part des revenus générées par les ventes de paddy ou de riz blanc par région

Région	Production	Revenu des Ventes
Analamanga	2,2	0,8
Vakinankaratra	6,6	6,2
Itasy	6,5	6,1
Bongolava	5,6	7,2
Mahatsiatra Ambony	4,2	3,8
Amoron'i Mania	2,9	2,5
Vatovavy Fitovinany	4,5	3,4
Ihorombe	3,0	3,3
Atsimo Atsinanana	3,3	3,7
Antsinanana	3,1	2,7
Analanjirofo	3,8	1,6
Alaotra Mangoro	12,9	14,8
Boeny	3,0	2,8
Sofia	12,9	14,5
Betsiboka	3,4	3,9
Melaky	1,9	2,3
Atsimo Andrefana	3,1	1,4
Androy	0,7	0,5
Anosy	3,3	3,4
Menabe	3,8	2,3
Diana	3,3	6,6
Sava	6,0	6,0
Total	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En général, 38% de la production rizicole sont autoconsommées tandis que 43,6% sont réservées à la vente. Cette production est essentiellement tournée vers l'autoconsommation dans les régions d'Analamanga, d'Atsinanana, d'Analanjirofo et de Melaky. Dans la région de Sofia, quoi que la part vendue soit sensiblement la même que dans l'Alaotra Mangoro, une part presque aussi importante va faire partie de l'autoconsommation. Ceci est dû au problème d'enclavement de la région. Dans la région d'Alaotra Mangoro, 28,7% et 43,1% de la production servent respectivement à la vente et à l'autoconsommation.

Tableau 56 : Utilisation de la récolte par strate

		Unité : %	
Région	Milieu	Vente	Autoconsommé
Analamanga	Urbain	32,0	54,1
	Rural	23,5	62,2
Vakinankaratra	Urbain	30,9	28,6
	Rural	35,9	34,1
Itasy	Urbain	42,8	36,5
	Rural	42,5	34,5
Bongolava	Urbain	44,6	30,6
	Rural	45,7	28,8
Mahatsiatra Ambony	Urbain	40,6	23,6
	Rural	38,6	51,7
Amoron'i Mania	Urbain	36,2	51,6
	Rural	28,3	57,5
Vatovavy Fitovinany	Urbain	44,6	22,3
	Rural	41,9	25,6
Ihorombe	Urbain	47,0	41,6
	Rural	42,5	43,3
Atsimo Atsinanana	Urbain	48,2	44,8
	Rural	56,1	36,8
Antsinanana	Urbain	35,4	52,2
	Rural	36,5	52,6
Analanjirifo	Urbain	40,7	50,8
	Rural	32,3	55,1
Alaoatra Mangoro	Urbain	45,7	24,8
	Rural	43,1	28,7
Boeny	Urbain	54,7	15,6
	Rural	36,6	11,4
Sofia	Urbain	43,5	39,1
	Rural	45,5	45,1
Betsiboka	Urbain	36,0	37,8
	Rural	41,2	23,5
Melaky	Urbain	32,6	46,4
	Rural	37,5	45,3
Atsimo Andrefana	Urbain	48,4	29,7
	Rural	37,3	19,6
Androy	Urbain	48,2	42,1
	Rural	44,5	41,3
Anosy	Urbain	36,9	18,7
	Rural	41,0	39,2
Menabe	Urbain	54,5	29,2
	Rural	41,1	36,4
Diana	Urbain	52,7	35,6
	Rural	53,3	34,9
Sava	Urbain	44,7	38,2
	Rural	45,2	38,4
Ensemble		41,9	37,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

V SECURISATION FONCIERE

Au niveau national, près du deux tiers des terrains agricoles sont obtenus par leur propriétaire par voie d'héritage. Par ailleurs, 12,4% des parcelles agricoles sont restées à ceux qui les ont défrichées. Comme 6% sont reçues par donation, ceci porte à 84,2% le pourcentage de terrains agricoles acquis théoriquement sans frais, alors que 13,2% l'ont été par achat.

L'acquisition de terrains agricoles par suite d'un défrichement s'avère relativement plus importante dans le Moyen-Ouest et l'Ouest : dans les régions du Melaky, Boeny, Menabe et Bongolava. Ainsi, dans la région du Melaky, près du 4/5 des parcelles agricoles sont gagnées par défrichement. Par ailleurs, le taux d'acquisition de terrains par achat le plus faible est aussi relevé dans cette région.

Par rapport à la moyenne nationale, le poids de l'héritage reste plus fort dans les régions de la partie sud-est de l'île : dans le Matsiatra, l'Amoron'I Mania, le Sud-Est, mais aussi dans la région du Sud-Ouest. Quant aux deux régions du nord de l'île, Diana et Sava, l'acquisition de parcelles agricoles par donation est quatre fois plus importante que la moyenne nationale.

Dans la région du Bongolava, on dénombre autant de terrains agricoles acquis par achat que par défrichement : 36% pour chacun de ces deux types d'acquisition. Avec un taux de 32,8%, le mode d'acquisition par achat suit de près la voie de l'héritage avec 35,6% dans la région du Betsiboka. Ce mode onéreux représente 22 à 25% des acquisitions de parcelle dans le Vakinankaratra et l'Alaotra-Mangoro.

Tableau 57 : Taux d'acquisition des terrains agricoles par région

Unité : %

Région	Achat	Héritage	Don	Défrichement	Autre	NPP	Total
Analamanga	14,7	74,6	2,6	5,5	1,5	1,1	100,0
Vakinankaratra	24,9	62,3	3,7	6,4	0,6	2,1	100,0
Itasy	14,8	43,0	14,7	24,0	0,1	3,5	100,0
Bongolava	36,4	16,1	8,1	36,7	2,0	0,7	100,0
Mahatsiatra Ambony	6,5	88,8	1,2	1,6	0,0	1,9	100,0
Amoron'i Mania	5,9	87,2	0,7	3,7	0,9	1,7	100,0
Vatovavy Fitovinany	5,9	76,5	1,2	14,3	0,6	1,5	100,0
Ihorombe	6,2	47,5	14,0	27,1	4,7	0,4	100,0
Atsimo Atsinanana	8,5	81,9	1,4	5,1	0,3	2,7	100,0
Antsinanana	16,1	61,6	15,4	5,0	0,2	1,7	100,0
Analanjirofo	7,5	63,2	2,1	23,8	2,9	0,5	100,0
Alaotra Mangoro	22,2	56,9	7,8	9,4	1,6	2,2	100,0
Boeny	16,4	34,4	0,4	41,9	3,8	3,1	100,0
Sofia	5,9	60,0	9,7	21,5	1,8	1,1	100,0
Betsiboka	32,8	35,6	4,4	26,6	0,1	0,5	100,0
Melaky	3,0	17,0	3,7	73,8	2,2	0,3	100,0
Atsimo Andrefana	4,1	81,9	6,8	4,4	1,4	1,3	100,0
Androy	9,5	69,7	13,9	6,7	0,3	0,0	100,0
Anosy	11,6	64,4	6,0	14,9	0,8	2,3	100,0
Menabe	12,0	44,2	1,5	40,5	0,4	1,4	100,0
Diana	9,6	34,0	28,4	20,9	5,5	1,7	100,0
Sava	18,3	47,6	23,2	6,8	2,0	2,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

87% des répondants ignorent la procédure légale à suivre en vue de l'acquisition de terrains domaniaux. Cette méconnaissance est quasi généralisée dans les régions du Sofia, de l'Androy, du Sud-Ouest, d'Analanjirofo et du Sud-Est où elle concerne près de 95 répondants sur 100. Par contre, plus du 4/5 des répondants des régions d'Alaotra-Mangoro et d'Analamanga affirment connaître la voie légale à suivre pour obtenir des terrains domaniaux.

On remarque en général que les ménages agricoles ont une connaissance plus faible que les autres ménages sur la procédure d'acquisition des terrains domaniaux. Si par exemple, le taux de connaissance est de 18% pour l'ensemble des ménages à Analanjirofo, il tombe à 8,8% si on se limite aux ménages agricoles.

Tableau 58 : Répartition de la connaissance des procédures légales d'acquisition de terrains domaniaux par région

Unité : %

Région	Tous les ménages				Agriculteurs seulement			
	Oui	Non	NPP	Total	Oui	Non	NPP	Total
Analamanga	20,5	79,2	0,4	100,0	20,5	78,5	1,0	100,0
Vakinankaratra	8,0	91,9	0,2	100,0	7,5	92,4	0,1	100,0
Itasy	14,4	84,9	0,7	100,0	11,0	88,0	1,0	100,0
Bongolava	13,9	85,4	0,7	100,0	11,9	88,2	0,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	15,8	84,2	0,0	100,0	13,7	86,3	0,0	100,0
Amoron'i Mania	15,1	84,2	0,7	100,0	18,7	80,3	1,0	100,0
Vatovavy Fitovinany	13,9	85,1	1,0	100,0	11,7	86,9	1,4	100,0
Ihorombe	17,3	82,3	0,4	100,0	16,1	83,5	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	5,6	94,0	0,4	100,0	3,5	96,2	0,4	100,0
Antsinanana	14,3	85,5	0,2	100,0	11,9	88,1	0,1	100,0
Analanjirifo	5,2	94,6	0,2	100,0	2,7	97,3	0,1	100,0
Alaotra Mangoro	22,8	76,5	0,7	100,0	20,4	78,5	1,1	100,0
Boeny	18,0	80,6	1,4	100,0	8,8	89,4	1,8	100,0
Sofia	2,6	96,3	1,1	100,0	1,7	97,2	1,1	100,0
Betsiboka	18,9	80,9	0,2	100,0	15,7	84,1	0,2	100,0
Melaky	8,0	92,0	0,0	100,0	4,6	95,5	0,0	100,0
Atsimo Andrefana	5,0	94,7	0,4	100,0	2,2	97,3	0,5	100,0
Androy	3,0	96,0	1,0	100,0	2,2	96,7	1,1	100,0
Anosy	6,5	92,2	1,3	100,0	5,6	93,2	1,2	100,0
Menabe	7,0	93,0	0,0	100,0	6,0	94,0	0,0	100,0
Diana	17,3	82,6	0,2	100,0	17,7	82,3	0,0	100,0
Sava	6,2	92,8	1,1	100,0	4,5	94,7	0,8	100,0
Ensemble	12,5	87,0	0,5	100,0	9,9	89,5	0,6	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

V-1 Proportion des ménages qui ont rencontré des problèmes de titres ou de cadastres

Le quart des répondants n'a jamais été concerné par des affaires de titrage de terrains ou bien d'établissement de cadastre. Cependant, cette proportion atteint 43% dans la région du Sud-Ouest, 40% dans le Boeny et 39% dans le Menabe.

Si on se limite au groupe de ceux qui ont déjà ou ont essayé de titrer ou d'établir un cadastre de leur terrain, on constate que 12,4% d'entre eux se sont heurtés à des problèmes. Le phénomène s'amplifie dans la région d'Ihorombe avec une proportion de 43% des concernés, et, dans une moindre mesure dans l'Alaotra-Mangoro avec 29%.

Tableau 59 : Pourcentage des problèmes de titrage ou d'établissement d'un cadastre par région

Region				Unité : %
	Oui	Non	Non concerné	Total
Analamanga	11,5	58,4	29,9	100,0
Vakinankaratra	7,6	73,8	18,5	100,0
Itasy	4,8	79,6	15,7	100,0
Bongolava	5,7	63,3	31,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	13,0	62,2	24,5	100,0
Amoron'i Mania	8,1	74,2	17,7	100,0
Vatovavy Fitovinany	8,8	59,8	31,0	100,0
Ihorombe	31,3	42,0	26,7	100,0
Atsimo Atsinanana	1,4	75,7	22,9	100,0
Antsinanana	14,2	63,0	22,4	100,0
Analanjirifo	5,5	61,7	32,9	100,0
Alaotra Mangoro	20,4	49,6	30,1	100,0
Boeny	13,5	46,7	39,8	100,0
Sofia	1,5	87,1	11,2	100,0
Betsiboka	8,8	70,7	20,5	100,0
Melaky	1,4	85,0	13,3	100,0
Atsimo Andrefana	7,6	49,2	42,8	100,0
Androy	1,1	92,3	6,6	100,0
Anosy	2,2	80,1	17,4	100,0
Menabe	1,9	58,8	39,3	100,0
Diana	10,2	66,6	23,2	100,0
Sava	16,8	69,6	13,6	100,0
Ensemble	9,3	65,9	24,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

V-2 Problème de sécurisation foncière dans la localité

Si dans l'ensemble, 12,4% des ménages ont rencontré des problèmes de titrage ou de cadastre, cette proportion monte si on lui demande l'existence courante de ce problème à l'échelle locale. En effet, plus d'un ménage sur cinq considère que ce problème est courant dans sa localité. On observe la même proportion d'ensemble aussi bien en milieu rural qu'urbain.

Comme précédemment, on remarque que c'est parmi les ménages d'Atsimo Atsinanana, de Sofia, d'Androy et de Menabe où les problèmes sont les moins fréquents. A l'opposé, 40,6% des ménages de Sofia et 45% de Betsiboka affirment que ce problème est recurrent dans leur localité respective. Dans le Betsibuka urbain, plus d'un ménage sur deux le constate.

Tableau 60 : Proportion de ménages ayant reconnu des problèmes fonciers dans leur localité

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	12,1	12,5	12,3
Vakinankaratra	14,3	12,1	12,6
Itasy	16,8	11,2	11,9
Bongolava	35,3	21,1	24,2
Mahatsiatra Ambony	46,6	24,5	28,6
Amoron'i Mania	37,8	35,4	35,7
Vatovavy Fitovinany	26,9	34,1	33,1
Ihorombe	19,2	17,8	18,3
Atsimo Atsinanana	10,1	2,8	3,8
Antsinanana	26,7	29,2	28,6
Analanjirifo	40,1	40,7	40,6
Alaotra Mangoro	28,7	26,7	27,0
Boeny	37,2	36,2	36,6
Sofia	7,0	6,5	6,5
Betsiboka	53,4	41,6	45,0
Melaky	21,2	10,3	14,8
Atsimo Andrefana	10,8	19,0	17,3
Androy	12,4	6,0	7,6
Anosy	29,9	25,8	26,5
Menabe	11,5	6,0	7,1
Diana	9,4	20,1	17,3
Sava	27,8	15,0	16,2
Ensemble	21,2	20,2	20,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

V-3 Coût de titrisation

Environ quatre ménages sur cinq estiment qu'il faut environ un montant inférieur à 100 000 Ar pour immatriculer un terrain de 10 ares. Les ménages d'Analamanga et d'Atsinanana avancent un montant nettement supérieur. Un tiers des ménages issus de ces deux localités estiment devoir payer entre 100 000 et 500 000 Ar. 8% de ceux qui habitent Analamanga prévoit même un montant supérieur à 500 000 Ar.

Dans les régions de Vakinankaratra, de Betsiboka, de Melaky, d'Androy et d'Anosy, moins de 10% des ménages estiment le coût dépasser 100 000 Ar. Dans la région d'Alaotra Mangoro, le montant proposé est inférieur à la moyenne nationale car 87% des ménages prévoient un coût inférieur à 100 000 Ar.

Tableau 61 : Coût moyen de titrage d'un terrain de 10 ares

	Unité : en Ariary			
	Moins de 100 000 Ar	Entre 100 000 et 500 000 Ar	Plus de 500 000 Ar	Total
Analamanga	58,7	33,4	8,0	100,0
Vakinankaratra	94,6	4,4	1,1	100,0
Itasy	75,1	20,8	4,1	100,0
Bongolava	90,1	9,2	0,7	100,0
Mahatsiatra Ambony	86,9	12,2	0,8	100,0
Amoron'i Mania	86,6	9,0	4,5	100,0
Vatovavy Fitovinany	86,2	9,7	4,1	100,0
Ihorombe	88,5	11,0	0,5	100,0
Atsimo Atsinanana	85,5	13,7	0,8	100,0
Antsinanana	64,9	33,2	2,0	100,0
Analanjorofo	84,6	14,5	0,9	100,0
Alaotra Mangoro	87,0	10,8	2,2	100,0
Boeny	85,0	12,2	2,8	100,0
Sofia	80,7	12,7	6,6	100,0
Betsiboka	95,8	4,1	0,2	100,0
Melaky	93,1	6,3	0,7	100,0
Atsimo Andrefana	77,5	19,4	3,1	100,0
Androy	96,4	2,9	0,6	100,0
Anosy	92,4	7,0	0,6	100,0
Menabe	86,5	11,3	2,2	100,0
Diana	77,1	19,4	3,5	100,0
Sava	85,0	13,5	1,5	100,0
Ensemble	81,0	15,8	3,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Environ un ménage sur trois veut acquérir un terrain. 8,8% n'ont pas d'idée précise. Les proportions sont les plus faibles dans les régions de Toliara. Les demandes de terrain sont particulièrement nombreuses dans les régions d'Amoron'I Mania et d'Analanjorofo. Ces deux régions sont parmi celles où on rencontre le plus de problèmes fonciers.

Tableau 62 : Pourcentage de ceux qui veulent acquérir un terrain

	Unité : %				
	Oui	Non	NSP	NPP	Total
Analamanga	15,9	71,8	11,9	0,5	100,0
Vakinankaratra	41,9	51,0	7,1	NS	100,0
Itasy	38,5	53,7	7,8	NS	100,0
Bongolava	48,4	46,7	4,9	NS	100,0
Mahatsiatra Ambony	45,8	51,5	2,4	0,4	100,0
Amoron'i Mania	67,7	28,5	3,7	0,1	100,0
Vatovavy Fitovinany	41,3	52,7	5,4	0,6	100,0
Ihorombe	31,4	60,6	7,7	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	18,0	54,4	27,5	0,1	100,0
Antsinanana	46,5	45,1	8,4	NS	100,0
Analanjirifo	62,2	32,7	5,1	NS	100,0
Alaotra Mangoro	41,8	50,8	7,4	0,1	100,0
Boeny	30,1	54,1	15,8	0,1	100,0
Sofia	25,6	72,9	1,5	NS	100,0
Betsiboka	55,8	35,9	8,3	NS	100,0
Melaky	49,6	41,0	9,4	0,1	100,0
Atsimo Andrefana	15,0	76,5	8,1	0,4	100,0
Androy	18,0	72,0	9,9	0,1	100,0
Anosy	19,5	63,7	16,8	NS	100,0
Menabe	15,2	71,5	13,0	0,3	100,0
Diana	22,9	66,6	10,4	NS	100,0
Sava	26,5	60,0	13,3	0,2	100,0
Ensemble	33,9	57,1	8,8	0,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Pour ceux qui veulent acquérir un terrain, environ la moitié veut des terrains entre 1 Ha et 5 Ha. Un quart veut moins de un Ha et 6,3% plus de 5 Ha. Le reste n'a pas pu déterminer la surface voulue.

Ihorombe sort du lot car plus du quart des ménages désirant acquérir un terrain veulent un terrain de plus de 5 Ha. Diana et Sofia affichent aussi un engouement à des terrains plus spacieux de plus de 5 Ha avec des proportions respectives de 17,2 et 16,7%.

VI ENTREPRISES NON AGRICOLES

La création et gestion d'une entreprise non agricole constituent une des stratégies adoptées par les ménages pour atténuer l'effet néfaste de la pauvreté. Ce sont des petites exploitations familiales. Elles créent des emplois et procurent des revenus supplémentaires aux ménages.

Plus de 26,9% des ménages malgaches possèdent au moins une entreprise non agricole. La pratique est la plus courante dans la région de Betsiboka, puisque plus de 47% des ménages. Tandis que dans les régions de Diana, Sava et Menabe, les taux de possession sont relativement faibles ne dépassant pas 13%. Particulièrement, dans les zones ruraux de Diana et Sava, respectivement moins de 6% et de 10% des ménages seulement dirigent une entreprise non agricole. Selon les milieux, le pourcentage des ménages exploitant des entreprises non agricoles est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Cela se manifeste par la multiplication de petites exploitations informelles dans les villes. Il faut noter quand même que dans la région de Melaky, la situation est totalement différente selon le milieu. Si plus de 57% des ménages urbains gèrent une entreprise non agricole, ils sont moins de 19% en milieu rural.

Tableau 63 : Taux de possession d'ENA selon la région

	Unité : %
Analamanga	32,3
Vakinankaratra	33,6
Itasy	30,8
Bongolava	22,9
Mahatsiatra Ambony	35,2
Amoron'I Mania	22,8
Vatovavy Fitovinany	38,8
Ihorombe	29,8
Atsimo Atsinanana	21,6
Atsinanana	15,5
Analanjorofo	27,3
Alaotra Mangoro	29,5
Boeny	20,4
Sofia	12,8
Betsiboka	47,4
Melaky	35,0
Atsimo Andrefana	32,4
Androy	16,6
Anosy	35,5
Menabe	13,0
Diana	11,8
Sava	11,1
Ensemble	27,2

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

VI-1 Structure par branche d'activité des entreprises non agricoles

Les entreprises non agricoles malgaches sont regroupées essentiellement dans deux secteurs, à savoir le commerce et l' « art et artisanat ». Ces deux branches d'activités pèsent respectivement plus 51% et 29% dans l'ensemble. Le secteur des transformations n'occupe que 8% de la totalité des entreprises non agricoles malgaches. Le secteur primaire constitué essentiellement par l'extraction représente 3%. Cette structure change d'une région à une autre. Les activités commerciales dominent largement dans les régions d'Amoron'i Mania (92% de l'ensemble), d'Androy (87% de l'ensemble), de Diana (75% de l'ensemble). D'autres régions sont caractérisées par la prépondérance des activités liées à l' « art et artisanat » : 83% des entreprises non agricoles à Atsimo Atsinanana, 74% à Vatovavy Fitovinany. Dans la région de Sava, Betsiboka, Analanjirofo, Sofia, l'industrie est fort représentée. En milieu urbain, on trouve plus fréquemment des « autres services aux particuliers » que de l' « art et artisanat » souvent pratiqué en milieu rural.

Tableau 64 : Structure par branche des ENA selon la région et selon la branche d'activité

	Unité: %						
	Primaire	Industrie	Commerce	Transport	Autres service	Art et artisanat	Total
Analamanga	NS	7,4	61,9	NS	27,8	2,9	100,0
Vakinankaratra	NS	17,0	56,9	NS	NS	26,2	100,0
Itasy	NS	4,0	62,2	NS	26,1	7,8	100,0
Bongolava	NS	22,8	71,2	NS	6,1	NS	100,0
Mahatsiatra Ambony	11,7	NS	49,8	NS	NS	38,5	100,0
Amoron'I Mania	NS	NS	92,4	7,6	NS	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	NS	NS	21,2	NS	3,9	74,9	100,0
Ihorombe	NS	7,3	20,3	20,9	12,8	38,7	100,0
Atsimo Atsinanana	NS	NS	17,1	NS	NS	82,9	100,0
Antsinanana	36,3	NS	18,8	NS	NS	44,9	100,0
Analanjirofo	NS	32,5	26,3	NS	NS	41,2	100,0
Alaotra Mangoro	NS	NS	62,1	NS	7,1	30,9	100,0
Boeni	NS	NS	61,2	NS	38,8	NS	100,0
Sofia	NS	29,8	51,2	NS	NS	19,0	100,0
Betsiboka	NS	34,9	33,5	NS	2,6	29,0	100,0
Melaky	NS	NS	NS	NS	NS	100,0	100,0
Atsimo Andrefana	NS	6,3	60,7	NS	2,0	31,0	100,0
Androy	NS	NS	87,2	NS	NS	12,8	100,0
Anosy	NS	NS	54,5	NS	NS	45,5	100,0
Menabe	NS	NS	100,0	NS	NS	NS	100,0
Diana	NS	NS	75,0	NS	NS	25,0	100,0
Sava	NS	49,4	45,7	NS	4,9	NS	100,0
Ensemble	3,0	7,8	51,7	0,7	7,8	29,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Plus le niveau d’instruction du chef de ménage augmente, plus le ménage tourne de plus en plus vers les activités commerciales et l’industrie au détriment des activités artisanales. En effet, respectivement 70% et 17% des entreprises possédées par les ménages dirigés par un universitaire sont dans le commerce ou l’industrie. Chez les ménages dirigés par un non instruit, ces proportions ne dépassent 20% et 9% et que plus de six entreprises sur dix sont dans l’ « art et artisanat ».

Tableau 65 : Structure par branche des ENA selon le niveau d’instruction du chef de ménage

Unité: %

	Primaire	Industrie	Commerce	Transport	Autres service	Art et artisanat	Total
Sans instruction	6,0	9,0	20,1	1,1	1,0	62,7	100,0
Primaire	3,1	10,2	63,9	0,4	2,1	20,3	100,0
Secondaire	0,0	0,0	61,1	0,0	2,7	11,8	100,0
Supérieur	0,0	16,9	70,4	3,9	2,5	6,5	100,0
Ensemble	3,0	7,8	51,7	0,7	7,8	29,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les entreprises non agricoles ont une « durée d’activité » relativement longue. En moyenne, elles sont en exercice pendant 8 ans. Cela reflète d’une part, la persistance de la pauvreté et, d’autre part, la flexibilité de ces types d’entreprises et leur forte résistance face aux chocs socio-économiques. Dans les régions de Melaky et de Vakinankaratra, les entreprises non agricoles encore en activité étaient créées il y a plus de 14 ans de cela. Le niveau d’instruction du chef de ménage influe beaucoup sur la « durée d’activité » de ces entreprises : plus de 16 ans si le chef de ménage est un universitaire. Cet indicateur mérite des attentions particulières quant à son interprétation et ne peut en aucun cas assimilé à « la durée de vie » d’une entreprise pour deux raisons : les entreprises concernées sont encore en activité actuellement, celles qui ne sont plus opérationnelles sont exclues.

Tableau 66 : Durée d'activité des entreprises non agricoles

	Unité: Ans
	Durée d'activité moyenne
Analamanga	4,9
Vakinakaratra	14,0
Itasy	5,3
Bongolava	5,0
Mahatsiatra Ambony	9,8
Amoron'I Mania	5,1
Vatovavy Fitovinany	9,6
Ihorombe	5,1
Atsimo Atsinanana	5,5
Antsinanana	11,2
Analanjirifo	8,7
Alaotra Mangoro	9,9
Boeni	6,6
Sofia	3,5
Betsiboka	9,9
Melaky	15,3
Atsimo Andrefana	5,4
Androy	3,8
Anosy	7,7
Menabe	3,5
Diana	2,9
Sava	6,6
Ensemble	8,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VI-2 Performances économiques des entreprises non agricoles

On observe une faible intensification des activités des entreprises non agricoles. L'effectif des employés est assez faible, en moyenne 1,7 personnes par unité de production. Cinq régions se démarquent des autres par une taille moyenne d'entreprise de plus de 2 personnes : Atsimo Andrefana, Betsiboka, Vatovavy Fitovinany, Itasy et Analamanga.

Tableau 67 : Taille moyenne des ENA selon la région

	Unité : personne
	Taille moyenne
Analamanga	2,2
Vakinankaratra	1,8
Itasy	2,2
Bongolava	1,7
Mahatsiatra Ambony	1,2
Amoron'I Mania	1,4
Vatovavy Fitovinany	2,2
Ihorombe	1,9
Atsimo Atsinanana	1,2
Antsinanana	1,8
Analanjirifo	1,0
Alaotra Mangoro	1,1
Boeni	1,4
Sofia	1,9
Betsiboka	2,1
Melaky	1,5
Atsimo Andrefana	2,1
Androy	1,4
Anosy	1,3
Menabe	1,6
Diana	1,1
Sava	1,2
Ensemble	1,7

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En 2005, les entreprises non agricoles à Madagascar ont dégagé un chiffre d'affaire de plus de 110 milliards d'Ariary et un revenu net de 41 milliards d'Ariary. Plus de 36% de ce revenu revient aux ménages de la région d'Analamanga. Les parts des autres régions ne dépassent 7%. Les activités des entreprises non agricoles accentuent l'inégalité entre les ménages. Les ménages pauvres ne profitent que très faiblement aux bénéfices issues de ces activités. En effet, on observe une forte concentration du revenu généré au profit des riches. Plus de 56% des revenus reviennent au quintile des plus riches, alors que le quintile des plus pauvres n'en profitent que 5%.

Tableau 68 : Revenu net généré par les ENA selon le quintile de consommation

Unité : milliers d'ariary			
	Revenu net moyen	Revenu net total	Pourcentage
Plus pauvres	455	1 976 509	4,8
Quintile_2	390	3 320 905	8,1
Quintile_3	355	4 562 334	11,1
Quintile_4	870	8 986 859	21,9
Plus riches	1 392	23 000 000	56,1
Ensemble	792	41 000 000	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'échelle d'activité des entreprises non agricoles est assez faible. En moyenne, une unité de production procure un chiffre d'affaires de 2 016 000 Ar (soit 168 000 Ar par mois) et un revenu net de 792 000 Ar par an (soit 66 000 Ar par mois). Mais les performances de ces entreprises sont très différentes selon la région. C'est dans la région d'Androy que les entreprises non agricoles sont les plus rémunératrices : un revenu net de plus de 2 365 000 Ar par an, suivi par les régions d'Amoron'i Mania (2 056 000 Ar par an), Boeny (1 942 000 Ar par an) et d'Analamanga (1 822 000 Ar par an). A l'autre extrême, ces petites entreprises ne génèrent que des revenus nets respectivement de 188 000 Ar et de 242 000 Fmg par an à Vatovavy Fitovinany et Melaky. Selon le quintile de consommation, les performances économiques des entreprises gérées par les ménages sont fortement corrélées avec le niveau de vie du ménage. Ainsi, une unité de production possédée par les ménages du quintile des plus riches procurent un revenu net annuel moyen de 1 392 000 Ar, soit plus de trois fois supérieur au revenu dégagé par une unité de production possédée par le quintile des plus pauvres.

Tableau 69 : Revenu net généré par les ENA selon la région

	Unité : milliers d'ariary		
	Revenu net moyen	Revenu net total	Pourcentage
Analamanga	1 822	15 000 000	36,6
Vakinankaratra	356	1 307 130	3,2
Itasy	729	1 587 232	3,9
Bongolava	527	765 614	1,9
Mahatsiatra Ambony	353	2 567 087	6,3
Amoron'I Mania	2 056	2 699 042	6,6
Vatovavy Fitovinany	188	753 362	1,8
Ihorombe	855	986 744	2,4
Atsimo Atsinanana	331	223 364	0,5
Antsinanana	549	1 092 300	2,7
Analanjirifo	554	1 053 708	2,6
Alaotra Mangoro	624	2 735 592	6,7
Boeni	1 942	1 788 308	4,4
Sofia	493	142 590	0,3
Betsiboka	793	1 631 117	4,0
Melaky	242	149 268	0,4
Atsimo Andrefana	530	2 713 865	6,6
Androy	2 365	2 248 742	5,5
Anosy	637	1 284 466	3,1
Menabe	356	182 822	0,4
Diana	681	386 900	0,9
Sava	434	505 862	1,2
Ensemble	792	41 000 000	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Globalement, la situation s'est détériorée par rapport à l'année dernière selon la déclaration des ménages. Près de 32% d'entre eux ont enregistré une baisse du revenu généré par leurs entreprises. Seuls 18% ont évoqué le contraire. Cette détérioration s'est beaucoup manifestée dans les régions de Menabe et de Vatovavy Fitovinany.

VI-3 Financement des entreprises non agricoles

Outre les problèmes liés à l'écoulement de la production, la difficulté d'accès au financement constitue un des obstacles au développement des activités des entreprises non agricoles. L'aide financière en faveur des petites entreprises individuelles est quasiment inexistante. Seuls 2,6% d'entre elles ont déclaré avoir pu en bénéficier. Ces aides sont fortement concentrées dans trois régions : Diana, Boeni et Analamanga où plus de 10% des entreprises ont reçu de l'aide financière.

Pour financer leurs activités non agricoles, les ménages font recours essentiellement au financement interne : bénéfices pour plus de 47% des entreprises et épargne du ménage 25% des entreprises. Le financement externe est très restreint et se limite au circuit informel entre ménages les plus proches : parents, amis. L'insertion des entreprises familiales sur le circuit de financement formel est très difficile : aucun accès aux prêts bancaires et l'appui des institutions de microfinance est négligeable ne touchant que 0,1% de ces entreprises. Ces résultats sont valables quelque soit la région considérée.

De plus, les petits opérateurs qui font des tentatives pour obtenir des crédits bancaires sont très rares ne représentant que moins de 8% de l'ensemble. L'inadaptation des services financiers aux besoins des petits opérateurs, les conditions de prêt (taux d'intérêt, mode de remboursement, gage, etc) et la complexité des démarches découragent les initiatives de ces entrepreneurs. On peut noter que les tentatives de recherche de crédits auprès des banques sont très fréquentes dans les régions d'Atsimo Atsinanana (plus de trois entrepreneurs sur quatre) et de la Sava (plus de 54% des entrepreneurs).

Tableau 70 : Source de financement des entreprises non agricoles

	Unité : %									
	Epargne du ménage	Micro finance	Prêt auprès des parents	Aides des parents	Aides des amis	Bénéfice	Revenu financier	Autres	NPP	Total
Analamanga	8,0	0,0	11,6	0,0	0,0	65,4	15,1	0,0	0,0	100,0
Vakinankaratra	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	85,5	0,0	0,0	0,0	100,0
Itasy	14,5	0,0	0,0	0,0	0,0	55,6	26,1	3,8	0,0	100,0
Bongolava	24,9	0,0	0,0	0,0	0,0	45,4	18,2	11,6	0,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	17,6	0,0	0,0	11,8	0,0	68,7	2,0	0,0	0,0	100,0
Amoron'I Mania	43,6	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	51,3	0,0	0,0	100,0
Vatovavy Fitovinany	30,2	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	17,8	47,3	0,0	100,0
Ihorombe	25,8	0,0	0,0	0,0	0,0	20,5	46,4	7,3	0,0	100,0
Atsimo Atsinanana	8,5	0,0	0,0	0,0	0,0	74,9	0,0	16,6	0,0	100,0
Antsinanana	58,3	0,0	0,0	0,0	0,0	18,8	22,9	0,0	0,0	100,0
Analanjorofo	41,3	0,0	0,0	0,0	0,0	37,9	0,0	20,9	0,0	100,0
Alaotra Mangoro	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	49,5	31,1	15,5	0,0	100,0
Boeni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,0	58,0	0,0	0,0	100,0
Sofia	49,8	0,0	0,0	29,8	0,0	20,4	0,0	0,0	0,0	100,0
Betsiboka	23,4	0,0	0,0	0,0	0,0	21,9	35,2	19,4	0,0	100,0
Melaky	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,6	8,4	14,9	0,0	100,0
Atsimo Andrefana	82,2	0,0	0,0	0,0	0,0	13,8	0,0	2,0	2,0	100,0
Androy	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	87,2	0,0	0,0	0,0	100,0
Anosy	22,6	0,0	0,0	0,0	0,0	31,6	0,0	45,8	0,0	100,0
Menabe	70,4	0,0	0,0	0,0	0,0	17,7	11,9	0,0	0,0	100,0
Diana	20,8	0,0	0,0	0,0	0,0	69,9	9,3	0,0	0,0	100,0
Sava	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0	90,8	0,0	4,7	0,0	100,0
Ensemble	25,2	0,1	1,8	1,8	0,2	47,2	14,0	9,5	0,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VI-4 Entreprises non agricoles et l'administration publique

L'efficacité des politiques à mettre en œuvre de promotion des entreprises individuelles dépend essentiellement des relations existantes entre ces entreprises et l'administration publique.

L'affiliation aux registres administratifs est assez rare. Seule une unité de production sur dix possède un numéro statistique. Dans les régions de Diana et de Bongolava, les proportions sont relativement élevées dépassant les 34%. Cette proportion est largement plus élevée en milieu urbain avec 19,8% contre seulement 6,4% en milieu rural. Cela peut s'expliquer par la difficulté pour les entreprises en milieu rural d'acquérir des cartes statistiques suite à l'éloignement géographique. L'affiliation est assez fréquente chez les riches et presque inexistante chez les pauvres.

Malgré cela, les entreprises non agricoles contribuent aux ressources collectives par le paiement des impôts. On estime le montant total des impôts payés à 2 266 millions d'Ariary en 2005 et une unité de production paie en moyenne 43 000 Ariary par an. Le taux de pression fiscale dans le revenu net est de 5,5%. Ce taux est le plus élevé dans les régions d'Alaotra Mangoro et de Vakinankaratra, puisqu'il y atteint respectivement 26% et 15%.

Tableau 71 : Paiement d'impôt selon la région

	Unité : milliers d'Ariary		
	Montant moyen des impôts	Montant total des impôts	Pression fiscale
Analamanga	109,0	869 870	5,8
Vakinankaratra	51,5	197 772	15,1
Itasy	56,4	122 871	7,7
Bongolava	3,4	4 946	0,6
Mahatsiatra Ambony	20,1	146 745	5,7
Amoron'I Mania	18,8	24 702	0,9
Vatovavy Fitovinany	2,0	8 183	1,1
Ihorombe	41,1	47 386	4,8
Atsimo Atsinanana	NS	NS	0,0
Antsinanana	1,6	3 136	0,3
Analanjirifo	0,8	1 592	0,2
Alaotra Mangoro	165,3	724 976	26,5
Boeni	24,8	22 856	1,3
Sofia	7,6	2 200	1,5
Betsiboka	0,8	1 653	0,1
Melaky	NS	Ns	0,0
Atsimo Andrefana	7,8	39 887	1,5
Androy	NS	NS	0,0
Anosy	0,5	924	0,1
Menabe	25,7	13 228	7,2
Diana	22,7	12 900	3,3
Sava	17,9	20 940	4,1
Ensemble	43,3	2 266 767	5,5

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le système d'imposition ne profite pas aux pauvres. Le taux de pression fiscale est plus élevé (6,3%) chez le quintile des plus pauvres que chez les autres quintiles sauf le quintile le plus riche (7,5%).

Tableau 72 : Paiement d'impôt selon le quintile de consommation

	Unité : milliers d'Ariary	
	Montant moyen des impôts	Montant total des impôts
Plus pauvres	28,9	125 260
Quintile_2	11,6	98 859
Quintile_3	5,2	66 892
Quintile_4	23,7	248 936
Plus riches	106,8	1 726 820
Ensemble	43,3	2 266 767

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

La plupart des entreprises non agricoles opèrent dans l’informalité aussi bien du point de vue administratif que du point de vue économique. En effet, à peine 5% d’entre elles tiennent une comptabilité formelle d’entreprise et 79% ne tiennent même une comptabilité simplifiée ou personnelle. Cet indicateur reflète le faible niveau de technique de production utilisé dans ces unités. Dans la région de Sava et d’Alaotra Mangoro, la situation est beaucoup plus meilleure : respectivement plus de 49% et 34% des entreprises familiales y tiennent une comptabilité formelle d’entreprise.

Tableau 73 : Tenue de comptabilité selon la région

	Comptabilité simple	Comptabilité d'entreprise	Sans comptabilisation	Unité: % Total
Analamanga	54,1	0,0	45,9	100,0
Vakinankaratra	0,0	0,0	100,0	100,0
Itasy	6,6	4,0	89,4	100,0
Bongolava	18,9	6,1	75,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	11,7	0,0	88,3	100,0
Amoron'I Mania	0,0	0,0	100,0	100,0
Vatovavy Fitovinany	15,1	3,9	81,1	100,0
Ihorombe	7,5	7,3	85,3	100,0
Atsimo Atsinanana	8,6	0,0	91,4	100,0
Antsinanana	0,0	0,0	100,0	100,0
Analanjirifo	0,0	0,0	100,0	100,0
Alaotra Mangoro	0,0	34,3	65,8	100,0
Boeni	0,0	0,0	100,0	100,0
Sofia	20,4	0,0	79,6	100,0
Betsiboka	2,6	8,8	88,7	100,0
Melaky	0,0	0,0	100,0	100,0
Atsimo Andrefana	19,9	0,0	80,1	100,0
Androy	0,0	12,8	87,2	100,0
Anosy	0,0	0,0	100,0	100,0

				,0
				100
Menabe	0,0	17,7	82,3	,0
				100
Diana	54,2	10,0	35,7	,0
				100
Sava	36,6	49,4	14,0	,0
				100
Ensemble	15,7	5,6	78,7	,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VII TRANSFERTS

Cette partie sera axée sur l'étude de la prépondérance des « transferts » entre les ménages, sur leurs origines. La dernière section consistera à l'analyse de l'accès des ménages aux crédits.

VII- 1 Les opérations de transferts

Dans l'enquête auprès des ménages, les transferts se définissent comme la mise à disposition d'une ressource à d'autres ménages sans aucune contrepartie directe. A Madagascar, 29,8% des ménages ont émis des transferts à d'autres ménages. Cet indicateur se situe entre 26,8% et 32,8% avec une probabilité de 95%.

Certaines régions comme la Haute Mahatsiatra et Amoron'i Mania ont une très forte proportion de ménages ayant émis des transferts avec respectivement des taux de 51,5% et de 73,9%. Certaines régions, telles que Vatovavy Fitovinany et Sofia à forte incidence de pauvreté se caractérisent par de faibles proportions de transfert. Par ailleurs, la fréquence des transferts peut être aussi liée à la tradition des régions concernées.

Tableau 74 : Proportion des ménages ayant émis des transferts et leurs intervalles de confiance

Unité : %					
Proportion	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet de sondage	
		Borne inférieure	Borne supérieure		
Analamanga	32,1	6,3	19,7	44,6	32,3
Vakinankaratra	33,7	5,1	23,6	43,7	12,2
Itasy	60,8	8,5	44,1	77,5	14,6
Bongolava	42,7	8,4	26,3	59,2	7,5
Mahatsiatra Ambony	51,5	7,4	37,1	66,0	16,9
Amoron'i Mania	73,9	5,9	62,2	85,5	9,3
Vatovavy Fitovinany	15,2	4,2	6,9	23,5	10,4
Ihorombe	28,9	4,2	20,6	37,2	1,5
Atsimo Atsinanana	23,2	8,2	7,1	39,4	14,4
Antsinanana	28,6	7,5	13,9	43,3	20,7
Analanjirofo	47,7	9,3	29,5	66,0	16,3
Alaotra Mangoro	12,5	2,1	8,4	16,6	2,4
Boeny	43,0	9,4	24,5	61,5	11,7
Sofia	5,5	1,3	2,9	8,1	2,3
Betsiboka	51,8	8,2	35,8	67,9	5,8
Melaky	20,9	4,8	11,4	30,4	2,0
Atsimo Andrefana	16,6	3,3	10,2	23,0	5,1
Androy	10,8	3,0	4,8	16,8	3,5
Anosy	23,2	7,0	9,4	36,9	10,8
Menabe	13,3	3,0	7,3	19,2	2,2
Diana	10,3	2,8	4,9	15,7	2,3
Sava	4,0	1,2	1,5	6,4	1,9
Ensemble	29,8	1,5	26,8	32,8	13,1

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En ce qui concerne transferts reçus, les ménages qui ont reçus des transferts au cours de l'année 2005 représentent 26,8% de l'ensemble des ménages. Cette proportion se situe entre 24,9% et 28,8% avec une probabilité de 95%. Itasy se démarque par le niveau élevé de cette proportion avec 48,0%, mais la proportion de ceux qui ont émis est aussi élevée (60,8%).

Tableau 75 : Proportion des ménages ayant reçu des transferts et leurs intervalles de confiance

Unité : %					
	Valeur	Erreur standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet de sondage
			Borne inférieure	Borne supérieure	
Analamanga	23,7	2,9	18,0	29,4	8,2
Vakinankaratra	31,4	2,6	26,4	36,5	3,2
Itasy	48,0	4,8	38,5	57,5	4,5
Bongolava	28,8	5,1	18,8	38,7	3,3
Mahatsiatra Ambony	39,7	7,8	24,5	54,9	19,7
Amoron'i Mania	29,2	3,1	23,2	35,2	2,3
Vatovavy Fitovinany	21,2	4,2	12,9	29,5	7,9
Ihorombe	20,7	3,5	13,9	27,5	1,2
Atsimo Atsinanana	25,8	6,2	13,6	38,0	7,7
Antsinanana	19,8	2,3	15,2	24,3	2,5
Analanjirifo	27,2	3,5	20,2	34,1	3,0
Alaotra Mangoro	34,6	6,2	22,4	46,9	10,3
Boeny	40,1	6,6	27,2	53,0	5,8
Sofia	15,5	2,5	10,6	20,3	3,2
Betsiboka	38,5	4,9	28,9	48,1	2,2
Melaky	25,8	3,7	18,5	33,0	1,0
Atsimo Andrefana	23,2	2,3	18,7	27,8	2,0
Androy	23,3	2,8	17,7	28,8	1,6
Anosy	27,6	3,4	20,8	34,3	2,4
Menabe	21,8	3,5	15,0	28,7	1,9
Diana	30,2	4,5	21,3	39,1	2,8
Sava	5,1	1,1	2,9	7,3	1,2
Ensemble	26,8	1,0	24,9	28,8	5,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les ménages urbains émettent plus fréquemment des transferts avec 31,6% des ménages en milieu urbain contre 29,3% en milieu rural. Les ménages aisés émettent plus fréquemment des transferts. En effet, la proportion des ménages qui ont émis des transferts augmente avec les quintiles auxquels ces ménages appartiennent. Mais les transferts restent au niveau des riches mais ne parviennent pas aux pauvres car les bénéficiaires des transferts sont aussi les ménages riches.

Les ménages urbains émettent plus fréquemment des transferts avec 31,6% des ménages en milieu urbain contre 29,3% en milieu rural. Ce sont les ménages aisés qui émettent plus fréquemment des transferts. En effet, la proportion des ménages qui ont émis des transferts augmente avec les quintiles auxquels ces ménages appartiennent. Mais les transferts restent au niveau des riches mais ne parviennent pas aux pauvres car les bénéficiaires des transferts sont aussi les ménages riches.

Tableau 76 : Proportion des ménages ayant émis ou reçus des transferts selon le milieu et selon le quintile

	Unité : %					
	Emis			Reçu		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Les plus pauvres	16,9	21,2	20,6	24,1	21,4	21,8
2 ^{ème} Quintile	22,2	27,1	26,3	22,0	23,4	23,2
3 ^{ème} Quintile	24,7	31,2	30,0	27,6	26,3	26,5
4 ^{ème} Quintile	31,4	30,1	30,4	28,0	27,0	27,2
Les plus riches	39,9	34,6	36,5	35,2	29,8	31,8
Ensemble	31,6	29,3	29,8	29,9	25,9	26,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'analyse de ces proportions selon les groupes socio économiques confirme cet état de fait. En effet, les proportions de ménages qui ont émis sont élevées chez les ménages des cadres, ou les grands exploitants agricoles. Du côté des bénéficiaires, il faut noter la proportion de ménages bénéficiaires élevés chez les inactifs et les chômeurs qui, généralement, n'ont pas de sources de revenus fixes et suffisants et doivent donc vivre des transferts.

Tableau 77 : Proportion des ménages ayant émis ou reçus des transferts selon le GSE du CM et selon le milieu

	Unité : %					
	Emis			Reçu		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	45,1	49,7	46,4	32,3	43,2	35,4
Cadre moyen ou agent de maîtrise	52,3	65,6	58,4	25,1	32,3	28,4
Ouvrier ou salarié qualifié	33,9	35,6	34,6	22,9	19,4	21,4
Ouvrier non qualifié	32,8	42,5	37,5	17,7	31,8	24,5
Manœuvre	17,5	22,6	21,0	30,0	32,7	31,8
Stagiaire rémunéré	9,0	48,3	29,8	34,6	65,2	50,8
Indépendant	33,4	27,2	30,1	25,6	31,4	28,6
Chômeur	29,9	25,3	28,0	74,0	38,4	59,2
Inactif	23,9	20,8	22,3	73,2	71,1	72,2
Petit exploitant agricole	29,8	28,7	28,8	28,8	23,7	24,2
Moyen exploitant agricole	30,8	27,6	28,0	23,2	22,3	22,4
Grand exploitant agricole	41,4	33,6	34,6	21,2	26,1	25,5
Pêcheur	16,0	19,7	18,9	18,2	38,9	34,4
Autre	39,7	43,3	41,9	18,7	25,9	23,1
Ensemble	31,6	29,3	29,8	29,9	25,9	26,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Comme lors de l'EPM 2004, la grande majorité des transferts émis sont destinés aux membres de la famille (parent, enfant, frère ou sœur etc.). En effet, si en 2004, 56,0% des transferts ont été émis au profit des membres de la famille, en 2005 ce pourcentage a été de 48,4%. La part des transferts destinés aux membres de la famille en milieu urbain est largement plus forte (33,6% en 2005 contre plus de 27% en 2004) que celle du milieu rural (18,3% en 2005 contre 19,9% en 2004).

VII-2- L'analyse du système amortisseur

Dans cette section, nous allons voir la destination des transferts aussi bien entre les ménages, mais également entre les Institutions publiques et les ménages.

VII-2-1- Les bénéficiaires

Comme en 2004, les membres de la « famille »⁶ constituent la majorité des bénéficiaires des transferts émis. En effet, 48,4% (dont 65,0% en zones urbaines et 37,7% en zones rurales) des transferts ont été envoyés aux membres de la famille en 2005, contre 56% en 2004. Entre 2004 et 2005, il est observé une nette progression de la proportion des transferts au profit de l'Administration publique, passant de 10,5% en 2004 à 24,6% en 2005. Cependant, la part au profit des églises est en recul de 21,1% en 2004 à 7,7% en 2005. Les transferts destinés à la *Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale* (CNaPS) restent très faibles, un indicateur de l'insuffisance de la sécurité sociale auprès de la majorité des ménages.

⁶ Famille : toute personne ayant un lien de parenté avec l'émetteur.

Tableau 78 : Répartition de la destination des transferts émis selon le milieu de résidence de l'émetteur

Unité : %

	Urbain	Rural	Ensemble
Parent	33,6	18,3	18,4
Enfant	14,0	1,9	15,2
Frère ou sœur	7,5	4,8	4,6
Autres parents	9,9	12,7	10,2
Personnes non apparentées	2,4	34,4	27,1
Institutions	0,2	0,5	0,3
CNAPS	0,1	0,0	0,1
Administration locale	23,8	17,3	15,9
Administration centrale	0,8	0,3	0,3
Eglise	7,7	9,8	7,9
Autres	0,0	0,1	0,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Une analyse par quintile montre que la part des transferts au profit des membres de la famille augmente avec le quintile de la pauvreté : partant de 42,8% (contre 42,5% en 2004) parmi la couche la plus pauvre à 60,9% (59,5%) chez les ménages du quintile des plus riches.

Tableau 79 : Répartition de la destination des transferts émis selon le quintile

Unité %

	Les plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Les plus riches	Ensemble
Parent	15,2	15,0	19,4	18,4	23,0	18,4
Enfant	12,2	1,1	8,6	18,1	21,8	15,2
Frère ou sœur	2,0	4,5	3,4	5,1	6,5	4,6
Autres parents	13,5	8,6	10,2	12,9	9,6	10,2
Personnes non apparentées	27,2	38,7	33,2	29,9	20,8	27,1
Institutions	0,2	0,9	0,7	0,1	0,1	0,3
CNAPS	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1
Administration locale	18,1	20,3	15,4	14,1	17,2	15,9
Administration centrale	0,0	0,5	0,1	0,5	0,3	0,3
Eglise	11,6	10,3	8,9	0,7	0,7	7,9
Autres	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

VII-2-2- Les raisons des transferts

Les motifs des transferts effectués sont concentrés sur les « *us et coutumes* » et les « *soutiens à la famille* ». Ces deux motifs regroupent respectivement 35,2% et 20,1% du nombre total de transferts effectués, contre respectivement 33,2% et 27,6% en 2004. Les transferts occasionnés par les traditions sont largement plus fréquents en milieu rural (37,7%) où les occasions sont plus fréquentes qu'en milieu urbain.

Les transferts au titre des « *dons* » occupent la troisième place en terme de proportion, avec des fréquences sensiblement identiques en zones urbaine comme en zones rurales respectivement de 11,0% et 12,0%. Par ailleurs, la proportion des transferts dans le cadre des « *impôts et taxes* » a été de 7,8% en 2005, contre 2,2% en 2004. Et comme on pouvait s'y attendre, la proportion est largement plus forte en milieu urbain (14,8%) qu'en milieu rural (5,6%).

Tableau 80 : Répartition des transferts émis par motifs et selon le milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Indemnisation	4,3	2,9	3,2
Bourse	2,1	3,7	3,3
US et coutumes	27,1	37,7	35,2
Appui	10,2	9,4	9,6
Soutien à la famille	24,0	18,9	20,1
Don	11,0	12,0	11,8
Impôts et taxes	14,8	5,6	7,8
Autres	6,6	9,8	9,0
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VII-3 Situation des ménages vis-à-vis des transferts

Comme en 2004, la masse des transferts, aussi bien versés que reçus, augmente globalement avec le quintile de pauvreté, la masse des transferts reçus par les ménages du deuxième quintile inférieure au cas du premier quintile étant une exception. En effet, les ménages du dernier quintile des plus riches ont reçus une masse de transferts (probablement versés par les ménages du même quintile) cinq fois plus importante que celle reçue par les ménages du quintile des plus pauvres. Par ailleurs, et comme on pouvait s'y attendre, la situation générale des ménages vis-à-vis des transferts évolue également selon le quintile : ce sont les plus riches des trois derniers quintiles qui sont les « *créditeurs*⁷ », ceux ménages des deux premiers quintiles étant « *débiteurs* ».

⁷ Les crédateurs sont ceux qui ont versé plus qu'ils n'en reçoivent, contrairement aux débiteurs.

Une observation selon le Groupe Socio-Economique d'appartenance du ménage a permis de constater que la plus grande partie de la masse des transferts reçus a été celle obtenue par les groupes des inactifs, des petits exploitants agricoles, des chômeurs, des indépendants et le groupe des ouvriers ou salariés qualifiés. Ces groupes ont reçu plus de 80% de la masse totale des transferts reçus. Parallèlement, il y a lieu de noter que la masse des transferts reçus par un certain nombre de Groupes Socio-Economiques hautement qualifiés tels que les cadres supérieurs a été relativement infime. La situation débitrice a été logiquement observée plus chez les Groupes Socio-Economiques moins voire pas du tout rémunérés, à savoir les manœuvres, les inactifs, les stagiaires, les chômeurs etc.

Tableau 81 : Masse de transferts effectués (en milliards de MGA) et situation des ménages selon le quintile et le GSE

	Reçus	Versés	Versés ajusté ⁸	Situation dans l'ensemble
Quintile				
Les plus pauvres	16,0	5,7	8,5	Débitrice
Quintile_2	13,1	8,7	13,0	Débitrice
Quintile_3	18,9	13,6	20,3	Créditrice
Quintile_4	32,8	22,4	33,4	Créditrice
Les plus riches	83,8	59,7	89,3	Créditrice
Groupe Socio-Economique				
Cadre supérieur	2,0	2,5	3,7	Créditrice
Cadre moyen ou agent de maîtrise	3,6	5,8	8,6	Créditrice
Ouvrier ou salarié qualifié	13,1	11,2	16,8	Créditrice
Ouvrier non qualifié	4,4	5,5	8,2	Créditrice
Manœuvre	3,8	2,0	2,9	Débitrice
Stagiaire rémunéré	0,5	0,2	0,3	Débitrice
Indépendant	17,0	18,2	27,2	Créditrice
Chômeur	18,7	1,3	1,9	Débitrice
Inactif	40,2	2,2	3,3	Débitrice
Petit exploitant agricole	45,5	34,5	51,6	Créditrice
Moyen exploitant agricole	11,9	18,3	27,3	Créditrice
Grand exploitant agricole	2,6	7,4	11,1	Créditrice
Pêcheur	1,1	0,9	1,4	Créditrice
Autre	0,0	0,0	0,1	Créditrice
Total	164,6	110,0	164,6	

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

VII-4- L'accès aux crédits

L'accès au crédit est généralement facilité par le fait d'être membre d'une mutuelle ou la disposition d'un compte bancaire. Alors que seulement 4,4% des ménages malgaches sont membres d'une mutuelle d'épargne et de crédit. Ce taux est encore moindre en milieu

⁸ Ajustement nécessaire pour assurer l'équilibre entre les transferts versés et transferts reçus.

rural avec seulement 3,1%. De même, seul 2,2% des ménages malgaches disposent d'un compte bancaire dont la majeure partie sont résidents en ville.

En observant par région de résidence des ménages, la région d'Analamanga est au premier rang avec 11,7% (dont 18,3% en milieu urbain) d'adhérence à une mutuelle d'épargne et de crédit et 7,3% (dont 10,7% en milieu urbain) de détention de comptes bancaires. La région de Mahatsiatra vient au second rang avec un taux d'adhérence aux mutuelles d'épargne et de crédit de 7,7% (dont 6,8% en milieu urbain), mais avec un taux de détention de compte bancaire relativement moindre de 0,8% (dont 3,3% en milieu urbain).

Tableau 82 : Proportion des ménages membres d'une mutuelle et disposant d'un compte bancaire selon la région et selon le milieu

Région	Unité : %					
	Membre d'une mutuelle d'épargne et de crédit			Compte bancaire		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	18,3	5,9	11,7	10,7	4,4	7,3
Vakinankaratra	5,4	5,9	5,8	3,2	0,7	1,2
Itasy	4,3	3,7	3,8	7,8	2,1	2,9
Bongolava	6,0	2,4	3,2	7,0	1,2	2,5
Mahatsiatra Ambony	6,8	7,9	7,7	3,3	0,3	0,8
Amoron'i Mania	6,0	3,2	3,6	3,0	0,4	0,8
Vatovavy Fitovinany	3,4	5,6	5,3	3,4	0,3	0,7
Ihorombe	4,5	NS	1,7	1,7	0,7	1,1
Atsimo Atsinanana	3,1	0,3	0,7	3,6	0,5	0,9
Antsinanana	5,3	0,6	1,8	6,6	NS	1,7
Analanjirifo	7,4	2,0	2,8	2,5	0,5	0,8
Alaotra Mangoro	9,4	1,5	2,8	3,6	0,3	0,8
Boeny	3,0	1,1	1,8	9,4	1,5	4,4
Sofia	2,4	0,6	0,8	2,5	0,3	0,5
Betsiboka	0,4	0,4	0,4	1,2	0,4	0,6
Melaky	0,8	0,3	0,5	6,1	NS	2,5
Atsimo Andrefana	2,0	1,1	1,3	5,9	0,5	1,6
Androy	NS	NS	NS	0,4	NS	0,1
Anosy	4,8	2,8	3,1	9,4	NS	1,6
Menabe	4,6	0,9	1,7	6,6	0,4	1,8
Diana	7,5	3,5	4,5	9,5	1,1	3,3
Sava	4,3	1,9	2,1	6,5	0,3	0,9
Ensemble	8,7	3,1	4,4	6,6	0,9	2,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le recours au crédit, notamment au crédit formel est une pratique qui n'est pas encore répandue à travers la société malgache. En effet, la proportion de ménages ayant demandé des crédits formels ne représentent que 2,1%, dont la majorité se trouve en ville. Une partie de ces demandes se trouvent encore refusées, car seule 1,1% des ménages malgaches ont obtenus des crédits formels au cours de l'année 2005.

Tableau 83 : Proportion des ménages ayant demandé des crédits

Unité : %

	Demande de crédit formel			Ayant obtenu des crédits			Ayant obtenu des crédits formels		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	3,6	2,8	3,2	2,4	3,7	3,1	1,7	2,0	1,8
Vakinankaratra	4,0	3,7	3,8	5,1	5,2	5,2	3,6	1,5	1,9
Itasy	2,9	3,6	3,5	1,6	2,7	2,6	0,8	1,6	1,5
Bongolava	3,7	2,9	3,1	4,4	4,1	4,2	2,1	1,6	1,7
Mahatsiatra Ambony	1,4	4,2	3,7	15,0	6,8	8,3	1,2	2,6	2,3
Amoron'i Mania	3,4	1,7	1,9	3,2	7,8	7,1	1,7	0,8	0,9
Vatovavy Fitovinany	1,6	5,0	4,5	3,3	4,7	4,5	0,7	2,9	2,5
Ihorombe	1,2	0,4	0,7	4,1	3,2	3,5	0,8	0,4	0,6
Atsimo Atsinanana	1,0	1,0	1,0	5,3	7,5	7,2	1,0	0,5	0,5
Antsinanana	1,6	NS	0,4	0,3	1,6	1,2	NS	NS	NS
Analanjirifo	1,3	0,9	1,0	4,5	4,5	4,5	NS	NS	NS
Alaotra Mangoro	3,5	0,9	1,3	2,9	4,9	4,6	1,1	0,4	0,5
Boeny	4,5	0,8	2,2	12,3	16,6	15,0	2,9	0,3	1,3
Sofia	3,9	0,6	0,9	1,7	1,2	1,2	1,2	0,3	0,4
Betsiboka	0,4	NS	0,1	13,0	19,2	17,4	NS	0,4	0,3
Melaky	0,5	NS	0,2	6,8	2,4	4,2	NS	NS	NS
Atsimo Andrefana	2,7	0,7	1,1	4,5	0,7	1,5	0,9	NS	0,2
Androy	NS	NS	NS	1,6	0,4	0,7	NS	NS	NS
Anosy	4,2	0,4	1,0	3,0	2,5	2,6	2,0	0,4	0,7
Menabe	4,5	0,4	1,3	5,3	9,0	8,2	1,5	NS	0,3
Diana	0,6	1,6	1,4	4,0	3,7	3,8	NS	0,5	0,4
Sava	2,9	0,8	1,0	1,1	NS	0,1	0,7	NS	0,1
Ensemble	2,8	1,9	2,1	4,3	4,4	4,4	1,4	1,0	1,1

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Sur l'ensemble des demandes de crédit, 44,5% (dont 61,0% en provenance du milieu rural) ont été prévues pour l'agriculture, 15,6% (dont 1,7% du milieu rural) pour la création d'ENA, 14,8% (dont 11,2% du milieu rural) pour l'extension d'ENA existantes et 6,4% (dont 3,8% du milieu rural) pour les achats des biens durables.

Tableau 84. Répartition des ménages ayant demandé de crédits selon le motif, par milieu

	Urbain	Rural	Unité : % Ensemble
Agriculture	0,2	61,0	44,5
Extension d'ENA existantes	24,2	11,2	14,8
Création d'ENA	25,9	11,7	15,6
Education	0,4	1,2	1,0
Alimentation	2,8	4,2	3,8
Autres dépenses du ménage	0,7	1,5	1,3
Achats des biens durables	13,3	3,8	6,4
Activité	5,8	4,8	5,1
US et coutumes	0,2	0,0	0,1
Autres	0,3	0,5	0,4
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

VIII SANTE

Il est important pour les autorités de mesurer l'accessibilité des soins aux citoyens en cas de maladie après l'application de telle mesure. Cela permettra d'appréhender le système sanitaire du pays, de mesurer les besoins et de savoir davantage les attentes de la population. Une répartition par région, par quintile de consommation et par groupe socio-économique facilitera sans doute de mieux cibler les groupes les plus vulnérables en matière de soins de santé. Nous allons orienter principalement nos préoccupations aux soins de santé curatifs.

VIII-1 Taux d'incidence

On a demandé à tous les individus composant le ménage leur état de santé au cours des 15 derniers jours précédant l'enquête. On leur a laissé librement juger sur leur état de santé sans orientation particulière. Toutefois, les blessures légères telles les égratignures ne sont pas prises en compte.

Ainsi, 7,2% des répondant ont répondu qu'ils ont contracté une maladie au cours des deux dernières semaines. Ce taux d'incidence est particulièrement élevé dans les régions d'ATSINANANA et d'IHOROMBE avec plus de 10%. Les taux les plus bas se trouvent dans les régions Atsimo Atsinanana et SAVA. En effet, moins de 5% de la population seulement ont déclaré avoir été malades. De même, le taux d'incidence est peu élevé dans les hauts plateaux comme à l'Alaotra Mangoro, l'Amoron'i Mania et Analamanga avec des taux respectifs estimés à 5,3%, 5,2% et 5,1%.

Comme dans les enquêtes précédentes, la part des individus déclarant avoir été malades s'élève au fur et à mesure que l'on se rapproche des individus les plus aisés. Cela ne vaut pas pour autant dire que les individus les plus pauvres sont en meilleure santé. En fait, la notion d'être malade diffère selon le mode de vie de la personne. Un léger maux de tête peut être à l'origine d'une consultation chez une personne habitant en ville tandis que cela pourrait être considéré comme passager chez une autre personne et ne peut être qualifié à une maladie.

Une exception est toutefois à signaler dans la région d'Atsinanana où 13,1% de la population du quintile le plus pauvre ont déclaré avoir été malades contre 9,9% pour les individus du quintile le plus riche. Cela pourrait provenir d'une forte montée du suspicion de paludisme dans la région avant la période de collecte de données.

Tableau 85 Taux d'incidence des maladies par quintile de consommation et par Région

Unité : %

	Urbain						Rural						Ensemble					
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble
Analamanga	0,3	1,7	2,0	9,6	6,4	5,5	0,9	3,1	6,0	4,8	5,6	4,8	0,7	2,5	4,8	6,7	6,0	5,1
Vakinankaratra	8,8	9,6	12,5	9,0	10,9	10,4	7,0	5,1	6,9	6,5	10,5	6,9	7,1	5,7	7,9	7,0	10,6	7,5
Itasy	8,2	5,3	9,0	9,3	9,2	8,6	9,1	4,0	6,5	6,6	10,4	6,9	9,0	4,1	6,9	7,0	10,2	7,1
Bongolava	10,6	5,1	10,5	11,0	11,4	10,3	1,9	5,6	8,3	11,9	12,8	8,8	3,2	5,5	8,7	11,7	12,4	9,1
Mahatsiatra Ambony	4,1	7,3	12,8	10,2	8,2	8,7	3,7	5,8	6,8	6,4	6,3	6,0	3,8	6,1	7,5	6,9	6,8	6,4
Amoron'i Mania	3,8	3,8	3,0	6,0	7,4	4,6	2,2	4,7	6,0	7,4	6,7	5,3	2,4	4,6	5,7	7,2	6,8	5,2
Vatovavy Fitovinany	9,0	16,2	10,2	7,9	9,6	10,5	8,4	9,4	8,9	7,5	12,8	8,9	8,5	10,1	9,1	7,5	11,8	9,2
Ihorombe	6,8	10,9	10,6	10,6	16,0	10,6	9,8	11,1	6,7	9,9	12,1	9,7	8,6	11,0	8,0	10,2	13,8	10,0
Atsimo Atsinanana	5,1	5,0	4,2	4,2	8,0	5,2	2,5	5,0	4,8	7,2	6,2	4,5	2,9	5,0	4,7	6,5	6,6	4,6
Atsinanana	10,9	11,5	3,1	4,9	4,9	6,2	13,4	11,6	9,5	8,9	18,6	12,3	13,1	11,6	8,2	7,8	9,9	10,9
Analanjirofo	8,8	9,8	7,9	11,3	9,9	9,5	8,3	7,4	9,7	6,9	13,3	8,7	8,4	7,6	9,4	7,7	12,6	8,8
Alaotra Mangoro	5,0	7,2	5,0	3,2	5,9	5,1	2,4	4,7	2,8	5,5	8,7	5,3	2,6	5,1	3,2	5,1	8,3	5,3
Boeny	2,8	7,5	8,1	9,2	10,5	9,5	4,7	8,1	7,3	9,7	9,1	8,2	4,4	8,0	7,5	9,5	9,9	8,7
Sofia	5,7	4,3	7,4	8,0	10,7	7,3	5,8	7,1	9,6	8,9	11,8	8,1	5,8	6,9	9,5	8,8	11,6	8,0
Betsiboka	4,6	8,9	9,0	5,3	10,3	8,2	4,8	7,5	6,9	5,9	5,1	6,4	4,8	7,8	7,4	5,7	7,2	6,9
Melaky	8,9	6,1	9,0	10,6	8,4	8,7	6,3	5,2	8,2	8,3	8,1	7,4	7,5	5,6	8,6	9,3	8,3	8,0
Atsimo Andrefana	6,1	7,2	6,1	8,2	12,7	8,6	5,7	5,7	6,2	5,0	9,1	6,1	5,8	6,0	6,2	5,5	10,3	6,6
Androy	5,3	4,9	10,6	8,0	6,9	6,9	6,5	8,2	9,4	12,5	11,1	8,7	6,2	7,4	9,7	11,5	10,0	8,3
Anosy	12,4	8,2	7,4	10,1	8,5	9,4	4,1	6,0	8,4	9,3	12,6	7,4	5,4	6,2	8,2	9,4	11,2	7,8
Menabe	8,7	3,0	8,7	6,3	9,7	8,0	4,9	7,0	8,7	6,0	9,5	7,0	5,1	6,5	8,7	6,1	9,6	7,2
Diana	NS	3,6	3,1	7,9	12,8	10,0	4,2	5,7	6,2	12,4	10,1	8,4	4,1	5,4	5,6	11,2	11,2	8,8
Sava	3,2	3,6	2,3	3,3	5,9	4,1	2,9	3,0	5,9	6,8	7,9	4,9	2,9	3,0	5,4	6,4	7,5	4,8
Ensemble	6,3	6,2	7,1	8,4	8,1	7,5	6,5	6,2	7,1	7,1	9,0	7,1	6,5	6,2	7,1	7,4	8,6	7,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le taux d'incidence n'est pas significativement différent selon le milieu à quelques exceptions près. En effet, le taux estimé dans les zones urbaines ne dépasse que légèrement celui des zones rurales. La région Atsinanana demeure un cas particulier où le taux d'incidence en milieu rural représente le double du taux en milieu urbain. Les ruraux de cette région ont donc les plus soufferts parmi toute la population de l'île. D'ailleurs, le taux le plus élevé se retrouve parmi eux avec 18,6% chez les populations du dernier quintile.

A l'opposé, le taux d'incidence est particulièrement élevé chez les enfants de bas âge sauf pour Atsimo Atsinanana et Diana. Dans l'ensemble, il est par exemple estimé à 15,6% pour les enfants de moins d'un an, de 10,6% pour ceux âgés entre un et quatre ans et de 6,55 pour ceux qui ont plus de quatre ans. Cette vulnérabilité des enfants s'observe notamment à Analanjirofo, à Alaotra Mangoro et dans le Menabe. Dans ces trois localités, on déplore plus d'un enfant de moins de douze mois malade sur cinq.

Cette situation alarmante s'observe notamment dans les zones rurales car le taux d'incidence en milieu urbain de ces régions est largement inférieur à la moyenne nationale. Par contre, en milieu urbain, la situation des enfants de moins d'un an est préoccupante dans l'Ihorombe, le Vakinankaratra, Betsiboka et Melaky avec un taux d'incidence estimé à 31,2% pour la première. Analamanga, SAVA, DIANA, Amoron'i Mania, Atsimo Atsinanana constituent par contre les zones les moins risquées.

Tableau 86 : Taux d'incidence des maladies par âge et par strate

Unité : %

	Moins de 11 mois				Entre 11 et 48 mois				Plus de 4 ans				Ensemble			
	Urbain				Rural				Ensemble							
	Moins de 11 mois	Entre 11 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensemble	Moins de 11 mois	Entre 11 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensemble	Moins de 11 mois	Entre 11 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensemble	Moins de 11 mois	Entre 11 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensemble
Analamanga	14,6	9,7	4,8	5,5	9,9	9,9	4,3	4,8	12,8	9,8	4,5	5,1				
Vakinankaratra	25,4	17,0	9,2	10,4	14,0	10,6	6,0	6,9	15,6	11,5	6,6	7,5				
Itasy	18,5	10,1	8,1	8,6	17,1	7,4	6,2	6,9	17,2	7,8	6,4	7,1				
Bongolava	14,5	12,5	9,8	10,3	9,4	12,3	8,3	8,8	10,5	12,3	8,6	9,1				
Mahatsiatra Ambony	15,0	25,2	6,5	8,7	18,1	8,1	5,1	6,0	17,7	11,1	5,4	6,4				
Amoron'i Mania	7,9	3,8	4,5	4,6	13,6	4,9	5,1	5,3	12,9	4,7	5,0	5,2				
Vatovavy Fitovinany	19,6	8,0	10,5	10,5	18,8	13,4	8,0	8,9	18,9	12,4	8,4	9,2				
Ihorombe	31,2	18,8	9,1	10,6	13,1	8,5	9,6	9,7	18,3	11,9	9,4	10,0				
Atsimo Atsinanana	7,2	15,2	4,3	5,2	5,3	9,5	4,0	4,5	5,5	10,1	4,0	4,6				
Atsinanana	17,8	8,0	5,8	6,2	16,2	15,4	11,8	12,3	16,5	14,0	10,4	10,9				
Analanjirifo	6,0	13,8	9,2	9,5	26,9	5,9	8,7	8,7	23,9	6,8	8,7	8,8				
Alaotra Mangoro	5,5	6,6	4,9	5,1	23,3	5,0	4,6	5,3	21,1	5,3	4,7	5,3				
Boeny	--	21,7	8,7	9,5	22,3	8,8	7,7	8,2	16,9	13,8	8,1	8,7				
Sofia	13,7	11,9	6,8	7,3	14,3	10,4	7,5	8,1	14,3	10,5	7,4	8,0				
Betsiboka	24,2	17,0	6,6	8,2	8,0	10,9	5,8	6,4	12,4	12,6	6,0	6,9				
Melaky	24,8	15,9	7,1	8,7	11,1	13,7	6,7	7,4	18,4	14,7	6,9	8,0				
Atsimo Andrefana	9,2	14,1	8,1	8,6	16,6	15,5	4,7	6,1	15,3	15,3	5,4	6,6				
Androy	13,6	11,6	6,0	6,9	17,2	10,2	8,0	8,7	16,5	10,5	7,5	8,3				
Anosy	12,3	15,3	8,5	9,4	17,4	15,9	5,9	7,4	16,6	15,8	6,4	7,8				
Menabe	11,0	11,1	7,7	8,0	23,9	10,5	6,5	7,0	20,5	10,6	6,7	7,2				
Diana	4,6	15,4	9,7	10,0	5,6	6,6	8,7	8,4	5,4	8,3	9,0	8,8				
Sava	--	6,9	4,0	4,1	14,8	5,0	4,6	4,9	13,3	5,1	4,5	4,8				
Ensemble	15,1	12,8	6,7	7,5	15,7	10,1	6,4	7,1	15,6	10,6	6,5	7,2				

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VIII-2 Types de maladie

Par ordre d'importance, la fièvre ou suspicion de paludisme, les maladies diarrhéiques et les infections respiratoires aiguës demeurent les trois principales pathologies qui touchent la population. Dans toutes les régions de Madagascar, la fièvre et suspicion de paludisme reste la principale maladie qui affecte la population. Contrairement aux autres

régions, les IRA viennent significativement en deuxième position en Itasy, dans l'Ihorombe et dans l'Alaotra Mangoro. La toux de plus de trois semaines frappe fortement dans l'Androy et à Vatovavy Fitovinany car il touche respectivement 11,1% et 12,5% des malades dans ces deux régions et y vient de ce fait en deuxième position. Dans les autres régions, les maladies diarrhéiques constituent la deuxième maladie la plus citée. Notons enfin que à Analamanga et à Betsiboka se concentrent les plus forts taux de malades souffrant d'Hypertension Artérielle avec respectivement 6,7% et 7,5%.

Tableau 87 : Types de maladie par région

Unité : %

	IRA	Fièvre ou Suspicion de Paludisme	Maladies Diarrhéiques	Infections cutanées	Infection Bucco- dentaires	IST	, brûlures, Blessures, Accident	Oeil et Annexe	HTA	Toux de plus de 3 sem	Infection gyneco.	Rougeole	Autre	Non reporté	Total
Analamanga	6,7	42,6	10,3	0,9	5,2	NS	5,0	2,7	6,7	6,5	1,7	1,3	7,9	2,5	100,0
Vakinankaratra	9,3	47,7	16,3	0,1	5,4	NS	4,6	1,1	1,3	5,2	0,6	NS	8,6	NS	100,0
Itasy	19,9	33,0	15,9	0,1	5,8	NS	3,5	1,6	2,2	7,5	0,2	0,3	9,9	NS	100,0
Bongolava	1,6	59,7	10,1	0,2	5,4	NS	5,9	2,6	5,4	1,1	0,4	NS	6,6	0,9	100,0
Mahatsiatra Ambony	6,4	30,5	17,4	2,6	6,1	NS	4,7	2,5	4,2	4,9	0,1	4,3	14,6	1,8	100,0
Amoron'i Mania	9,7	37,0	11,3	1,4	2,7	NS	2,8	5,9	1,6	8,0	0,2	3,7	15,6	0,2	100,0
Vatovavy Fitovinany	5,6	33,5	8,5	6,9	7,4	NS	7,2	1,1	0,2	11,1	3,3	1,0	11,6	2,8	100,0
Ihorombe	13,7	39,3	9,7	6,3	2,5	0,8	3,7	1,2	0,9	6,3	0,6	1,8	12,2	1,1	100,0
Atsimo Atsinanana	4,0	61,2	9,5	NS	2,2	NS	5,0	0,3	2,9	4,3	NS	1,9	6,0	2,7	100,0
Atsinanana	4,7	65,2	9,6	NS	3,0	0,2	5,8	1,1	1,3	4,5	0,6	0,5	3,2	0,4	100,0
Analanjirofo	7,8	42,1	11,1	6,9	4,6	NS	4,0	1,6	1,1	4,9	1,9	1,3	11,7	1,1	100,0
Alaotra Mangoro	17,7	38,8	10,4	1,4	9,9	NS	4,3	4,5	3,4	5,2	0,5	NS	3,7	0,3	100,0
Boeny	5,5	51,9	9,0	0,8	1,2	NS	3,4	2,3	2,7	2,0	0,8	1,4	18,9	NS	100,0
Sofia	4,5	47,6	17,8	1,7	5,1	0,7	4,0	2,1	0,9	3,0	2,3	0,7	8,2	1,4	100,0
Betsiboka	7,0	46,0	12,8	3,8	4,3	NS	3,2	0,7	7,5	4,0	1,1	NS	8,5	1,2	100,0
Melaky	3,2	64,0	11,7	2,1	1,9	NS	3,9	2,8	2,5	2,6	NS	0,6	2,1	2,7	100,0
Atsimo Andrefana	3,5	38,6	11,6	12,8	1,9	0,6	6,9	4,2	2,7	2,8	2,4	NS	11,1	1,0	100,0
Androy	9,1	42,4	9,3	2,8	1,3	0,7	4,4	0,9	2,2	12,5	2,0	NS	11,7	0,9	100,0
Anosy	6,1	26,0	16,1	2,3	1,6	0,9	4,2	1,1	2,1	6,4	1,8	5,3	26,0	0,2	100,0
Menabe	3,6	53,4	16,7	0,8	5,9	NS	5,1	0,2	3,9	4,2	0,2	1,1	4,9	0,2	100,0
Diana	4,2	45,1	8,8	0,6	6,9	1,1	8,1	2,2	1,8	0,7	1,4	1,1	16,1	1,9	100,0
Sava	15,0	33,7	14,2	0,2	0,6	NS	13,3	1,5	5,3	1,5	NS	2,3	12,3	NS	100,0
Ensemble	7,5	43,9	12,4	2,5	4,5	0,2	5,1	2,0	2,7	5,5	1,2	1,3	10,2	1,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Dans l'ensemble du pays, on retrouve le même ordre d'importance des maladies aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Par contre, les maladies sont sensiblement différentes selon l'âge des malades notamment en milieu urbain. En effet, l'incidence de la toux de plus de trois semaines est très élevée chez les enfants de moins de un an (23,7%) en milieu urbain. Cela ne concerne que 2,9% des enfants âgés entre 1 an et 4 ans et 4% pour les personnes malades de plus de quatre ans.

En milieu rural, cette maladie touche une partie non négligeable des enfants de cette tranche d'âge quoique significativement inférieure 9,5%). Ceci serait dû à l'environnement urbain qui est nuisible à la santé de ces enfants qui demeure encore fragile.

Les maladies diarrhéiques sont aussi plus courantes chez les malades de moins de quatre ans par rapport aux personnes malades plus âgées. Ce cas est visible aussi bien en ville qu'en milieu rural. En effet, la proportion de malades de moins de 4 ans concernés représente le triple de celle des plus âgés en milieu urbain. En milieu rural, cette proportion représente le double.

Tableau 88 : Types de maladie par âge selon le milieu de résidence

Unité : %

Type de maladie	Moins de onze mois	Entre 12 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensem- ble	Moins de onze mois ans	Entre 12 et 48 mois	Plus de 4 ans	Ensem- ble
Urbain					Rural			
IRA	6,8	6,0	7,5	7,2	9,4	6,5	7,5	7,5
Fièvre ou Suspicion de paludisme	38,7	51,2	42,5	43,5	43,6	47,7	43,4	44,0
Maladies Diarrhéiques	23,5	23,6	8,4	11,5	22,4	19,2	10,6	12,7
Infections cutanées	2,3	2,1	2,3	2,3	4,5	3,6	2,2	2,5
Infections Bucco-dentaires	0,3	0,3	6,0	4,9	NS	2,6	5,2	4,4
IST	NS	NS	0,3	0,2	NS	NS	0,2	0,2
Blessures, brûlures	0,5	1,2	5,9	4,9	1,8	2,8	6,0	5,2
Œil et Annexe	0,3	0,7	2,4	2,0	1,5	0,6	2,3	2,0
HTA	NS	NS	5,7	4,6	NS	0,3	2,6	2,1
Toux de plus de 3 semaines	23,7	2,9	4,0	5,1	9,5	5,3	5,3	5,7
Infections gynécologiques.	NS	NS	2,6	2,1	NS	NS	1,2	0,9
Rougeole	0,8	4,0	0,3	0,9	NS	3,6	1,1	1,4
Autre	3,1	6,0	10,6	9,5	5,0	6,2	11,6	10,4
Non reporté	NS	2,1	1,5	1,5	2,4	1,6	0,8	1,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Même si l'ordre des trois principales maladies est respecté selon le niveau de vie des malades mesuré par le quintile de pauvreté, on peut aussi affirmer qu'il y a des maladies qui sont plus courantes chez les plus riches. Les individus issus du quintile des plus pauvres ont trois fois de chance d'attraper les infections cutanées par rapport à ceux du quintile des plus riches.

Par contre, ces derniers sont plus exposés aux risques d'IRA, d'Hypertension artérielle et d'autre maladie. Les maladies diarrhéiques et la fièvre concernent moins les individus aisés que les plus pauvres. En effet, elles représentent respectivement 46,9% et 12,8% des malades du quintile le plus pauvre contre respectivement 39,9% et 10,6% des malades du quintile le plus riche. Les maladies telles que les infections bucco-dentaires, les infections de l'œil et de ses annexes, les infections gynécologiques, les IST sont évoquées uniformément par toutes les couches de la population.

Tableau 89 : Types de maladie selon le quintile de consommation

Type de maladie	Unité : %					Ensemble
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	
IRA	6,3	8,1	5,9	7,2	9,4	7,5
Fièvre ou Suspicion de paludisme	46,9	42,9	48,9	41,9	39,9	43,9
Maladies Diarrhéiques	12,8	14,2	13,1	12,1	10,6	12,4
Infections cutanées	4,6	3,4	1,7	1,4	1,8	2,5
Infections Bucco-dentaires	3,1	5,5	5,2	4,3	4,5	4,5
IST	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2
Blessures, brûlures	7,0	4,5	4,1	6,4	3,9	5,1
Oeil et Annexe	1,5	2,2	2,7	2,2	1,5	2,0
HTA	0,4	2,0	2,3	2,7	5,2	2,7
Toux de plus de 3 semaines	7,3	5,8	3,7	5,1	5,8	5,5
Infections gynécologiques.	1,4	0,8	1,5	0,8	1,5	1,2
Rougeole	0,5	2,0	0,8	2,0	1,1	1,3
Autre	6,7	7,7	9,4	12,1	13,5	10,2
Non reporté	1,4	0,6	0,6	1,7	1,2	1,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VIII-3 Taux de consultation

Pour mesurer le taux d'accès aux soins, il est important d'estimer la proportion de ceux qui ont été malades et qui sont allés se faire consulter. On a donc demandé aux gens malades s'ils ont pris la décision d'aller se faire consulter ou de prendre eux mêmes des médicaments ou de ne rien faire.

Dans l'ensemble, 40,2% des individus malades sont allés en consultation. Dans toutes les régions à l'exception d'Analamanga et de Diana, les malades habitant le milieu urbain sont les plus enclins à rechercher des soins en cas de maladie. Cette exception peut s'expliquer que les zones urbaines de ces deux régions ont les niveaux de prix le plus élevé du pays et que les malades ne consentent pas à se soigner que dans les cas graves qu'en cas de gravité de la maladie. 44,4% des malades des zones urbaines ont en effet pris la décision de chercher des soins contre 39% des malades des zones rurales.

On déplore notamment une proportion faible dans les régions de Melaky, de Vatovavy Fitovinany où à peine un malade sur cinq a pu se faire soigner en allant dans un centre de soin curatif pour se faire consulter. En milieu rural, ce taux tombe à 15% et à 20,5%. A l'inverse, les habitants de DIANA sont les plus aptes à fréquenter les centres de consultation en cas de maladie. Plus de sept malades sur dix habitant le milieu rural ont pu aller dans un centre. Les gens de Haute Matsiatra de l'Amoron'i Mania, de l'ANOSY et dans une moindre mesure ceux de Betsiboka vont aussi en majorité se faire soigner en cas de maladie.

Les trois régions issues de la province d'Antananarivo à l'exception d'Analamanga présentent les mêmes proportions dans l'ensemble. Toutefois, en milieu urbain, les malades

de l'Itasy présentent la plus grande difficulté de se soigner par rapport à toute la population citadine des quatre régions de l'île.

Tableau 90 : Taux de consultation par région et par milieu

Région	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	41,7	50,0	46,0
Vakinankaratra	47,2	35,1	38,1
Itasy	26,6	42,9	40,4
Bongolava	42,2	41,0	41,3
Mahatsiatra Ambony	59,5	52,6	54,2
Amoron'i Mania	63,7	53,4	54,6
Vatovavy Fitovinany	33,6	20,5	22,8
Ihorombe	41,1	30,1	34,5
Atsimo Atsinanana	58,1	41,1	43,8
Atsinanana	31,8	27,7	28,2
Analanjorofo	34,7	42,2	41,1
Alaotra Mangoro	44,3	40,8	41,3
Boeny	53,8	49,8	51,4
Sofia	38,2	25,4	26,3
Betsiboka	55,9	56,1	56,0
Melaky	30,5	15,0	22,6
Atsimo Andrefana	49,2	52,0	51,3
Androy	35,7	41,7	40,5
Anosy	61,1	43,7	47,5
Menabe	49,3	39,1	41,3
Diana	46,6	72,5	64,8
Sava	47,3	26,3	28,0
Ensemble	44,4	39,0	40,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Comme les enfants de bas âge sont les plus vulnérables, le taux de consultation est significativement plus élevé chez eux avec 47,8%. Le Vakinankaratra, Sofia, Androy et SAVA sont les seules régions où le taux d'accès aux soins des enfants de moins de 4 ans est particulièrement bas par rapport à celui des plus âgés.

Le taux de consultation des enfants de moins de quatre ans le plus élevé se retrouve à Analamanga avec plus de 74% d'enfants soignés. Itasy et Haute Matsiatra viennent respectivement en deuxième et en troisième position. Pour les malades de plus de quatre ans, on remarque que DIANA, Betsiboka et Amoron'i Mania sont les seules régions à voir le taux de consultation dépasser les 50%. Le taux d'Analamanga est juste au-dessus de la moyenne qui est de 38,2%.

Tableau 91 : Taux de consultation par région et selon l'âge des malades

Région	Unité : %		
	Inférieur à 4 ans	Plus de 4 ans	Ensemble
Analamanga	74,0	38,5	46,0
Vakinankaratra	32,6	40,0	38,1
Itasy	68,7	32,2	40,4
Bongolava	46,3	40,0	41,3
Mahatsiatra Ambony	65,7	49,7	54,2
Amoron'i Mania	62,3	53,0	54,6
Vatovavy Fitovinany	27,6	21,5	22,8
Ihorombe	33,3	34,8	34,5
Atsimo Atsinanana	44,4	43,7	43,8
Atsinanana	34,1	27,1	28,2
Analanjirifo	43,4	40,8	41,1
Alaotra Mangoro	51,9	38,1	41,3
Boeny	59,5	49,9	51,4
Sofia	19,8	28,1	26,3
Betsiboka	60,0	54,7	56,0
Melaky	30,4	20,0	22,6
Atsimo Andrefana	63,6	46,3	51,3
Androy	27,5	44,6	40,5
Anosy	59,3	42,5	47,5
Menabe	59,7	37,8	41,3
Diana	62,3	65,1	64,8
Sava	11,1	31,3	28,0
Ensemble	47,8	38,2	40,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

On remarque que les malades dont le chef est un petit exploitant agricole ou inactif possèdent le taux de consultation le plus faible contrairement aux salariés ou de profession libérale. Le cas du salarié qualifié du Vakinankaratra fait exception car les membres de sa proche famille se caractérisent un pourcentage faible d'accéder aux soins. Cela permet de se poser la question sur la couverture sociale des entreprises dans cette région qui est parmi les régions les plus mieux industrialisées du pays. Par contraste, à Analamanga où les membres du ménage dont le chef est un salarié qualifié ont une probabilité d'aller se faire soigner évaluée à 0,6.

Tableau 92 : Taux de consultation par région et par Groupe Socio Economique*

Unité : %

	Salarié qualifié	Ouvrier non qualifié	Manœuvre	Indépendant	Inactif	Petit exploitant agricole	Moyen exploitant agricole	Ensemble
Analamanga	61,0	38,1		24,4	20,1	47,2		42,9
Vakinankaratra	28,1					33,0		32,3
Itasy				53,4		49,1	38,7	46,3
Bongolava				31,8		25,0	56,2	40,1
Mahatsiatra Ambony				81,7		49,4	55,0	55,1
Amoron'i Mania						48,6		48,6
Vatovavy Fitovinany						24,0		24,0
Ihorombe				47,0		29,7	34,6	33,1
Atsimo Atsinanana				53,3		39,3		42,4
Atsinanana						26,9	25,7	26,7
Analanjirifo						33,2	45,1	35,7
Alaotra Mangoro				43,8		42,3		42,8
Boeny	60,5			50,6		47,8	53,8	52,9
Sofia						28,3	19,1	25,1
Betsiboka				59,3		53,5	46,6	51,0
Melaky						24,5	14,3	20,1
Atsimo Andrefana				59,2		52,1	55,0	54,2
Androy						48,5	34,6	42,2
Anosy	63,0		60,5			48,5	41,7	49,6
Menabe						41,6	24,9	34,8
Diana							88,1	88,1
Sava						30,0		30,0
Ensemble	54,0	38,1	60,5	48,2	20,1	36,5	40,0	38,9

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

* Les données ont été calculé avec des nombres d'observation supérieurs à ou égaux à 20 pour chaque région

Le motif de non consultation le plus évoqué est la non gravité de la maladie pour toutes les régions à l'exception de Vatovavy Fitovinany. Le deuxième motif est lié au problème financier cité par 23% de l'ensemble malades n'étant pas allés en consultation. Dans la région de Vatovavy, ce problème est cité en premier et est évoqué par 44,3% des non consultants. L'éloignement est cité par 9% des répondants et constitue une deuxième raison de non consultation dans les régions de Bongolava, de Sofia, de Melaky et du Menabe. Ce motif est le plus évoqué en terme de proportion à Analanjirofo avec 28,4% quoiqu'il n'y vient qu'en troisième position après la non gravité des maladies (36,3%) et le problème financier (29,8%).

Tableau 93 : Motifs de non consultation par région

Unité : %

	Pas grave	Problème financier	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	Non concerné	Total
Analamanga	53,7	29,6	0,3	8,2	3,4	4,9	NS	100,0
Vakinankaratra	71,3	16,5	5,0	1,7	4,1	1,4	NS	100,0
Itasy	63,2	19,5	0,8	4,9	6,0	5,7	NS	100,0
Bongolava	38,0	13,7	20,1	8,9	5,5	10,1	3,8	100,0
Mahatsiatra Ambony	63,8	15,6	0,8	8,0	4,5	5,3	2,0	100,0
Amoron'i Mania	79,4	18,0	1,6	1,0	NS	NS	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	32,1	44,3	11,5	2,7	2,1	7,3	NS	100,0
Ihorombe	67,5	12,9	5,6	4,3	6,6	2,8	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	54,6	27,7	NS	3,3	14,5	NS	NS	100,0
Atsinanana	76,1	14,9	2,9	1,7	2,1	2,4	NS	100,0
Analanjirifo	36,3	29,8	28,4	1,0	1,9	2,6	NS	100,0
Alaotra Mangoro	63,4	17,1	7,8	5,9	5,9	NS	NS	100,0
Boeny	59,1	15,2	12,0	5,4	3,4	4,9	NS	100,0
Sofia	43,9	20,2	24,1	1,0	10,8	NS	NS	100,0
Betsiboka	59,3	18,1	14,2	2,4	1,9	4,0	NS	100,0
Melaky	45,3	17,9	22,1	2,1	10,5	2,1	NS	100,0
Atsimo Andrefana	49,8	22,3	12,2	8,8	5,0	2,0	NS	100,0
Androy	42,1	28,5	15,6	6,1	2,3	4,2	1,2	100,0
Anosy	40,6	21,5	3,8	12,6	8,0	13,5	NS	100,0
Menabe	42,7	9,1	20,1	13,4	12,9	1,9	NS	100,0
Diana	65,7	12,6	2,2	3,5	10,5	5,5	NS	100,0
Sava	53,2	37,9	3,6	0,9	2,2	1,9	0,3	100,0
Ensemble	54,9	22,9	9,0	4,5	4,8	3,8	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Ce sont les familles des ouvriers non qualifiés, des chômeurs et des petits exploitants agricoles qui avancent les plus le problème financier comme motif principal de non consultation. Ce sont en effet, si on se réfère aux quintiles de consommation, les membres qui sont les plus lésés.

Les ouvriers non qualifiés et les chômeurs qui habitent notamment le milieu urbain, sont donc les principaux concernés en matière de protection et de couverture sociale dans les zones urbaines. En milieu rural, ce sont plutôt les petits exploitants agricoles qui méritent d'être les cibles de telles politiques.

Tableau 94 : Motifs de non consultation selon le GSE

Unité : %

	Pas grave	Problème financier	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	Non concerné	Total
Cadre supérieur	69,8	NS	NS	23,7	NS	6,5	NS	100,0
Cadre moyen ou agent	57,3	20,0	NS	6,4	NS	16,3	NS	100,0
Ouvrier ou salarié qualifié	62,5	18,5	3,4	2,1	7,3	6,2	NS	100,0
Ouvrier non qualifié	52,3	30,6	1,6	5,6	2,9	7,1	NS	100,0
Manœuvre	60,2	25,0	9,4	0,3	3,4	1,6	NS	100,0
Stagiaire rémunéré	28,4	NS	71,6	NS	NS	NS	NS	100,0
Indépendant	58,9	17,8	5,9	10,7	4,4	2,4	NS	100,0
Chômeur	39,0	29,9	6,4	2,6	3,8	9,3	9,0	100,0
Inactif	51,7	18,6	3,9	11,6	9,2	5,0	NS	100,0
Petit exploitant agricole	53,7	25,1	10,4	3,5	3,8	3,2	0,3	100,0
Moyen exploitant agricole	56,1	19,5	11,2	4,3	5,3	3,6	NS	100,0
Grand exploitant agricole	51,0	16,1	10,4	1,8	14,7	6,1	NS	100,0
Pêcheur	55,9	23,6	9,8	5,1	4,1	1,5	NS	100,0
ENSEMBLE	54,8	22,9	9,1	4,4	4,7	3,8	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

L'Hypertension, l'IRA et les blessures sont les pathologies que les malades du milieu urbain n'arrivent pas à soigner à cause du problème financier. En milieu rural, elles sont plus diversifiées, comme les infections bucco-dentaires, les infections cutanées, les toux de plus de trois semaines et les blessures. L'IRA constitue d'ailleurs dans les zones urbaines une maladie chère à soigner.

Par rapport à 2004, on remarque une baisse de 1,3 point sur la modalité éloignement dans tout le pays. Cette baisse est de 1,1 point en milieu rural. Cette baisse peut être expliquée par la réhabilitation et la construction de nouveaux centres de santé. Le problème financier est aussi de moins en moins invoqué avec une baisse de 3,3 points. Cette baisse est de l'ordre de 4,8 points. Cette tendance pourrait s'expliquer par le relèvement des prix au producteur et a procuré plus de revenus aux paysans.

Tableau 95 : Motifs de non consultation par pathologie selon le milieu

Type de maladie	Unité : %							
	Pas grave	Problème financier	Eloignement	Inutile	Ne veut pas	Autre	Non concerné	Total
Urbain								
IRA	43,8	26,9	9,3	9,8	8,2	2,1	NS	100,0
Fièvre ou Suspicion de paludisme	66,4	19,1	4,0	3,8	5,3	1,1	0,4	100,0
Maladies Diarrhéiques	58,7	21,1	5,5	2,2	9,1	3,4	NS	100,0
Infections Bucco-dentaires	54,5	18,1	2,2	16,0	3,6	5,6	NS	100,0
Blessures, brûlures	43,4	25,0	2,2	22,2	6,0	1,3	NS	100,0
HTA	14,0	46,0	4,5	21,4	9,1	5,0	NS	100,0
Toux de plus de 3 semaines	61,0	22,3	7,3	2,8	3,7	1,2	1,7	100,0
Autre	51,5	20,8	1,9	7,1	6,7	11,7	0,4	100,0
Ensemble Urbain	58,7	21,4	4,3	6,6	6,0	2,8	0,3	100,0
Rural								
IRA	49,1	26,4	12,0	5,2	5,9	1,5	NS	100,0
Fièvre ou Suspicion de paludisme	64,4	15,8	9,9	2,3	4,6	2,8	0,3	100,0
Maladies Diarrhéiques	56,1	21,4	9,9	5,0	4,9	2,7	NS	100,0
Infections cutanées	19,9	35,1	41,4	0,5	NS	3,1	NS	100,0
Infections Bucco-dentaires	38,0	38,3	15,7	3,2	2,4	2,6	NS	100,0
Blessures, brûlures	48,9	31,4	3,9	8,3	5,1	NS	2,4	100,0
Toux de plus de 3 semaines	40,7	36,2	8,1	2,9	1,6	10,5	NS	100,0
Autre	42,2	25,1	6,9	7,7	7,2	10,8	NS	100,0
Ensemble Rural	55,3	22,0	10,6	3,8	4,6	3,6	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VIII-4 Auto-médication

72,4% des malades qui n'ont pu aller se faire consulter ont pris eux-mêmes les médicaments pour apaiser la douleur. Un taux faible, qui n'est pas ici synonyme de mauvaise action, est toutefois enregistré à Atsimo Atsinanana. Les malades qui ne vont pas dans un centre de santé pour un soin curatif administrent des médicaments d'une valeur moyenne de 1436 Ariary. Ceux de DIANA et de SAVA consomment une valeur moyenne représentant respectivement plus du double et plus du triple de cette moyenne nationale. En raisonnant par la médiane, plus de la moitié des malades qui n'ont pu aller se soigner comme il faut consomment plus de 600 Ar de médicaments de leur propre initiative. Boeny, Ihorombe, Bongolava, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Diana et Sava présentent des consommations médianes supérieures à la médiane nationale.

Les urbains sont les plus prompts à recourir à l'automédication et sont prêts à administrer des médicaments d'une valeur moyenne supérieure. En effet, 75,9% des malades qui ne cherchent pas des centres pour se soigner prennent eux mêmes les médicaments d'une valeur moyenne équivalente à 1724 Ar contre 71,4% pour les ruraux pour une valeur moyenne de 1356 Ar. Toutefois, la valeur médiane reste la même pour 600 Ar.

Tableau 96 : Proportion d'automédication, valeur moyenne et médiane des médicaments auto-administrés par Région

Région	Proportion d'automédication (%)			Valeur moyenne des médicaments (Ariary)	Valeur médiane des médicaments (Ariary)
	Urbain	Rural	Ensemble		
Analamanga	83,2	72,9	78,2	1 193	500
Vakinankaratra	64,8	73,7	71,8	863	400
Itasy	83,0	65,8	69,0	1 202	500
Bongolava	90,1	70,2	74,5	1 768	700
Mahatsiatra Ambony	69,0	56,6	59,1	1 161	500
Amoron'i Mania	58,7	53,0	53,5	777	500
Vatovavy Fitovinany	62,9	55,5	56,6	1 421	500
Ihorombe	86,5	75,6	79,6	1 445	1000
Atsimo Atsinanana	37,1	32,6	33,1	734	400
Atsinanana	81,8	71,7	72,9	835	300
Analanjirifo	76,5	89,9	87,7	934	600
Alaotra Mangoro	83,5	80,7	81,1	2 313	600
Boeny	58,4	46,8	51,3	2 680	1200
Sofia	87,8	93,2	92,9	1 269	600
Betsiboka	72,7	63,9	66,9	1 250	600
Melaky	74,6	56,0	64,2	783	500
Atsimo Andrefana	77,6	68,0	70,5	1 811	1000
Androy	60,1	70,4	68,2	2 137	1000
Anosy	82,3	86,6	85,9	1 617	1000
Menabe	92,6	79,0	81,5	939	600
Diana	85,9	92,6	89,6	3 372	1000
Sava	80,6	92,2	91,5	4 534	2000
Ensemble	76,0	71,5	72,4	1 436	600

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Il importe de souligner que la proportion de malades qui pratiquent l'automédication croît au fur et à mesure que l'on monte dans le niveau de GSE supérieur. En effet, cette proportion est évaluée à 71,1% pour les petits exploitants agricoles contre 87,9% pour les grands exploitants agricoles. La valeur moyenne des médicaments pris évolue aussi dans le même sens. Elle est évaluée à 3365 Ar pour les membres du ménage dont le chef est un cadre moyen et représente presque le double de la valeur des médicaments pris par un ouvrier ou salarié qualifié.

C'est chez les petits exploitants et manœuvres que les valeurs des médicaments sont les moins élevées. En effet, la moitié des malades de ces deux groupes qui font pratiquent de l'automédication consomment moins de 500 Ar. Cette valeur médiane est de 1000 pour les grands exploitants agricoles.

Tableau 97 : Proportion d'automédication, valeur moyenne et médiane des médicaments auto-administrés par GSE

Groupe Socio Economique	Proportion d'automédication (%)	Valeur moyenne des médicaments (Ariary)	Valeur médiane des médicaments (Ariary)
Cadre moyen ou agent de maîtrise	78,0	3 365	700
Ouvrier ou salarié qualifié	64,2	1 796	800
Ouvrier non qualifié	75,5	1 286	600
Manœuvre	64,5	1 137	500
Indépendant	78,1	1 692	600
Chômeur	56,7	2 301	1000
Inactif	76,1	3 160	900
Petit exploitant agricole	71,1	1 132	500
Moyen exploitant agricole	74,7	1 655	800
Grand exploitant agricole	87,9	1 439	1000
Pêcheur	57,0	1 114	1000
Ensemble	72,3	1 426	600

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VIII-5 Lieux de consultation

Les malgaches viennent pour la majorité dans les Centres de Santé de base pour des consultations curatives. 63,1% des consultations se font dans ces centres. La part du privé formel c'est-à-dire les cliniques et médecins privés avoisine 20% du nombre total des consultations.

Toutefois, des disparités régionales subsistent. Les privés prennent une part importante dans trois des quatre régions d'Antananarivo, dans l'Alaotra Mangoro, Anosy et Diana. La part du Médecin et Clinique privés dépasse même la part des centres de santé de base à Analamanga. Cette part du privé s'effrite dans les régions de Vatovavy, Atsinanana, d'Androy, d'Amoron' Mania et de Melaky. Dans ces régions, la part des centres publics de type CSB dépasse 80%. Par ailleurs, Analamanga, Atsimo Atsinanana, Menabe et Sava se distinguent par une part plus élevée des consultations dans les centres hospitaliers.

Tableau 98 : Répartition des lieux de consultation Par Région

Unité : %

Région	CH*	CSB 1	CSB 2 e	Cliniqu Privée	Médecin Privé	Organisatio n Sanitaire	Pharmacie ou DM**	Médecin informel	ONG ou Association	Guérisseur	Autre	Non report é	Total
Analamanga	14,8	1,9	33,2	2,8	33,7	2,4	NS	NS	5,2	NS	4,2	1,9	100,0
Vakinankaratra	10,8	7,9	36,9	10,0	28,6	0,5	NS	1,9	NS	NS	0,8	2,6	100,0
Itasy	2,1	12,5	55,0	1,5	11,1	2,4	4,8	2,4	NS	NS	4,8	3,5	100,0
Bongolava	7,4	7,7	53,4	0,9	27,9	NS	NS	NS	NS	0,5	1,0	1,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	5,3	1,5	74,4	3,3	7,8	0,6	NS	0,2	1,7	NS	5,3	NS	100,0
Amoron'i Mania	2,6	16,4	63,9	0,4	0,4	0,8	NS	7,4	0,4	NS	7,5	0,3	100,0
Vatovavy Fitovinany	1,0	28,5	55,7	0,8	3,6	NS	NS	1,8	NS	NS	5,0	3,8	100,0
Ihorombe	2,5	0,9	71,8	5,2	10,6	NS	NS	1,8	1,8	NS	2,6	3,0	100,0
Atsimo Atsinanana	15,1	4,7	42,7	NS	24,4	NS	NS	4,3	5,1	2,3	1,5	NS	100,0
Atsinanana	4,3	32,3	52,8	2,4	2,0	NS	NS	2,2	NS	NS	2,2	1,9	100,0
Analanjirifo	12,0	32,6	40,6	NS	9,2	NS	NS	3,5	NS	1,7	0,4	NS	100,0
Alaotra Mangoro	4,0	27,7	29,4	0,7	29,4	NS	NS	8,8	NS	NS	NS	NS	100,0
Boeny	3,0	17,6	45,6	4,8	21,8	0,9	1,5	NS	NS	NS	3,3	1,4	100,0
Sofia	10,7	19,7	36,1	9,2	3,6	NS	5,4	7,0	NS	2,7	0,4	5,4	100,0
Betsiboka	10,1	10,5	54,1	2,9	18,0	NS	NS	1,0	NS	NS	NS	3,5	100,0
Melaky	7,1	24,2	56,3	NS	NS	NS	NS	3,4	NS	NS	NS	9,1	100,0
Atsimo Andrefana	5,4	9,3	62,6	7,3	8,8	0,9	NS	NS	0,7	NS	3,1	1,9	100,0
Androy	4,9	45,7	38,2	0,4	4,8	NS	NS	0,6	NS	NS	3,9	1,6	100,0
Anosy	12,3	4,4	47,4	8,1	24,4	NS	NS	2,3	NS	NS	0,4	0,7	100,0
Menabe	18,3	2,4	64,0	0,8	5,5	0,8	NS	7,5	NS	0,8	NS	NS	100,0
Diana	1,6	2,2	50,4	6,5	25,4	8,3	NS	1,0	NS	1,8	1,8	1,1	100,0
Sava	18,0	11,3	41,4	13,6	8,6	0,6	0,7	NS	0,6	NS	4,1	1,0	100,0
Ensemble	7,8	13,7	49,4	3,9	15,7	1,0	0,5	2,2	1,0	0,3	2,8	1,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

CH* : Centre Hospitalier Universitaire, régional ou de District

DM** : Dépôt de Médicament

Comme dans les enquêtes précédentes, la part du privé est particulièrement élevée dans les centres urbains. Ceci s'explique par les activités de soin lucratives faites par les centres privés et qui choisissent sa clientèle en milieu urbain. Les parts des cliniques privées et médecins privés en milieu rural représentent respectivement le quart et le double de celles enregistrées en zone urbaine. En conséquence, les parts des centres de santé de base diminuent fortement en zone urbaine. La fréquentation dans les centres hospitaliers est aussi plus élevée en milieu urbain. Ces centres sont d'ailleurs implantés dans les chefs lieux de District ou de province.

Tableau 99 : Répartition des centres de consultation par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Centre Hospitalier	19,0	4,0	7,8
CSB 1	9,5	15,1	13,7
CSB 2	26,2	57,3	49,4
Clinique Privée	8,3	2,5	3,9
Médecin Privé	26,0	12,2	15,7
Organisation Sanitaire	2,4	0,5	1,0
Pharmacie ou DM**	0,3	0,6	0,5
Médecin informel	2,1	2,2	2,2
ONG ou Association	0,5	1,2	1,0
Guérisseur	0,3	0,3	0,3
Autre	3,5	2,6	2,8
Non reporté	1,9	1,7	1,7
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Une plus grande proportion des membres des ménages du quintile le plus riche vont dans les secteurs privés aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. 40% des ménages urbains de ce quintile choisissent le soin privé contre 6,3% du quintile le plus pauvre. En milieu rural, le rapport est de 7,1% pour le quintile le plus pauvre et de 24% pour le plus riche. Les centres de santé de base sont les plus accessibles pour les plus pauvres pour soins de santé. En milieu rural, 83,5% du total des consultations des plus pauvres s'y effectuent. Ce taux descend à 60,8% pour les plus riches.

En outre, le critère de choix pour les centres hospitaliers ne se base pas sur le niveau de vie mais sur d'autres critères. En effet, on retrouve des proportions semblables entre le quintile pauvre et riche aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Tableau 100 : Répartition des lieux de consultation par quintile de consommation

										Unité : %			
	CH*	CSB 1	CSB 2	Clinique Privée	Médecin Privé	Organisation Sanitaire	Pharmacie ou DM**	Médecin informel	ONG ou Association	Guéris seur	Non Autre	reporté	Total
Urbain													
Plus pauvres	20,1	18,6	38,8	3,1	3,2	NS	NS	3,9	NS	1,6	10,7	NS	100,0
2 ^{ème} Quintile	14,9	11,3	31,6	5,9	24,3	0,8	0,3	5,3	0,9	0,4	3,2	1,2	100,0
3 ^{ème} Quintile	20,4	14,7	25,4	16,3	13,2	1,2	NS	0,5	0,8	NS	5,7	1,8	100,0
4 ^{ème} Quintile	11,2	10,5	29,4	8,1	31,9	1,9	NS	1,7	0,3	NS	2,2	2,8	100,0
Plus riches	23,3	4,9	20,6	7,5	32,7	4,0	0,5	1,5	0,4	0,3	2,1	2,2	100,0
Ensemble	19,0	9,5	26,2	8,3	26,0	2,4	0,3	2,1	0,5	0,3	3,5	1,9	100,0
Rural													
Plus pauvres	5,1	25,5	58,0	0,9	6,2	NS	0,8	0,2	NS	NS	2,2	0,9	100,0
2 ^{ème} Quintile	4,9	19,0	53,9	2,1	7,0	NS	NS	5,7	0,7	NS	1,5	5,1	100,0
3 ^{ème} Quintile	3,5	12,9	56,9	3,0	12,6	NS	1,6	2,4	1,1	0,5	3,6	2,1	100,0
4 ^{ème} Quintile	1,2	11,6	66,9	2,1	11,4	NS	NS	NS	3,8	NS	2,6	0,5	100,0
Plus riches	5,7	10,0	50,8	3,6	20,4	2,0	0,6	2,8	NS	1,0	2,6	0,4	100,0
Ensemble	4,0	15,1	57,3	2,5	12,2	0,5	0,6	2,2	1,2	0,3	2,6	1,7	100,0
Ensemble													
Plus pauvres	0,1	0,7	6,4	24,6	55,3	1,2	5,8	NS	0,7	0,7	NS	0,2	3,4
2 ^{ème} Quintile	NS	0,6	6,5	17,3	49,0	3,0	10,8	0,2	0,1	5,6	0,8	0,1	1,9
3 ^{ème} Quintile	0,5	1,2	5,2	13,2	50,5	5,7	12,7	0,3	1,2	2,0	1,0	0,4	4,0
4 ^{ème} Quintile	0,2	0,3	3,1	11,3	57,9	3,6	16,3	0,5	NS	0,4	2,9	NS	2,5
Plus riches	2,9	3,8	5,5	8,1	39,7	5,0	25,0	2,8	0,6	2,3	0,2	0,8	2,4
Ensemble	1,0	1,6	5,2	13,7	49,4	3,9	15,7	1,0	0,5	2,2	1,0	0,3	2,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

VIII-6 Coût de consultations

La grande majorité des patients sont allés une fois dans les centres de consultation. En incluant toutes les dépenses en consultation et en médicaments achetés dans ou en dehors du centre, on peut dire qu'en général, le coût de traitement par visite est plus élevé dans les zones urbaines si on se réfère à la valeur médiane des sommes. Les régions Melaky, Betsiboka, Vakinankaratra et Atsimo Andrefana sont des exceptions. Plus de la moitié des patients dépensent moins de 2000 Ar par visite. Les trois régions que sont Sava, Diana et Atsimo Andrefana s'avèrent être les zones où les prix des soins sont les plus élevés. A l'inverse, les patients des régions Atsinanana, Menabe et Amoron'i Mania dépensent les moins avec des valeurs médianes dépensées évaluées respectivement à 600 Ar et à 1000 Ar pour chacune des deux dernières.

Tableau 101 : Coût médian des consultations et médicaments par région et par milieu

Région	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	5 500	3 000	3 350
Vakinankaratra	1 333	1 600	1 600
Itasy	1 500	1 400	1 400
Bongolava	3 390	3 000	3 000
Mahatsiatra Ambony	1 800	1 400	1 429
Amoron'i Mania	2 000	1 000	1 000
Vatovavy Fitovinany	1 700	2 000	2 000
Ihorombe	2 500	2 000	2 000
Atsimo Atsinanana	3 000	1 000	1 333
Atsinanana	2 000	600	600
Analanjirifo	5 000	2 000	2 200
Alaotra Mangoro	3 940	3 200	3 200
Boeny	6 600	2 101	3 500
Sofia	5 000	2 000	2 000
Betsiboka	2 200	2 500	2 301
Melaky	2 500	4 500	2 500
Atsimo Andrefana	6 000	4 000	4 000
Androy	2 667	4 000	3 000
Anosy	3 000	2 200	2 500
Menabe	8 000	600	1 000
Diana	10 000	2 300	3 750
Sava	7 500	6 000	6 000
Ensemble	3 000	2 000	2 000

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Si l'on se réfère aux coûts moyens par visite, les régions de SAVA et de Sofia figurent parmi celles où les patients devaient payer plus que d'autres. Il est aussi confirmé ici que les patients urbains doivent s'attendre à payer plus que leurs homologues ruraux.

Entre ruraux existent également une certaine disparité. En effet, si au niveau national, la consommation moyenne en milieu rural représente la moitié de celle enregistrée en milieu urbain, elle représente plus du quart dans l'Amoron'i Mania, Diana et Sava. Dans le Menabe, les patients ruraux doivent payer par visite le cinquième du montant payé par les urbains.

Cependant on a inclus dans ce calcul les médicaments payés en dehors du centre et une dépense faible peut ne pas toujours signifier un avantage car cela peut ne pas tenir compte de l'exhaustivité des médicaments à acheter.

Tableau 102: Coût moyen des consultations et des médicaments par région et par milieu

Region	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	9 472	6 625	7 871
Vakinankaratra	3 980	3 407	3 585
Itasy	2 842	3 399	3 343
Bongolava	5 366	3 876	4 213
Mahatsiatra Ambony	11 126	7 971	8 742
Amoron'i Mania	7 113	1 698	2 400
Vatovavy Fitovinany	2 225	2 026	2 077
Ihorombe	7 515	5 352	6 392
Atsimo Atsinanana	11 385	2 104	4 063
Atsinanana	5 616	1 269	1 903
Analanjirifo	7 370	6 137	6 292
Alaotra Mangoro	7 046	4 032	4 516
Boeny	16 264	3 825	9 099
Sofia	15 957	11 499	11 991
Betsiboka	8 167	6 828	7 281
Melaky	3 896	4 148	3 981
Atsimo Andrefana	15 382	6 425	8 553
Androy	4 515	7 199	6 728
Anosy	7 503	4 266	5 190
Menabe	8 776	1 658	3 502
Diana	16 270	4 590	7 097
Sava	54 008	18 787	23 437
Ensemble	9 199	5 179	6 193

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Toutefois, les dépenses dépendent des maladies à soigner. Une comparaison sur le coût de traitement est plus significative si on se réfère à la même maladie. A défaut de disposer sur l'intensité de la maladie, on va comparer les dépenses relatives aux mêmes maladies.

Ainsi, en ne considérant que le traitement de la fièvre, les dépenses médianes sont plus ou moins uniformes entre les régions. Néanmoins la région de Diana se distingue par un consentement à payer plus élevé de ses habitants. Ainsi, pour traiter la fièvre, plus de la moitié des patients accepte de payer plus de 1666 Ariary. Dans la région de Diana, cette somme médiane monte à 5000 Ar alors que dans la région d'Atsinanana, la moitié des patients doit se prémunir d'un montant supérieur à 600 Ariary.

Tableau 103 : Coût médian des consultations et médicaments par visite par région par milieu pour le traitement du fièvre

Région	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	2 500	3 300	2 500
Vakinankaratra	2 000	1 200	1 200
Itasy	1 466	1 500	1 500
Bongolava	3 390	3 000	3 000
Mahatsiatra Ambony	1 000	1 500	1 200
Amoron'i Mania	805	1 000	1 000
Vatovavy Fitovinany	2 400	1 250	2 000
Ihorombe	2 500	1 500	1 500
Atsimo Atsinanana	2 000	1 000	1 000
Atsinanana	2 000	600	600
Analanjirofo	4 500	1 500	1 750
Alaotra Mangoro	6 000	2 251	2 251
Boeny	6 000	1 750	3 000
Sofia	3 000	1 733	1 800
Betsiboka	3 000	1 667	2 301
Melaky	1 600	5 500	2 300
Atsimo Andrefana	3 500	1 900	2 000
Androy	5 000	2 000	3 000
Anosy	2 500	1 875	2 000
Menabe	8 500	700	1 200
Diana	5 000	3 750	5 000
Ensemble	2 500	1 500	1 666

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

IX EDUCATION

IX-1 Niveau d'instruction de la population.

La population âgée de quatre ans ou plus est classée en quatre catégories selon le niveau scolaire atteint :

- (i) sans instruction : ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire ;
- (ii) niveau primaire : ceux qui ont achevé au moins la quatrième année du primaire (T4 ou la classe de 8^{ème}) et n'ont pas dépassé la classe de 4^{ème} des collèges ;
- (iii) niveau secondaire : ceux qui ont achevé au moins la classe de 3^{ème} des collèges et au plus une classe terminale ; et enfin
- (iv) niveau supérieur : ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou ont déjà fréquenté un établissement d'enseignement supérieur.

Tableau 104 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre.

	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	Unité : % Ensemble
Sans instruction	23,8	36,7	32,0	35,7	33,8
Primaire	47,4	54,0	53,6	51,5	52,5
Secondaire	21,7	8,3	11,4	11,1	11,2
Supérieur	7,2	1,0	3,0	1,8	2,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

33,8% de la population âgée de 4 ans et plus est classée "sans instruction", suivant cette définition. A l'opposé, moins de 14% ont dépassé le niveau "primaire". Vu selon le milieu de résidence, près de 29% ont dépassé le niveau primaire en milieu urbain. Par contre, plus de 90% de la population rurale n'ont pas dépassé le niveau primaire. Les taux ne diffèrent pas sensiblement selon le genre. Cependant, mentionnons la différence de 1,2 points pour le niveau "supérieur", aux dépens des femmes.

La province de Toliara se démarque par une proportion de "sans instruction" de près de 50%. Ce taux varie entre 33% et 40% pour les provinces de Toamasina, Antsiranana Fianarantsoa et Mahajanga. Enfin Antananarivo ne compte que 21% de non instruits. Par contre, cette province compte la plus forte proportion d'individus de niveau "supérieur", avec 4,5%.

Tableau 105 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par province.

Unité : %

	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Antananarivo	21,0	58,3	16,2	4,5	100,0
Fianarantsoa	38,2	50,6	9,9	1,3	100,0
Toamasina	33,2	54,3	10,8	1,7	100,0
Mahajanga	40,0	51,0	7,1	2,0	100,0
Toliara	49,9	42,1	7,0	1,0	100,0
Antsiranana	33,2	54,2	10,7	1,9	100,0
Ensemble	33,8	52,5	11,2	2,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La proportion de "non instruits" diminue à mesure que l'on monte dans l'échelle des niveaux de consommation. Si ce taux n'est que de 19,9% pour les ménages du quintile le plus riche, il est à 47,4% pour les plus pauvres.

Les ménages dirigés par les cadres supérieurs ou moyens et les salariés qualifiés comptent relativement plus d'individus qui ont atteint un niveau d'instruction "supérieur". Les proportions sont respectivement de 35,2%, 24,0% et de 11,3% selon la qualification du chef de ménage. A l'opposé, ce sont surtout les ménages agricoles qui comptent le plus d'individus classés "sans instruction". Les proportions varient entre 33% et 38%.

Tableau 106 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction, selon le groupe socio-économique du chef de ménage

Unité : %

	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total
Cadre supérieur	7,5	31,9	25,5	35,2	100,0
Cadre moyen ou agent de maîtrise	12,3	31,4	32,3	24,0	100,0
Ouvrier ou salarié qualifié	16,1	41,5	31,2	11,3	100,0
Ouvrier non qualifié	21,7	55,0	19,5	3,8	100,0
Manœuvre	40,8	48,2	10,7	0,4	100,0
Stagiaire rémunéré	5,5	50,8	29,9	13,8	100,0
Indépendant	28,4	49,5	19,1	3,0	100,0
Chômeur	21,5	40,7	27,6	10,2	100,0
Inactif	28,1	46,5	19,4	6,0	100,0
Petit exploitant agricole	38,1	55,1	6,3	0,5	100,0
Moyen exploitant agricole	38,3	54,1	7,1	0,5	100,0
Grand exploitant agricole	33,9	57,0	8,7	0,5	100,0
Pêcheur	34,5	56,5	8,7	0,4	100,0
Autre	38,4	51,8	8,8	1,0	100,0
Ensemble	33,8	52,5	11,2	2,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

IX-2 Alphabétisation.

Un individu est classé alphabète si :

- il sait lire, écrire et faire un petit calcul, ou
- s'il fréquente l'école actuellement, il a atteint au moins la troisième année du primaire.

Le taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus est de 62,9%. La proportion d'alphabétisés est de l'ordre de 75,9% en milieu urbain contre 58,9% en milieu rural. Les provinces d'Antananarivo, Antsiranana et Toamasina présentent les meilleurs taux, tous supérieurs à 60%. Dans toutes les provinces, et que ce soit en milieu urbain ou rural, les femmes sont moins alphabétisées que les hommes.

Tableau 107 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, par province, milieu et genre.

	Unité : %				
	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	Ensemble
Antananarivo	84,1	75,1	80,8	75,5	78,1
Fianarantsoa	70,5	56,0	63,0	54,3	58,5
Toamasina	78,8	59,4	67,3	59,7	63,3
Mahajanga	70,7	54,8	64,6	52,7	58,5
Toliara	54,4	33,9	41,2	35,2	38,2
Antsiranana	81,0	63,7	71,8	61,7	66,6
Ensemble	75,9	58,9	66,8	59,3	62,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La proportion d'analphabètes est plus élevée pour les quintiles les plus pauvres. En effet, si le taux d'alphabétisation est de 77,5% pour les plus riches, il n'est que de 47,3% pour les plus pauvres.

Tableau 108 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, selon le quintile de consommation

	Unité : %
Les plus pauvres	47,3
Quintile_2	55,4
Quintile_3	61,3
Quintile_4	66,3
Les plus riches	77,5
Ensemble	62,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Si l'on considère les différentes régions de Madagascar, en tête se trouvent les deux régions d'Analamanga et d'Itasy, toutes les deux situées dans la province

d'Antananarivo. Si l'on ajoute Amoron' i Mania, Boeny, Mahatsiatra Ambony, ces cinq régions présentent des taux d'alphabétisation dépassant le seuil de 70%. Les deux régions les plus défavorisées se situent dans la province de Toliara. Il s'agit de l'Androy et de l'Atsimo Andrefana pour lesquels les taux sont inférieurs à 40%.

Tableau 109 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, par région, milieu.

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	85,3	88,5	87,0
Vakinankaratra	85,0	64,9	69,1
Itasy	79,8	70,9	72,1
Bongolava	66,7	60,4	61,7
Mahatsiatra Ambony	85,5	67,5	70,7
Amoron'i Mania	79,3	70,9	72,1
Vatovavy Fitovinany	58,8	41,6	44,3
Ihorombe	45,5	39,1	41,6
Atsimo Atsinanana	68,8	38,8	43,3
Atsinanana	80,0	57,5	63,4
Analanjirifo	69,0	53,5	55,8
Alaotra Mangoro	82,4	65,6	68,3
Boeny	85,7	63,4	71,9
Sofia	74,8	54,0	56,0
Betsiboka	61,0	55,6	57,2
Melaky	45,0	36,5	40,2
Atsimo Andrefana	54,7	30,0	35,0
Androy	24,6	22,9	23,3
Anosy	69,4	35,4	41,8
Menabe	80,8	53,2	58,6
Diana	81,3	59,8	66,0
Sava	80,6	65,4	66,9
Ensemble	75,9	58,9	62,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les plus forts taux d'alphabétisation se rencontrent chez les ménages de cadres ou de salariés, dépassant les 80% dans ces catégories. A l'inverse, le taux ne dépasse pas les 60% chez les ménages d'agriculteurs.

Tableau 110 : Taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus, selon le groupe socio-économique

	Unité : %
Cadre supérieur	95,1
Cadre moyen ou agent de maîtrise	94,1
Ouvrier ou salarié qualifié	90,3
Ouvrier non qualifié	80,2
Manœuvre	60,4
Stagiaire rémunéré	86,3
Indépendant	72,5
Chômeur	74,3
Inactif	66,7
Petit exploitant agricole	56,3
Moyen exploitant agricole	55,3
Grand exploitant agricole	59,6
Pêcheur	59,6
Autre	64,9
Ensemble	62,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

IX-3. La population scolaire actuelle.

Une mesure de la participation scolaire est le taux de scolarisation. Le taux brut de scolarisation au niveau primaire est le rapport de l'effectif total du primaire sur la population d'âge scolaire c'est-à-dire de 6 à 10 ans. Pour diverses raisons (retard d'admission en première année du primaire, redoublement, ...), des élèves du primaire peuvent ne pas appartenir à cette tranche d'âges. Ainsi, le taux brut de scolarisation (TBS) peut être supérieur à 100%. Pour le secondaire du premier cycle, la tranche d'âge légale est de 11 à 14 ans, et pour le secondaire du second cycle, elle est de 15 à 17 ans.

Par exemple, le TBS se calcule ainsi, pour le niveau primaire :

$$\text{TBS}_{(\text{primaire})} = [\text{Effectif du primaire}] / [\text{Population de 6 à 10 ans}]$$

Le taux net de scolarisation (TNS) du primaire, quant à lui, mesure la proportion d'enfants d'âge légal du primaire, c'est-à-dire de 6 à 10 ans qui sont effectivement scolarisés dans le primaire. Le mode de calcul du TNS est alors :

$$\text{TNS}_{(\text{primaire})} = [\text{Effectif du primaire entre 6 et 10 ans}] / [\text{Population de 6 à 10 ans}]$$

Le TNS ne dépasse pas 100%.

Ces modes de calcul se transposent facilement au niveau secondaire premier et second cycle et supérieur.

Pour le niveau de l'enseignement primaire, le taux brut de scolarisation est de 139,3%, tandis que le taux net est de 83,3%.

Tableau 111: Taux de scolarisation, par niveau

		Unité : %	
	Primaire	Secondaire	
		Premier cycle	Second cycle
Taux net	83,3	19,1	4,4
Taux brut	139,3	33,8	12,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les différences de scolarisation existent entre urbains et ruraux dès le niveau primaire. Cependant, les écarts s'accroissent à mesure que le niveau d'études s'élève. En effet, les taux nets de scolarisation au niveau primaire sont respectivement de 90% et 82% pour le milieu urbain et le milieu rural. Ils sont respectivement de 33% et de 15% au niveau secondaire premier cycle et de 13% et 2% pour le second cycle.

Tableau 112: Taux de scolarisation, par niveau et milieu

	Unité : %					
	Primaire		Secondaire			
	Taux net	Taux brut	Premier cycle		Second cycle	
			Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut
Urbain	90,2	151,6	33,1	60,4	12,5	34,2
Rural	81,6	136,4	15,4	26,7	1,9	6,1
Ensemble	83,3	139,3	19,1	33,8	4,4	12,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les provinces d'Antananarivo et de Toamasina présentent les taux nets de scolarisation les plus élevés au niveau primaire, respectivement à 90% et 87%. La plus défavorisée reste Toliara où plus d'un enfant sur quatre ne fréquente pas l'école. Pour le niveau secondaire premier cycle, Antananarivo et Antsiranana dépassent les 25% en taux net et les 45% en taux brut.

Tableau 113: Taux de scolarisation, par niveau et province

Unité : %						
	Primaire		Secondaire			
	Taux net	Taux brut	Premier cycle		Second cycle	
			Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut
Antananarivo	89,7	140,7	29,5	45,9	9,3	24,2
Fianarantsoa	81,9	141,1	14,6	28,8	1,9	6,5
Toamasina	87,3	147,5	17,8	35,4	3,7	12,8
Mahajanga	80,1	134,9	13,2	26,2	2,5	9,9
Toliara	71,2	127,4	9,0	17,0	1,7	4,9
Antsiranana	84,8	145,1	25,7	47,7	6,5	16,0
Ensemble	83,3	139,3	19,1	33,8	4,4	12,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

A tous les niveaux d'enseignement, le taux de scolarisation diminue avec le niveau de vie des ménages. En effet, le taux net de scolarisation au niveau primaire varie de 71% à 99% du quintile des plus pauvres au quintile des plus riches. Les décalages s'accroissent pour les deux niveaux du secondaire. Les taux varient respectivement de 9% à 38% pour le premier cycle, et de 1% à 14% pour le second cycle.

Tableau 114: Taux de scolarisation, par niveau et selon le quintile

Unité : %						
Quintile	Primaire		Secondaire			
	Taux net	Taux brut	Premier cycle		Second cycle	
			Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut
Plus pauvres	70,8	123,9	9,3	18,4	1,4	4,8
2 ^{ème} quintile	78,5	131,2	11,1	22,8	0,7	2,3
3 ^{ème} quintile	84,3	140,1	18,0	30,9	1,9	6,8
4 ^{ème} quintile	92,3	147,6	22,5	39,3	4,0	13,5
Plus riches	99,1	167,4	37,9	62,6	14,1	36,4
Ensemble	83,3	139,3	19,1	33,8	4,4	12,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Vu selon le groupe socio-économique du chef de ménage, il apparaît que les taux de scolarisation sont plus élevés pour les enfants de cadres ou d'ouvriers qualifiés. Pour ces deux groupes, le taux net au primaire dépasse les 99%. Cet avantage est valable à tous les niveaux d'études, mais les différences sont plus flagrantes au niveau secondaire. Dans tous les cas, les plus défavorisés sont les enfants d'agriculteurs.

Tableau 115: Taux de scolarisation, par niveau et groupe socio-économique

Unité :

%

	Primaire		Secondaire			
	Taux net	Taux brut	Premier cycle		Second cycle	
			Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut
Cadre	99,2	169,6	55,3	94,6	24,6	62,8
Ouvrier ou salarié qualifié	99,9	157,7	41,8	69,9	23,2	57,0
Ouvrier non qualifié ou manœuvre	84,1	144,1	24,6	41,5	4,2	14,5
Indépendant	87,9	142,5	31,3	53,4	5,5	16,7
Chômeur ou inactif	85,0	156,5	42,1	73,1	16,0	47,7
Petit exploitant agricole	80,1	133,2	12,6	23,2	1,6	5,0
Moyen ou grand exploitant agricole	82,1	140,9	13,4	25,2	0,9	4,3
Autres	87,8	139,9	16,6	25,6	NS	2,2
Ensemble	83,3	139,3	19,1	33,8	4,4	12,8

*Source : INSTAT/DSM/EPM2005***IX-4. Les rendements scolaires.**

Au niveau du cycle primaire, le taux de promotion est de 73,2% et le taux de redoublement de 19,7%. Ainsi, 7,1% des enfants sortent du système scolaire au cours de leur fréquentation du cycle primaire. Les résultats sont nettement plus défavorables pour le milieu rural avec un taux d'abandon de 7,7% contre 4,9% pour le milieu urbain.

Tableau 116 : Rendements scolaires au niveau primaire, par milieu

Milieu	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Urbain	80,1	15,0	4,9	100,0
Rural	71,2	21,1	7,7	100,0
Ensemble	73,2	19,7	7,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

L'analyse par province montre qu'Antsiranana possède le taux de promotion le plus élevé au niveau primaire, à 80%. Les taux d'abandon les plus élevés se mesurent à Antananarivo, à plus de 9% et à Toliara, à plus de 8%.

Tableau 117 : Rendements scolaires au niveau primaire, par province

Faritany	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Antananarivo	76,8	13,7	9,4	100,0
Fianarantsoa	70,0	25,1	5,0	100,0
Toamasina	69,0	25,1	5,9	100,0
Mahajanga	71,1	21,9	7,0	100,0
Toliara	73,8	17,6	8,6	100,0
Antsiranana	80,0	15,5	4,5	100,0
Ensemble	73,2	19,7	7,1	100,0

Source :INSTAT/DSM/EPM2005

Les abandons sont relativement plus fréquents et dépassent les 10% pour les ménages dirigés par les inactifs, pêcheurs et la catégorie "Autres". Les redoublements dépassent les 20% pour les enfants d'agriculteurs notamment.

Tableau 118 : Rendements scolaires au niveau primaire, selon le groupe socio-économique du chef de ménage

	Promotion	Redoublement	Abandon	Total
Cadre supérieur	92,9	6,1	1,0	100,0
Cadre moyen ou agent de maîtrise	71,6	21,0	7,4	100,0
Ouvrier ou salarié qualifié	82,2	13,8	3,9	100,0
Ouvrier non qualifié	81,9	13,0	5,2	100,0
Manœuvre	74,0	20,7	5,3	100,0
Stagiaire rémunéré	84,7	15,3	ns	100,0
Indépendant	77,6	17,2	5,2	100,0
Chômeur	84,8	10,7	4,5	100,0
Inactif	68,9	20,8	10,3	100,0
Petit exploitant agricole	70,5	21,4	8,1	100,0
Moyen exploitant agricole	71,2	21,0	7,8	100,0
Grand exploitant agricole	72,5	23,0	4,6	100,0
Pêcheur	66,9	22,1	11,0	100,0
Autre	87,7	Ns	12,3	100,0
Ensemble	73,2	19,7	7,1	100,0

Source :INSTAT/DSM/EPM2005

Les rendements scolaires sont généralement meilleurs au fur et à mesure que le chef de ménage est plus instruit. Si 69 élèves sur 100 du primaire sont promus pour les ménages dont le chef est classé "sans instruction", ce rapport est de près de 78 sur 100 pour les chefs de ménage de niveau d'instruction "supérieur".

Tableau 119 : Rendements scolaires au niveau primaire, selon le niveau d'instruction du chef de ménage

	Unité : %		
	Promotion	Redoublement	Abandon
Sans instruction	68,6	24,7	6,7
Primaire	72,5	19,2	8,3
Secondaire	79,9	16,8	3,4
Supérieur	77,7	17,8	4,5
Ensemble	73,2	19,7	7,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

En ce qui concerne le taux de redoublement, il est en moyenne de 21% en milieu rural, alors qu'il n'est que de 15% en milieu urbain. Les différences urbain / rural sont plus accentuées dans la province de Toamasina, avec dix points d'écart. Pour Antsiranana et Antananarivo, les différences sont minimales.

Tableau 120 : Taux de redoublement dans le primaire, par province et milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	11,4	14,7	13,7
Fianarantsoa	20,8	25,9	25,1
Toamasina	16,9	26,8	25,1
Mahajanga	17,6	23,0	21,9
Toliara	14,5	18,8	17,6
Antsiranana	14,5	15,7	15,5
Ensemble	15,0	21,1	19,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

A l'intérieur de la même province, Antananarivo rural présente un taux d'abandon élevé, à 11%, contre 5% dans les zones urbaines. La situation est similaire pour Toliara, avec près de 5% d'écart aux dépens des ruraux. Pour les autres provinces, le contraste urbain / rural est moindre.

Tableau 121 : Taux d'abandon dans le primaire, par province et milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	5,1	11,1	9,4
Fianarantsoa	3,9	5,2	5,0
Toamasina	5,4	6,0	5,9
Mahajanga	5,5	7,4	7,0
Toliara	5,0	9,9	8,6
Antsiranana	4,2	4,5	4,5
Ensemble	4,9	7,7	7,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

IX-5 Les dépenses scolaires.

En moyenne, un ménage malgache dépense annuellement 49 100 Ariary en éducation. Ce montant est plus de trois fois plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. Deux provinces se démarquent, avec des niveaux moyens supérieurs à 50 000 Ariary : Antananarivo et Antsiranana. Les quatre provinces restantes ne dépassent pas les 36 000 Ariary.

Tableau 122 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par ménage, province et milieu.

	Unité: Ariary		
Faritany	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	142 900	53 900	84 700
Fianarantsoa	60 100	20 300	27 500
Toamasina	75 800	21 200	32 100
Mahajanga	81 500	22 100	36 300
Toliara	58 100	14 100	24 300
Antsiranana	126 900	44 900	59 500
Ensemble	103 800	30 900	49 100

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le niveau moyen de dépenses par ménage pour l'éducation augmente avec le quintile de consommation. S'il n'est que de 20.000 Ariary pour les plus pauvres, il s'élève à 41.000 Ariary pour le quatrième et de 119.000 Ariary pour les plus riches.

Tableau 123 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par quintile.

	Unité : Ariary
Plus pauvres	19 600
2ème quintile	26 000
3ème quintile	26 800
4ème quintile	41 000
Plus riches	119 100
Ensemble	49 100

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Si les exploitants agricoles dépensent en moyenne entre 25.000 et 35.000 Ariary, ce chiffre est de 120.000 Ariary à 280.000 Ariary pour les ménages gérés par les cadres.

Tableau 124 : Niveau de dépenses moyennes en éducation, par catégorie socio-professionnelle du chef de ménage

	Unité : Ariary
Cadre supérieur	283 800
Cadre moyen ou agent de maîtrise	143 600
Ouvrier ou salarié qualifié	119 200
Ouvrier non qualifié	73 600
Manœuvre	37 500
Stagiaire rémunéré	92 700
Indépendant	76 600
Chômeur	117 600
Inactif	76 600
Petit exploitant agricole	24 500
Moyen exploitant agricole	34 000
Grand exploitant agricole	31 600
Pêcheur	28 200
Autre	40 400
Ensemble	49 100

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

X HABITATION

X-1 Type de logement

Divers types de logement ont été pris en compte lors de l'EPM de 2005. Un appartement est un local d'habitation intégré dans un immeuble, et formé de plusieurs pièces, toilettes, cuisine, etc. Un studio est un petit appartement composé d'une seule pièce principale avec, éventuellement, des toilettes et une cuisine. Une chambre est une pièce d'habitation servant à la fois de séjour et de chambre à Coucher ; les toilettes et éventuellement, la cuisine peuvent être utilisées en commun avec d'autres occupants. Une maison individuelle de type traditionnel est un immeuble indépendant, occupée exclusivement par le ménage et comprenant éventuellement plusieurs pièces. Une villa est un immeuble moderne indépendant.

Cette classification ne prend a priori en compte aucun critère sur le type de matériaux utilisés ni du degré de confort offert par le logement. 90% de la population vit dans des maisons individuelles. Ce constat prévaut surtout en milieu rural. Dans les Grands centres urbains, et notamment dans la Capitale, en effet, les chambres et les appartements constituent une bonne partie de type de logement

Tableau 125 : Répartition de la population selon le type de logement occupé, par milieu

Unité : %							
	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa de type moderne	Autres	Total
Capitale	5,4	5,5	24,9	56,8	3,6	3,8	100,0
GCU	12,0	1,6	10,6	70,6	4,2	1,1	100,0
CUS	4,1	0,4	6,3	86,4	1,4	1,4	100,0
Rural	2,4	0,2	2,2	94,3	0,3	0,6	100,0
Ensemble	3,1	0,6	4,4	90,2	0,8	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les types d'appartement autres que les maisons individuelles sont plus fréquentes à mesure que le quintile de consommation s'élève. Ainsi, 10% des ménages du quintile des plus riches occupent des chambres et 3% d'entre eux occupent des villas de type moderne.

Tableau 126 : Répartition de la population selon le type de logement occupé, par quintile

Unité : %

	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa de type moderne	Autres	Total
Plus pauvres	2,1	0,8	2,1	94,7	NS	0,3	100,0
2 ^{ème} Quintile	2,8	0,4	2,7	93,4	NS	0,7	100,0
3 ^{ème} Quintile	3,3	0,3	3,0	92,3	0,4	0,8	100,0
4 ^{ème} Quintile	2,8	0,6	4,1	90,7	0,1	1,7	100,0
Plus riches	4,7	1,0	10,0	79,6	3,5	1,2	100,0
Ensemble	3,1	0,6	4,4	90,2	0,8	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

X-2 Statut d'occupation

Plus de 80% des malgaches sont propriétaires de leur logement. Cette situation est de plus en plus fréquente à mesure que l'on s'éloigne des agglomérations urbaines. La proportion de propriétaires est de 43% seulement dans la Capitale et de 52% dans les autres grands centres urbains. Dans ces deux derniers milieux la situation de location se rencontre plus fréquemment.

Tableau 127 : Répartition de la population selon le statut d'occupation du logement, par milieu

Unité : %

	Propriétaire	Locataire	Logement de fonction	Logement fourni gratuitement	Occupation provisoire	Autres	Total
Capitale	42,9	31,8	0,2	22,9	2,3	NS	100,0
GCU	51,5	33,1	2,0	12,7	0,6	NS	100,0
CUS	75,4	13,9	2,0	6,7	1,9	0,2	100,0
Rural	86,5	3,7	1,0	7,1	1,7	0,1	100,0
Ensemble	81,2	7,8	1,1	8,2	1,7	0,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Près de neuf ménages sur dix habitent dans des maisons individuelles et cette proportion varie sensiblement d'une région à l'autre, allant de 75,4% dans la région Boeny à 97,6% dans la région Alaotra Mangoro. 5,1% des ménages logent dans des chambres, 3,1% occupent des appartements et seulement 0,9% des ménages habitent dans des villas modernes.

Tableau 128 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par région

Unité: %

	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa de type moderne	Autres	Total
Analamanga	4,2	0,5	13,8	77,0	2,6	1,9	100,0
Vakinankaratra	0,6	NS	0,7	97,1	1,3	0,4	100,0
Itasy	0,5	0,1	3,7	95,2	0,1	0,4	100,0
Bongolava	0,8	0,1	4,7	91,9	1,9	0,6	100,0
Mahatsiatra Ambony	6,9	0,1	4,7	87,3	0,3	0,7	100,0
Amoron'I Mania	2,4	0,7	9,6	86,8	0,1	0,5	100,0
Vatovavy Fitovinany	1,9	0,1	0,8	97,1	0,1	0,1	100,0
Ihorombe	4,6	NS	3,3	91,8	0,3	NS	100,0
Atsimo Atsinanana	3,8	0,3	0,3	95,5	0,1	NS	100,0
Atsinanana	2,7	0,3	0,5	93,7	1,9	0,9	100,0
Analanjirifo	6,5	NS	4,2	88,7	0,3	0,3	100,0
Alaotra Mangoro	1,1	0,1	0,5	97,6	0,6	0,1	100,0
Boeny	3,0	0,2	13,4	75,4	1,7	6,3	100,0
Sofia	2,2	0,8	0,8	95,1	0,3	0,9	100,0
Betsiboka	2,8	0,8	10,5	84,0	0,9	1,0	100,0
Melaky	1,2	0,5	0,9	95,9	1,4	NS	100,0
Atsimo Andrefana	1,3	NS	4,5	92,5	0,7	1,0	100,0
Androy	5,0	NS	0,3	93,0	0,3	1,4	100,0
Anosy	2,7	0,3	10,8	83,0	0,4	2,7	100,0
Menabe	3,5	0,2	5,0	91,2	NS	0,2	100,0
Diana	6,1	3,5	5,6	83,9	0,6	0,3	100,0
Sava	5,5	0,4	4,4	86,0	0,2	3,5	100,0
Ensemble	3,1	0,3	5,1	89,4	0,9	1,1	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 129 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par milieu

Unité: %

	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle du type traditionnel	Villa moderne	Autres	Total
Capital	5,5	NS	27,5	59,2	4,2	3,6	100,0
GCU	12,2	2,0	11,4	68,0	5,0	1,4	100,0
CUS	3,8	0,4	7,6	85,5	1,4	1,3	100,0
Rural	2,3	0,3	2,5	93,8	0,3	0,8	100,0
Ensemble	3,1	0,3	5,1	89,4	0,9	1,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Selon le milieu, la proportion de ménages vivant dans des maisons individuelles est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (93,8% contre moins de 70%). L'occupation de chambres est plus fréquente en milieu urbain (27,5% dans la capitale et 11,4% dans les GCU), de même que les appartements (12,2% dans les GCU). Environ 5,0% des ménages urbains possèdent des villas contre seulement 0,3% chez les ménages ruraux.

Tableau 130 : Répartition des ménages selon le type de logement actuel, par groupe socio-économique

*Unité:
%*

	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa moderne	Autres	Total
Cadre	11,4	0,2	14,3	65,5	7,2	1,3	100,0
Ouvrier ou salarié qualifié	7,1	0,5	17,7	69,8	2,4	2,5	100,0
Ouvrier non qualifié	3,8	1,0	11,3	81,5	0,7	1,9	100,0
Indépendant	4,2	0,3	9,9	81,5	2,7	1,4	100,0
Chômeur ou inactif	3,9	0,4	8,8	80,2	5,4	1,3	100,0
Petit exploitant agricole	1,8	0,2	1,7	95,4	0,1	0,8	100,0
Moyen ou grand exploitant agricole	3,4	0,2	2,5	93,0	0,2	0,7	100,0
Autres	2,3	0,3	3,8	93,6	NS	NS	100,0
Ensemble	3,1	0,3	5,1	89,4	0,9	1,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Le type de logement occupé présente également des distinctions selon le groupe socio-économique et le niveau d’instruction du chef de ménage. Ainsi, la proportion des ménages vivant dans des maisons individuelles est plus élevée chez les exploitants agricoles (plus de 90%) que chez les cadres et ouvriers qualifiés (moins de 70%). Les taux d’occupation des chambres et appartements sont plus élevés chez ces derniers (respectivement de 14,3% et 17,7% pour les chambres et 11,4% et 7,1% pour les appartements). Par ailleurs, les cadres sont mieux disposés à se payer des villas modernes. En effet, 7,2% des ménages dirigés par un cadre en possèdent et cette proportion est observée chez les ménages ayant un niveau d’instruction supérieur (8,0%). On remarque également que le type de logement occupé par les ménages est plus varié chez les plus instruits et dans la catégorie des cadres et ouvriers qualifiés.

Par ailleurs, ce sont les ménages du quintile supérieur (les plus riches) qui occupent le plus les chambres, appartements et villas tandis que les ménages du quintile inférieur vivent généralement dans des maisons individuelles.

X-3 La surface moyenne occupée

Tableau 131 Surface moyenne occupée par ménage, selon le type de logement, par milieu

Unité : m²

	Appartement	Studio	Chambre	Maison individuelle de type traditionnel	Villa de type moderne	Autres	Ensemble
Capitale	20,5	7,1	23,2	24,6	60,6	15,0	24,0
GCU	31,4	15,7	27,1	35,0	71,2	46,3	35,1
CUS	37,0	21,5	28,7	27,8	58,2	31,3	28,7
Rural	32,5	18,8	29,8	29,5	65,3	31,7	29,6
Ensemble	31,8	12,6	27,1	29,3	63,7	28,2	29,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Un ménage occupe en moyenne une superficie de 29 mètres carrés. Les valeurs les plus élevées concernent les villas de type moderne, avec une moyenne de 64 mètres carrés. Cependant ce sont les moins fréquentes. A l'autre bout, les studios mesurent, en moyenne, 13 mètres carrés. Entre les deux extrêmes, les appartements, chambres et maisons individuelles tournent autour de la moyenne nationale

Tableau 132 : Surface moyenne occupée, selon le type de logement et le quintile de consommation

	Unité : m ²					Ensemble
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	
Appartement	21,5	27,3	28,7	38,6	37,2	31,8
Studio	8,0	13,2	16,0	12,6	14,8	12,6
Chambre	20,7	31,4	23,9	26,6	28,5	27,1
Maison individuelle (traditionnelle)	24,4	27,8	28,7	31,5	34,9	29,3
Villa de type moderne	20,0	10,0	38,9	35,2	67,4	63,7
Autres	25,4	15,3	25,4	27,0	39,9	28,2
Ensemble	24,1	27,7	28,6	31,3	35,4	29,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

En général, la surface occupée par ménage augmente avec le quintile de consommation. En effet, si elle est de 24mètres carrés pour les plus pauvres elle s'élève à plus de 35 mètres carrés pour les plus riches.

X-4 Caractéristiques des habitats

X-4-1. Les murs

La terre battue, l'écorce et les briques sont les matériaux les plus utilisés par les ménages malgaches pour la construction des murs avec des proportions respectives de 36,1%, 26,2% et 24,2%. L'usage de la terre battue est très fréquent dans les régions de l'Ihorombe (82,1%), de la Sofia (76,9%) et de l'Amoron'i Mania (76,1%). Les régions d'Atsimo Atsinanana, Analanjirofo et Vatovavy Fitovinany, par contre, sont particulièrement caractérisées par l'usage des écorces, feuilles et tiges avec des proportions respectives de 84,2%, 80,7% et 77,5%. L'usage des briques est par ailleurs caractéristique des habitations des Hautes Terres, entre autres dans les régions d'Analamanga (62,8%), de Vakinankaratra (52,7%), de Bongolava (41,2%) et de Mahatsiatra Ambony (39,2%).

Tableau 133 : Type de matériaux des murs extérieurs, par région

Unité : %

	Ecorce	Terre battue	Planche	Contre plaqué	Isorel	Tôle ondulée	Fût, bidon	Pierre	Brique	Parpaing	Autres	Total
Analamanga	1,2	23,9	5,8	NS	NS	NS	0,3	3,3	62,8	2,7	NS	100,0
Vakinankaratra	1,9	42,9	1,1	NS	NS	0,1	NS	1,1	52,7	0,2	NS	100,0
Itasy	2,2	65,4	0,1	0,1	NS	NS	0,4	1,3	25,6	5,0	NS	100,0
Bongolava	9,5	47,7	NS	NS	0,1	NS	NS	1,5	41,2	0,1	NS	100,0
Mahatsiatra Ambony	7,6	47,6	1,5	NS	0,3	0,1	NS	3,4	39,2	0,3	NS	100,0
Amoron'I Mania	3,0	76,1	NS	NS	NS	NS	NS	0,8	19,2	0,9	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	77,5	15,8	5,0	NS	NS	NS	NS	NS	1,1	0,5	0,1	100,0
Ihorombe	1,2	82,1	NS	NS	NS	NS	NS	NS	16,2	0,6	NS	100,0
Atsimo Atsinanana	84,2	2,8	4,8	NS	NS	0,4	NS	NS	0,6	NS	7,1	100,0
Atsinanana	62,3	1,5	24,7	0,9	NS	2,3	NS	NS	2,5	4,4	1,4	100,0
Analanjirofo	80,7	0,1	16,4	NS	NS	1,6	NS	NS	0,4	0,5	0,4	100,0
Alaotra Mangoro	16,6	44,6	5,4	NS	NS	NS	NS	0,3	32,7	0,4	0,1	100,0
Boeny	32,8	28,9	1,7	0,1	NS	16,5	3,6	0,3	7,1	8,3	0,7	100,0
Sofia	18,8	76,9	0,1	0,3	NS	0,3	NS	0,1	2,8	0,8	NS	100,0
Betsiboka	6,2	68,8	0,2	NS	0,3	1,6	0,1	0,6	20,4	1,8	NS	100,0
Melaky	23,5	68,3	1,1	NS	NS	1,0	0,2	NS	3,9	2,0	NS	100,0
Atsimo Andrefana	30,4	53,7	3,0	NS	NS	3,0	NS	NS	8,9	0,8	0,2	100,0
Androy	14,4	32,7	40,5	NS	0,1	0,5	NS	0,7	10,7	0,1	0,4	100,0
Anosy	26,1	21,8	23,6	0,1	NS	1,8	0,2	0,5	24,4	1,0	0,4	100,0
Menabe	14,6	70,1	8,3	0,1	0,3	1,6	NS	NS	2,5	2,5	0,1	100,0
Diana	60,8	4,7	1,5	0,4	NS	23,0	NS	0,4	1,5	6,7	1,0	100,0
Sava	48,9	3,0	24,3	0,2	NS	11,2	4,4	NS	1,4	1,2	5,3	100,0
Ensemble	26,2	36,1	7,5	0,1	NS	2,0	0,4	1,0	24,2	1,7	0,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Les briques sont plus fréquemment utilisées dans la Capitale (76,4%) qu'en milieu rural (19,9%). Dans les GCU, bien que l'usage des briques soit toujours fréquent (35,8%), les ménages recourent aussi bien aux tôles ondulées (16,8%) qu'aux parpaings (12,5%) et aux planches (11,3%) pour fabriquer les murs. En milieu rural par contre, la terre battue et les écorces sont prépondérants avec des proportions respectives de 40,4% et 29,7%.

La préférence pour les constructions en dur (briques, parpaings) est plus élevée à mesure que le niveau d'instruction du Chef de ménage monte. En effet, les taux d'utilisation de briques et de parpaings passent respectivement de 10,1% et de 0,3% à 51,5% et 10,6% du niveau « sans instruction » au niveau « supérieur ». Vice versa, l'usage de la terre battue passe de 38,5% à 11,8% entre les niveaux d'instruction extrêmes.

Tableau 134 : Type de matériaux des murs extérieurs, par niveau d'instruction

	Unité : %											
	Ecorce	Terre battue	Planche	Contre plaqué	Isorel	Tôle ondulée	Fût, bidon	Pierre	Brique	Parpaing	Autres	Total
Sans instruction	39,7	38,5	8,4	NS	0,1	1,1	0,4	0,2	10,1	0,3	1,1	100,0
Primaire	25,2	40,3	6,5	0,1	NS	1,8	0,3	0,9	23,5	1,0	0,5	100,0
Secondaire	13,7	24,0	9,1	0,3	NS	3,6	0,6	2,6	41,5	3,9	0,6	100,0
Supérieur	6,6	11,8	10,8	0,1	0,2	5,0	0,5	2,2	51,5	10,6	0,8	100,0
Ensemble	26,2	36,1	7,5	0,1	NS	2,0	0,4	1,0	24,2	1,7	0,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon les quintiles de consommation par tête, on remarque également l'usage plus fréquent des matériaux durables et plus coûteux (briques) chez les riches que chez les pauvres. Toutefois, un ménage riche sur quatre utilise de la terre battue si cette proportion est de un peu plus d'un tiers chez les plus pauvres.

Tableau 135 : Type de matériaux des murs extérieurs, par quintile

	Unité : %											
	Ecorce	Terre battue	Planche	Contre plaqué	Isorel	Tôle ondulée	Fût, bidon	Pierre	Brique	Parpaing	Autres	Total
Plus pauvre	40,0	37,1	10,3	0,1	NS	0,4	0,2	0,3	9,6	NS	2,0	100,0
2 ^{ème} Quintile	29,9	43,8	7,5	NS	NS	1,2	0,2	0,4	16,1	0,5	0,6	100,0
3 ^{ème} Quintile	27,1	42,3	5,4	NS	NS	1,1	0,2	1,1	21,4	0,7	0,5	100,0
4 ^{ème} Quintile	22,9	37,0	8,4	0,2	NS	2,3	0,6	1,3	26,3	0,7	0,3	100,0
Plus riche	18,0	25,9	6,8	0,2	0,1	4,0	0,4	1,6	37,7	4,9	0,4	100,0
Ensemble	26,2	36,1	7,5	0,1	NS	2,0	0,4	1,0	24,2	1,7	0,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM 2005

X-4-2 Le plancher

Les matériaux les plus utilisés par les ménages pour construire le plancher sont : la terre battue (45,0%), le bois (32,6%) et le ciment (17,5%). La terre battue est très fréquente dans les régions de l'Ihorombe et Sofia (dans les mêmes proportions de 82,6%), Melaky (78,2%) et Atsimo Andrefana (75,5%). Le bois est très utilisé dans les régions Atsinanana (83,6%), Atsimo Atsinanana (73,7%), Sava (72,9%) et Vatovavy Fitovinany (67,3%). Le ciment est par ailleurs plus fréquent dans les régions d'Analamanga (38,7%), Boeny (38,6%) et Diana (35,5%).

Tableau 136 : Type des matériaux du plancher, par région

Unité: %

	Terre battue	Bois	Pierre, brique	Ciment, béton	Autre	Total
Analamanga	28,1	29,5	1,5	38,7	2,2	100,0
Vakinankaratra	54,2	32,9	3,0	9,2	0,9	100,0
Itasy	65,0	13,3	1,8	14,2	5,6	100,0
Bongolava	69,2	10,7	0,4	17,7	2,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	64,4	18,3	3,0	13,5	0,8	100,0
Amoron'I Mania	70,5	24,2	0,5	3,6	1,2	100,0
Vatovavy Fitovinany	25,1	67,3	0,2	4,3	3,1	100,0
Ihorombe	82,6	1,6	0,4	14,8	0,6	100,0
Atsimo Atsinanana	12,9	73,7	0,7	1,1	11,6	100,0
Atsinanana	1,2	83,6	0,6	11,3	3,3	100,0
Analanjirifo	1,9	65,0	NS	5,4	27,8	100,0
Alaotra Mangoro	51,3	20,0	0,1	26,7	1,9	100,0
Boeny	49,3	9,5	NS	38,6	2,7	100,0
Sofia	82,6	3,5	0,1	11,0	2,8	100,0
Betsiboka	71,3	2,1	0,4	24,3	1,9	100,0
Melaky	78,2	1,2	NS	17,6	3,0	100,0
Atsimo Andrefana	75,5	1,1	NS	21,9	1,5	100,0
Androy	64,9	30,5	0,1	3,5	1,0	100,0
Anosy	58,3	2 3,8	0,1	16,5	1,3	100,0
Menabe	70,5	1,3	NS	27,7	0,6	100,0
Diana	5,0	55,7	0,2	35,5	3,6	100,0
Sava	3,3	72,9	0,3	7,2	16,3	100,0
Ensemble	45,0	32,6	0,9	17,5	4,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Les matériaux de construction en dur (ciment, béton, fibrociment) sont les plus observés en milieu urbain avec des proportions de 55,6% dans la capitale et 56,7% dans les GCU contre 10,8% en milieu rural. Par contre, en milieu rural, les ménages recourent généralement à la terre battue (49,8%) et au bois (34,5%) pour fabriquer le plancher.

Tableau 137 : Type des matériaux du plancher, par milieu

	Unité: %					
	Terre battue	Bois	Pierre, brique	Ciment, béton	Autre	Total
Capital	15,6	23,3	2,1	55,6	3,4	100,0
GCU	13,3	22,5	4,5	56,7	3,0	100,0
CUS	41,2	29,9	0,5	25,0	3,3	100,0
Rural	49,8	34,5	0,7	10,8	4,2	100,0
Ensemble	45,0	32,6	0,9	17,5	4,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Un tiers des ménages les plus riches utilisent le ciment pour construire le plancher de leur maison tandis que cette proportion est de 4,4% chez les plus pauvres. Près de la moitié de ces derniers (49,1%) utilisent la terre battue et l'autre majorité (40,3%), le bois.

Tableau 138 : Type des matériaux du plancher, par quintile

	Unité: %					
	Terre battue	Bois	Pierre, brique	Ciment, béton	Autre	Total
Plus						
pauvre	49,1	40,3	0,4	4,4	5,9	100,0
Quintile_2	53,1	32,8	0,9	8,9	4,3	100,0
Quintile_3	53,6	30,6	1,4	10,4	4,1	100,0
Quintile_4	45,2	31,0	0,7	19,8	3,4	100,0
Plus riche	31,5	31,0	1,1	33,1	3,3	100,0
Ensemble	45,0	32,6	0,9	17,5	4,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

X-4-3 Plafonds

Tableau 139 : Type de matériaux fixe du plafond, par milieu

	Unité : %							
	Ecorce, feuille, tige	Terre battue, torchis	Bois (planche, contreplaqué, isorel...)	Parpaing, ciment, béton, fibrociment, ...	Natte	Sans plafond	Autre	Total
Capitale	2,5	0,5	56,5	2,4	1,0	31,7	5,5	100,0
GCU	5,5	5,4	36,7	6,5	2,0	43,1	0,8	100,0
CUS	12,1	9,1	16,2	1,1	0,9	59,7	1,0	100,0
Rural	14,0	9,8	10,3	0,4	1,2	64,0	0,4	100,0
Ensemble	12,6	8,9	15,1	0,8	1,1	60,5	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Plus de 60% des ménages malgaches ne disposent pas de plafond pour leur logement. Le plafond est considéré comme un luxe, à mesure que l'on avance dans le milieu rural. puisque si seulement 32% n'en ont pas dans la Capitale et 43% dans les autres Grands centres urbains, ce taux est de 64% en milieu rural. Le principal matériau utilisé pour le plafond est le bois, sous forme de planche, contreplaqué ou autre.

X-4-4. L'évacuation des ordures ménagères

La majorité des ménages (58,7% contre 67,7% en 2004) jettent leurs ordures tandis que 22,6% (19,8% en 2004) les brûlent et 12,4% (7,2%) les enterrent. Le ramassage public ne concerne que 4,7% des ménages.

Si la proportion des ménages jetant leurs ordures atteint 87,4% dans la région Atsimo Atsinanana, il n'est que de 9,7% dans la région Amoron'i Mania où la majorité des ménages (56,3%) brûlent leurs ordures. C'est dans la région de SAVA que l'on retrouve la proportion la plus élevée (35,5%) de ménages enterrant leurs ordures ménagères tandis que la région d'Analamanga se caractérise par le taux de ramassage public le plus élevé (18,4%). Ce dernier mode d'évacuation des ordures n'est utilisé dans la région de Betsiboka.

Tableau 140 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par région

Unité: %

	Ramassage public	Jetées par le ménage	Brûlées par le ménage	Enterrées par le ménage	Autres	Total
Analamanga	18,4	54,1	15,7	10,6	1,2	100,0
Vakinankaratra	3,3	40,2	38,3	17,0	1,3	100,0
Itasy	4,0	57,3	25,9	10,3	2,5	100,0
Bongolava	5,4	59,0	20,7	12,2	2,7	100,0
Mahatsiatra Ambony	2,6	27,4	44,7	22,3	3,0	100,0
Amoron'I Mania	0,8	9,7	56,3	24,8	8,3	100,0
Vatovavy Fitovinany	0,9	83,1	2,3	13,4	0,3	100,0
Ihorombe	0,9	86,2	10,1	1,3	1,5	100,0
Atsimo Atsinanana	2,4	87,4	1,0	8,1	1,1	100,0
Atsinanana	1,0	72,9	3,3	21,4	1,4	100,0
Analanjироfo	0,3	80,0	2,7	15,1	1,9	100,0
Alaotra Mangoro	4,0	76,9	13,6	3,7	1,8	100,0
Boeny	9,9	37,0	51,0	1,6	0,5	100,0
Sofia	1,5	72,4	24,5	1,0	0,5	100,0
Betsiboka	NS	80,1	19,0	0,8	0,2	100,0
Melaky	0,2	61,4	32,2	3,9	2,3	100,0
Atsimo Andrefana	2,4	64,5	26,0	6,4	0,7	100,0
Androy	0,4	83,6	15,0	0,4	0,6	100,0
Anosy	2,1	62,1	24,9	10,4	0,6	100,0
Menabe	0,1	50,4	36,6	12,5	0,3	100,0
Diana	3,7	56,5	31,6	5,2	3,0	100,0
Sava	1,1	44,4	17,1	35,5	1,9	100,0
Ensemble	4,7	58,7	22,6	12,4	1,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Le ramassage public est surtout fréquent dans la Capitale (37,1% des ménages y ayant recours) et les GCU (14,5%) tandis que les ménages ruraux brûlent (23,3%) ou enterrent (13,0%) leurs ordures si celles-ci ne sont pas tout simplement jetées.

Tableau 141 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par milieu

Unité : %

	Ramassage public	Jetées par le ménage	Brûlées par le ménage	Enterrées par le ménage	Autres	Ensemble
Capital	37,1	6,4	13,3	2,4	0,8	100,0
GCU	14,5	51,2	18,1	14,4	1,7	100,0
CUS	3,9	56,5	25,0	12,9	1,6	100,0
Rural	1,5	60,5	23,3	13,0	1,7	100,0
Ensemble	4,7	58,7	22,6	12,4	1,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Le niveau d'instruction joue sur le choix du mode d'évacuation des ordures par les ménages. En effet, plus le Chef de ménage est instruit, moins le ménage jette ces ordures et donc, plus l'hygiène est respectée. Le taux de ramassage public passe de 1,8% à 19,6% entre les niveaux d'instruction extrêmes tandis que la proportion de ménages qui brûlent ou enterrent leurs ordures varient peu du moment que le Chef de ménage atteint le niveau d'étude primaire.

Tableau 142 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des ordures ménagères, par niveau d'instruction

Unité : %

	Ramassage	Jetées pa	Brûlées p	Enterrées	Autres	Total
Sans instruction	1,8	71,5	17,6	7,9	1,3	100,0
Primaire	3,2	56,0	25,3	13,7	1,8	100,0
Secondaire	10,2	51,6	21,8	14,6	1,8	100,0
Supérieur	19,6	46,5	18,9	12,8	2,1	100,0
Ensemble	4,7	58,7	22,6	12,4	1,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

X-4-5. Le type de combustible utilisé

Le bois ramassé demeure le type de combustible le plus utilisé par les ménages (77,1%) suivi du charbon (17,4%), du bois acheté (4,6%) et dans une moindre mesure, du gaz (0,3%). Plus de neuf ménages sur dix recourent au bois ramassé dans les régions de Sofia, Androy, Analanjirofo. Cette proportion n'est que de quatre ménages sur dix dans la région d'Analamanga et de six ménages sur dix dans la région du Boeny. Chez ces dernières par contre, les taux d'utilisation du charbon sont les plus élevés avec respectivement 53,8% et 37,9% des ménages.

Tableau 143 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par région

Unité : %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Analamanga	41,3	2,8	53,9	1,0	0,7	NS	0,4	100,0
Vakinankaratra	81,1	7,9	10,3	0,3	0,1	NS	0,4	100,0
Itasy	81,4	4,7	10,0	NS	0,1	NS	3,9	100,0
Bongolava	86,5	4,6	8,8	NS	NS	0,1	0,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	80,8	1,4	17,7	0,1	NS	NS	NS	100,0
Amoron'i Mania	93,8	2,6	3,3	0,1	NS	NS	0,3	100,0
Vatovavy Fitovinany	87,0	7,3	5,2	0,4	NS	NS	NS	100,0
Ihorombe	86,0	2,4	11,0	NS	0,2	0,3	0,2	100,0
Atsimo Atsinanana	91,2	3,9	4,6	NS	NS	0,1	0,2	100,0
Atsinanana	81,8	4,8	12,8	0,1	0,1	0,1	0,3	100,0
Analanjirofo	90,3	2,5	5,9	NS	0,1	0,8	0,4	100,0
Alaotra Mangoro	76,0	11,7	12,1	NS	0,2	NS	NS	100,0
Boeny	56,9	3,8	37,9	1,4	NS	NS	NS	100,0
Sofia	94,3	0,8	4,9	NS	NS	NS	NS	100,0
Betsiboka	84,8	2,1	11,5	NS	1,4	0,2	NS	100,0
Melaky	88,6	1,5	9,2	0,2	NS	0,2	0,3	100,0
Atsimo Andrefana	77,2	8,9	13,7	0,1	NS	NS	0,1	100,0
Androy	91,1	8,0	0,9	NS	NS	NS	NS	100,0
Anosy	79,9	6,0	13,7	NS	0,1	0,4	NS	100,0
Menabe	81,1	3,3	15,5	0,1	0,1	NS	NS	100,0
Diana	71,8	2,9	24,7	0,2	NS	0,2	0,3	100,0
Sava	87,9	2,5	8,6	NS	0,1	0,4	0,6	100,0
Ensemble	77,1	4,6	17,4	0,3	0,2	0,1	0,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Seulement 4,1% des ménages de la capitale utilisent le bois ramassé alors qu'en milieu rural, ce pourcentage est de 89,2%. A l'inverse, seulement 6,3% des ménages ruraux utilisent le charbon tandis que neuf ménages sur dix en consomment dans la capitale et près de huit ménages sur dix dans les GCU. Le gaz constitue encore un bien de luxe ; moins de 2% des ménages urbains y ont accès.

Tableau 144 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par milieu

Unité : %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Capitale	4,1	0,7	92,4	1,8	0,8	NS	0,2	100,0
GCU	8,9	11,0	78,0	1,5	0,2	0,2	0,2	100,0
CUS	64,1	9,0	26,1	0,1	0,3	0,1	0,4	100,0
Rural	89,1	3,9	6,3	0,1	0,1	0,1	0,4	100,0
Ensemble	77,1	4,6	17,4	0,3	0,2	0,1	0,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Par ailleurs, le type de combustible utilisé par les ménages varie selon le niveau d'instruction du Chef de ménage. Plus le chef de ménage est instruit, moins le ménage utilise le bois ramassé (23,9%) et consomme du charbon (64,7%), voire du gaz (3,3%). Les ménages ayant un niveau d'instruction inférieur, par contre, utilisent abondamment le bois ramassé (92,2%) et consomment peu de charbon (4,5%).

Tableau 145 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Unité : %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Sans instruction	92,2	2,7	4,5	0,1	NS	NS	0,4	100,0
Primaire	82,9	4,3	12,3	0,1	NS	0,1	0,4	100,0
Secondaire	46,6	8,9	43,6	0,3	0,3	NS	0,2	100,0
Supérieur	23,9	5,6	64,7	3,3	2,1	0,3	0,1	100,0
Ensemble	77,1	4,6	17,4	0,3	0,2	0,1	0,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

De même, plus le ménage est pauvre, plus l'utilisation du bois ramassé est fréquente. Mais bien que bon nombre de ménages riches consomment du charbon (38,2%), la plupart d'entre eux (53,3%) utilisent encore le bois ramassé pour faire la cuisine.

Tableau 146 : Répartition des ménages selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, selon le quintile de consommation

Unité : %

	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Plus pauvres	93,9	2,3	3,4	0,2	NS	0,1	0,1	100,0
2ème quintile	88,8	3,3	7,2	NS	NS	0,2	0,5	100,0
3ème quintile	87,5	4,0	7,7	0,1	NS	0,1	0,5	100,0
4ème quintile	77,4	5,5	16,8	NS	0,1	NS	0,2	100,0
Plus riches	53,0	6,5	38,7	0,8	0,5	NS	0,4	100,0
Ensemble	77,1	4,6	17,4	0,3	0,2	0,1	0,4	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

X-4-6. La source d'éclairage

Le pétrole lampant reste jusqu'à maintenant la principale source d'éclairage des ménages puisqu'un peu plus de huit ménages sur dix (82,2%) l'utilisent, 13,3% des ménages ont accès à l'électricité et 3,1% s'éclairent à la bougie. La proportion de ménages ayant l'électricité est la plus élevée dans région d'Analamanga (43,3%) ; près de deux ménages sur dix ont l'électricité dans la région du Boeny ; un ménage sur dix dans les régions du Sava, Betsiboka et Vakinankaratra et seulement 1,2% des ménages dans la région de l'Androy.

Tableau 147 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par région

Unité : %

Région	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Analamanga	43,3	0,5	46,4	9,1	0,6	100,0
Vakinankaratra	11,0	0,3	82,8	5,3	0,6	100,0
Itasy	16,0	0,8	79,6	3,6	NS	100,0
Bongolava	5,6	0,9	81,9	10,3	1,3	100,0
Mahatsiatra Ambony	8,6	NS	89,2	1,9	0,3	100,0
Amoron'I Mania	3,0	0,1	94,9	1,4	0,7	100,0
Vatovavy Fitovinany	3,9	NS	94,1	NS	2,0	100,0
Ihorombe	5,7	1,1	91,4	1,7	0,2	100,0
Atsimo Atsinanana	2,5	NS	93,5	0,1	3,9	100,0
Atsinanana	13,9	NS	85,0	0,6	0,5	100,0
Analanjirifo	3,0	NS	95,6	0,8	0,5	100,0
Alaotra Mangoro	5,1	0,8	86,6	7,2	0,3	100,0
Boeny	22,6	0,6	73,3	2,7	0,8	100,0
Sofia	2,7	0,4	96,8	NS	NS	100,0
Betsiboka	11,1	0,1	87,0	1,2	0,5	100,0
Melaky	6,6	0,7	91,8	0,1	0,9	100,0
Atsimo Andrefana	6,4	0,7	91,9	0,6	0,4	100,0
Androy	1,2	0,8	96,2	0,7	1,1	100,0
Anosy	6,4	1,4	88,7	0,8	2,7	100,0
Menabe	8,7	1,2	88,0	1,7	0,3	100,0
Diana	18,7	0,6	74,6	0,7	5,4	100,0
Sava	10,1	0,5	88,4	0,5	0,5	100,0
Ensemble	13,3	0,4	82,2	3,1	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Ce constat global cache cependant des disparités énormes selon les milieux. En effet, si dans l'ensemble, 13,3% seulement des ménages ont l'électricité, ce pourcentage atteint 74,5% dans la capitale et 71,0% dans les GCU alors qu'en milieu urbain, seulement 3,3% des ménages y ont accès. Plus de neuf ménages sur dix utilisent le pétrole lampant en milieu rural tandis qu'un ménage sur quatre, voire moins le font en milieu urbain.

Tableau 148 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par milieu

Unité : %

	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Capitale	74,5	1,0	17,2	7,3	NS	100,0
GCU	71,0	NS	25,4	3,4	0,3	100,0
CUS	23,3	0,3	72,4	3,7	0,4	100,0
Rural	3,3	0,4	92,5	2,7	1,1	100,0
Ensemble	13,3	0,4	82,2	3,1	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La quasi-totalité (96,6%) des ménages les plus pauvres utilisent le pétrole lampant alors que chez les plus riches, six ménages sur dix utilisent du pétrole et un ménage sur trois utilise l'électricité.

Tableau 149 : Répartition des ménages selon la source d'éclairage, par quintile

	Unité : %					
	Electricité	Générateur	Pétrole lampant	Bougies	Autres	Total
Plus pauvres	1,0	0,4	96,6	0,7	1,3	100,0
2 ^{ème} Quintile	2,7	0,2	95,1	1,2	0,8	100,0
3 ^{ème} Quintile	5,5	0,2	91,3	2,1	0,9	100,0
4 ^{ème} Quintile	12,3	0,2	83,1	4,0	0,4	100,0
Plus riches	33,0	0,9	59,2	5,7	1,2	100,0
Ensemble	13,3	0,4	82,2	3,1	0,9	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

X-4-7. Le type de toilette

Les latrines de type traditionnel sont le type de toilette le plus utilisé par les ménages. Si l'on combine avec les installations plus modernes, on a un taux d'utilisation de latrine ou mieux de 51,5% pour 2005. Notons, de plus, que 41% de la population ne possède pas d'installation en ce qui concerne la toilette. Ce constat est surtout valable dans les régions rurales et les centres urbains secondaires.

Tableau 150 : Répartition de la population selon le type de toilette, par milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Latrines modernes	28,2	5,1	2,0	5,0
Latrines traditionnelles	58,3	46,4	45,0	46,5
Tinettes	10,1	2,5	2,1	2,9
Autres	0,6	4,7	4,7	4,3
Aucune toilette	2,9	41,2	46,2	41,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

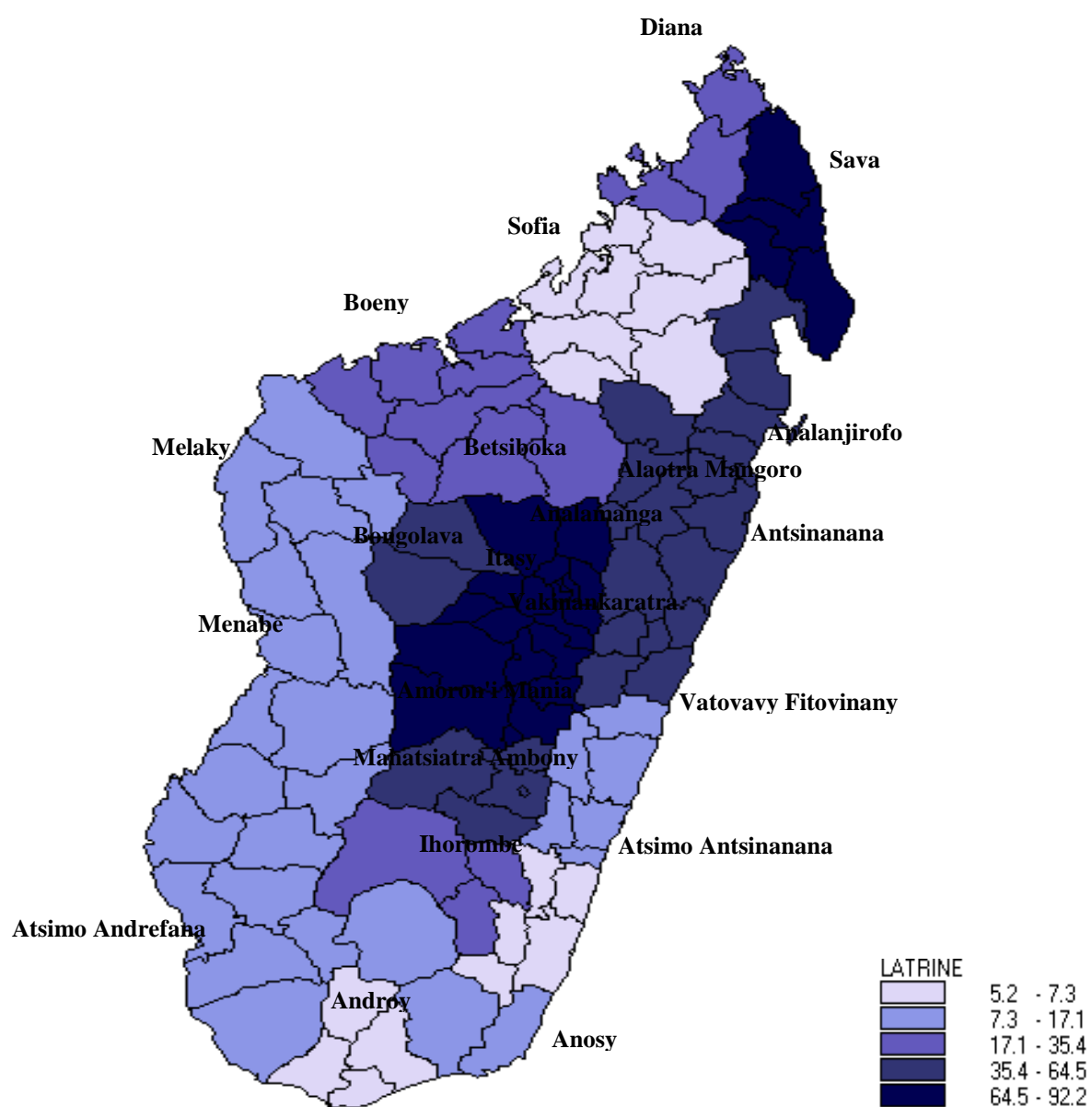
Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

L'utilisation de latrines ou mieux comme type de toilette touche davantage les plus riches que les pauvres. En effet, si 67% des plus riches utilisent des latrines, ils ne sont que 34% chez les plus pauvres.

Tableau 151 : Répartition de la population selon le type de toilette, par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	2 ^{ème} quintile	3 ^{ème} quintile	4 ^{ème} quintile	Plus riches	Ensemble
Latrines modernes	2,0	2,5	2,8	4,4	13,1	5,0
Latrines traditionnelles	31,5	46,4	46,7	53,9	54,2	46,5
Tinettes	1,5	1,9	2,8	3,3	5,1	2,9
Autres	5,2	4,2	5,1	3,7	3,2	4,3
Aucune toilette	59,9	45,0	42,7	34,7	24,4	41,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Carte 3 : Taux d'utilisation de latrine ou mieux selon les régions



X-4-8 La principale source d'eau à boire

Pour l'année 2005, 19% de la population s'approvisionnent en eau auprès des robinets publics. Seulement 5% disposent d'une plomberie ou, du moins, d'un robinet intérieure. Près de la moitié de la population s'approvisionne dans les rivières, lacs ou autres sources d'eau non protégée.

Tableau 152 : Répartition de la population selon la principale source d'eau à boire

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
Plomberie intérieure *	2,3	1,4	0,7	1,0
Robinet intérieur *	11,0	5,4	2,9	4,0
Robinet privé extérieur *	5,0	3,6	0,6	1,4
Eau de pluie	NS	0,2	NS	0,1
Vendeur d'eau	1,9	5,5	0,8	1,5
Service camion citerne *	NS	0,1	NS	NS
Robinet public *	63,2	24,7	12,0	18,6
Puits avec pompe	6,7	3,0	3,5	3,7
Puits sans pompe recouverts *	5,7	9,3	8,7	8,4
Puits sans pompe non recouverts	0,4	8,9	10,0	8,9
Source protégée ou couverte *	1,0	1,7	2,8	2,5
Source non protégée	2,2	13,3	25,4	21,7
Rivière, lac, marée	0,7	22,9	32,2	28,0
Autres	NS	0,2	0,3	0,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

* Source fournissant de l'eau protégée

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

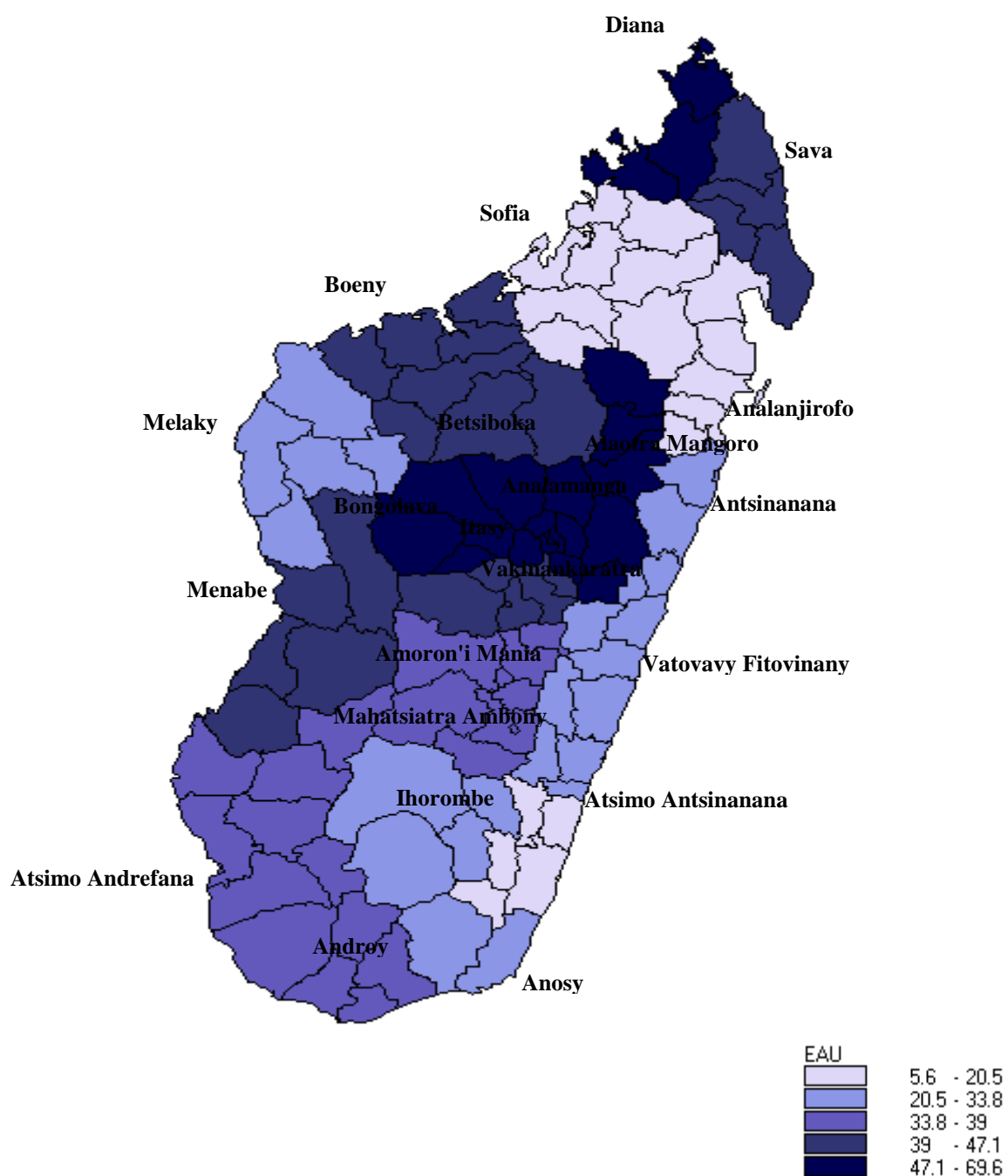
Le taux d'accès à l'eau protégée est de 40%. Ceci cache une disparité flagrante aux dépens du milieu rural. En effet, 95% des habitants des GCU et 49% des habitants des CUS disposent de l'eau protégée tandis que ceci ne touche que 31% des ruraux.

Tableau 153 : Taux d'accès à l'eau potable, selon le milieu

	Unité : %			
	GCU	CUS	Rural	Ensemble
	94,8	49,0	31,2	39,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 4 : Taux d'accès à l'eau protégée selon les régions



XI AVOIRS

XI-1 Possession de biens durables

Dans l'ensemble, 80,3% des ménages possèdent une maison. Cette proportion atteint 88,4% à Toliara contre 69,9% à Antananarivo et est toujours plus élevée en milieu rural (86,1% qu'en milieu urbain (61,0%). Les taux de possession d'appareils électroménagers (cuisinière à gaz, réfrigérateurs,...) ont légèrement diminué par rapport à 2004 ; de même que les radios et appareils TV. Par ailleurs, le taux de possession de chaîne-HIFI est passé de 3,9% à 6,7% entre 2004 et 2005. La proportion de ménages possédant des téléphones (fixes ou portables) est restée relativement stable, respectivement de 0,6% et 3,7%. Il en est de même pour les ordinateurs (0,5%).

Tableau 154 : Taux de possession de certains biens par province.

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Maisons	69,9	86,0	85,2	81,6	88,4	77,2	80,3
Chaises	64,0	33,2	60,5	51,9	35,5	56,7	50,7
Tables	65,2	37,3	65,3	62,6	48,3	69,6	56,6
Lits	89,0	55,7	85,2	84,6	65,4	91,9	77,4
Natte	58,7	87,5	78,4	67,7	87,5	30,4	71,4
Autres meubles	34,6	16,5	17,0	14,1	20,3	15,7	22,3
Lampe à pétrole artisanale	63,9	88,1	83,5	85,5	88,8	83,2	79,6
Lampe à pétrole moderne	2,4	2,6	3,8	2,7	2,7	12,7	3,4
Machines à coudre	12,4	8,0	10,5	12,0	9,2	16,8	11,0
Cuisinière à gaz	2,4	0,5	0,8	1,5	2,8	1,4	1,6
Réfrigérateur	3,9	0,7	1,8	1,7	1,0	1,8	2,1
Congélateur	2,6	1,3	1,8	1,5	1,4	1,6	1,8
Radios	45,9	32,4	33,8	23,8	23,5	26,0	34,0
Radio-cassette	33,1	22,9	18,6	26,9	20,4	33,8	26,1
Chaînes HIFI	12,9	2,5	5,4	5,1	3,1	5,8	6,7
Appareils TV	24,8	3,8	7,3	7,0	4,3	6,8	11,3
Voitures privées	1,3	0,7	1,1	0,6	0,3	1,0	0,9
Cyclomoteurs/Vélomoteurs	1,7	2,9	0,9	0,7	0,6	2,0	1,6
Bicyclette	23,9	8,2	21,3	14,5	14,0	32,2	18,1
Appareil photo	4,7	0,9	2,4	1,7	1,3	1,3	2,4
Instruments de musique	1,4	0,5	0,5	0,8	0,3	0,4	0,7
Téléphones fixes	0,9	0,2	0,6	NS	1,4	0,6	0,6
Téléphones portables	8,2	0,8	2,8	2,1	1,3	3,5	3,7
Ordinateurs	0,7	0,2	0,7	1,0	0,3	0,5	0,5
Vidéo	2,9	0,5	0,6	0,7	0,5	1,3	1,3
Caméra	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,1	0,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Le taux de possession de voiture privée est de 0,9% en 2005 contre 1,1% en 2004. Cette proportion est de 2,6% en milieu urbain et 0,4% en milieu rural. La proportion de ménages possédant des bicyclettes est par contre plus ou moins égale entre les deux milieux, 17,6% en milieu urbain et 18,2% en milieu rural.

Tableau 155 : Taux de possession de certains biens par milieu

	Unité :%	
	Urbain	Rural
Maisons	61,0	86,1
Chaises	73,2	43,9
Tables	75,3	51,0
Lits	87,8	74,3
Natte	47,7	78,6
Autres meubles	37,7	17,6
Lampe à pétrole artisanale	50,7	88,3
Lampe à pétrole moderne	2,6	3,7
Machines à coudre	17,3	9,0
Cuisinière à gaz	4,2	0,8
Réfrigérateur	6,9	0,6
Congélateur	2,8	1,5
Radios	31,4	34,8
Radio-cassette	37,6	22,6
Chaînes HIFI	20,0	2,6
Appareils TV	36,4	3,7
Voitures privées	2,6	0,4
Cyclomoteurs/Véломoteurs	2,3	1,4
Bicyclette	17,6	18,2
Appareil photo	5,7	1,4
Instruments de musique	1,6	0,5
Téléphones fixes	1,7	0,3
Téléphones portables	13,0	0,9
Ordinateurs	1,8	0,2
Vidéo	4,8	0,3
Caméra	0,4	0,2

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Par ailleurs, on constate que le taux de possession de maison est plus élevé chez les ménages les plus pauvres (près de neuf ménages sur dix) que chez les plus riches (sept ménages sur dix). Pour les autres biens durables, par contre les ménages riches sont les mieux dotés.

Tableau 156 : Taux de possession de certains biens selon le quintile de consommation par tête.

	Unité : %				
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches
Maisons	87,0	83,0	84,5	80,5	71,8
Chaises	31,2	37,2	43,0	55,5	71,7
Tables	35,8	44,1	50,7	62,4	75,8
Lits	62,8	69,5	74,8	81,6	89,0
Natte	80,0	78,3	77,1	73,4	56,9
Autres meubles	14,5	13,3	15,5	22,7	36,5
Lampe à pétrole artisanale	90,5	90,0	87,7	81,2	60,1
Lampe à pétrole moderne	2,8	2,0	2,6	4,9	4,0
Machines à coudre	4,7	6,7	7,8	10,7	19,5
Cuisinière à gaz	0,3	0,2	1,8	0,2	4,2
Réfrigérateur	0,1	0,3	0,2	0,4	6,7
Congélateur	1,4	1,0	1,4	1,2	3,4
Radios	24,9	31,0	34,8	38,0	37,3
Radio-cassette	11,2	19,0	22,6	29,8	38,5
Chaines HIFI	0,4	0,6	1,9	4,8	18,7
Appareils TV	0,7	2,2	3,6	9,4	29,8
Voitures privées	NS	0,2	0,2	0,2	2,9
Cyclomoteurs/Véломoteurs	0,2	0,3	3,4	0,8	2,6
Bicyclette	7,2	14,5	15,1	20,8	26,4
Appareil photo	0,1	0,3	1,0	1,4	6,9
Instruments de musique	0,2	0,1	0,3	0,5	2,0
Téléphones fixes	NS	NS	NS	0,8	1,7
Téléphones portables	NS	0,1	0,6	0,8	12,5
Ordinateurs	NS	NS	0,5	0,1	1,6
Vidéo	NS	0,2	2,0	0,2	3,2
Caméra	NS	0,1	NS	NS	0,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XI-2 Durée moyenne de possession des biens

La durée moyenne de possession des biens immobiliers (de la première acquisition à la date de l'enquête) est d'environ 13 ans. Les appareils électroménagers ont une durée de possession de 9 ans tandis que les voitures ont duré en moyenne 5 ans.

Tableau 157 : Durée moyenne de possession de certains biens durables par province

Unité : Ans							
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes /Cyclomoteurs	Equipements agricoles
Antananarivo	15,4	7,7	9,1	5,1	4,2	4,3	5,7
Fianarantsoa	13,0	5,1	11,0	4,2	5,3	4,2	4,4
Toamasina	13,1	5,8	9,0	4,3	6,2	3,9	5,7
Mahajanga	11,2	5,1	9,1	4,4	4,5	3,6	6,2
Toliara	11,1	4,8	8,2	4,2	3,5	3,2	5,7
Antsiranana	9,7	4,9	7,9	4,0	2,9	4,4	5,4
Ensemble	12,9	6,0	9,2	4,6	4,7	4,0	5,4

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 158 : Durée moyenne de possession de certains biens durables par milieu

Unité : Ans							
	Immeubles	Meubles	Appareils électroménagers	Appareils audiovisuels	Voitures	Bicyclettes /Cyclomoteurs	Equipements agricoles
Urbain	14,1	6,6	8,7	4,7	4,8	4,0	5,5
Rural	12,7	5,8	9,6	4,6	4,5	4,0	5,4
Ensemble	12,9	6,0	9,2	4,6	4,7	4,0	5,4

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XI-3 Etat de privation des ménages en biens durables

On dit qu'un ménage est dépourvu ou n'a pas accès à un groupe de biens lorsqu'il ne possède pas au moins un bien du groupe. Ainsi, presque tous les ménages malgaches n'ont pas accès à la voiture (99,1%), 42,0% des ménages sont dépourvus d'appareils audiovisuels et 19,7% de biens immobiliers. Le taux de privation de ces derniers est plus élevé dans la province d'Antananarivo (30,0%) que dans les autres provinces, et en milieu urbain (38,8%) qu'en milieu rural (14,0%). Les taux de privation d'appareils électroménagers et d'appareils audiovisuels sont généralement plus importants en milieu rural (respectivement de 89,2% et 46,8%) qu'en milieu urbain (76,8% et 28,4%).

Tableau 159 : Taux de privation de certains types de biens selon la province.

Unité : %								
	Immeuble	Meubles	Appareils electromenagers	Appareils audiovisuel	Voiture	Bicylette /cyclomo	Equipements agricoles	Ensemble
Antananarivo	30,0	0,2	83,2	22,2	98,7	74,8	27,0	48,0
Fianarantsoa	14,1	0,3	90,8	49,1	99,4	91,2	10,2	50,7
Toamasina	15,0	0,1	86,7	48,9	98,9	78,1	20,9	49,8
Mahajanga	18,3	0,2	85,4	51,5	99,4	85,0	25,5	52,2
Toliara	11,6	0,2	89,1	57,7	99,7	85,6	15,1	51,3
Antsiranana	22,8	0,2	80,7	43,1	99,0	69,3	42,4	51,1
Ensemble	19,7	0,2	86,3	42,1	99,1	81,3	21,5	50,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 160 : Taux de privation de certains types de biens selon le milieu.

Unité : %

	Immeuble	Meubles	Appareils electromenagers	Appareils audiovisuels	Voiture	Bicylette /cyclomo	Equipements agricoles	Ensemble
Urbain	38,8	0,1	76,8	26,4	97,4	80,9	47,7	52,6
Rural	14,0	0,2	89,2	46,8	99,6	81,4	13,6	49,3
Ensemble	19,7	0,2	86,3	42,1	99,1	81,3	21,5	50,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Les ménages dirigés par des femmes sont généralement plus touchés par l'état de privation que ceux dirigés par des hommes. En effet, le taux de privation en biens immeubles est de 23,3% chez les femmes contre 18,9% chez les hommes. De même, 58,7% des ménages dirigés par une femme sont dépourvus d'appareils audiovisuels, contre 38,2% chez les hommes.

Tableau 161 : Taux de privation de certains types de biens selon le genre du Chef de ménage.

Unité : %

	Immeuble	Meubles	Appareils electromenagers	Appareils audiovisuels	Voiture	Bicylette /cyclomo	Equipements agricoles	Ensemble
Homme	18,9	0,2	86,4	38,2	99,0	78,9	19,2	48,7
Femme	23,3	0,4	86,3	58,7	99,6	91,5	31,4	55,9
Ensemble	19,7	0,2	86,3	42,1	99,1	81,3	21,5	50,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Par ailleurs, la situation professionnelle du Chef de ménage agit favorablement sur la possession du ménage. En effet, les ménages dirigés par des cadres supérieurs sont moins dépourvus en appareils électroménagers et audiovisuels (36,1% et 4,2%) que les ménages de petits exploitants agricoles (91,8% et 51,5%).

Tableau 162 : Taux de privation de certains types de biens selon la catégorie socio professionnelle du Chef de ménage.

Unité : %

	Immeuble	Meubles	Appareils electrom enagers	Appareils audiovisuels	Voiture	Bicylette /cyclomo	Equipements agricoles	Ensemble
Cadre supérieur	50,1	NS	36,1	4,2	81,3	58,9	53,1	40,5
Cadre moyen ou agent de maîtrise	48,0	0,1	48,6	4,4	94,9	61,4	52,9	44,3
Ouvrier ou salarié qualifié	53,1	0,4	66,7	11,7	97,7	68,4	53,3	50,2
Ouvrier non qualifié	52,1	0,1	87,2	23,5	99,3	83,3	50,8	56,6
Manœuvre	42,1	0,2	93,2	45,0	100,0	88,6	29,5	56,9
Stagiaire rémunéré	39,7	1,4	69,9	15,8	95,8	66,9	66,3	50,8
Indépendant	36,7	0,1	79,1	31,2	96,7	79,8	46,0	52,8
Chômeur	27,6	NS	72,5	37,3	97,9	82,4	54,0	53,0
Inactif	31,1	0,5	82,9	46,3	98,8	87,9	57,2	57,8
Petit exploitant agricole	9,2	0,2	91,8	51,5	99,9	84,8	7,8	49,3
Moyen exploitant agricole	6,4	0,2	88,0	43,3	99,3	78,8	11,0	46,7
Grand exploitant agricole	10,3	0,9	80,7	37,5	99,8	68,0	7,7	43,5
Pêcheur	17,1	NS	89,8	39,0	99,4	72,1	32,1	49,9
Autre	65,9	NS	89,8	26,6	100,0	66,2	34,9	54,8
Ensemble	19,7	0,2	86,3	42,1	99,1	81,3	21,5	50,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XII CONSOMMATION DES MENAGES

XII-1 Niveau de consommation annuelle moyenne par tête

La notion de bien être étant basé sur un ensemble de concepts subjectifs et objectifs, l'approche quantitative et objective des conditions de vie des ménages est basée sur leurs consommations. Il s'agit alors de quantifier les composantes de consommation, même celles qui n'ont pas fait l'objet de transaction. Cette notion de consommation est alors élargie et ne s'arrête pas seulement au niveau des dépenses monétaires ou des consommations dont l'évaluation monétaire est directe (telle que les autoconsommations ou les cadeaux) mais inclut aussi une estimation de la valeur monétaire des éléments matériels qui peuvent avoir une influence non négligeable sur les conditions de vie comme les loyers imputés ou la valeur locative des biens durables. Ainsi les composantes de la consommation sont :

- Les Dépenses alimentaires
- Les Dépenses alimentaires quotidiennes
- Les Dépenses non alimentaires
- Les cadeaux et dons alimentaires
- Les cadeaux et dons non alimentaires
- Les auto-consommations agricoles
- Les produits de l'élevage autoconsommés
- Les auto-consommations issues des entreprises non agricoles
- Les Dépenses liées à l'éducation
- Les Dépenses liées à la santé
- Les paiements reçus en nature alimentaire
- Les paiements reçus en nature non alimentaire
- Les loyers imputés
- Les Valeurs locatives des biens durables

Deux dimensions peuvent rendre les consommations non comparables : une dimension spatiale et une dimension temporelle. Pour la comparaison spatiale, la structure des prix auxquels les ménages font face peut avoir des influences sur le niveau nominal des consommations. Ainsi pour contourner cette distorsion, un déflateur régional a été construit sur la base des structures des prix dans les différentes localités. L'idéal étant de construire des déflateurs pour chaque ménage ou pour chaque zone de dénombrement, la structure de l'échantillon ne permet d'effectuer cela.

En effet, la représentativité des données s'arrête au niveau des strates (croisement entre milieu et province). De ce fait, les déflateurs régionaux ont été construits pour chaque strate. Le numéraire considéré est le prix dans la Capitale. Cela permet de construire facilement le déflateur temporel avec les indices des prix à la consommation disponible dans la Capitale. L'indice construit est un indice de Paasche dont les pondérations sont issues des consommations moyennes dans la strate de chaque article. L'indice est ainsi calculé comme suit :

$$I_s = 1 / \left(\sum_i w_i^s \frac{P_i^0}{P_i^s} \right) = \frac{\sum_i Q_i^1 P_i^1}{\sum_i Q_i^1 P_i^0}$$

i indique les biens inclus dans le calcul de l'indice

w_i^s représente la part du budget du ménage de la strate s attribué au bien i

P_i^s représente le prix moyen du bien i dans la strate s

P_i^0 représente le prix moyen du bien i dans la strate numéraire (Antananarivo Capitale)

En ce qui concerne la comparaison temporelle, la période de référence des estimations des consommations des ménages est généralement l'année. Comme l'enquête a été menée sur des mois différents, des ajustements sont effectués pour ramener les données à une base comparable. Dans l'analyse de la dynamique, les données sont actualisées avec les taux d'inflation sur les prix à la consommation.

Dans l'objectif d'appréciation du niveau de vie des ménages relatifs, les ménages ont été divisés en quintile selon les consommations annuelles par tête de leur membre. Les limites des classes sont les suivantes :

- Q1 : 145 345 ariary
- Q2 : 201 524 ariary
- Q3 : 267 453 ariary
- Q4 : 377 180 ariary

XII-1-1 Consommation au niveau spatial

La consommation par tête moyenne en 2005 se situe à 298 mille Ariary au prix de 2005. A 95%, son niveau se situe entre 285 648 Ariary et 311 640 Ariary. Ce niveau de consommation moyen est encore inférieur au seuil de pauvreté qui est de 305 344 Ariary. Mais à 95%, le seuil de pauvreté est compris dans l'intervalle de confiance de la consommation moyenne. La consommation moyenne en milieu rural est largement inférieure à celle en milieu urbain. EN effet, la consommation moyenne en milieu rural ne représente que 67,2% des consommations moyennes des urbains. Concernant la précision, l'écart type de la consommation urbaine représente le double de celui du milieu rural. Cela traduit l'homogénéité de la consommation en milieu rural et leur disparité en milieu urbain. En effet, en milieu urbain, même les habitants d'un même quartier peuvent avoir des niveaux de vie complètement différents, ce qui rend la variance de la consommation élevé dans ces zones

Selon les régions, les rapports entre la consommation moyenne en milieu rural et milieu urbain sont maintenus. Les régions qui comportent les chefs lieux de province sont en général les mieux placés si on range les consommations part tête. Selon les régions, la plus forte consommation moyenne par tête est détenue par la région de Boeny, qui est une région productrice de riz, et d'Analamanga où se trouve la Capitale, les plus faibles se situe à Androy et Vatovavy Fitovinany caractérisées notamment par l'enclavement de la majeure partie de leur territoire. En introduisant le milieu, La moyenne la plus élevée se situe au milieu urbain d'Analamanga où la consommation annuelle par tête moyenne se situe à plus

de 401 mille Ariary contre moins de 200 mille Ariary dans le milieu rural d'Atsinana qui détient la plus faible consommation moyenne par tête.

Tableau 163 : Consommation annuelle en 2005 par tête moyenne par strate (en Ariary)

		Moyenne	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Madagascar	Ensemble	298 644,4	6 615,2	285 648,3	311 640,4	5,0
	Urbain	401 471,0	17 362,7	367 361,0	435 581,1	4,4
	Rural	269 663,0	6 605,2	256 686,6	282 639,4	5,1
Analamanga	Ensemble	425 570,4	30 101,2	366 434,6	484 706,2	10,6
	Urbain	500 693,2	56 179,0	390 326,1	611 060,4	10,1
	Rural	364 039,0	31 729,4	301 704,5	426 373,5	15,9
Vakinankaratra	Ensemble	270 056,9	15 756,6	239 102,2	301 011,6	6,6
	Urbain	370 462,8	43 644,6	284 720,2	456 205,4	2,8
	Rural	247 646,3	16 526,6	215 178,7	280 113,8	14,6
Itasy	Ensemble	283 930,4	17 262,4	250 017,4	317 843,5	4,4
	Urbain	386 698,4	34 292,6	319 328,4	454 068,4	0,7
	Rural	269 405,9	18 913,8	232 248,5	306 563,2	7,0
Bongolava	Ensemble	351 456,4	50 186,5	252 861,9	450 050,9	1,4
	Urbain	354 088,7	33 139,3	288 984,4	419 193,0	1,0
	Rural	350 808,1	62 007,9	228 989,6	472 626,6	1,4
Mahatsiatra Ambony	Ensemble	264 618,5	15 797,0	233 584,3	295 652,7	7,5
	Urbain	308 433,8	45 477,2	219 090,9	397 776,7	4,3
	Rural	255 999,4	16 518,2	223 548,4	288 450,4	9,4
Amoron'i Mania	Ensemble	243 792,7	7 208,9	229 630,5	257 955,0	1,5
	Urbain	269 716,0	22 410,1	225 690,0	313 742,0	0,6
	Rural	239 997,4	7 529,6	225 205,0	254 789,8	2,2
Vatovavy Fitovinany	Ensemble	230 685,2	17 080,4	197 129,7	264 240,7	4,4
	Urbain	317 122,0	52 867,8	213 259,8	420 984,2	1,4
	Rural	215 535,9	17 066,3	182 008,2	249 063,7	11,2
Ihorombe	Ensemble	251 259,8	12 720,1	226 270,3	276 249,3	0,8
	Urbain	269 487,0	23 412,1	223 492,5	315 481,5	0,7
	Rural	239 981,4	14 624,8	211 250,1	268 712,7	1,0
Atsimo Andrefana	Ensemble	244 622,9	17 955,4	209 348,3	279 897,5	1,9
	Urbain	289 126,7	34 277,9	221 785,5	356 467,9	0,3
	Rural	237 222,3	19 688,2	198 543,7	275 900,9	2,9
Atsinanana	Ensemble	244 994,2	22 613,5	200 568,6	289 419,7	7,6
	Urbain	414 018,1	69 618,1	277 249,1	550 787,2	7,2
	Rural	194 985,8	15 308,2	164 911,8	225 059,7	6,7
Analanjiroro	Ensemble	254 562,9	32 200,9	191 302,2	317 823,5	4,6
	Urbain	271 051,4	34 068,9	204 120,8	337 982,0	1,3
	Rural	251 878,3	36 910,0	179 366,3	324 390,4	4,9
Alaotra Mangoro	Ensemble	363 460,7	33 052,6	298 526,8	428 394,6	3,9
	Urbain	338 362,2	24 604,3	290 025,6	386 698,8	0,8
	Rural	368 111,9	38 962,8	291 567,0	444 656,7	4,2
Boeny	Ensemble	528 610,1	114 596,0	303 479,0	753 741,2	5,1
	Urbain	592 185,9	55 389,4	483 370,0	701 001,8	0,9
	Rural	491 701,8	175 858,4	146 217,0	837 186,6	5,8
Sofia	Ensemble	231 343,0	8 538,7	214 568,1	248 117,8	2,7
	Urbain	298 111,9	33 109,6	233 066,0	363 157,7	1,4
	Rural	225 239,7	8 716,4	208 115,8	242 363,6	3,1

		Moyenne	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Betsiboka	Ensemble	295 031,3	19 995,5	255 748,9	334 313,7	1,9
	Urbain	334 705,7	34 628,8	266 675,2	402 736,1	1,3
	Rural	279 173,8	24 570,6	230 903,4	327 444,2	2,2
Melaky	Ensemble	313 399,0	20 807,1	272 522,3	354 275,8	1,1
	Urbain	329 037,8	35 121,5	260 039,3	398 036,2	1,0
	Rural	300 396,4	24 527,9	252 209,8	348 583,0	1,4
Atsimo Andrefana	Ensemble	250 853,1	27 027,1	197 756,7	303 949,6	9,9
	Urbain	339 446,4	50 771,2	239 703,2	439 189,7	3,1
	Rural	230 151,4	30 187,1	170 847,0	289 455,9	14,7
Androy	Ensemble	227 992,1	20 553,7	187 613,1	268 371,1	3,5
	Urbain	232 724,1	30 136,6	173 518,9	291 929,3	1,2
	Rural	226 479,4	25 393,5	176 592,3	276 366,6	5,0
Anosy	Ensemble	274 062,8	19 845,3	235 075,5	313 050,2	1,8
	Urbain	381 407,2	73 655,8	236 705,8	526 108,6	1,4
	Rural	249 626,8	16 925,0	216 376,7	282 877,0	2,7
Menabe	Ensemble	304 697,8	22 613,1	260 272,9	349 122,8	2,6
	Urbain	414 082,3	29 190,0	356 736,7	471 427,9	0,5
	Rural	277 809,6	26 131,5	226 472,6	329 146,5	4,0
Diana	Ensemble	399 173,9	35 249,3	329 924,4	468 423,4	2,7
	Urbain	542 104,3	38 902,4	465 678,1	618 530,4	0,7
	Rural	347 590,3	44 578,8	260 012,5	435 168,1	4,0
Sava	Ensemble	283 004,8	27 379,9	229 215,2	336 794,4	2,3
	Urbain	480 057,0	79 814,9	323 255,6	636 858,4	0,4
	Rural	262 684,6	28 300,5	207 086,6	318 282,7	3,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Par rapport à l'année 2004, les consommations annuelles par tête ont augmenté en terme nominal de l'ordre de 20% en passant de 242 000 Ariary à 252 000 Ariary, mais la grande partie de cette hausse a été érodée par l'inflation pendant l'année 2005 qui était de 18,5%. Aussi, la croissance réelle de la consommation par tête a augmenté de 1,6% en termes réels. Certaines zones dont les revenus sont rigides par rapport au prix ont été les plus touchées par cette inflation, dont le milieu rural d'Antananarivo ou le milieu rural de Toamasina. Ce dernier a surtout été touché par la stagnation des prix du riz contrairement à l'année 2004 qui était caractérisée par une forte hausse des prix du riz. Par contre, certaines zones comme Mahajanga ou Fianarantsoa ont connu des hausses réelles conséquentes de leurs consommations réelles, bien que cette dernière province détienne toujours la plus faible consommation annuelle moyenne par tête.

Tableau 164 : Evolution des consommations par tête par province et milieu

Unité : Ariary 2004

	Madagascar		Urbain		Rural	
	2 004	2 005	2 004	2 005	2 004	2 005
Madagascar	248 000	252 000	331 000	339 000	225 000	228 000
Antananarivo	295 000	298 000	415 000	391 000	246 000	257 000
Fianarantsoa	176 000	209 000	220 000	250 000	167 000	201 000
Toamasina	296 000	242 000	298 000	310 000	296 000	226 000
Mahajanga	214 000	266 000	297 000	355 000	193 000	241 000
Toliara	231 000	219 000	276 000	278 000	218 000	204 000
Antsiranana	269 000	274 000	370 000	437 000	248 000	244 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-1-2 Selon les caractéristiques du ménage

Selon les groupes socio économiques du chef de ménage, les cadres supérieurs détiennent la plus forte consommation annuelle moyenne avec 1,301 millions d'Ariary par tête. Généralement les exploitants agricoles sont défavorisés avec 274 mille Ariary pour les petits exploitants et 340 mille Ariary pour les grands exploitants. Chez les ménages salariés, la consommation moyenne par tête décroît selon le statu dans l'emploi. En effet, les cadres supérieurs sont les plus aisés, suivis des cadres moyens, des ouvriers et enfin des manœuvres. Chez les exploitants agricoles par contre, les différences entre les consommations par tête moyennes ne sont pas très significatives.

Tableau 165 : Consommation annuelle par tête selon les GSE du chef de ménage

	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	1 301 000	421 000	1 046 000
Cadre moyen ou agent de maîtrise	575 000	413 000	502 000
Ouvrier ou salarié qualifié	470 000	387 000	433 000
Ouvrier non qualifié	361 000	301 000	329 000
Manœuvre	243 000	239 000	240 000
Stagiaire rémunéré	417 000	290 000	368 000
Indépendant	443 000	296 000	367 000
Chômeur	491 000	249 000	388 000
Inactif	495 000	273 000	395 000
Petit exploitant agricole	274 000	239 000	242 000
Moyen exploitant agricole	279 000	268 000	269 000
Grand exploitant agricole	340 000	315 000	318 000
Pêcheur	825 000	1 034 000	984 000
Autre	387 000	340 000	365 000
Ensemble	401 000	270 000	299 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Le niveau d'instruction du Chef de Ménage a toujours un effet non négligeable sur le niveau de vie des ménages. En effet, les consommations moyennes par tête augmentent sensiblement avec le niveau d'instruction de son chef. En effet, les individus appartenant aux ménages des sans instructions ne consomment en moyenne que 37% seulement des consommations des individus dans les ménages dirigés par des individus de niveau supérieur. Cette différence est plus marquée en milieu rural où l'écart est plus significatif qu'en milieu urbain.

Tableau 166 : Consommation annuelle par tête selon le niveau d’instruction du chef de ménage

	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Total
Sans instruction	247 000	237 000	239 000
Primaire	340 000	264 000	278 000
Secondaire	453 000	331 000	378 000
Supérieur	722 000	512 000	645 000
Total	401 000	270 000	299 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon le genre du CM, les ménages dirigés par les femmes sont les plus avantageés car si les membres des ménages masculins consomment en moyenne 297 mille Ariary, ceux dirigés par les femmes consomment 309 mille. Cette situation s’explique généralement par le fait que les ménages dirigés par les femmes sont de taille moindre que les hommes. Si on fait abstraction des ménages de petite taille, l’avantage tourne en faveur des hommes. En effet, si les ces ménages sont en général les ménages dirigés par les veuves et séparées qui sont dans la plupart des cas plus vulnérables que les ménages masculins.

Tableau 167 : Consommation annuelle par tête selon le genre du chef de ménage

	Unité : Ariary		
	Urbain	Rural	Total
Pour tous les ménages			
Masculin	405 000	267 000	297 000
Féminin	385 000	283 000	309 000
Ensemble	401 000	270 000	299 000
Pour les ménages de taille supérieure à 2			
Masculin	388 000	258 000	286 000
Féminin	331 000	257 000	276 000
Total	380 000	258 000	284 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La consommation annuelle moyenne par tête diminue avec la taille des ménages. Ce phénomène peut s’expliquer aussi bien de façon économique que technique. D’une part, les ménages de grande taille arrivent généralement difficilement à subvenir leurs besoins. Ce qui rend leur consommation faible. D’autre part, sur le plan technique, aucun ajustement par rapport à la taille des ménages n’est fait pour les biens indivisibles, notamment sur la valeur locative des biens durables. Ce qui peut défavoriser les ménages de grande taille. De ce fait, les différences sont moins perceptibles en milieu rural qu’en milieu urbain où la part des biens durables dans les consommations est plus significative.

Tableau 168 : Consommations moyennes des individus selon la taille des ménages

Unité : Ariary			
	Urbain	Rural	Total
Singleton	1 027 000	604 000	721 000
2 à 4	505 000	353 000	391 000
5 à 7	374 000	256 000	283 000
8 à 10	245 000	194 000	202 000
Plus de 11	230 000	183 000	191 000
Ensemble	401 000	270 000	299 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les ménages dirigés par les jeunes de moins de 25 ans sont généralement les plus aisés. Cela traduit le fait que ces ménages sont généralement de petite taille. Ce sont les ménages dirigés par les 36 à 45 ans qui consomment le moins. A parti de cet âge, les consommations augmentent pour atteindre 317 mille pour les ménages des individus de plus de 55 ans.

Tableau 169 : Consommations moyennes par tête selon l'âge du chef de ménage

Unité : Ariary			
	Urbain	Rural	Total
moins de 25	428 000	305 000	331 000
26 à 35	404 000	267 000	295 000
36 à 45	400 000	258 000	289 000
46 à 55	391 000	265 000	294 000
Plus de 55	407 000	289 000	317 000
Total	401 000	270 000	299 000

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-2 Répartition de la consommation

La répartition des consommations est relativement égalitaire dans l'espace. En effet, la répartition de la consommation est proche de celle de la population comme le montre le tableau suivant. Ce sont les strates qui contiennent des grandes villes qui sont légèrement avantagés dans la répartition de la masse de consommation. Tels sont les cas par exemple d'Analamanga, de Vakinankaratra. Dans le milieu rural, la contribution des régions dans la masse totale de la consommation est généralement inférieure à celle de la population sauf à Analamanga et à Alaotra Mangoro et Boeny qui sont des zones de production rizicole. Dans l'ensemble, le milieu rural où vivent 78,0% des malgaches a consommé 70,4% de la consommation totale.

Tableau 170 : Répartition de la population et de la masse de consommation

Unité : %

	Ensemble		Urbain		Rural	
	Consommation	Population	Consommation	Population	Consommation	Population
Analamanga	20,6	14,5	10,9	6,5	9,7	7,9
Vakinankaratra	8,1	9,0	2,0	1,6	6,1	7,3
Itasy	4,3	4,5	0,7	0,6	3,5	3,9
Bongolava	2,8	2,3	0,6	0,5	2,2	1,9
Mahatsiatra Ambony	7,0	7,9	1,3	1,3	5,6	6,6
Amoron'I Mania	3,9	4,8	0,6	0,6	3,4	4,2
Vatovavy Fitovinany	5,0	6,5	1,0	1,0	4,0	5,5
Ihorombe	1,3	1,5	0,5	0,6	0,7	0,9
Atsimo Atsinanana	2,5	3,1	0,4	0,4	2,1	2,7
Atsinanana	5,3	6,5	2,0	1,5	3,3	5,0
Analanjirifo	2,9	3,4	0,4	0,5	2,4	2,9
Alaotra Mangoro	6,0	4,9	0,9	0,8	5,1	4,1
Boeny	4,3	2,5	1,8	0,9	2,6	1,6
Sofia	4,5	5,8	0,5	0,5	4,0	5,3
Betsiboka	1,9	1,9	0,6	0,5	1,3	1,4
Melaky	1,2	1,1	0,6	0,5	0,6	0,6
Atsimo Andrefana	4,4	5,3	1,1	1,0	3,3	4,3
Androy	2,7	3,5	0,7	0,8	2,0	2,6
Anosy	3,2	3,5	0,8	0,7	2,4	2,9
Menabe	2,2	2,2	0,6	0,4	1,6	1,7
Diana	2,6	1,9	0,9	0,5	1,7	1,4
Sava	3,3	3,5	0,5	0,3	2,8	3,2
Ensemble	100,0	100,0	29,6	22,0	70,4	78,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon les provinces, c'est Antananarivo qui détient la plus forte proportion de la masse de consommation totale : 35,8% avec 30,3% de population. Fianarantsoa et Toliara proportion moindre de consommation en comparaison avec leur population. Le milieu rural est en général le plus désavantagé dans la répartition de la consommation.

Tableau 171 : Comparaison de la consommation et de la population selon les provinces

Unité : %

Province	Consommation			Population		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	14,2	21,5	35,8	9,2	21,1	30,3
Fianarantsoa	3,9	15,8	19,7	3,9	19,9	23,8
Toamasina	3,3	10,8	14,1	2,7	12,0	14,7
Mahajanga	3,4	8,5	11,9	2,4	8,9	11,3
Toliara	3,2	9,3	12,6	2,9	11,5	14,5
Antsiranana	1,5	4,5	5,9	0,8	4,6	5,5
Ensemble	29,6	70,4	100,0	22,0	78,0	100,0

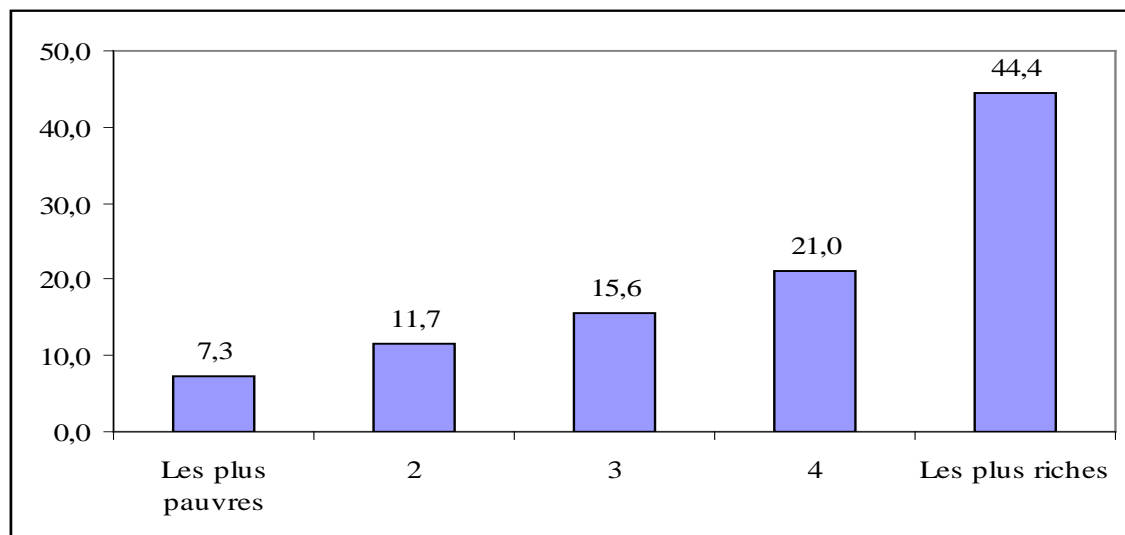
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon les quintiles de consommation, la répartition est inégalitaire. En effet, si les 20% les plus pauvres de la consommation ne consomment que 7,3% de la masse de consommation totale, les 20% les plus riches consomment quant à eux 44,4% de la

consommation totale. Mais entre 2004 et 2005, ce degré d'inégalité a diminué entre 2004 et 2005. Ces proportions étaient de 6,5% et 49,1% en 2004.

Graphique 7: Répartition de la masse de consommation par quintile

Unité : %



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon les groupes socioéconomiques, les groupes de cadres qui représentent 2,1% de la population consomment 4,4% de la masse de consommation totale. Les petits exploitants agricoles consomment une grande partie de la masse de consommation à cause de leur proportion élevée dans la population (49,3%). Mais leur part dans la consommation totale (40,3%) est inférieure à cette proportion.

Tableau 172 : Répartition de la population et de la consommation selon les groupes socioéconomiques

	Unité : %	
	Population	Consommation
Cadre supérieur	0,5	1,8
Cadre moyen ou agent de maîtrise	1,6	2,6
Ouvrier ou salarié qualifié	6,5	9,4
Ouvrier non qualifié	5,6	6,2
Manœuvre	3,5	2,8
Stagiaire rémunéré	0,1	0,2
Indépendant	8,0	9,8
Chômeur	1,2	1,6
Inactif	2,2	2,9
Petit exploitant agricole	49,3	40,0
Moyen exploitant agricole	16,7	15,1
Grand exploitant agricole	3,5	3,8
Pêcheur	1,1	3,7
Autre	0,1	0,1
Total	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-3 La structure de la consommation

XII-3-1 Part de l'alimentation dans la consommation totale

Selon la loi de Engel, les ménages pauvres consacrent une plus grande partie de leur revenu à la satisfaction des besoins primaires, notamment l'alimentation. Ainsi, l'analyse de cet indicateur peut fournir quelques indications sur le niveau de vie des ménages. A Madagascar, dans l'ensemble, 70,1% des consommations sont consacrées à l'alimentation. Ce ratio est resté stable par rapport à 2004. En effet, l'intervalle de confiance de ce ratio à 95% est de 68,32% à 71,8%, alors que sa valeur était de 70,0% en 2001. Ces deux ratios ne peuvent donc être statistiquement différents.

Dans le milieu rural que la proportion de l'alimentation est plus élevée avec 76,1% contre 56,6% en milieu urbain. Cela s'explique dans la mesure où dans le milieu rural, les besoins essentiels s'arrêtent à la nourriture alors que les exigences sociales en milieu urbain forcent leurs habitants à consommer plus biens non alimentaires. C'est dans les régions de Fianarantsoa que les proportions sont les plus élevées, notamment dans la région d'Atsimo Atsinanana.

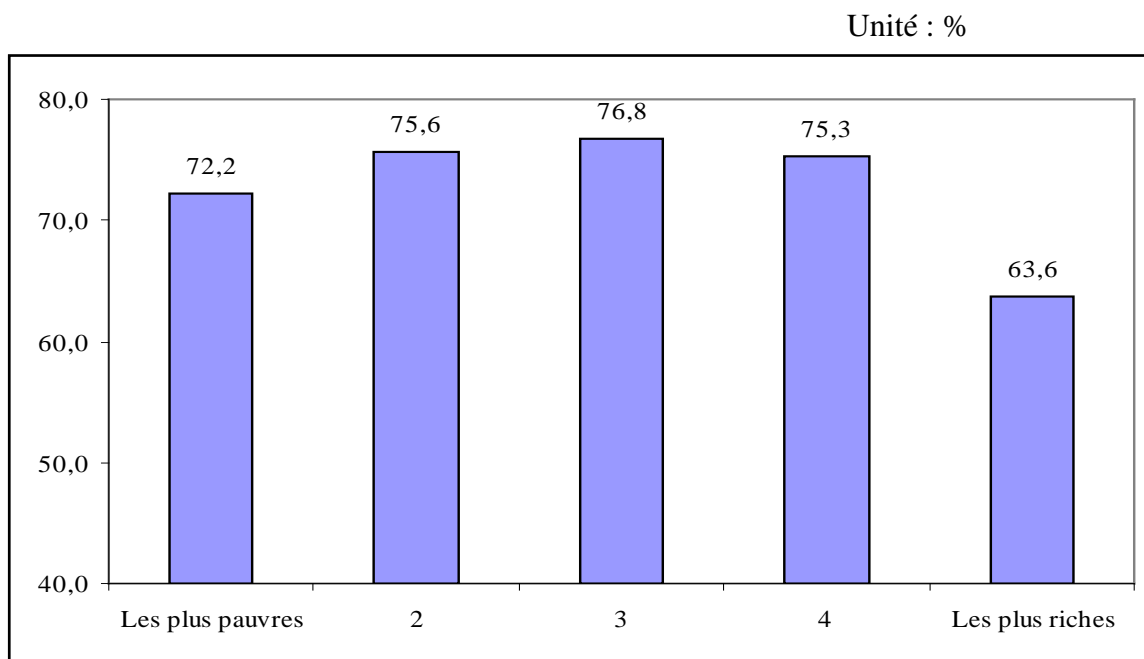
Tableau 173 : Part de l'alimentation dans la consommation

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Analamanga	48,1	67,2	56,7
Vakinankaratra	63,1	79,2	75,2
Itasy	70,2	72,3	71,9
Bongolava	67,2	81,6	78,7
Mahatsiatra Ambony	56,6	79,4	74,9
Amoron'I Mania	76,4	80,5	79,8
Vatovavy Fitovinany	73,0	81,4	79,6
Ihorombe	69,7	79,5	75,9
Atsimo Atsinanana	75,0	86,3	84,4
Atsinanana	48,8	80,0	67,4
Analanjirifo	69,8	79,8	78,3
Alaotra Mangoro	66,3	77,8	76,2
Boeny	51,3	79,9	68,4
Sofia	59,6	75,9	74,0
Betsiboka	67,9	77,2	74,1
Melaky	76,6	80,2	78,4
Atsimo Andrefana	61,5	75,4	71,5
Androy	63,1	77,5	73,5
Anosy	66,8	74,4	72,2
Menabe	61,7	80,4	75,5
Diana	53,4	69,2	63,3
Sava	59,1	65,0	64,1
Ensemble	56,6	76,1	70,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La loi de Engel, à savoir la décroissance de la proportion de l'alimentation dans la consommation totale selon la pauvreté, n'est pas totalement vérifiée dans le cas de Madagascar. En effet, les taux augmentent avant de baisser. Cela se justifie par le fait que les éléments essentiels de consommations non alimentaires tiennent une place importante dans la faible consommation des pauvres. Ce qui tend à les abaisser chez les plus pauvres.

Graphique 8 : Part de l'alimentation dans la consommation par quintile

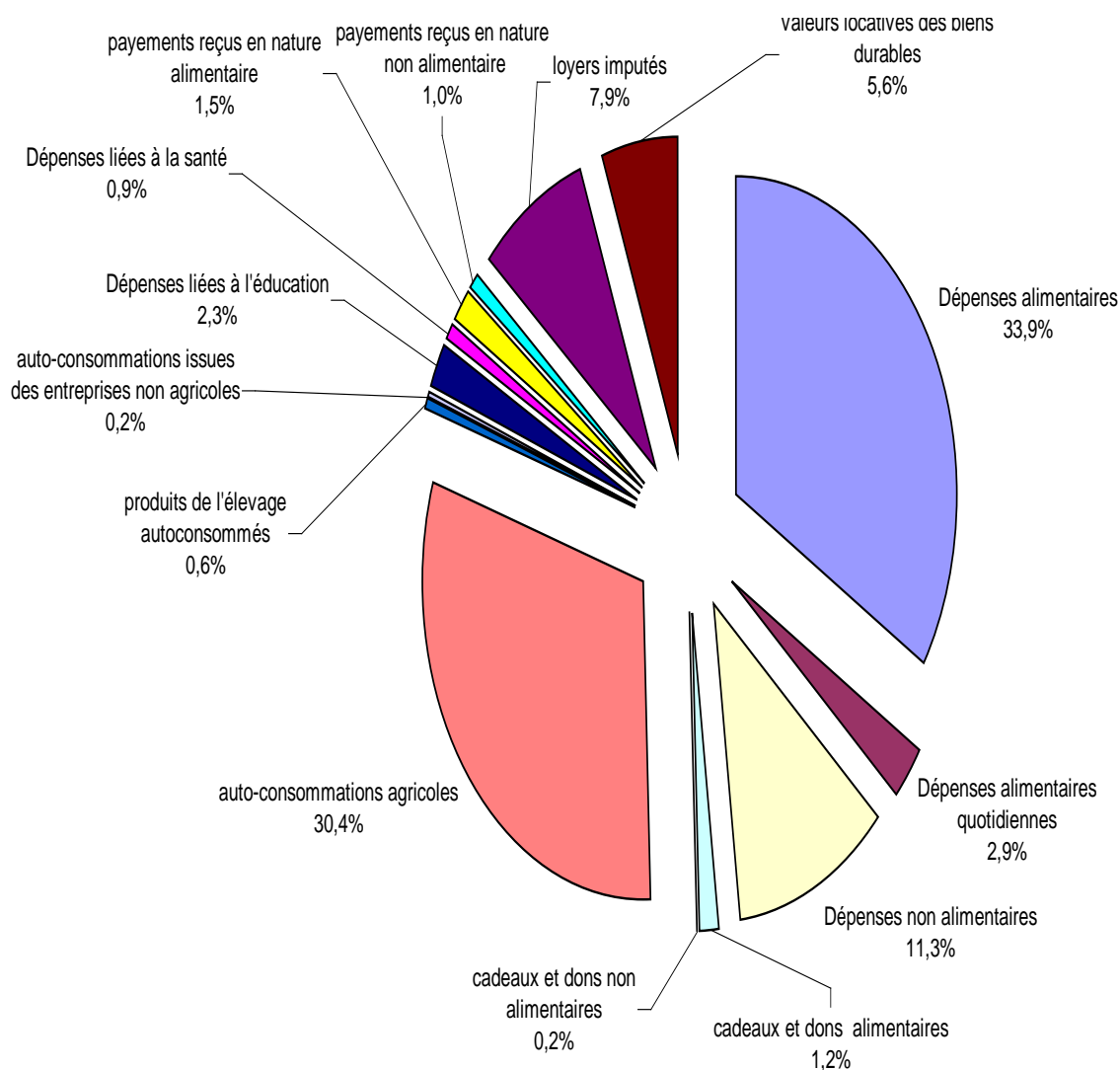


Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-3-2 Structure selon les sources de consommation

Les dépenses alimentaires et les autoconsommations tiennent une place importante dans l'ensemble des consommations des malgaches avec respectivement 30,4% et 33,9% de l'ensemble des consommations. Les dépenses en éducation occupent 2,3% de la consommation dans l'ensemble ; cette part croît selon les niveaux de vie comme le cas de l'ensemble des dépenses non alimentaires. Les dépenses en santé sont moindres et sont stables par rapport aux quintiles de consommation. Les autoconsommations agricoles représentent une part très importante de la consommation des malgaches. En effet, dans l'ensemble, sa part est de 30,4%. Elle est particulièrement importante chez les premiers quintiles car ces ménages sont généralement composés d'exploitants agricoles qui consomment une grande partie de leur production.

Graphique 9 : Répartition de la consommation selon l'origine



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les valeurs locatives des biens durables occupent une part croissante selon les quintiles de consommation. Si elles ne représentent que 2,2% pour les ménages les plus pauvres, cette part est de 9,3% pour les ménages les plus riches. Cela reflète le niveau de possession et la valeur des biens durables détenus par les ménages riches face à la privation des ménages pauvres.

Tableau 174 : Répartition de la consommation selon l'origine par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Total
Dépenses alimentaires	34,3	36,9	35,6	36,0	31,2	33,9
Dépenses alimentaires quotidiennes	1,4	1,4	1,5	2,2	4,4	2,9
Dépenses non alimentaires	11,0	9,6	9,2	9,8	13,5	11,3
cadeaux et dons alimentaires	0,2	0,3	0,2	0,2	2,6	1,2
cadeaux et dons non alimentaires	0,2	0,1	0,1	0,1	0,4	0,2
Auto-consommations agricoles	35,5	36,3	39,2	35,9	21,7	30,4
Produits de l'élevage autoconsommés	0,6	0,8	0,6	0,8	0,5	0,6
Auto-consommations issues des entreprises non agricoles	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Dépenses liées à l'éducation	2,2	1,9	1,6	1,9	3,0	2,3
Dépenses liées à la santé	0,7	0,7	0,9	0,9	1,0	0,9
Payements reçus en nature alimentaire	2,4	2,0	1,6	1,1	1,5	1,5
Payements reçus en nature non alimentaire	0,2	0,5	0,2	0,4	1,8	1,0
Loyers imputés	9,0	7,0	6,5	7,0	9,0	7,9
Valeurs locatives des biens durables	2,2	2,4	2,6	3,4	9,3	5,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-3-3 Structure de la consommation par grand poste

La structure des consommations des ménages selon les grands postes fait aussi apparaître l'importance des consommations alimentaires. Les dépenses en logement et combustibles tiennent aussi une place importante avec 12,0% de la consommation totale. Chez les urbains, l'importance du logement est combustible est plus marquée avec 18,5% des consommations totales contre 9,0% seulement pour les ménages ruraux. De même, les dépenses liées à l'éducation sont plus importantes en ville qu'en milieu rural où les enfants fréquentent dans la grande partie des cas les établissements publics.

Tableau 175 : Structure de la consommation par grand poste selon le milieu

Unité : %

	Milieu		Quintiles de consommation par tête					Ensemble
	Urbain	Rural	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	
Alimentaire	53,6	74,9	71,5	75,0	76,1	73,7	60,9	68,3
Logement et combustible	18,5	9,0	13,4	10,6	9,7	10,6	13,5	12,0
Tissus et vêtements	3,8	3,4	4,2	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5
Ameublements et équipements ménagers	1,6	1,5	2,0	1,8	1,7	1,5	1,3	1,5
Santé	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9
Transports et communications	3,7	1,4	0,3	0,6	0,5	0,9	3,8	2,1
Loisirs	1,0	1,4	1,9	1,9	1,7	1,3	0,9	1,3
Enseignements	5,0	2,2	2,6	2,3	2,0	2,8	3,8	3,1
Hôtel et restaurant	1,9	0,7	0,5	0,5	0,4	0,6	1,7	1,1
Autres biens et services	1,7	0,9	0,7	0,8	1,0	1,0	1,4	1,1
Valeurs locatives des biens durables	8,4	3,8	2,2	2,3	2,6	3,3	8,3	5,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XII-3-4 Part des dépenses monétaires dans la consommation

Le degré de monétarisation de l'économie peut être un indicateur important pour évaluer le développement d'un pays. Les dépenses monétaires représentent en moyenne 52,1% de la consommation des ménages malgaches. Ce taux est généralement faible en milieu rural qui pratique généralement une production de subsistance, ce qui limite l'usage des dépenses monétaires. Dans les grandes villes par contre, une grande partie de la consommation se fait sous la forme de dépenses monétaires, les parties non monétaires étant constituées en grande partie par les avantages reçus et les valeurs locatives des biens durables. De ce fait, la proportion en milieu urbain est de 60,7% contre 42,1% en milieu rural. Les régions de la partie sud est de l'île ont les proportions les plus faibles parmi les régions.

Tableau 176 : Part des dépenses monétaires dans la consommation selon les strates

Région	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	73,2	58,2	66,4
Vakinankaratra	59,5	42,6	46,8
Itasy	56,0	45,2	47,0
Bongolava	58,9	35,2	39,9
Mahatsiatra Ambony	68,5	48,1	52,1
Amoron'I Mania	52,8	46,5	47,5
Vatovavy Fitovinany	42,8	40,6	41,1
Ihorombe	42,9	48,0	46,2
Atsimo Atsinanana	44,9	40,3	41,1
Atsinanana	60,7	42,1	49,6
Analanjorofo	52,7	43,6	44,9
Alaotra Mangoro	54,5	36,9	39,4
Boeny	61,6	39,1	48,1
Sofia	62,5	49,1	50,7
Betsiboka	60,5	50,7	54,0
Melaky	54,4	41,1	47,5
Atsimo Andrefana	61,7	57,0	58,3
Androy	63,5	52,4	55,5
Anosy	57,7	49,4	51,8
Menabe	62,3	44,5	49,1
Diana	70,1	52,1	58,8
Sava	52,4	43,1	44,6
Ensemble	64,3	46,6	52,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIII PAUVRETE

XIII-1 Généralités sur l'analyse de la pauvreté

Un des objectifs principaux inscrits dans l'OMD et dans le DSRP est la réduction du taux d'incidence de la pauvreté de moitié en 2015. Ceci requiert un outil de mesure objectif de la pauvreté, comparable géographiquement et dans le temps. L'Enquête Auprès des Ménages en constitue un car elle traite différentes informations englobant les consommations des Ménages, les dépenses monétaires et les autoconsommations.

Cette mesure monétaire de la pauvreté se distingue de la pauvreté subjective développée dans un autre chapitre dans sa perspective absolue en définissant un seuil de pauvreté. Dans cette démarche, on définit par pauvre toute personne qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s'ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu'une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels autres qu'alimentaires.

Les composantes du panier de consommation des ménages sont constituées par les dépenses monétaires en biens de consommation ainsi que l'équivalent monétaire d'autres postes comme le loyer imputé, les autoconsommations agricoles, les cadeaux reçus, les locations de biens durables et autres avantages liés à l'emploi. Ces différentes composantes ont permis d'estimer les consommations des ménages et de les comparer au seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté retenu est de 305 300 Ariary par personne par an qui est le seuil calculé en 2001 mise à jour par l'évolution des prix à la consommation entre 2001 et 2005.

Les principaux indicateurs issus du seuil de pauvreté sont de type FGT⁹ et résumés par la formule:

$$P_{\alpha} = \frac{1}{N} \sum_{i \in \{Y_i < z\}} w_i \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^{\alpha}$$

où N est la taille de la population

y_i la consommation de l'individu i

w_i le poids de l'individu i

z le seuil de pauvreté

Dans ce cas, P0 sera le taux d'incidence de la pauvreté et exprime la proportion de la population vivant au dessus du seuil de pauvreté; P1 mesure l'écart moyen entre le revenu des personnes vivant au dessus du seuil de pauvreté. P2 appelé souvent "sévérité" exprime la somme des carrés des écarts entre le revenu et le seuil de pauvreté.

⁹ FGT : Foster Greer Thorbecke

Pour une meilleure lecture des données, d'autres mesures d'inégalité telle l'indice de Gini et les indices d'Atkinson seront aussi abordées simultanément avec les indices FGT.

$$G = 1 + \left(\frac{1}{N} \right) - \left[\frac{2}{mN^2} \right] \sum_{i=1}^n (N-i+1)y_i$$

Où m est la moyenne des consommations de l'ensemble de la population

G l'indice de Gini

Dans ce calcul, les y_i sont rangés dans l'ordre croissant.

Les indices d'Atkinson $A(e)$ sont résumés par la formule suivant:

$$A(e) = 1 - [Yede(e)/m].$$

où

$$Yede(e) = \left[\sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) y_i^{(1-e)} \right]^{\frac{1}{1-e}} \text{ pour } e > 0 \text{ et } e \neq 1$$

$$Yede(e) = \sum_{i=1}^n \left(\frac{w_i}{N} \right) \log y_i \text{ pour } e=1$$

$Yede$ est appelé la consommation de distribution équivalente c'est-à-dire une moyenne géométrique des consommations (pour le cas où $e \neq 1$) et logarithmique pour $e=1$. Plus ces indices se rapprochent de 1, plus on est en présence d'inégalité entre les riches et les pauvres.

XIII-2 Profil spatial de la pauvreté

XIII-2-1 Situation de la pauvreté en 2005

En 2005, l'incidence de la pauvreté à Madagascar se situe à 68,7%. Le phénomène de la pauvreté est plus marqué en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, le taux de pauvreté en milieu urbain est de 52,0% contre 73,5% en milieu rural. Les régions sur la côte est de l'île sont les plus touchées par la pauvreté. Les taux de pauvreté dans ces régions avoisinent tous les 80%. La région d'Atsimo Atsinanana et de Vatovavy Fitovinany sont les plus touchées dans ces régions avec respectivement des taux de 83,9% et de 80,8%. La région d'Androy aussi souffre grandement de cette pauvreté avec un taux de 83,3% sur l'ensemble de la région, 82,9% en milieu urbain et 83,4% en milieu rural. Parmi les régions rurales, à part celle d'Analamanga, celles de Boeny et d'Alaotra Mangoro sont les plus favorisées avec respectivement des taux de pauvreté de 62,9% et 52,4%.

Concernant l'intensité de la pauvreté, elle est de 26,8%. Ce taux représente l'écart moyen des consommations des pauvres par rapport au seuil de pauvreté. La pauvreté est plus intense que en milieu rural avec une intensité de 28,9% contre 19,3% en milieu urbain.

Cela signifie que les pauvres vivant en milieu rural se situent plus loin de la ligne de pauvreté comparativement aux pauvres vivant en milieu urbain. Généralement, l'intensité de la pauvreté est plus intense sur la côte Est, notamment à Toamasina et Fianarantsoa, notamment à Vatovavy Fitovinany, Ihorombe et Atsimo Atsinanana. Le niveau élevé de l'intensité de pauvreté relate déjà l'existence d'une plus grande inégalité dans cette région qui est étudiée plus en profondeur dans la suite du rapport.

La sévérité de la pauvreté donne plus d'importance aux populations qui se situent plus loin de la ligne de pauvreté. Son niveau est de 13,4% en 2005. Elle est plus élevée en milieu rural avec 14,5% contre 9,4% en milieu urbain. Cela confirme le fait que les pauvres qui vivent en milieu rural sont vraiment démunis et subviennent difficilement aux besoins fondamentaux de l'homme.

Tableau 177 : Profil de pauvreté spatiale à Madagascar en 2005 (En %)

	Pauvreté			Intensité			Sévérité		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
MADAGASCAR	52,0	73,5	68,7	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4
Antananarivo	41,6	64,7	57,7	13,6	21,9	19,4	5,8	9,8	8,6
Analamanga	36,7	47,9	42,9	12,7	15,1	14,0	5,6	6,3	6,0
Vakinankaratra	54,9	78,6	74,3	15,6	27,0	24,9	6,3	12,7	11,6
Itasy	49,5	71,4	68,7	15,7	26,4	25,1	6,5	11,6	11,0
Bongolava	53,0	66,8	64,1	16,8	21,4	20,5	7,1	9,1	8,7
Fianarantsoa	71,6	78,7	77,6	28,8	30,9	30,6	14,5	15,1	15,0
Mahatsiatra Ambony	67,8	72,9	72,1	24,9	25,8	25,6	11,4	11,5	11,5
Amoron'i Mania	74,9	78,4	78,0	28,0	29,0	28,9	13,0	13,2	13,2
Vatovavy Fitovinany	72,0	82,4	80,8	31,8	36,2	35,5	17,4	19,3	19,0
Ihorombe	74,9	79,9	78,0	30,4	31,7	31,2	15,1	15,4	15,3
Atsimo Atsinanana	72,9	85,7	83,9	32,2	35,8	35,3	18,1	18,3	18,3
Toamasina	55,8	75,6	71,9	21,4	33,1	30,9	11,2	18,0	16,7
Atsinanana	48,7	87,9	79,0	19,9	43,1	37,8	11,5	25,4	22,2
Analanjirifo	71,8	80,3	79,1	31,4	36,4	35,7	16,8	19,7	19,3
Alaotra Mangoro	59,6	57,4	57,7	18,0	18,7	18,6	7,1	8,0	7,8
Mahajanga	47,0	76,6	70,2	16,1	28,9	26,2	7,2	13,9	12,4
Boeny	24,5	62,9	48,8	7,4	19,5	15,1	3,2	8,4	6,5
Sofia	65,2	82,2	80,7	25,5	33,5	32,8	12,4	16,8	16,4
Betsiboka	56,3	75,5	70,0	18,3	25,4	23,3	7,7	10,9	10,0
Melaky	59,4	65,4	62,7	20,3	20,7	20,5	8,8	8,9	8,8
Toliara	64,3	77,4	74,8	28,3	34,0	32,9	15,9	19,1	18,4
Atsimo Andrefana	61,4	78,4	75,2	28,8	37,1	35,5	16,7	22,1	21,1
Androy	82,9	83,4	83,3	39,4	37,8	38,2	23,0	21,6	21,9
Anosy	58,8	77,3	73,8	24,9	31,7	30,5	13,6	16,2	15,7
Menabe	43,1	66,3	61,7	10,6	24,6	21,9	3,8	12,8	11,0
Antsiranana	33,8	69,8	64,2	9,4	28,1	25,2	3,5	14,2	12,5
Diana	21,4	59,2	49,2	5,2	19,9	16,0	1,7	9,3	7,3
Sava	53,3	74,5	72,5	16,0	31,8	30,3	6,3	16,4	15,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIII-2-2 Dynamique de la pauvreté

La croissance économique survenue entre les années 2004 et 2005 a profité aussi bien aux ruraux qu'aux individus vivant en milieu urbain. L'incidence de la pauvreté dans l'ensemble a reculé de 72,1% à 68,7% entre 2004 et 2005. L'impact est plus significatif en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, la diminution de l'incidence est seulement de 1,7 points seulement en milieu urbain contre 3,8 points en milieu rural. Cela peut s'expliquer par le fait que les impacts sur les individus vivant en milieu urbain ont été limités par les hausses des prix qui étaient plus significatives en milieu urbain qu'en milieu rural ; Par ailleurs, les revenus des urbains qui sont généralement des salariés ont été plus rigides à la hausse par rapport à ceux des ruraux qui ont bénéficié de la hausse des prix des denrées alimentaires.

Concernant l'intensité de la pauvreté, elle a diminué sensiblement sur tout Madagascar en passant de 31,6% à 26,8% entre 2004 et 2005. En milieu urbain, elle est restée stable mais a diminué sensiblement en milieu rural. Elle a connu des diminutions sensibles dans presque toutes les zones sauf à Toliara urbain où elle est passée de 23,6% à 28,6%. Cette baisse de l'intensité de la pauvreté présuppose une diminution de l'inégalité au niveau de la répartition de la consommation pendant l'année 2005.

Tableau 178 : Evolution des indicateurs de pauvreté

		Unité : %							
	Année	P0				P1			
		2001	2002	2004	2005	2001	2002	2004	2005
Antananarivo	Ensemble	48,3	66,0	59,8	57,7				19,4
	Urbain	28,3	51,2	39,2	41,6	21,1	23,1	16,0	13,6
	Rural	57,1	72,3	68,2	64,7	25,6	38,1	26,6	21,9
Fianarantsoa	Ensemble	83,2	91,0	86,0	77,6				30,6
	Urbain	59,8	78,5	78,4	71,6	25,5	42,4	34,4	28,8
	Rural	87,9	93,5	87,5	78,7	49,5	60,7	41,5	30,9
Toamasina	Ensemble	82,3	86,3	77,1	71,9				30,9
	Urbain	60,8	66,9	63,7	55,8	28,5	33,2	25,3	21,4
	Rural	87,9	91,9	80,8	75,6	48,3	57,1	43,2	33,1
Mahajanga	Ensemble	72,4	89,1	74,1	70,2				26,2
	Urbain	50,7	71,0	54,3	47,0	17,4	33,6	21,3	16,1
	Rural	78,4	93,8	79,0	76,6	40,0	63,8	36,6	28,9
Toliara	Ensemble	76,1	81,2	72,3	74,8				32,9
	Urbain	53,3	58,3	60,5	64,3	25,5	25,1	23,6	28,3
	Rural	83,3	87,5	75,5	77,4	43,6	53,5	31,2	34,0
Antsiranana	Ensemble	69,2	83,7	65,4	64,2				25,2
	Urbain	30,1	62,5	36,7	33,8	8,7	28,1	12,6	9,4
	Rural	79,0	88,6	71,7	69,8	34,1	56,7	30,5	28,1
Madagascar	Ensemble	69,6	80,7	72,1	68,7				26,8
	Urbain	43,9	61,6	53,7	52,0	18,1	29,3	20,2	28,9
	Rural	77,2	86,4	77,3	73,5	39,8	53,0	34,8	19,3

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIII-3 Indicateurs de la pauvreté selon les caractéristiques des ménages

L'analyse de la pauvreté doit être étendue vers les principales déterminants de la pauvreté afin d'identifier les groupes les plus vulnérables et définir les mesures convenables pour lutter contre la pauvreté. Cette section étudie les liaisons analytiques entre les caractéristiques des ménages et les indicateurs de la pauvreté. Les liaisons fonctionnelles seront étudiées dans la partie sur la modélisation des déterminants de la pauvreté.

Le ratio de la pauvreté augmente avec la taille des ménages. Les ménages de grande taille constituent toujours les ménages les plus vulnérables. En effet, si l'incidence de la pauvreté est de 50,22% pour les ménages à taille réduite (2 à 4 personnes), elle est de 88,2% pour les ménages de taille 8 à 10 personnes. De même, l'intensité de la pauvreté et la sévérité de la pauvreté sont aussi élevées chez les ménages de grande taille.

Tableau 179 : Indicateurs de pauvreté selon la taille des ménages

	Unité : %								
	P0			P1			P2		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Singleton	10,15	18,18	15,96	3,03	5,49	4,81	1,3	2,27	2
2 à 4	36,42	54,75	50,22	11,76	17,71	16,24	5,25	7,88	7,23
5 à 7	54,32	76,27	71,19	19,21	28,87	26,64	9,08	13,94	12,82
8 à 10	75,57	90,66	88,18	33,89	41,28	40,07	18,2	22,49	21,78
plus de 11	83,25	91,92	90,56	38,16	44,25	43,29	20,29	25,57	24,74
Total	51,96	73,48	68,75	19,34	28,89	26,79	9,43	14,5	13,39

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les petits exploitants agricoles figurent toujours parmi les groupes les plus vulnérables avec 78,3% de ratio de pauvreté et une intensité de 31,4%. Les ouvriers non qualifiés et les manœuvres, notamment ceux résidant en milieu rural, sont touchés fortement par le phénomène de la pauvreté. Les cadres dans l'ensemble sont quant à eux parmi les moins vulnérables.

Le ratio de pauvreté chez les indépendants est de 56,0%. La différence entre les ruraux et les urbains est assez manifeste pour ce groupe car si l'incidence est de 46,6% en milieu urbain, il est de 64,7% en milieu rural. Cela peut être lié à la nature des activités que les indépendants mènent dans chaque milieu. En effet, dans le milieu urbain, la majeure partie des indépendants sont des commerçants, tandis qu'en milieu rural, les activités de vannerie et d'artisanat sont les plus répandues.

Tableau 180 : Indicateur de la pauvreté selon les groupes socioéconomiques

	Unité : %								
	P0			P1			P2		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Cadre supérieur	7,3	65,2	24,1	2,0	11,5	4,8	0,8	2,6	1,3
Cadre moyen ou agent de maîtrise	20,8	47,0	32,7	6,5	13,3	9,5	2,6	5,4	3,9
Ouvrier ou salarié qualifié	30,8	48,0	38,5	10,0	15,9	12,6	4,3	6,7	5,4
Ouvrier non qualifié	52,6	72,5	63,2	17,3	28,6	23,3	7,7	14,1	11,1
Manœuvre	75,0	75,9	75,6	31,5	29,1	29,9	15,7	14,5	14,9
Stagiaire rémunéré	32,9	82,1	51,8	5,6	35,2	17,0	1,1	17,0	7,2
Indépendant	46,6	64,7	56,0	15,6	24,8	20,4	7,3	12,6	10,1
Chômeur	32,7	78,4	52,1	10,7	32,1	19,8	4,7	16,5	9,7
Inactif	45,2	70,1	56,4	17,0	33,8	24,5	8,2	19,7	13,4
Petit exploitant agricole	73,0	78,8	78,3	30,2	31,6	31,4	15,7	16,0	16,0
Moyen exploitant agricole	70,7	72,4	72,2	28,0	28,5	28,4	14,5	14,2	14,3
Grand exploitant agricole	61,3	59,8	60,0	20,2	19,5	19,6	8,5	8,4	8,4
Pêcheur	18,1	12,0	13,5	6,1	2,6	3,4	2,8	1,0	1,4
Autre	71,2	85,9	78,0	25,9	19,8	23,1	12,5	8,1	10,5
Total	52,0	73,5	68,8	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Dans l'ensemble, les ménages dirigés par les femmes ont moins de probabilité d'être pauvres que les ménages dirigés par les hommes. Le ratio de pauvreté des ménages féminins est de 67,5% contre 69,0% pour les ménages dirigés par les hommes. Cette situation n'est apparente car en réalité, les ménages dirigés par les femmes sont les plus vulnérables. En effet, les femmes chef de ménage sont généralement séparées ou divorcées et sont plus sensibles aux différents chocs économiques et sociaux. Ainsi, si on enlève les femmes qui vivent seules, le taux de pauvreté chez les femmes est supérieur au taux observé chez les hommes, avec respectivement des incidences 73,3% et 70,6%. La différence est plus marquée en milieu urbain qu'en milieu rural.

Tableau 181 : Indicateurs de la pauvreté selon le genre du chef de ménage

	Unité : %								
	P0			P1			P2		
Tous les ménages									
CM	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Masculin	51,2	73,8	69,0	18,8	29,1	26,9	9,1	14,6	13,4
Féminin	56,0	71,4	67,5	22,2	27,5	26,2	11,3	13,8	13,2
Ensemble	52,0	73,5	68,8	19,3	28,9	26,8	9,4	14,5	13,4
Ménages de taille supérieure à 2									
Masculin	52,6	75,5	70,6	19,4	29,9	27,6	9,4	15,0	13,8
Féminin	61,5	77,2	73,3	24,7	30,5	29,0	12,6	15,5	14,8
Ensemble	53,9	75,7	71,0	20,2	30,0	27,8	9,9	15,1	13,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIII-4 Robustesse des indicateurs de la pauvreté

La robustesse des indicateurs permettent d'apprécier de leur qualité. Elle sera testée de deux manières : la première consiste à définir les intervalles de confiance des indicateurs selon les variables d'analyse importantes. La deuxième méthode consiste à varier le seuil et de voir leurs effets sur les indicateurs. Cette dernière méthode permet aussi de savoir si les ménages sont regroupés autour du seuil. Dans ce cas ils peuvent basculer facilement dans l'un o l'autre camp en cas de chocs.

XIII-4-1 Intervalle de confiance

Normalement, la détermination de l'écart type du ratio de pauvreté ne se fait pas de la même manière que les simples moyennes. Mais dans la mesure où l'intervalle de confiance obtenu ne serait pas différent de celui obtenu avec les formules habituelles en cas de grand échantillon, la méthode « svymean » de stat sera utilisé pour avoir les intervalles de confiance.

A Madagascar, le ratio de pauvreté se situe entre 66,6% et 70,9% à 95% de probabilité. Les intervalles de confiance sont plus larges en milieu urbains à cause des disparités de sa population. En effet, les différences entre le niveau de vie des ménages vivant en milieu urbains peuvent être grandes. Par contre, avec l'homogénéité de la population rurale, l'intervalle de confiance est réduit. Cela justifie le nombre d'échantillon généralement élevé en en milieu urbain.

Tableau 182 : Intervalle de confiance à 95% du ratio de pauvreté

	Moyenne	Erreur Standard.	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Madagascar	68,7	1,1	66,6	70,9	6,8
Région					
Analamanga	42,9	4,3	34,4	51,3	12,9
Vakinankaratra	74,3	3,7	67,1	81,5	7,5
Itasy	68,7	4,6	59,6	77,9	5,3
Bongolava	64,1	4,1	56,1	72,1	2,0
Mahatsiatra Ambony	72,1	4,8	62,7	81,4	10,5
Amoron'I Mania	78,0	1,7	74,6	81,3	1,0
Vatovavy Fitovinany	80,8	3,9	73,1	88,5	7,6
Ihorombe	78,0	2,8	72,6	83,4	0,8
Atsimo Atsinanana	83,9	3,4	77,3	90,6	3,1
Atsinanana	79,0	4,3	70,6	87,4	8,4
Analanjirifo	79,1	4,2	70,9	87,4	4,3
Alaotra Mangoro	57,7	4,8	48,2	67,2	5,5
Boeny	48,8	6,6	35,7	61,8	5,1
Sofia	80,7	2,1	76,5	85,0	2,0
Betsiboka	70,0	5,0	60,3	79,8	2,6
Melaky	62,7	4,7	53,4	71,9	1,2
Atsimo Andrefana	75,2	5,1	65,1	85,3	8,8
Androy	83,3	2,5	78,3	88,2	1,9
Anosy	73,8	3,7	66,6	81,1	2,9
Menabe	61,7	4,4	53,2	70,3	2,1
Diana	49,2	7,9	33,6	64,7	5,7
Sava	72,5	4,3	64,0	81,0	3,9
Milieu					
Urbain	52,0	2,2	47,6	56,3	5,0
Rural	73,5	1,3	71,0	76,0	7,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIII-4-2 Test de dominance par rapport à 2004

Le test de dominance permet de conclure si une répartition de la consommation est meilleure par rapport à une autre vis-à-vis des différents indicateurs de la pauvreté. La comparaison effectuée dans ce cadre concerne l'évolution de la pauvreté entre 2004 et 2005. Après avoir présenté la méthodologie et les soubassements théoriques, nous allons présenter les résultats visuels et statistiques du test.

Méthodologie

La comparaison de deux distributions de consommations sur la base de la moyenne et de la courbe de Lorenz présente dans certains cas des situations qui nous empêchent de trancher. Le concept de dominance statistique permet de dépasser ce problème en combinant les deux critères de comparaison.

Considérons deux distributions de revenus FA et FB. Notons la statistique suivante :

$$D_A^1(x) = F_A(x) = \int_0^x dF_A(y)$$

Si $D_A^1(x) \leq D_B^1(x)$ pour tout x susceptible d'être le seuil de pauvreté, en d'autres termes si la courbe de répartition de B est toujours à droite de celle de A, la distribution A est dite dominée au premier ordre par la distribution B. En termes de bien être, B est préférable à A pour toute fonction de bien être anonyme¹⁰ et croissante sur l'indicateur de bien être (ici la consommation). Cette caractéristique peut être vérifiée de manière visuelle à partir des graphes de la fonction de répartition. En termes d'indicateurs de pauvreté, $D_A^1(x)$ représente le ratio de pauvreté pour un seuil x dans la distribution A. Cette propriété se traduit donc par le fait que le ratio de pauvreté dans la distribution B est toujours supérieur à celui de A pour tout seuil de pauvreté considéré.

La distribution B domine A à l'ordre s si $D_A^s(x) \leq D_B^s(x)$ avec

$$D_A^s(x) = \int_0^x D_A^{s-1}(y) d(y)$$

Davidson et Duclos (1998) ont montré que $D_A^s(x)$ peut s'écrire sous la forme :

$$D_A^s(x) = \frac{1}{(s-1)!} \int_0^x (x-y)^{s-1} dF(y)$$

Avec cette formulation, on peut déduire facilement que la dominance d'ordre 1 signifie que l'intensité de la pauvreté pour la distribution B est toujours supérieur à celle de la distribution A. De même pour la sévérité à l'ordre 3. La dominance d'ordre 1 implique toutes les autres.

L'estimateur naturel de $D_A^s(x)$ serait alors :

$$\hat{D}_A^s(x) = \frac{1}{(s-1)!} \int_0^x (x-y)^{s-1} d\hat{F}(y) = \frac{1}{N(s-1)!} \sum_i (x-y)^{s-1} I(y \leq x)$$

Ainsi pour le test d'hypothèse nulle : $H_0: D_A^s(x) - D_B^s(x) = 0$ on peut prendre la statistique $\frac{\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x)}{\text{Var}(\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x))}$ avec :

$$\text{var}(\hat{D}_A^s(x) - \hat{D}_B^s(x)) = \text{var}(\hat{D}_A^s(x)) + \text{var}(\hat{D}_B^s(x))$$

$$\text{Où } \text{var}(\hat{D}_A^s(x)) = \frac{1}{N} \sum \left[\frac{1}{\alpha!} (z - y_i)^\alpha \right]^2 - (D_A^s(z))^2 = \left(\frac{z}{\alpha!} \right)^2 (P_{2\alpha} - P_\alpha^2)$$

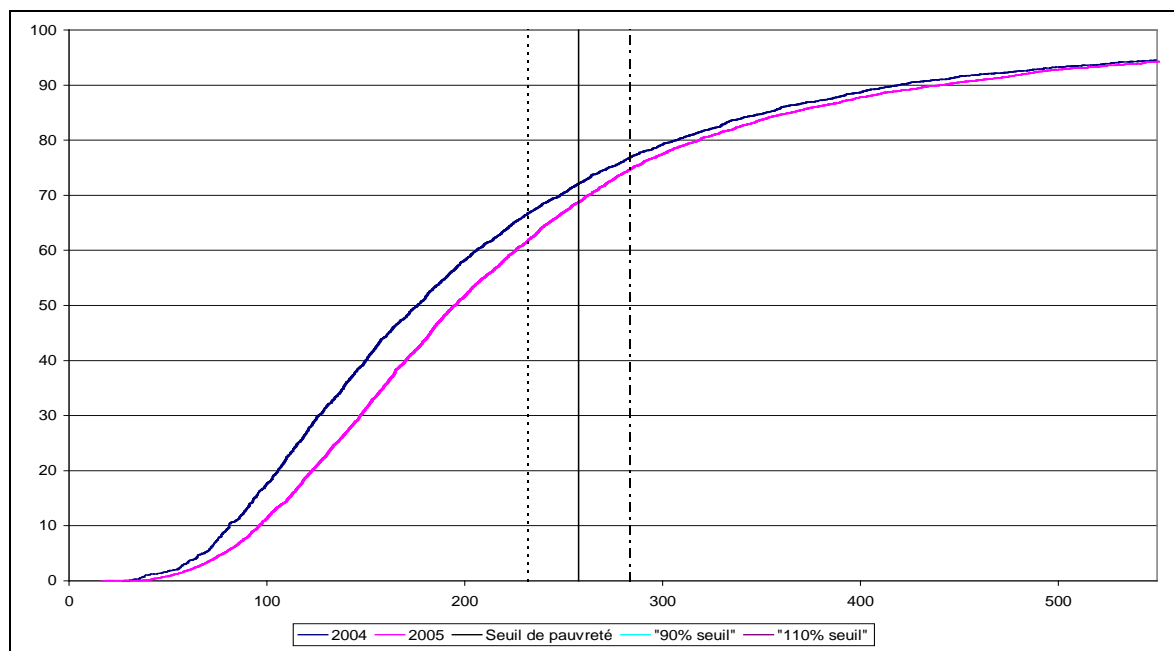
Résultats

Le graphique suivant donne la fonction de répartition de la consommation en 2004 et 2005. Nous pouvons constater que la courbe de 2005 se situe en deçà de celle de 2004 pour toutes les valeurs de la consommation susceptible d'être le seuil de la pauvreté. A titre

¹⁰ Le principe d'anonymat suppose que la place d'un individu particulier dans la distribution n'a pas d'effet sur la fonction de bien être social. Les indicateurs FGT satisfont ce principe si on les considère comme fonction de bien être social.

d'illustration, nous pouvons voir sur le graphique la situation de la pauvreté si le seuil on change le seuil par de 90% de sa valeur ou par 110% de sa valeur. A priori, l'allure de ces courbes laisse penser que la distribution de 2005 est domine celle de 2004 au premier ordre.

Graphique 10 : Répartition de la consommation en 2004 et 2005



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La valeur maximum du seuil considéré est de 130% du seuil actuel, c'est-à-dire 334 978 Ariary. Le nombre de découpage considéré est de 40. Avec ces paramètres, le test de dominance effectué sur les deux répartition de revenu donne les résultats consignés dans le tableau suivant :

Tableau 183 : Statistique de test de dominance de 2005 et 2004

Seuil	2005	2004	t-stat
Seuil Effectif			
257 675	0,687	0,721	-4,53
Autres seuils			
61 661	0,021	0,037	5,77
92 029	0,087	0,141	10,12
122 398	0,199	0,282	11,57
152 766	0,326	0,414	11,10
183 135	0,453	0,527	8,97
213 503	0,561	0,617	6,96
243 872	0,654	0,692	5,04
274 240	0,728	0,751	3,33
304 609	0,783	0,797	2,18
334 978	0,819	0,835	2,68

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

La distribution de 2005 domine donc celle de 2004 à l'ordre 1. En d'autres termes, on peut conclure à un changement effectif du ratio de pauvreté, en particulier au niveau du seuil de pauvreté effectif. Par ailleurs, il est préférable d'appartenir à la distribution de revenu de 2005 qu'en 2004.

XIII-4-3 Sensibilité par rapport au seuil

Le processus consiste à calculer les indicateurs de pauvreté si on fait varier le seuil. Cela permet de conclure si la pauvreté est fortement dépendante du seuil. Dans ce cas, les ménages pauvres sont regroupés autour du seuil de pauvreté. En considérant 90% et 110% du seuil effectif, l'incidence de la pauvreté varie de 50,2% à 64,2% au niveau national. L'écart de l'incidence est de 14,0%. Cette frange de la population fait donc partie des plus vulnérables car un choc économique les fera basculer parmi les pauvres ou non pauvres. L'écart est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain signifiant une précarité des conditions de vie plus poussée en milieu rural.

Tableau 184 : Ratio de pauvreté en cas de variation du seuil

	90% seuil	Seuil	110% seuil
National			
Incidence	50,2	68,7	64,2
Provinces			
Antananarivo	37,9	57,7	52,5
Fianarantsoa	59,3	77,6	73,7
Toamasina	55,1	71,9	67,6
Mahajanga	50,7	70,2	65,4
Toliara	56,7	74,8	70,1
Antsiranana	48,6	64,2	60,0
Milieu			
Urbain	36,4	52,0	47,8
Rural	54,1	73,5	68,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Projections des évolutions de la pauvreté selon différents scénario

Sur la base des consommations des ménages en 2005, on projette les évolutions du ratio de pauvreté par milieu selon les hypothèses d'évolutions de la consommation réelle (nette d'inflation) et l'évolution démographique.

Tableau 185 : Simulation de la pauvreté selon différents scénario

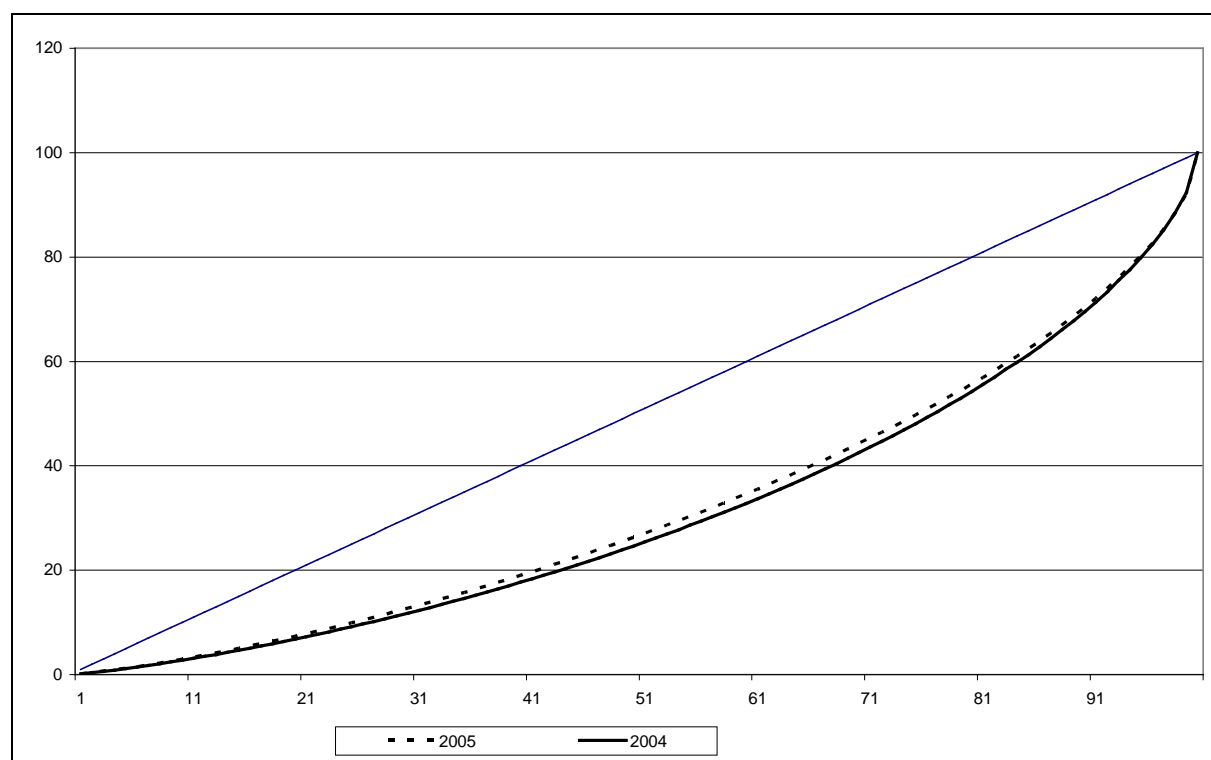
Scénario 1	Croissance annuelle des consommations de 5% chez les ménages pauvres																					
	Croissance démographique annuelle de 3% chez les ménages pauvres contre 2% pour les non pauvres																					
	Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015										
	Urbain	52,0	51,7	51,0	50,5	49,9	49,3	48,9	48,4	48,0	47,7	46,6										
	Rural	73,5	73,3	72,5	72,0	71,5	70,8	70,2	69,7	69,0	68,0	67,4										
<hr/>																						
Ensemble												68,7	68,6	67,8	67,3	66,8	66,0	65,5	65,0	64,4	63,5	62,9
<hr/>																						
Scénario 2	Croissance annuelle des consommations de 7% chez les ménages pauvres																					
	Croissance démographique annuelle de 2,8% pour tous les ménages																					
	Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015										
	Urbain	52,0	49,9	48,4	46,5	45,1	43,6	41,8	39,9	38,5	36,8	35,0										
	Rural	73,5	71,7	69,7	67,3	65,2	63,0	60,9	59,0	56,7	54,5	52,3										
<hr/>																						
Ensemble												68,7	66,9	65,0	62,7	60,8	58,8	56,7	54,8	52,7	50,6	48,5
<hr/>																						
Scénario 3	Croissance annuelle des consommations de 8% chez les ménages pauvres																					
	Croissance démographique annuelle de 2% pour tous les ménages																					
	Milieu	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015										
	Urbain	52,0	49,0	46,2	44,2	41,4	38,7	36,0	33,6	30,1	28,2	25,6										
	Rural	73,5	70,5	67,1	63,7	60,2	57,2	53,7	49,9	45,9	42,5	38,7										
<hr/>																						
Ensemble												68,7	65,8	62,5	59,4	56,1	53,1	49,8	46,3	42,4	39,4	35,9

Source : INSTAT/DSM/EPM2005 et simulations à partir de 2006

XIII-5 Inégalité

Les mesures d'inégalité analysées ici concernent essentiellement les indices de Gini. Les autres types d'indicateurs sont consignés en annexe. La comparaison des courbes de Gini de 2004 et 2005 montre que l'inégalité a régressé légèrement entre ces deux années. En effet, la courbe de 2005 se situe en dessus de celle de 2004 signifiant que pour une même proportion de population, leur part dans la masse de consommation est plus importante en 2005 qu'en 2004.

Graphique 11 : Courbe de Gini en 2004 et 2005



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

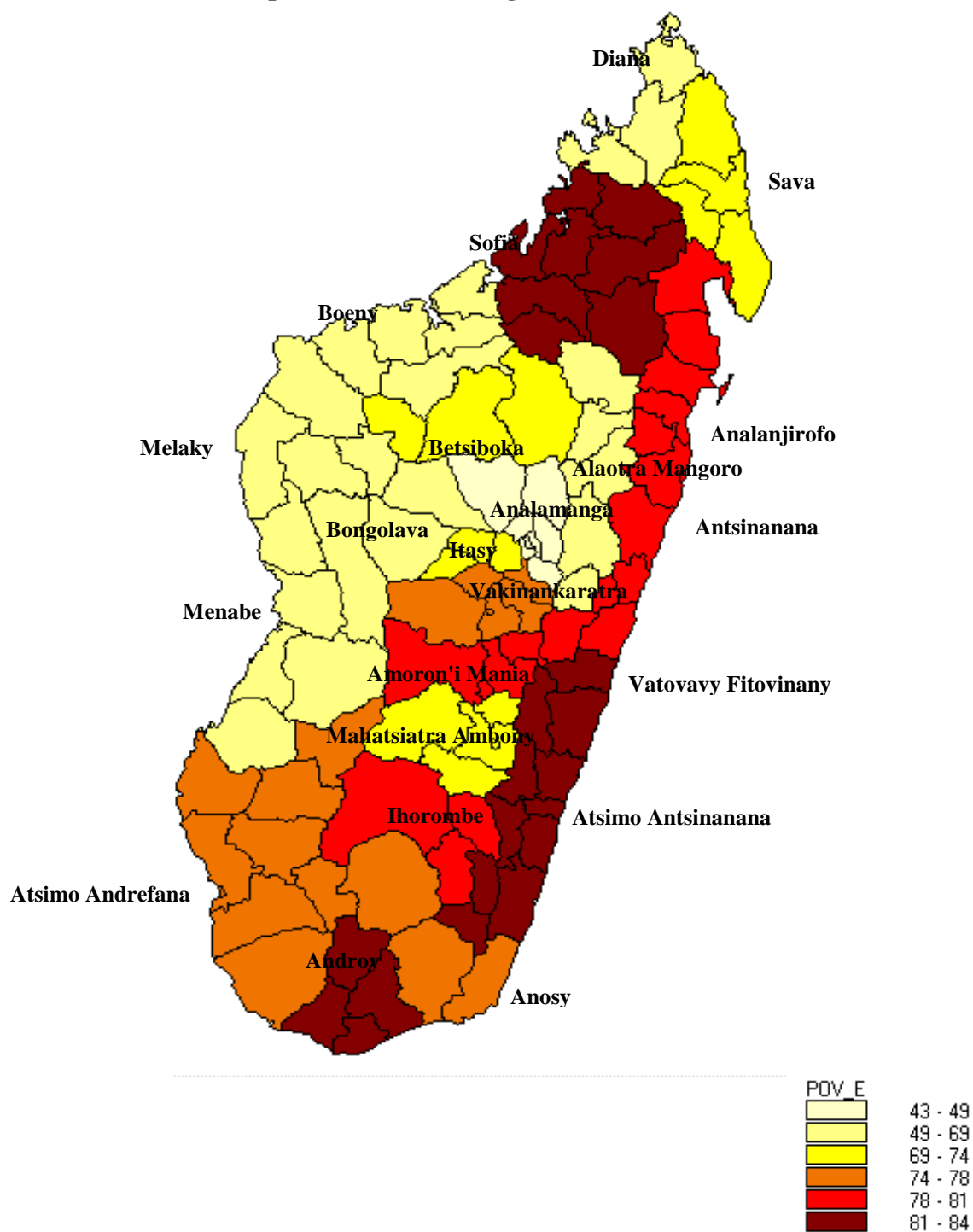
L'indice de Gini est passé de 0,42 à 0,36 entre 2004 et 2005. Cela traduit la diminution de l'inégalité entre 2005 et 2004. Cette réduction de l'inégalité est plus palpable en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, si l'indice est resté à 0,40 dans les milieux urbains, il est passé de 0,41 à 0,33 en milieu rural. Entre les différentes provinces, l'inégalité est assez marquée dans la province de Toamasina et elle est la plus faible à Fianarantsoa.

Tableau 186 : Indice de Gini par faritany et par milieu en 2004 et 2005

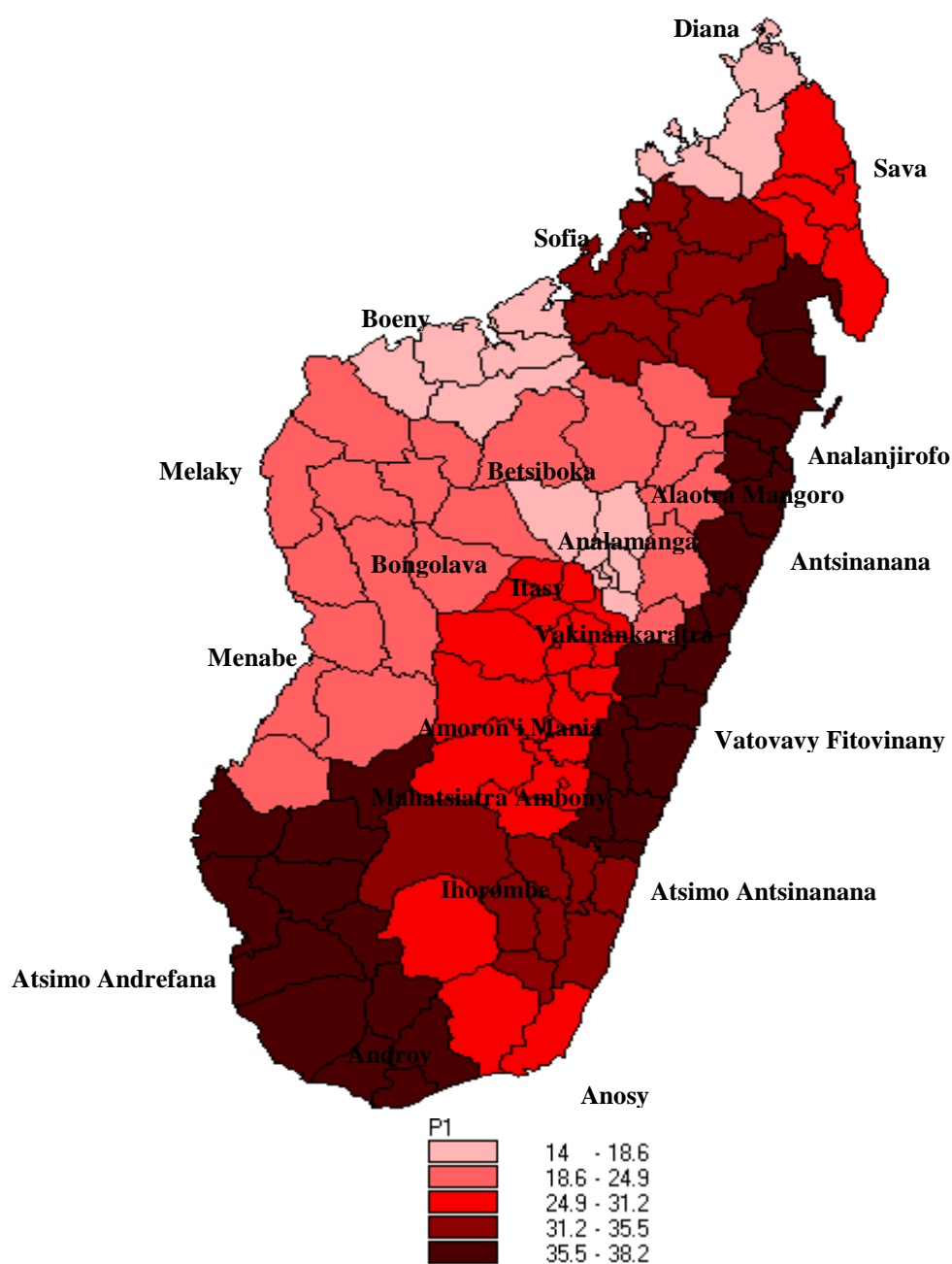
	2004	2005
National		
Indice de Gini	0,423	0,365
Provinces		
Antananarivo	0,382	0,353
Fianarantsoa	0,326	0,300
Toamasina	0,596	0,398
Mahajanga	0,365	0,385
Toliara	0,356	0,373
Antsiranana	0,402	0,384
Milieu		
Urbain	0,405	0,405
Rural	0,412	0,335

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 5 : Incidence de la pauvreté selon les régions



Carte 6 Intensité de la pauvreté selon les régions



XIV VULNERABILITE

Cette partie consiste à identifier l'ensemble des chocs que les ménages ont dû subir, à évaluer leurs impacts et à étudier les moyens de compensation de ces chocs choisis par les ménages.

XIV-1- Les types de chocs rencontrés par les ménages

Différents types de chocs peuvent affecter les ménages. D'une part, des cataclysmes naturels récurrents affectent des régions de Madagascar et engendrent des répercussions sur le bien-être de la population. Ainsi, des cyclones, inondations, sécheresses peuvent affecter la production agricole. Par ailleurs, d'autres chocs individuels tels que les vols de cheptel, les maladies ont un impact majeur en terme de perte de temps, de coûts médicaux. Enfin, les pertes d'emploi touchent directement les flux de revenus des ménages et leur consommation

Les problèmes économiques tels que la hausse des prix des produits ou l'augmentation générale des prix ont été mentionnés par une grande majorité de ménages. De plus, les problèmes de climat ont été ressentis davantage dans les régions rurales à majorité agricole, puisque près de 60% des ménages les ont cités. Les problèmes d'insécurité tels que les vols de bétail, de récoltes sur pied ou de violence contre des personnes, touchent davantage les campagnes (à 21%) que les villes (15%)°.

Tableau 187 : Proportion de ménages touchés par différents types de problèmes

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Climat ou environnement	35,1	59,3	53,6
Problèmes d'insécurité	15,0	20,8	19,4
Problèmes de santé	12,6	13,3	13,1
Problèmes économiques	88,8	81,6	83,3
Autres problèmes	1,8	1,6	1,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

En ce qui concerne les problèmes liés au climat, les cyclones sont les plus cités dans les villes. Ensuite viennent les maladies des plantes sur pied. Par contre en milieu rural, il s'agit en plus et surtout des maladies de bétail et de sécheresse.

Tableau 188 : Répartition des ménages selon le type de choc subi, par région

Unité : %

	Climat et environnement	Insécurité	Maladies, décès	Problèmes économiques	Autres types de problème	Total
Analamanga	20,3	8,3	2,6	68,4	0,4	100,0
Vakinankaratra	23,2	18,3	4,0	54,4	0,1	100,0
Itasy	34,6	14,0	5,0	46,3	0,1	100,0
Bongolava	34,7	12,5	10,1	42,6	0,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	40,7	9,9	13,4	36,0	NS	100,0
Amoron'I Mania	37,8	14,7	4,9	41,5	1,1	100,0
Vatovavy Fitovinany	36,1	4,8	11,7	47,0	0,4	100,0
Ihorombe	38,9	9,9	4,9	46,0	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	41,2	8,1	12,1	38,1	0,5	100,0
Atsinanana	30,9	9,3	5,8	53,8	0,2	100,0
Analanjirifo	35,6	7,9	5,7	48,0	2,8	100,0
Alaotra Mangoro	32,5	11,3	7,2	44,7	4,3	100,0
Boeny	26,2	5,4	10,6	57,2	0,6	100,0
Sofia	38,0	8,4	10,6	42,5	0,5	100,0
Betsiboka	36,7	13,7	7,2	41,0	1,4	100,0
Melaky	41,4	17,5	8,6	32,4	0,2	100,0
Atsimo Andrefana	58,4	4,2	3,0	34,2	0,3	100,0
Androy	61,0	1,6	7,2	29,9	0,4	100,0
Anosy	47,0	5,7	4,8	42,1	0,5	100,0
Menabe	38,9	12,4	3,4	45,2	0,2	100,0
Diana	23,2	12,9	15,8	47,9	0,3	100,0
Sava	26,7	8,5	3,5	61,1	0,2	100,0
Ensemble	35,7	9,6	7,0	47,1	0,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 189 : Proportion de ménages ayant été touchés par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu urbain.

Unité : %

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Cyclones	8,7	9,2	NS	NS	44,2	14,4	11,7
Inondation	NS	18,7	NS	15,2	13,0	NS	5,4
Sécheresse	NS	3,6	2,2	8,8	4,7	NS	3,1
Pluie tardive	2,7	10,5	NS	9,2	27,5	NS	7,0
Pluie prématurée	NS	NS	NS	3,8	NS	3,9	0,6
Invasion acridienne	NS	NS	NS	NS	5,0	NS	0,8
Feux de forêt ou de brousse	NS	NS	NS	2,3	NS	NS	0,4
Maladies de plantes sur pied	10,1	2,9	8,6	9,6	14,1	NS	8,3
Maladies de produits stockés	NS	NS	NS	3,4	5,3	NS	1,1
Maladies de bétail	NS	2,2	17,4	7,1	6,5	5,2	4,1
Routes vers les marchés impraticables	NS	NS	4,2	5,8	NS	NS	1,1
Autres problèmes de climat	NS	5,4	NS	4,3	2,8	NS	1,5

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau 190 : Proportion de ménages ayant été touchés par des problèmes liés au climat ou à l'environnement, par province, en milieu rural

Unité : %

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
Cyclones	10,4	8,0	7,5	NS	50,2	18,0	11,8
Inondation	4,6	4,1	24,7	10,0	3,2	8,1	8,8
Sécheresse	4,6	22,3	2,6	4,0	35,8	NS	12,6
Pluie tardive	4,2	12,5	NS	8,3	18,8	13,2	8,1
Pluie prématurée	3,7	NS	5,7	NS	1,3	22,3	3,8
Invasion acridienne	NS	NS	NS	NS	6,2	NS	0,7
Feux de forêt ou de brousse	2,4	0,4	5,4	7,5	3,8	NS	3,0
Maladies de plantes sur pied	4,7	17,7	8,1	2,5	35,4	12,9	13,0
Maladies de produits stockés	NS	3,0	NS	NS	4,9	NS	1,5
Maladies de bétail	6,5	21,5	29,2	4,3	22,1	8,0	16,8
Routes vers les marchés impraticables	NS	4,9	13,6	6,8	8,7	NS	5,6
Autres problèmes de climat	14,0	17,2	NS	2,8	NS	NS	7,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XIV-2 Analyse des mécanismes amortisseurs

Les conséquences des chocs sont variées :

- perte de biens : la diminution des actifs du ménage tels que maisons, cheptel, etc. accroît la vulnérabilité du ménage face à la pauvreté dans le futur ;
- diminution de revenu, par la perte de moyens de production ;
- réduction de la consommation, surtout alimentaire, entraînant des problèmes de santé et de productivité.

Tableau 191 : Proportion de ménages ayant subi certaines conséquences des problèmes de climat

Unité : %.

	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana	Ensemble
<u>Perte de biens</u>							
	13,7	14,9	14,4	20,2	28,3	31,7	19,5
<u>Diminution de revenus</u>							
	49,8	58,0	51,5	44,0	58,3	38,3	53,2
<u>Réduction de la consommation</u>							
	69,6	70,8	65,4	75,0	82,1	48,3	72,4
<u>Consommation de produits moins nutritifs</u>							
	49,8	53,0	48,5	58,7	60,6	35,1	53,7

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les actions entreprises au niveau des ménages restent limitées, surtout lorsque les chocs se répètent d’une année sur l’autre. En effet, une persistance de ces cataclysmes dans le temps réduit au fur et à mesure les avoirs accumulés par le ménage.

Pour compenser les chocs, 41% des ménages, dont 36% pour le milieu urbain et 42% pour le milieu rural) des ménages ont choisi de « *travailler plus* », 10% (dont 9% en milieu urbain et 10% en milieu rural) ont opté pour la « *réduction de la consommation alimentaire* » ou changé leur habitude de consommation.

Tableau 192 : Répartition des ménages selon le type de stratégie adoptée, face aux chocs

	Unité : %.		
	Urbain	Rural	Ensemble
a travaillé plus	35,8	42,2	40,9
a emprunté	1,9	1,3	1,5
a vendu des actifs	9,0	10,0	9,8
a réduit la consommation alimentaire	38,9	31,5	33,0
n'a rien fait	13,5	14,3	14,1
Autres	1,0	0,7	0,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Dans les faits, il ne s’agit donc que de stratégies individuelles. Les actions entreprises au niveau de la communauté, telles que l’aide de l’Etat, d’Organisations non gouvernementales ou internationales, restent marginales.

Sur l’ensemble de la population ayant subi des chocs, 52,6% (55,3% en 2004) n’ont pas encore retrouvé le niveau d’avant au moment de la collecte. Cependant, seulement 6,2% (6,3% en 2004) ont été rétablis (avoir trouvé le niveau d’avant le choc) avant un mois, 18,6% (20,2% en 2004) entre un et six mois et 22,6% (18,2% en 2004) entre six et douze mois.

Tableau 193: Temps de récupération du choc au niveau d’avant

	Unité : %
	Ensemble
Moins d'un mois	6,2
Entre 1 et 6 mois	18,6
Entre 6 et 12 mois	22,6
Pas encore récupéré	52,6
Total	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XV OPINION DES MENAGES

XV-1 Opinions des ménages sur les conditions de vie

En complémentarité avec l'approche consommation, l'approche par opinion permet de saisir d'une façon directe les appréciations et sentiments des ménages concernant leur condition de vie. Son avantage est d'inclure d'une façon implicite les préférences des individus. Ce qui n'est pas facile à faire pour l'approche consommation. Par contre, dans les réponses collectées, les références individuelles des enquêtés peuvent ne pas être les mêmes.

En 2005, 47,7% de la population déclarent être en difficulté contre 0,3% qui ont répondu qu'ils vivent aisément. Si en milieu rural la moitié des individus se sont classés parmi ceux qui sont en difficulté, le taux décroît selon la taille de la localité de résidence pour se situer à 22% dans la Capitale. Les existences et disponibilité des infrastructures et offres de services sont probablement les causes de ce fait.

Tableau 194: Opinions des ménages sur leur propre niveau de vie selon le milieu de résidence

	Unité : %				
	Vivre aisément	Vivre moyennement	Doit faire attention	En difficulté	Total
Capitale	0,5	42,0	35,5	22,0	100,0
Grands Centres Urbains	1,8	28,2	31,1	38,9	100,0
Centre Urbain Secondaire	0,5	22,2	33,5	43,9	100,0
Rural	0,2	16,2	33,0	50,6	100,0
Ensemble	0,3	18,9	33,1	47,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Selon les régions, la proportion de ceux qui pensent vivre à l'aise ou moyennement est nettement élevés dans les régions d'Thorombe, Analamanga, Bongolava et Atsimo andrefana avec des taux supérieurs à 25%. Ces deux catégories ne contiennent que moins de 10% de ceux qui habitent dans l'Atsimo atsinanana et le Menabe.

Tableau 195 : Opinions des ménages sur leur propre niveau de vie selon les régions

Unité : %

	Vivre aisément	Vivre moyennement	Doit faire attention	En difficulté	Total
Analamanga	0,5	29,4	38,2	31,9	100,0
Vakinankaratra	0,2	13,4	50,2	36,2	100,0
Itasy	NS	23,1	30,4	46,5	100,0
Bongolava	0,8	27,3	9,2	62,8	100,0
Mahatsiatra Ambony	0,2	18,6	30,3	50,9	100,0
Amoron'I Mania	NS	10,6	28,5	60,9	100,0
Vatovavy Fitovinany	0,1	17,5	39,2	43,2	100,0
Ihorombe	1,4	34,2	16,2	48,3	100,0
Atsimo Atsinanana	NS	5,7	27,7	66,6	100,0
Atsinanana	0,7	16,0	34,3	49,0	100,0
Analanjirifo	0,6	17,2	23,5	58,8	100,0
Alaotra Mangoro	0,1	19,4	32,6	47,9	100,0
Boeny	0,1	19,0	23,0	57,9	100,0
Sofia	0,4	15,4	28,0	56,3	100,0
Betsiboka	0,2	17,4	22,8	59,7	100,0
Melaky	0,3	14,9	48,3	36,5	100,0
Atsimo Andrefana	0,3	26,8	27,8	45,2	100,0
Androy	0,1	14,1	20,1	65,7	100,0
Anosy	0,1	16,7	37,0	46,2	100,0
Menabe	0,1	7,7	37,2	55,0	100,0
Diana	0,7	17,7	46,9	34,7	100,0
Sava	0,7	15,2	32,8	51,3	100,0
Ensemble	0,3	18,9	33,1	47,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Une des manières de mesurer la cohérence des réponses des ménages est de comparer les indicateurs des 2 approches ("objective" par consommation et "subjective" par opinion). Le tableau qui suit montre le fait que le ratio de pauvreté est le moins élevé chez ceux qui déclarent vivre à l'aise. Ce taux augmente selon le degré de difficulté ressenti par le groupe pour atteindre 78,9% chez ceux qui reconnaissent vivre en difficulté.

Tableau 196 : Ratio de pauvreté selon l'opinion des ménages sur leur condition de vie

Unité : %

	Ratio de pauvreté
Vivre aisément	37,2
Vivre moyennement	48,9
Doit faire attention	65,8
En difficulté	78,9
Ensemble	68,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Il n'y a que 4 malgaches sur 10 000 qui ont répondu faire partie des ménages très riches. Ils appartiennent presque tous au quintile de consommation le plus riche. 34% des enquêtés se classent parmi les ménages moyens alors que 10,3% d'entre eux sont classés parmi les plus riches selon leurs consommations. Pour les 21% qui déclarent être les plus

pauvres, il y a seulement le quart qui appartient au quintile des plus pauvres. Néanmoins, quel que soit le groupe considéré, une majorité relative se classe dans son classe ou un des 2 classes immédiatement voisine.

Tableau 197 : Comparaison des classements des ménages

Unité : %

Classement selon la consommation	Plus pauvre	2ème Quintile	3ème Quintile	4ème Quintile	Plus riche	Total
Parmi les très riches	NS	NS	NS	NS	NS	NS
Parmi les riches	0,5	0,5	0,4	0,4	1,5	3,2
Parmi les moyens	3,6	5,4	6,6	8,4	10,3	34,4
Parmi les pauvres	11,0	8,7	8,4	7,3	5,8	41,2
Parmi les très pauvres	4,9	5,4	4,7	3,9	2,3	21,1
Total	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

N.S : Non Significatif

Les réponses à 2 questions permettent de résumer (même si c'est un "mauvais" résumé du fait de la différence de compréhensions et/ou d'interprétations et/ou de délimitations de ces 2 questions par les enquêtés) les consommations et les seuils de pauvreté propres des ménages. Le tableau suivant expose le fait qu'en moyenne les consommations déclarées en une seule réponse par les ménages sont en cohérence avec leurs consommations captées en une dizaine de page de questionnaire. Néanmoins on constate que les réponses varient énormément à l'intérieur de chaque classe. Par ailleurs, les seuils de pauvreté déclarés par les ménages sont en relation positive avec leurs consommations (résumées ou calculées).

Tableau 198 : Consommation par individu et seuil de pauvreté déclarés selon les déciles de consommation

Unité : Ariary

	Consommation déclarée	Intervalle des 90% des réponses		Seuil déclaré
Plus pauvre	48 200	16 364	137 143	96 800
Décile_2	66 500	24 000	160 000	123 800
Décile_3	79 500	26 667	192 000	140 700
Décile_4	88 200	28 000	205 714	157 700
Décile_5	96 900	33 333	240 000	171 100
Décile_6	106 200	37 500	240 000	185 800
Décile_7	119 800	40 000	283 999	207 300
Décile_8	150 400	45 000	348 000	241 400
Décile_9	178 300	48 000	439 999	290 400
Plus riche	289 300	65 455	959 998	442 800
Ensemble	107 900	28 800	419 999	187 700

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

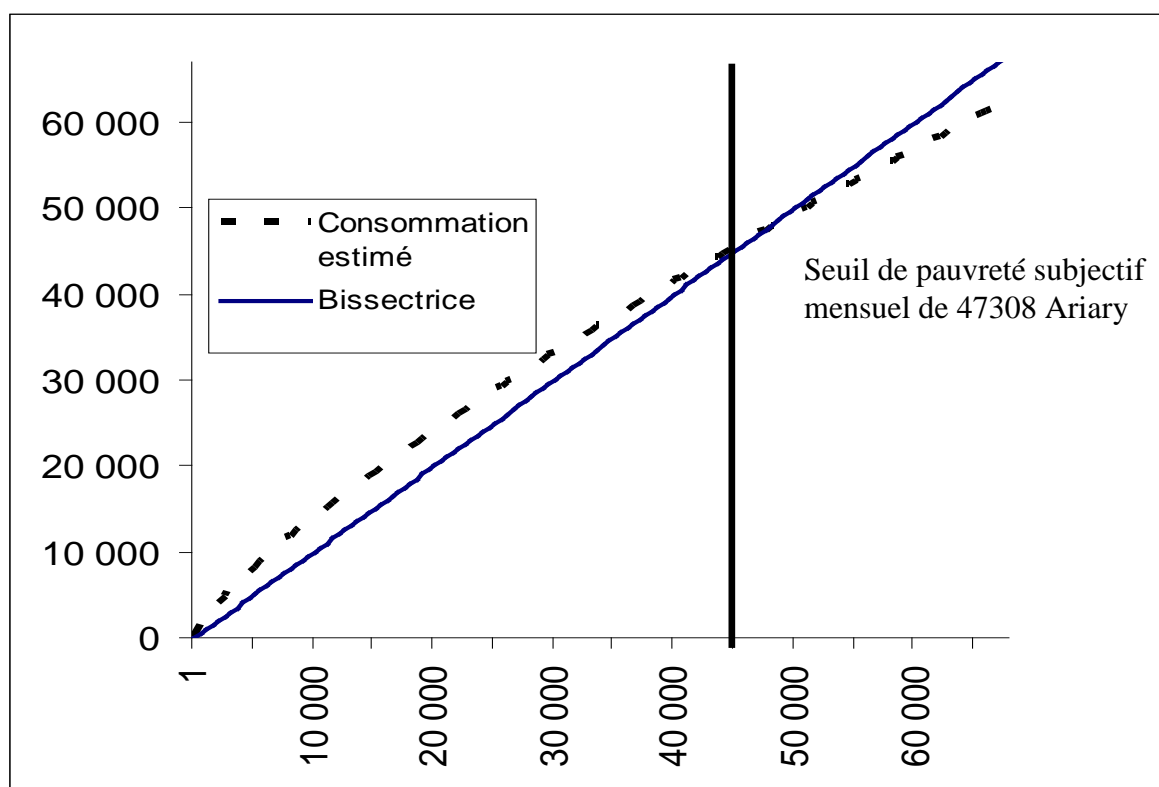
Les informations de ce dernier tableau nous suggèrent l'approche par régression afin d'estimer un seul seuil de confiance qui résume les différentes seuils proposés par les ménages. Si le niveau de consommation déclaré est supérieur à ce que celui que le ménage

estime être suffisant pour mener une vie décente alors le ménage se classe comme "non pauvre". Dans le cas contraire, le ménage se classe comme pauvre. L'étude consiste à déterminer le point d'intersection de la courbe liant le niveau de consommation minimal réclamé en fonction du niveau actuel de consommation et celle de la bissectrice (fonction identique). L'ordonnée de ce point d'intersection z^* délimite ce qu'on appelle la ligne de pauvreté subjective.

Pour déterminer la fonction liant le niveau de consommation minimal réclamé en fonction du niveau actuel de consommation, un essai de modélisation a été entrepris à partir des données de l'EPM 2005. En excluant les enregistrements aberrants, le résultat donne l'équation suivante:

$$C_{\min} = \exp[0,775 * \text{Log}(C_{\text{tête}}) + 2,422] \quad \text{avec } R^2 \text{ ajusté} = 0,7682$$

Ce résultat de régression du modèle logarithmique nous donne un seuil subjectif de pauvreté qui se situe aux environs de 567 700 Ariary par personne par an.



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XV-1-1 Classement subjectif en quintile de niveau de vie

Outre le degré d'aisance financière, il a été demandé aux ménages de se situer par rapport aux ménages de leur ville selon un classement en quintile en posant la question suivante. Compte tenu de votre niveau de vie, vous estimez faire partie : des 20% les plus pauvres, des 20% moyennement pauvres, des 20% qui sont au milieu, des 20% moyennement riches ou des 20% les plus riches.

Globalement, les ménages malgaches estiment faire partie des classes moyennes ou pauvres. En effet, 36% des ménages ont déclaré qu'ils font partie des 20% ménages moyens, 40% se sont classés dans les 20% moyennement pauvres, les 21% se considèrent parmi les 20% les plus pauvres. En général, aucun changement significatif n'est observé si on passe d'une région à une autre, sauf dans la région de Menabe et celle de Sofia où beaucoup plus de ménages se sentent dans la catégorie des plus pauvres : 34% à Menabe et 38% à Sofia.

Tableau 199 : Classement subjectif en quintile de niveau de vie selon la région

REGION	Unité : %					
	Très riches	Moyennement riches	Moyens	Moyennement pauvres	Très pauvres	Total
Analamanga	NS	4,2	46,7	37,0	12,1	100,0
Vakinankaratra	NS	1,6	41,7	41,7	15,0	100,0
Itasy	NS	6,9	44,9	22,9	25,3	100,0
Bongolava	NS	4,6	34,9	26,2	34,3	100,0
Mahatsiatra Ambony	NS	2,5	41,4	35,8	20,3	100,0
Amoron'I Mania	NS	1,9	26,2	52,1	19,8	100,0
Vatovavy Fitovinany	NS	4,2	33,3	49,2	13,2	100,0
Ihorombe	NS	5,7	45,5	29,1	19,7	100,0
Atsimo Atsinanana	0,4	1,7	13,6	55,4	29,0	100,0
Atsinanana	0,2	2,1	31,7	44,7	21,4	100,0
Analanjirifo	NS	1,4	33,1	34,9	30,6	100,0
Alaotra Mangoro	0,3	2,9	30,8	42,3	23,8	100,0
Boeny	0,5	1,6	30,9	43,7	23,4	100,0
Sofia	NS	3,2	26,8	32,2	37,8	100,0
Betsiboka	NS	1,9	28,7	48,6	20,7	100,0
Melaky	NS	3,4	37,1	44,6	14,9	100,0
Atsimo Andrefana	NS	5,4	37,2	40,0	17,4	100,0
Androy	0,1	5,6	21,0	58,5	14,9	100,0
Anosy	NS	1,9	42,7	40,6	14,8	100,0
Menabe	NS	1,3	14,7	49,8	34,3	100,0
Diana	0,1	1,8	38,9	41,6	17,7	100,0
Sava	NS	3,7	36,7	31,0	28,6	100,0
Ensemble	0,1	3,2	35,6	40,4	20,7	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XV-1-2 Situation financière des ménages

La majorité des ménages malgaches sont vulnérables. Il se trouve que 22% des ménages sont obligés de s'endetter pour subvenir à leurs besoins et 30% ont puisé dans leur épargne. 34% déclarent que leur revenu arrive juste à satisfaire leurs besoins. Ainsi, 86% des ménages malgaches luttent pour leur survie.

L'analyse selon la région montre que la situation est relativement plus difficile dans les régions de Sofia, Atsimo Atsinanana et de Amoron'i Mania. En effet, dans ces régions, plus de neuf ménages sur dix déclarent que leur situation financière est très délicate et qu'ils n'arrivent pas à dégager une épargne. Les ménages de Menabe et Atsimo Atsinanana sont les plus affectés par l'endettement (près de 45% chacun). La possibilité d'épargner est rarement possible (moins de 15% des ménages).

Tableau 200 : Situation financière selon la région

Unité : %

Région	Dégage beaucoup d'épargne	Dégage un peu d'épargne	Revenus juste pour couvrir les dépenses	Obligé de puiser dans leur épargne	Obligé de s'endetter	Total
Analamanga	2,7	19,1	40,3	28,0	9,9	100,0
Vakinankaratra	2,0	12,0	50,5	22,2	13,3	100,0
Itasy	2,1	9,9	44,7	22,5	20,9	100,0
Bongolava	1,9	12,5	36,3	24,3	25,0	100,0
Mahatsiatra Ambony	2,7	7,3	33,8	31,0	25,1	100,0
Amoron'I Mania	0,5	6,5	19,3	33,4	40,3	100,0
Vatovavy Fitovinany	1,7	16,6	38,9	24,5	18,3	100,0
Ihorombe	5,6	13,5	45,4	21,7	13,9	100,0
Atsimo Atsinanana	0,7	4,0	11,8	38,5	45,0	100,0
Atsinanana	1,5	13,4	37,3	23,2	24,5	100,0
Analanjirofo	1,1	9,6	31,0	29,7	28,6	100,0
Alaotra Mangoro	4,2	12,9	32,5	25,9	24,5	100,0
Boeny	5,2	14,4	32,8	23,3	24,3	100,0
Sofia	0,9	6,4	17,8	35,8	39,2	100,0
Betsiboka	2,2	11,8	27,5	42,3	16,3	100,0
Melaky	1,9	13,1	26,0	46,5	12,6	100,0
Atsimo Andrefana	1,0	18,6	38,3	33,9	8,3	100,0
Androy	1,6	8,5	15,6	60,2	14,1	100,0
Anosy	0,8	14,6	28,6	44,7	11,3	100,0
Menabe	1,6	21,3	23,6	9,6	44,0	100,0
Diana	4,0	14,9	21,1	33,9	26,1	100,0
Sava	1,8	11,8	37,8	23,8	24,9	100,0
Ensemble	2,1	12,9	33,9	29,5	21,6	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XV-1-3 Evolution du niveau de vie au cours de l'année dernière

Les points de vue de la population malgache sont très clairs en ce qui concerne l'évolution du niveau de vie individuel des ménages au cours de cette dernière année : la situation s'est dégradée. Plus de 41% des ménages l'ont affirmé. Par ailleurs, plus de 40% ont avancé une situation de statu quo. Moins de 18% ont senti une amélioration du niveau de vie au sein de leur ménage. Ce sont les ménages de la Région de Sofia et ceux de Vakinankaratra qui ont vu leur niveau de vie amélioré. Respectivement 26% et 25% d'entre eux l'ont affirmé lors de l'enquête. De l'autre côté, la dégradation de la situation est beaucoup plus évoquée dans la région de la Sava et celle d'Atsimo Atsinanana avec plus de 54% de l'ensemble des ménages.

Les opinions sont fortement liées aux conditions de vie actuelles des ménages. Les riches se sont sentis de plus en plus riches. Tandis que selon les pauvres, leur situation s'empire de plus en plus. Si seul un tiers des ménages du quintile le plus riche ont évoqué une détérioration de leur niveau de vie, la proportion atteint 52% chez ceux du quintile des plus pauvres.

Tableau 201 : Evolution du niveau de vie au cours de l'année dernière

Région					Unité : %
	Amélioré	Stable	Détérioré	NPP	Total
Analamanga	13,2	46,9	39,8	NS	100,0
Vakinankaratra	24,7	33,8	41,5	NS	100,0
Itasy	22,7	53,2	24,1	0,1	100,0
Bongolava	21,3	40,2	38,2	0,3	100,0
Mahatsiatra Ambony	23,0	37,3	39,7	NS	100,0
Amoron'I Mania	12,8	35,4	51,8	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	15,4	40,1	43,0	1,4	100,0
Ihorombe	17,9	46,3	35,7	0,2	100,0
Atsimo Atsinanana	9,7	34,9	55,0	0,4	100,0
Atsinanana	13,6	53,0	33,4	NS	100,0
Analanjirofo	13,1	38,9	47,7	0,3	100,0
Alaotra Mangoro	18,6	40,0	41,4	NS	100,0
Boeny	12,4	40,5	46,5	0,6	100,0
Sofia	26,5	41,6	31,7	0,3	100,0
Betsiboka	19,2	35,9	44,6	0,4	100,0
Melaky	9,5	46,2	43,8	0,5	100,0
Atsimo Andrefana	19,8	38,6	41,6	0,1	100,0
Androy	20,0	47,2	32,3	0,5	100,0
Anosy	18,4	37,6	44,0	NS	100,0
Menabe	6,7	40,1	52,9	0,3	100,0
Diana	15,6	31,7	52,7	NS	100,0
Sava	10,4	27,2	62,3	NS	100,0
Ensemble	17,2	40,8	41,8	0,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Si l'on entre plus en détail sur les postes de dépenses, c'est au niveau de l'accès à l'éducation et aux soins de santé que les ménages ont enregistré beaucoup plus d'amélioration au cours de l'année dernière. En effet, plus de 17% des ménages ont connu une amélioration concernant l'accès à l'éducation et ils sont 20% à l'affirmer en ce qui concerne l'accès aux soins de santé. Pour les autres postes de dépenses tels que la consommation alimentaire, l'habitation et l'habillement, la proportion ne dépasse pas 10%.

La situation n'est pas la même dans les différentes régions de Madagascar. L'accès à l'éducation s'est amélioré dans la région de Vakinankaratra et celle de la Sava, contrairement à ce que pense la quasi-totalité des ménages de la région de Menabe, ceux de Sofia et ceux de Atsimo Atsinanana. Tandis que dans le domaine de la santé, l'amélioration est beaucoup plus sentie dans la région de Vakinankaratra et de Mahatsiara Ambony.

Sans se limiter au seul critère lié au niveau de vie, les ménages malgaches ne sont pas satisfaits de leur vie en général. En effet, plus de la moitié se sentent malheureux dans leur vie et seulement 6% ont répondu être heureux. Toutefois, dans la région de Sava, cette proportion atteint plus de 13% de l'ensemble des ménages.

Par rapport à la situation en 2001 (avant l'élection présidentielle), le niveau de satisfaction des ménages s'est dégradé. Près de 55% d'entre eux l'ont constaté. Cette détérioration est plus sentie dans les régions de Sofia, Menabe et Atsimo Atsinanana. Plus de 70% des ménages de ces régions l'ont observé.

XV-1-4 Point de vue des ménages et de la population sur l'efficacité et l'intégrité des institutions

Cette partie retrace les perceptions des ménages et de la population sur l'efficacité des différentes institutions aussi bien nationales qu'internationales. Les institutions ont été regroupées en trois catégories suivantes :

- les piliers d'intégrité nationaux comprenant :
 - o CLSCC
 - o BIANCO
 - o Société civile
 - o Administration régionale
 - o Système politique (partis politiques)
 - o Justice (Tribunaux)
 - o Médiature
 - o Secteur privé
 - o Médias (radio, TV, journaux)
 - o Organisations professionnelles (FIVMPAMA,...)
 - o Assemblée Nationale
 - o Service des renseignements financiers
 - o Police
- Autres institutions nationales
 - o Ministère de l'Education, les écoles
 - o Ministère de la Santé, les hôpitaux
 - o Ministère des Travaux Publics et du Transport
 - o Ministère des finances, Douanes, Impôts

- Ministère de la Fonction Publique
- Ministère de la Décentralisation
- Administration Locale (Bureau de la mairie)
- Services des Domaines
- OMNIS (Gestion des Ressources Pétrolières)
- Ministère de l'Energie et des Mines
- Institutions Internationales
 - Banque Mondiale
 - Nations Unies (NU)
 - Fonds Monétaire International (FMI)
 - Union Européenne (EU)

Il a été demandé aux enquêtés de donner une note allant de 1 à 5 à chacune de ces institutions en ce qui concerne leur niveau d'efficacité et leur niveau d'intégrité. La note moyenne obtenue par une institution est retenue comme indicateur pour évaluer ces perceptions.

On a observé que, généralement, une grande partie des ménages et de la population n'ont pas voulu donner leur opinion marquant leur faible niveau d'implication et de connaissances sur le fonctionnement administratif du pays. Cette attitude est due à des raisons diverses, notamment à la méconnaissance ou à l'absence des contacts avec ces institutions et l'incompréhension des notions d'efficacité ou d'intégrité. Mais la situation n'est pas la même pour chaque institution. La modalité de réponse « ne sait pas » est relativement rare pour les cas de l'Administration locale, Ministère de la Santé, Ministère de l'Education, les médias et, dans une moindre mesure, la Police. Ces institutions sont en contact direct avec la population. Par contre, pour les cas du CSLCC, la Médiature, Service de Renseignements Financières, OMNIS, Ministère de l'Energie et des Mines et la plupart des institutions internationales, moins de 20% des ménages ont voulu donner une note.

XV-1-4-1 Institutions piliers d'Intégrité Nationaux

Parmi les institutions piliers d'intégrités nationales considérés, les Médias, la Police, et dans une moindre mesure les organisations professionnelles se dégagent du lot en obtenant une excellente appréciation des ménages et de la population en ce qui concerne le niveau d'efficacité. Les ménages leur ont accordé des notes moyennes de 3,8 pour les Médias, 3,2 pour la Police et 2,9 pour les organisations professionnelles. Par contre, les ménages jugent le système politique et l'Assemblée Nationale comme les institutions les moins efficaces avec des notes moyennes inférieures à 2,2 sur 5. Les autres institutions ont obtenues des notes autour de la moyenne qui est de 2,5 sur 5.

En général, ces classements sont respectés selon les provinces ou les régions. Néanmoins, on peut noter les remarques suivantes : les ménages de la région de Menabe ont une bonne appréciation de l'efficacité de la plupart des institutions citées : les notes moyennes dépassent toujours 3 sur 5 pour neuf institutions sur les treize. C'est l'inverse qu'on constate dans les régions de Melaky, où les ménages sont très critiques sur les institutions. En effet, parmi elles, dix n'ont obtenu que des notes inférieures à 2. Dans la région d'Analanjirofo, le CSLCC a obtenu un bon point quant à son efficacité. Le BIANCO est le moins apprécié dans les régions d'Anosy et d'Androy.

Les autres caractéristiques des ménages comme le milieu de résidence, le niveau d’instruction du chef de ménage, la possession de radio et le quintile de consommation n’ont aucune influence sur leur point de vue.

Tableau 202 : Opinion des ménages sur l’efficacité des institutions piliers d’intégrités nationales selon la région

Unité : Note sur 5

	CSLCC	BIAN CO	Société civile	Administra tion régionale	Système politique	Justice	Médiature	Secteur privé	Médias	Organisa tions professio nnelles	Assemblé e nationale	Serv. Rens. Financiers	Police
Analamanga	2,2	2,4	2,2	2,5	1,8	2,1	2,3	2,9	4	3,1	1,8	2,2	2,8
Vakinankaratra	2,3	2,6	2,5	2	2,1	2,1	3,5	3	3,4	2,2	2,4	2,5	3,1
Itasy	2,7	2,4	2,7	2,8	2,5	2,9	3,2	3,1	3,7	2,7	2,3	2,6	3,5
Bongolava	2,1	2,6	3,3	2,5	2,1	3	2,7	3,1	4,7	2,5	2,3	2,2	4,4
Mahatsiatra Ambony	2,4	2,9	2,3	3,1	2,4	2,8	3,1	3	4,2	3	2,4	2,2	3,2
Amoron'I Mania	2,7	2,7	2,8	2,4	2,1	2,7	2,3	2,9	4,2	3,5	2,2	2	2,9
Vatovavy Fitovinany	2,3	2,5	2,2	2,3	2,5	2,5	2	2,5	2,9	2	2,1	2,1	2,7
Ihorombe	1,9	2,9	1,4	3,2	1,5	2,1	1,7	2,3	3,8	2,9	2,3	2,2	2,5
Atsimo Atsinanana	3	3,3	2,3	3,2	2,1	2,6	3	2,5	3,6	2,8	2,8	2,8	3,1
Atsinanana	3,3	2,8	4	2,9	2,3	2,7	2,7	3,4	4,2	3,5	2,5	3,2	4
Analanjirofo	3,7	3	3,1	2,9	1,7	2	2,3	3	4,2	3,1	2,4	2	3,4
Alaotra Mangoro	1,9	2,3	2,1	3,6	2,7	3,7	3,7	2,6	4,1	3,4	2,5	3,1	4
Boeny	1,9	2,2	1,8	2,3	2,3	2,2	2,3	2,5	4,1	3,1	2,1	1,8	2,9
Sofia	2	2,7	3	2,7	2	2,4	2,1	2,1	3,5	2,8	2,4	1,9	2,8
Betsiboka	2,7	3,1	2,8	2,6	2,5	3,1	2,7	2,7	3,6	2,9	2,5	2,6	3,4
Melaky	1,5	2,1	1,9	1,9	1,6	1,9	1,4	1,8	2,8	1,8	1,5	1,3	2,3
Atsimo Andrefana	2,5	2,8	2,5	1,8	1,6	2,2	2,5	2,6	2,8	3,3	1,7	2,2	2,3
Androy	2,5	1,9	2,8	1,6	1,8	3,3	1,7	3,9	2,8	3,1	1,6	1,6	3
Anosy	1,7	2	3	2,2	1,9	2,3	2	2,8	3,3	3,2	1,8	1,3	2,5
Menabe	2,1	3,7	4	3,4	1,6	4,2	3,6	4,3	4,4	2,7	3,1	2,9	4,6
Diana	2,5	3,8	2,7	4,2	2	3,4	4	3,7	4,2	3	2,7	3,5	3,4
Sava	2,3	2,6	2,2	2,9	1,7	2,2	2,1	2,2	3,5	2,2	2,2	1,9	2,8
Ensemble	2,4	2,6	2,7	2,7	2,1	2,6	2,6	2,8	3,8	2,9	2,2	2,3	3,2

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Quant à l’intégrité de ces types d’institutions, les opinions des ménages épousent celles concernant l’efficacité, sauf que le Service des Renseignements Financiers est classé par les ménages parmi les moins intègres. Ce résultat montre que les ménages prennent l’intégrité comme un critère essentiel pour l’évaluation de l’efficacité d’une institution. On peut noter quand même que la justice et la police sont jugées très intègres par les ménages de la région du Menabe et y ont obtenu des notes moyennes assez élevées de l’ordre de 4,1 et de 4,5 sur 5. Même cas pour le cas de la police dans la région de Bongolava.

Tableau 203 : Opinion des ménages sur l'intégrité des institutions piliers d'intégrités nationales selon la région

Unité : Note sur 5

REGION	CSLCC	BIAN CO	Société civile	Administra tion régionale	Système politique	Justice	Médiature	Secteur privé	Méd ias	Organisa tions professio nelles	Assemblé e nationale	Serv. Rens. Financiers	Police
Analamanga	2,5	2,7	2,4	2,8	2,1	2,4	2,5	3,1	4	3,1	2,2	2,5	3
Vakinankaratra	2,1	2,1	2,3	1,9	2,1	1,9	3,7	2,6	3,3	2,1	2,1	1,6	2,3
Itasy	2,6	2,5	2,9	2,8	2,7	2,9	3,2	3,3	3,9	2,8	2,3	2,8	3,5
Bongolava	2	2,5	3,3	2,4	2,1	2,8	2,6	2,9	4,7	2,5	2,2	2,2	4,3
Mahatsiatra Ambony	2	2,7	1,9	2,9	2,5	2,6	2,9	2,7	4,1	2,8	2,3	1,7	2,9
Amoron'I Mania	2,7	2,6	2,7	2,4	2,2	2,6	2,3	2,9	4,2	3,4	2,2	2,1	2,8
Vatovavy Fitovinany	2,4	2,5	2,2	2,4	2,6	2,7	1,8	2,5	2,8	1,9	1,9	2	2,9
Ihorombe	1,3	2,5	1,4	3,3	1,5	2	1,5	2,5	3,7	2,2	2,2	2	2,4
Atsimo Atsinanana	2,8	3,2	2,3	3,2	2,3	2,2	3	2,4	3,3	2,6	2,8	2,3	2,8
Atsinanana	2	2,3	4,2	2,7	2,2	2,3	2,4	2,9	3,7	3,4	2,2	2,4	3,4
Analanjirifo	2,7	3	3,1	3,1	1,7	2	1,9	3	4,1	3	2,4	1,9	3,3
Alaotra Mangoro	1,9	2,3	2	3,3	2,5	3,5	3,8	2,4	3,9	3,6	2,4	3	3,7
Boeny	1,9	2,2	1,7	2,4	2,6	2,2	2,1	2,3	3,9	3	2,1	1,9	2,9
Sofia	1,6	1,9	3	2,5	1,9	2,1	1,9	1,9	3,1	2,5	2,4	1,8	2,3
Betsiboka	2,4	2,8	2,8	2,6	2,4	3	2,7	2,7	3,5	2,9	2,4	2,6	3,3
Melaky	1,4	1,8	1,9	1,9	1,6	1,8	1,5	1,7	2,8	1,8	1,5	1,4	2,3
Atsimo Andrefana	2,5	2,7	2,4	1,8	1,7	2,1	2,4	2,4	2,5	3,3	1,7	2,1	2,2
Androy	2,2	1,9	2,3	1,5	1,6	3,1	2,1	3,8	2,7	2,9	1,5	1,9	2,9
Anosy	1,8	2,2	3,1	2,2	2,2	2,5	2,2	3,6	3,3	3,3	2,4	1,4	2,4
Menabe	2,2	3,6	4,1	3,5	1,7	4,1	3,6	4,1	4,2	2,9	3	3,4	4,5
Diana	2,7	3,5	2,7	3,7	2,1	3,2	3,8	3,7	4,1	3,3	2,5	3,5	3,3
Sava	2,2	2,2	1,8	2,3	1,6	1,9	1,8	1,8	3,2	1,7	1,9	1,6	2,5
Ensemble	2,3	2,5	2,7	2,6	2,2	2,5	2,6	2,8	3,6	2,8	2,2	2,2	3

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XV-1-4-2 Autres institutions nationales

Le Ministère de l'Education, celui de la santé et l'administration locale sont très efficaces selon les perceptions des ménages malgaches. Ils ont obtenu respectivement des notes moyennes supérieures à 3,4 sur 5. Le Ministère de l'Education est très apprécié dans plusieurs régions telles que Atsinanana, Analanjirofo, Amoron'i Mania et Menabe. Ces deux dernières régions ont beaucoup admiré l'efficacité du Ministère de la Santé. Les ménages de la région de Diana ont accordé une excellente note supérieure à 4,3 sur 5 à leur administration locale. On peut noter aussi un très bon classement obtenu par le Ministère du Bâtiment et des Travaux Publics selon l'appréciation des ménages dans la région du Menabe.

Par contre, selon l'opinion des ménages, l'OMNIS et le Ministère de l'Energie et des Mines sont les moins efficaces et n'ont obtenu que des notes moyennes de 2,1 sur 5. Les ménages de la région d'Ihorombe, où se trouve la zone minière d'Ilakaka, sont les plus critiques envers ces institutions en accordant des notes moyennes ne dépassant pas 1,3 sur 5. A l'opposé, dans la région d'Androy, les ménages ont beaucoup apprécié l'efficacité de ces deux institutions (notes moyennes supérieures à 3,6 sur 5).

Tableau 204 : Opinion des ménages sur l'efficacité des autres institutions nationales selon la région

Unité : Note sur 5

	Min. Education	Min. Santé	Min. BTP	Min. Finances	Min. Fonction Publique	Min. Décentra lisation	Admin. Régionale	Admin. Locale	Serv. Domaines	OMNIS	Min. Energie et Mines
Analamanga	3,5	3,3	2,6	2,1	2,3	2,3	2,6	3,3	2,2	2	1,8
Vakinankaratra	3,6	3,5	3,3	2,6	3	2,6	2,2	3,6	2,6	1,6	1,7
Itasy	3,5	3,4	3	2,7	3	3,1	3,1	3,1	3	3	3,2
Bongolava	4	3,8	3	1,8	2,3	1,9	2,6	3,7	2,4	1,7	2
Mahatsiatra Ambony	3,9	3,7	3	2,7	2,5	2,5	3,2	3,9	3	1,8	2,4
Amoron'I Mania	4,3	4,2	2,6	2,3	2,2	2,1	2,6	3,7	2,3	2,3	2
Vatovavy Fitovinany	3	2,8	2,5	2,2	2,3	2,4	2,5	3,1	2,4	2,1	2,1
Ihorombe	3,5	3,3	3,5	2,7	2,7	2,5	3,4	3,6	2,1	1,3	1,1
Atsimo Atsinanana	3,6	3,3	2,4	2,5	2,5	3,1	3,2	3,5	2	1,5	1,5
Atsinanana	4,3	3,8	2,7	2,9	3,1	2,1	3	3,3	3,3	3,1	2,9
Analanjirifo	4,1	3,2	2,6	2	2,6	2,7	2,8	3,6	2,4	2	1,9
Alaotra Mangoro	3,8	3,4	2,8	2,7	3,4	3,4	3,6	3,6	2,8	2,6	3,5
Boeny	3,3	3,2	2,4	2	1,9	1,8	2,4	3,3	1,6	1,5	1,4
Sofia	3,5	3	2,6	1,9	2	2	2,7	3,3	1,9	1,7	1,6
Betsiboka	3,4	3,3	2,5	2,8	2,5	2,4	2,5	3,3	2,4	2,6	2,5
Melaky	2,5	2,5	1,7	1,4	1,5	1,6	2,1	2,6	1,6	1,3	1,3
Atsimo Andrefana	2,6	2,5	1,9	2,4	2,3	2,2	1,9	2,4	2,6	2,2	1,8
Androy	2,7	2,9	1,9	3,7	3,9	2,9	1,8	3	3,3	3,6	3,9
Anosy	3	3	2,1	2	2,3	1,8	2,2	3	2,4	2,6	2,5
Menabe	4,3	4,4	4,2	2,6	3,5	3	3,6	3,9	2,5	2,2	1,9
Diana	4	3,8	3,4	3	3,7	3,9	4,2	4,3	3	2,3	3,3
Sava	3,7	3,3	3,3	2	2	2,2	2,9	3,1	1,6	1,8	1,8
Ensemble	3,6	3,4	2,7	2,3	2,5	2,4	2,8	3,4	2,4	2,1	2,1

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les mêmes remarques qu'on a formulées en ce qui concerne les perceptions des ménages sur l'intégrité des institutions piliers d'intégrité nationaux ont été constatées pour le cas des autres institutions nationales.

XV-1-4-3 Institutions internationales

Globalement, les institutions internationales ont reçues toutes une assez bonne appréciation de la part des ménages résidents à Madagascar : notes moyennes autour de 3 sur 5. Le même classement a été accordé à toutes ces institutions. Néanmoins, les avis sont très partagés selon la région. En effet, si les ménages des régions de Diana, Alaotra Mangoro, Androy, Atsinanana et de Menabe ont accordé des excellentes notes (autour de 4 sur 5), ceux des régions de Sofia et de Melaky ne sont pas convaincus par l'efficacité de ces institutions internationales.

Tableau 205 : Opinion des ménages sur l'efficacité des institutions internationales selon la région

	Unité : Note sur 5			
	Banque Mondiale	Nations Unies	Fonds Monétaire International	Union Européenne
Analamanga	3,0	3,0	2,9	2,8
Vakinankaratra	2,9	3,1	2,9	3,3
Itasy	3,7	3,4	3,5	3,2
Bongolava	3,7	2,6	3,3	2,5
Mahatsiatra Ambony	3,0	2,5	2,6	2,3
Amoron'I Mania	2,8	2,0	2,8	3,1
Vatovavy Fitovinany	2,5	2,4	2,3	2,3
Ihorombe	3,5	3,1	3,1	4,2
Atsimo Atsinanana	3,4	3,4	3,3	3,6
Atsinanana	4,0	3,8	3,6	2,7
Analanjirofo	2,7	2,1	2,7	2,6
Alaotra Mangoro	4,0	3,9	4,1	4,0
Boeny	2,7	2,5	2,7	2,7
Sofia	2,7	2,0	2,0	2,1
Betsiboka	3,0	2,7	2,7	2,7
Melaky	1,8	1,7	1,8	1,9
Atsimo Andrefana	3,1	2,9	2,8	3,3
Androy	3,9	4,3	3,2	3,4
Anosy	2,5	2,3	2,2	2,4
Menabe	3,8	3,7	3,5	3,9
Diana	4,3	3,7	4,3	4,2
Sava	3,3	2,3	3,1	2,4
Ensemble	3,1	2,8	2,9	2,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

En ce qui concerne l'opinion des ménages sur l'intégrité de ces institutions, les résultats restent les mêmes. On peut noter quand même que si les ménages de la région de Vakinankaratra ont un assez bon jugement concernant l'efficacité des institutions internationales, ils sont devenus très réticents quant à l'intégrité de ces institutions, en rejoignant les points de vue des ménages de Melaky et de Sofia.

Tableau 206 : Opinion des ménages sur l'intégrité des institutions internationales selon la région

Unité : Note sur 5

	Banque Mondiale	Nations Unies	Fonds Monétaire International	Union Européenne
Analamanga	3,2	3,3	3,2	3,1
Vakinankaratra	1,9	1,4	1,5	1,9
Itasy	4,0	3,5	3,8	3,5
Bongolava	3,6	2,6	3,1	2,4
Mahatsiatra Ambony	2,9	2,4	2,3	2,3
Amoron'I Mania	2,8	2,0	2,8	3,2
Vatovavy Fitovinany	2,4	2,3	2,3	2,3
Ihorombe	3,0	3,0	2,8	4,0
Atsimo Atsinanana	3,0	2,7	2,8	2,7
Atsinanana	3,1	2,7	2,8	2,1
Analanjorofo	2,9	2,1	2,7	2,9
Alaotra Mangoro	3,8	4,0	4,1	3,9
Boeny	2,4	2,5	2,4	2,4
Sofia	2,2	1,8	1,9	1,7
Betsiboka	2,9	2,6	2,6	2,6
Melaky	1,5	1,4	1,5	1,7
Atsimo Andrefana	2,7	2,5	2,5	3,1
Androy	3,6	3,8	3,5	2,9
Anosy	2,7	2,4	2,4	2,7
Menabe	3,8	3,4	3,2	4,0
Diana	3,5	4,0	4,0	3,9
Sava	2,7	2,0	2,5	2,1
Ensemble	3,0	2,7	2,9	2,8

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

XV-2 La perception du DSRP

XV-2-1 La connaissance du DSRP

Il a été demandé aux ménages s'ils ont déjà entendu parlé du DSRP. A cette question, une proportion infime des ménages ont affirmé en avoir déjà entendu parlé. Entre 2004 et 2005, cette proportion n'a évolué que très faiblement, passant de 12,3% en 2004 à 13,8% en 2005.

Logiquement, les ménages des zones urbaines connaissent mieux le DSRP que ceux des zones rurales avec des proportions respectives de 27,4% et 9,6%. C'est dans la région d'Analamanga qu'il a été enregistré la proportion la plus importante de 33,1% des ménages ayant déjà entendu parlé du DSRP, contre 1,0% dans la région d'Androy.

Tableau 207 : Proportion d'individus ayant déjà entendu parler du DSRP par milieu et région

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	43,7	23,8	33,1
Vakinankaratra	26,1	9,9	13,2
Itasy	18,3	11,7	12,5
Bongolava	15,0	10,0	11,1
Mahatsiatra Ambony	25,4	9,9	12,9
Amoron'i Mania	41,5	18,7	21,9
Vatovavy Fitovinany	14,8	4,4	6,0
Ihorombe	13,5	6,2	8,9
Atsimo Atsinanana	24,3	3,4	6,4
Atsinanana	20,2	12,3	14,3
Analanjirofo	13,2	6,1	7,2
Alaotra Mangoro	21,8	8,2	10,4
Boeny	42,9	23,2	30,6
Sofia	19,8	2,5	4,0
Betsiboka	14,3	10,7	11,8
Melaky	10,3	5,8	7,7
Atsimo Andrefana	10,2	5,4	6,4
Androy	1,5	0,8	1,0
Anosy	13,2	2,1	4,0
Menabe	18,9	4,4	7,5
Diana	23,8	9,9	13,6
Sava	18,4	4,2	5,6
Ensemble	27,4	9,6	13,8

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Comme en 2004, l'initiateur du DSRP est assez connu par le plus grand nombre des ménages. En effet, si en 2004 plus de 60% de l'ensemble des ménages ont répondu que le DSRP était le fruit de l'initiative du gouvernement malgache, en 2005 cette proportion a été de 68,0%. Le pourcentage des ménages qui ont affirmé *ne savoir* l'initiateur du DSRP a été

relativement important, mais en baisse comparativement à celui observé en 2004 (de 6,5% en 2005 contre 10,9% en 2004).

Tableau 208: Répartition des ménages selon leur perception sur l'initiateur du DSRP, par région

	Unité %									
	Initié par le gouvernement Malgache	Directives des bailleurs de fond	Issu d'une concertation entre le gouvernement et les bailleurs de fond	Proposition des opérateurs économiques	Proposition des partis politiques	Souhaits des citoyens	Autres	NSP	NPP	Ensemble
Analamanga	74,7	15,0	5,1	0,5	0,5	NS	NS	4,2	NS	100,0
Vakinankaratra	64,2	14,5	4,4	NS	0,5	NS	0,8	15,6	NS	100,0
Itasy	65,9	24,6	NS	0,4	0,4	0,4	1,6	6,7	NS	100,0
Bongolava	47,7	20,7	5,5	7,6	3,9	2,8	0,7	8,9	2,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	66,5	9,4	7,7	NS	0,2	6,4	NS	9,7	NS	100,0
Amoron'i Mania	83,4	6,6	5,2	NS	NS	1,6	NS	3,2	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	29,7	46,7	6,6	6,3	9,0	NS	NS	1,7	NS	100,0
Ihorombe	55,3	23,8	8,4	NS	NS	2,5	NS	10,0	NS	100,0
Atsimo Atsinanana	34,5	59,1	3,8	0,3	1,5	NS	0,7	NS	NS	100,0
Atsinanana	74,9	3,3	7,1	4,2	0,6	0,4	3,8	5,7	NS	100,0
Analanjirifo	77,4	11,8	0,9	0,9	3,5	NS	NS	5,5	NS	100,0
Alaotra Mangoro	68,0	13,0	2,4	NS	9,9	0,4	NS	6,3	NS	100,0
Boeny	51,8	27,0	4,8	0,9	0,8	NS	NS	14,7	NS	100,0
Sofia	80,9	3,1	8,5	1,0	2,8	NS	NS	3,8	NS	100,0
Betsiboka	60,3	20,2	8,9	NS	2,0	NS	NS	8,6	NS	100,0
Melaky	54,8	15,3	15,8	NS	7,9	NS	NS	6,2	NS	100,0
Atsimo Andrefana	70,5	22,3	3,6	NS	1,0	NS	1,0	1,7	NS	100,0
Androy	26,5	15,7	NS	NS	NS	NS	NS	52,3	5,5	100,0
Anosy	49,8	21,9	13,2	NS	NS	8,4	NS	6,6	NS	100,0
Menabe	80,6	8,1	4,5	NS	1,4	NS	NS	5,4	NS	100,0
Diana	69,7	11,5	6,0	6,0	3,8	NS	1,1	1,9	NS	100,0
Sava	40,4	16,3	21,9	3,8	1,7	8,4	NS	5,8	1,7	100,0
Ensemble	68,0	15,7	5,5	1,3	1,3	0,8	0,7	6,5	0,1	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Une observation par niveau d'instruction montre que plus élevé est le niveau d'instruction du ménage, plus forte est la proportion des ménages ayant affirmé que le DSRP a été « *initié par le gouvernement malgache* ». Ce taux passe de 50,2% chez les ménages « *sans instruction* » à 73,7% parmi ceux ayant le niveau d'instruction « *supérieur* ».

Tableau 209: Répartition des ménages selon leur perception de l'initiateur du DSRP, selon le niveau d'instruction

Unité : %

	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieure	Ensemble
Initié par le gouvernement malgache	50,2	64,7	72,2	73,7	68,0
Directives des bailleurs de fond	37,4	14,6	12,8	15,5	15,7
Issu d'une concertation entre le gouvernement et les bailleurs de fond	3,5	5,9	6,1	4,5	5,5
Proposition des opérateurs économiques	NS	1,5	1,0	1,5	1,3
Proposition des partis politiques	0,6	1,5	1,3	1,3	1,3
Souhaits des citoyens	NS	0,5	1,6	0,4	0,8
Autres	1,8	0,9	0,3	0,5	0,7
Ne sait pas	6,4	10,2	4,6	2,4	6,5
Ne se prononce pas	NS	0,1	NS	0,2	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

A la question de savoir si le DSRP reflétait les réalités de pays, la proportion des ménages ayant répondu affirmativement est relativement faible (29,3% en 2005 contre 28,3% en 2004) par rapport au pourcentage des réponses négatives (55,6% en 2005 contre 55,7% en 2006). Il y a lieu de noter la proportion relativement importante (14,5% en 2005 contre 14,2% en 2004) des ménages qui ont affirmé ne pas savoir si le DSRP reflétait ou pas les réalités du pays.

Tableau 210: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par quintile

Unité : %

	Plus pauvres	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Plus riches	Ensemble
Oui	38,2	17,8	37,4	32,5	27,0	29,3
Pas totalement	18,3	43,8	36,4	38,4	42,6	39,3
Pas du tout	12,0	19,0	9,8	17,2	17,5	16,3
Ne sait pas	31,1	16,9	16,0	11,6	12,5	14,5
Ne se prononce pas	0,4	2,5	0,3	0,3	0,5	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Par région, c'est dans la région d'Amoron'i Mania que l'on a recensé le plus grand nombre de ménages, en termes de proportions, ayant répondu affirmativement que le DSRP reflétait les réalités du pays avec une proportion de 52,0%, suivie de la région d'Alaotra Mangoro (50,2%) et de la région SAVA (42,7%). La proportion la plus faible a été observée dans la région d'Atsimo Atsinanana (4,9%) où la proportion des réponses « ne sait pas » a été largement supérieure à la proportion « nationale ».

Tableau 211: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par région

Unité : %

	Oui	Pas totalement	Pas du tout	Ne sait pas	Ne se prononce pas	Total
Analamanga	24,5	40,8	22,9	11,8	NS	100,0
Vakinankaratra	21,0	45,0	11,0	23,0	NS	100,0
Itasy	28,5	48,3	7,8	15,0	0,5	100,0
Bongolava	25,4	24,6	30,6	19,4	NS	100,0
Mahatsiatra Ambony	36,7	43,9	10,6	7,4	1,5	100,0
Amoron'i Mania	52,0	30,6	9,6	7,7	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	19,4	66,3	9,3	5,0	NS	100,0
Ihorombe	28,4	20,5	32,6	18,5	NS	100,0
Atsimo Atsinanana	4,9	28,8	29,9	35,3	1,1	100,0
Atsinanana	39,1	30,1	9,8	20,0	1,1	100,0
Analanjirofo	35,4	31,1	20,6	10,1	2,8	100,0
Alaotra Mangoro	50,2	23,5	11,5	14,8	NS	100,0
Boeny	21,4	53,4	3,3	22,0	NS	100,0
Sofia	23,5	51,0	22,1	3,4	NS	100,0
Betsiboka	29,0	44,6	11,9	14,5	NS	100,0
Melaky	25,6	33,5	17,6	21,1	2,3	100,0
Atsimo Andrefana	14,3	51,0	26,5	8,3	NS	100,0
Androy	25,0	6,4	NS	68,6	NS	100,0
Anosy	26,8	30,1	26,7	14,7	1,7	100,0
Menabe	14,7	50,0	23,7	8,7	3,0	100,0
Diana	27,8	31,0	17,2	16,9	7,1	100,0
Sava	42,7	17,3	16,3	19,3	4,4	100,0
Ensemble	29,3	39,3	16,3	14,5	0,6	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Une analyse selon le niveau d'instruction permet d'observer que la proportion des ménages ayant affirmé que le DSRP reflétait les réalités du pays diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction du chef de ménage est élevé. En effet, la proportion des ménages ayant répondu affirmativement passe de 53,2% chez les ménages n'ayant aucun niveau d'instruction, à 29,8% chez ceux ayant le niveau primaire, et 25,4% parmi ceux ayant le niveau supérieur, (contre respectivement 13,8%, 31,0% et 30,6% en 2004).

Tableau 212: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, selon le niveau d'instruction

	Unité : %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Oui	53,2	29,8	28,0	25,4	29,3
Pas totalement	23,4	34,9	40,8	48,4	39,3
Pas du tout	7,1	14,6	18,9	17,3	16,3
Ne sait pas	15,4	20,0	11,5	8,8	14,5
Ne se prononce pas	0,9	0,6	0,8	0,1	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Par milieu de résidence, les ménages du milieu rural sont plus nombreux (32,5% en 2005 contre 30,5% en 2004), en terme de proportion, à affirmer que le DSRP reflétait les réalités du pays que ceux du milieu urbain (25,3% en 2005 contre 25,8% en 2004).

Tableau 213: Répartition des ménages selon leur opinion si le DSRP reflète la réalité du pays, par milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Total
Oui	25,3	32,5	29,3
Pas totalement	40,1	38,7	39,3
Pas du tout	20,4	13,0	16,3
Ne sait pas	13,7	15,2	14,5
Ne se prononce pas	0,6	0,6	0,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XV-2-2 La participation à l'élaboration du DSRP

La réussite de la lutte contre la pauvreté, objet de la DSRP, requiert la participation de toutes les composantes de la Société malgache dans le processus d'élaboration de ce document. La question de savoir si toutes ces entités ont été impliquées dans le processus d'élaboration du DSRP a été posée aux ménages. A cette question, seulement 17,1% (contre 28,5% en 2004) ont répondu par l'affirmative, 34,0% par la négative (contre 25,9% en 2004) et 42,5% par « ne sait pas » (contre 38,0% en 2004).

Tableau 214: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble
Oui	11,8	15,0	13,1	19,0	18,4	17,1
Non	12,4	27,6	30,4	33,1	39,1	34,0
Ne sait pas	57,4	52,5	47,7	43,1	37,6	42,5
Ne se prononce pas	18,4	5,0	8,9	4,8	4,8	6,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Selon la région de résidence du ménage, c'est dans la région de Vatovavy Fitovinany que le taux de réponse affirmative a été le plus fort de 48,5%, suivie de la région de la région d'Anosy (29,8%), d'Analanjirofo (28,2%) etc. Le taux minimal a été enregistré dans la région d'Androy (NS%).

Tableau 215: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités concernées ont participé à l'élaboration du DSRP, par région

	Unité : %				
	Oui	Non	Ne sait pas	Ne se prononce pas	Total
Analamanga	14,9	41,5	38,4	5,3	100,0
Vakinankaratra	26,0	30,0	40,9	3,1	100,0
Itasy	23,1	34,2	34,7	8,1	100,0
Bongolava	16,6	23,4	50,1	9,8	100,0
Mahatsiatra Ambony	16,0	38,9	41,2	4,0	100,0
Amoron'i Mania	17,3	27,3	48,6	6,8	100,0
Vatovavy Fitovinany	48,5	41,5	10,0	NS	100,0
Ihorombe	7,2	44,1	40,0	8,6	100,0
Atsimo Atsinanana	7,9	33,5	47,9	10,7	100,0
Atsinanana	12,2	9,7	66,3	11,8	100,0
Analanjirofo	28,2	33,6	27,2	11,0	100,0
Alaotra Mangoro	12,0	37,0	47,1	3,9	100,0
Boeny	10,4	42,5	43,1	3,9	100,0
Sofia	19,7	58,8	21,5	NS	100,0
Betsiboka	20,6	49,5	25,3	4,6	100,0
Melaky	16,7	42,2	36,8	4,3	100,0
Atsimo Andrefana	23,3	47,0	29,8	NS	100,0
Androy	NS	25,1	31,5	43,4	100,0
Anosy	29,8	18,4	48,5	3,3	100,0
Menabe	20,9	27,4	46,3	5,5	100,0
Diana	16,7	24,0	44,8	14,4	100,0
Sava	26,0	21,8	29,5	22,6	100,0
Ensemble	17,1	34,0	42,5	6,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En regardant suivant le niveau d'instruction du ménage, il est constaté que le taux de réponse négative augmente avec le niveau d'instruction passant de 12,5% (18,9% en 2004) chez les ménages sans instruction à 44,6% (38,5% en 2004) chez ceux ayant le niveau supérieur. Le taux de réponses affirmatives est relativement plus fort parmi les ménages ayant un niveau d'instruction plus élevé.

Tableau 216: Répartition des ménages selon leur opinion si toutes les entités ont participé à l'élaboration du DSRP, selon le niveau d'instruction

	Unité : %				
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble
Oui	10,5	9,7	21,6	25,8	17,1
Non	12,5	29,1	36,1	44,6	34,0
Ne sait pas	72,6	52,4	37,6	25,0	42,5
Ne se prononce pas	4,4	8,9	4,8	4,6	6,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XV-2-3 La confiance des ménages à la réussite du DSRP

Il a été également demandé aux ménages d'émettre des opinions sur leur confiance en la réussite du DSRP. Les résultats ont montré que la grande majorité des ménages est confiante avec un pourcentage de 61,2% en 2005 contre 67,0% en 2004.

Tableau 217: Répartition des ménages sur la confiance en la réussite du DSRP, par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble
Oui, totalement	11,2	8,6	15,4	20,5	10,7	12,9
Oui, partiellement	41,3	64,5	41,7	39,9	51,3	48,3
Non	8,9	16,6	20,5	20,0	20,4	19,1
Ne sait pas	26,8	9,5	19,2	18,6	14,6	16,4
Ne se prononce pas	11,8	0,8	3,2	1,0	3,1	3,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Par région d'habitation du ménage, le proportion des ménages confiants ont été plus forte dans la région d'Alaoatra Mangoro (85,8%), suivie de la région de Vatovavy Fitovinany (83,7%), d'Amoron'i Mania (82,9%). Par contre, la proportion des ménages les moins confiants a été enregistrée dans la région d'Androy.

Tableau 218: Répartition des ménages sur la confiance en la réussite du DSRP, par région

Unité : %

	Oui, totalement	Oui, partiellement	Non	Ne sait pas	Ne se prononce pas	Total
Analamanga	6,0	48,7	25,8	17,0	2,5	100,0
Vakinankaratra	12,9	51,5	19,8	15,9	NS	100,0
Itasy	12,0	43,5	24,0	18,2	2,3	100,0
Bongolava	14,4	29,1	30,1	23,3	3,2	100,0
Mahatsiatra Ambony	32,4	42,5	18,2	5,2	1,7	100,0
Amoron'i Mania	39,7	43,2	5,6	11,5	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	6,5	77,2	13,5	2,1	0,7	100,0
Ihorombe	15,7	40,1	34,6	9,6	NS	100,0
Atsimo Atsinanana	1,8	35,7	33,1	28,7	0,7	100,0
Atsinanana	8,1	56,8	6,2	15,5	13,5	100,0
Analanjirifo	9,2	64,7	9,5	15,6	0,9	100,0
Alaoatra Mangoro	38,2	47,6	9,9	4,3	NS	100,0
Boeny	6,7	32,6	14,2	46,5	NS	100,0
Sofia	0,7	60,9	29,8	8,6	NS	100,0
Betsiboka	23,7	46,4	19,4	10,5	NS	100,0
Melaky	10,4	58,2	20,9	7,3	3,2	100,0
Atsimo Andrefana	8,8	50,9	29,2	11,1	NS	100,0
Androy	NS	31,4	6,5	62,1	NS	100,0
Anosy	3,4	56,9	21,8	13,0	4,9	100,0
Menabe	10,8	56,5	18,3	11,5	3,0	100,0
Diana	12,0	37,1	19,5	24,2	7,2	100,0
Sava	25,5	33,1	23,6	7,6	10,2	100,0
Ensemble	12,9	48,3	19,1	16,4	3,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En 2004, si les ménages urbains ont été relativement plus nombreux, en terme de proportion, à être confiants en la réussite du DSRP avec un pourcentage de 68,0% que ceux du milieu rural avec un pourcentage de 66,1%, en 2005 la tendance a été inversée avec des pourcentages plus faibles respectivement de 58,1% et 63,7%.

Tableau 219: Répartition des ménages sur la confiance à la réussite du DSRP, selon le milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Oui, totalement	11,8	13,8	12,9
Oui, partiellement	46,3	49,9	48,3
Non	22,6	16,4	19,1
Ne sait pas	16,4	16,5	16,4
Ne se prononce pas	2,9	3,4	3,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

XV-2-4 L'opinion des ménages sur l'avenir du Pays

Un autre volet du questionnaire a consisté à demander l'opinion des ménages sur l'avenir du pays. Sur l'ensemble des ménages, 35,4% ont été « *optimistes* » en 2005, contre 18,4% de « *pessimistes* » et 20,5% de l'ensemble des ménages ont jugé qu'il n'y aura pas de changement. En 2004, ces proportions ont été respectivement de 52,9%, 25,4% et 14,3%. Il est alors constaté une baisse sensible du « *taux d'optimisme* » sur l'avenir du pays.

Le pourcentage des ménages ayant affirmé être optimistes sur l'avenir du pays augmente avec le quintile de consommation. Il est passé de 25,5% (38,6%) dans le quintile des plus pauvres à 42,2% (54,4%) dans le quintile des plus riches.

Tableau 220: Répartition des ménages suivant l'opinion sur l'avenir du pays, par quintile

	Unité : %					
	Plus pauvres	2 ^{ème} Quintile	3 ^{ème} Quintile	4 ^{ème} Quintile	Plus riches	Ensemble
Optimiste	25,5	31,1	34,5	38,2	42,2	35,4
Sans changement	21,7	21,6	20,5	19,7	19,6	20,5
Pessimiste	17,2	18,3	19,0	18,4	18,7	18,4
Ne sait pas	32,1	25,7	23,6	22,1	17,5	23,3
Ne se prononce pas	3,5	3,4	2,4	1,5	2,0	2,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

En analysant selon la région de résidence du ménage, c'est dans la région de Bongolava que l'on a observé le plus grand nombre de ménages, en terme de proportion, « *optimistes* » avec une proportion de 47,9%, la région de Vakinankaratra avec une proportion de 47,1%. Le taux maximal de « *pessimisme* » a été, par contre, enregistré dans la région de Melaky avec une proportion de 35,7%.

Tableau 221: Répartition des ménages suivant l'opinion sur l'avenir du pays, par région

	Unité : %					
	Optimiste	Sans changement	Pessimiste	Ne sait pas	Ne se prononce pas	Total
Analamanga	44,4	24,5	19,7	10,9	0,4	100,0
Vakinankaratra	47,1	13,6	18,5	20,0	0,8	100,0
Itasy	44,4	8,4	7,9	38,6	0,8	100,0
Bongolava	47,9	13,4	18,6	18,2	1,9	100,0
Mahatsiatra Ambony	34,8	16,1	23,7	23,5	1,8	100,0
Amoron'i Mania	41,2	20,3	25,1	13,1	0,4	100,0
Vatovavy Fitovinany	23,5	18,3	14,2	39,9	4,2	100,0
Ihorombe	26,0	20,3	12,8	37,2	3,8	100,0
Atsimo Atsinanana	5,8	25,1	15,3	44,2	9,5	100,0
Atsinanana	44,7	26,0	8,5	19,5	1,3	100,0
Analanjirifo	44,4	14,0	7,1	27,7	6,8	100,0
Alaotra Mangoro	42,6	15,1	17,2	22,8	2,3	100,0
Boeny	29,2	26,0	11,6	27,8	5,4	100,0
Sofia	20,1	29,4	27,6	21,5	1,4	100,0
Betsiboka	46,6	18,7	21,7	13,0	NS	100,0
Melaky	13,6	30,6	35,7	13,2	6,9	100,0
Atsimo Andrefana	26,5	32,9	26,4	12,6	1,7	100,0
Androy	30,4	14,3	14,6	39,3	1,4	100,0
Anosy	39,6	19,7	20,3	16,9	3,5	100,0
Menabe	43,7	22,5	11,0	22,1	0,7	100,0
Diana	20,8	34,0	23,8	20,1	1,3	100,0
Sava	13,4	8,1	23,2	46,0	9,3	100,0
Ensemble	35,4	20,5	18,4	23,3	2,4	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

La proportion de ménage optimiste augmente avec le niveau d'instruction en passant de 23,7% de la population des ménages non instruits à 48,4% dans la population des ménages ayant un niveau d'instruction « *supérieur* ». Cette tendance a été globalement observée en 2004.

Tableau 222 : Opinion des ménages sur l'avenir du pays, suivant le niveau d'instruction du chef de ménage

	Unité : %					
	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieur	Ensemble	
Optimiste	23,7	37,1	44,3	48,4	35,4	
Sans changement	24,0	19,7	18,3	18,3	20,5	
Pessimiste	18,9	17,7	19,5	21,8	18,4	
Ne sait pas	30,5	23,1	16,2	10,0	23,3	
Ne se prononce pas	3,0	2,5	1,9	1,5	2,4	
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

ANNEXE 1 : TABLEAUX ET CARTES SUPPLEMENTAIRES

Tableau A 1 : Intervalle de confiance des nombres d'habitants à Madagascar en 2005

STRATES	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
ANALAMANGA URBAIN	245 492	745 000	1 710 000	29,498
ANALAMANGA RURAL	131 231	1 240 000	1 756 000	6,554
VAKINANKARATRA URBAIN	31 563	247 000	371 000	1,951
VAKINANKARATRA RURAL	31 704	1 321 000	1 445 000	0,398
ITASY URBAIN	6 005	93 000	116 000	0,178
ITASY RURAL	43 395	655 000	826 000	1,238
BONGOLAVA URBAIN	8 487	71 000	104 000	0,439
BONGOLAVA RURAL	21 215	314 000	397 000	0,616
MAHATSIATRA AMBONY URBAIN	49 368	147 000	341 000	5,071
MAHATSIATRA AMBONY RURAL	72 097	1 101 000	1 384 000	1,893
AMORON'I MANIA URBAIN	7 195	102 000	130 000	0,232
AMORON'I MANIA RURAL	31 957	728 000	854 000	0,621
VATOVAVY FITOVINANY URBAIN	14 036	154 000	209 000	0,542
VATOVAVY FITOVINANY RURAL	105 873	827 000	1 243 000	5,470
IHOROMBE URBAIN	5 589	97 000	119 000	0,138
IHOROMBE RURAL	12 312	151 000	199 000	0,425
ATSIMO ATSINANANA URBAIN	8 838	66 000	101 000	0,525
ATSIMO ATSINANANA RURAL	50 148	402 000	600 000	2,769
ATSINANANA URBAIN	53 865	173 000	384 000	6,033
ATSINANANA RURAL	64 268	814 000	1 067 000	2,287
ANALANJIROFO URBAIN	8 177	72 000	105 000	0,480
ANALANJIROFO RURAL	55 181	435 000	652 000	3,368
ALAOTRA MANGORO URBAIN	12 485	120 000	169 000	0,636
ALAOTRA MANGORO RURAL	37 536	706 000	854 000	1,043
BOENY URBAIN	29 830	111 000	229 000	3,147
BOENY RURAL	32 122	230 000	356 000	1,976
SOFIA URBAIN	8 393	76 000	108 000	0,399
SOFIA RURAL	56 490	896 000	1 118 000	1,612
BETSIBOKA URBAIN	7 784	88 000	119 000	0,288
BETSIBOKA RURAL	8 648	242 000	276 000	0,142
MELAKY URBAIN	10 796	74 000	117 000	0,628
MELAKY RURAL	14 394	86 000	143 000	1,052
ATSIMO ANDREFANA URBAIN	19 933	149 000	228 000	1,140
ATSIMO ANDREFANA RURAL	85 402	639 000	975 000	4,667
ANDROY URBAIN	8 539	142 000	176 000	0,198
ANDROY RURAL	28 484	441 000	553 000	0,699
ANOSY URBAIN	5 741	112 000	135 000	0,113
ANOSY RURAL	43 119	458 000	627 000	1,595
MENABE URBAIN	7 976	65 000	96 000	0,446
MENABE RURAL	28 718	272 000	385 000	1,381
DIANA URBAIN	12 762	72 000	122 000	0,925
DIANA RURAL	30 850	208 000	329 000	2,057
SAVA URBAIN	6 400	49 000	75 000	0,402
SAVA RURAL	53 886	495 000	706 000	2,898

STRATES	Erreur Standard	Intervalle de confiance à 95%		Effet d'échantillonnage
Analamanga	278 367	2 179 000	3 272 000	17,779
Vakinankaratra	44 737	1 604 000	1 780 000	0,675
Itasy	43 808	759 000	931 000	1,121
Bongolava	22 850	398 000	488 000	0,587
Mahatsiatra Ambony	87 380	1 315 000	1 658 000	2,405
Amoron'i Mania	32 757	842 000	971 000	0,580
Vatovavy Fitovinany	106 800	1 007 000	1 426 000	4,791
Ihorombe	13 521	257 000	310 000	0,315
Atsimo Atsinanana	50 921	484 000	684 000	2,469
Atsinanana	83 856	1 054 000	1 384 000	3,136
Analanjirofo	55 783	523 000	742 000	3,006
Alaotra Mangoro	39 558	847 000	1 002 000	0,992
Boeny	43 837	377 000	549 000	2,413
Sofia	57 110	986 000	1 211 000	1,524
Betsiboka	11 635	339 000	385 000	0,185
Melaky	17 992	175 000	245 000	0,851
Atsimo Andrefana	87 697	823 000	1 168 000	4,079
Androy	29 736	598 000	715 000	0,584
Anosy	43 499	581 000	752 000	1,308
Menabe	29 805	350 000	467 000	1,208
Diana	33 386	300 000	431 000	1,757
Sava	54 264	556 000	769 000	2,683
Urbain	263 056	3 627 000	4 661 000	11,118
Rural	261 511	14 190 000	15 215 000	6,160
Ensemble	370 926	18 135 000	19 622 000	19,705

Source :INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 2: Taille moyenne des ménages selon le milieu et région

	Milieu		Unité : %
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	4,5	4,8	4,7
Vakinankaratra	4,4	5,0	4,9
Itasy	5,0	5,4	5,3
Bongolava	4,6	5,2	5,1
Mahatsiatra Ambony	5,0	5,9	5,8
Amoron'i Mania	4,8	5,5	5,4
Vatovavy Fitovinany	5,0	4,9	4,9
Ihorombe	5,2	5,0	5,1
Atsimo Atsinanana	4,6	4,7	4,6
Atsinanana	4,5	5,1	4,9
Analanjirifo	3,7	4,1	4,1
Alaotra Mangoro	4,5	4,7	4,7
Boeny	4,2	4,4	4,3
Sofia	4,7	4,9	4,9
Betsiboka	5,0	5,1	5,1
Melaky	4,9	4,3	4,6
Atsimo Andrefana	4,2	4,6	4,6
Androy	5,3	5,5	5,5
Anosy	5,5	5,0	5,1
Menabe	4,2	4,7	4,6
Diana	3,9	3,9	3,9
Sava	4,0	4,2	4,2
Ensemble	4,6	4,9	4,9

Source :INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 3 : Taux de migration, par province et milieu

	Unité : %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Antananarivo	15,7	8,3	10,5
Fianarantsoa	14,1	5,5	6,9
Toamasina	8,8	3,0	4,0
Mahajanga	19,3	7,0	9,6
Toliara	14,5	5,8	7,6
Antsiranana	11,5	2,0	3,5
Ensemble	14,6	5,9	7,8

Source :INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 4 : Taux d'activité selon le milieu et selon la région

	Unité: %		
	Urbain	Rural	Ensemble
Analamanga	54,4	63,6	59,5
Vakinankaratra	61,0	74,7	72,1
Itasy	69,1	69,6	69,5
Bongolava	62,1	68,0	66,8
Mahatsiatra Ambony	48,3	61,3	59,1
Amoron'I Mania	64,9	67,7	67,3
Vatovavy Fitovinany	67,0	67,4	67,3
Ihorombe	70,0	74,5	72,7
Atsimo Atsinanana	50,3	62,1	60,4
Antsinanana	53,8	63,8	61,4
Analanjirifo	59,1	69,8	68,2
Alaotra Mangoro	56,4	60,5	59,9
Boeni	56,1	67,5	63,3
Sofia	52,7	62,9	62,0
Betsiboka	61,2	69,7	67,3
Melaky	71,8	76,9	74,6
Atsimo Andrefana	60,0	67,8	66,3
Androy	70,3	79,4	77,2
Anosy	56,1	70,2	67,6
Menabe	53,6	72,4	68,7
Diana	47,2	54,6	52,6
Sava	54,2	63,0	62,2
Ensemble	57,6	66,7	64,6

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 5 : Répartition des emplois par secteur institutionnel et selon la région

						Uni té: %
	Publique	Entreprise privée/Zone franche	ONG	Indépendant	Autre	Total
Analamanga	5, 5	25, 8	0, 2	68, 5	0 ,1	1 00,0
Vakinankaratra	1, 4	6,3	N S	92, 1	0 ,1	1 00,0
Itasy	1, 6	3,7	0, 6	94, 1	N S	1 00,0
Bongolava	3, 3	4,2	0, 6	91, 9	N S	1 00,0
Mahatsiatra ambony	2, 4	6,0	0, 1	91, 6	N S	1 00,0
Amoron'i Mania	1, 2	13, 1	N S	85, 8	N S	1 00,0
Vatovavy Fitovinany	2, 2	2,0	0, 2	95, 6	N S	1 00,0
Ihorombe	2, 4	2,5	0, 1	95, 0	0 ,1	1 00,0
Atsimo Atsinanana	1, 4	3,0	1, 0	94, 6	N S	1 00,0
Atsinanana	3, 6	4,9	0, 3	91, 1	0 ,1	1 00,0
Analanjirofo	2, 2	1,3	0, 1	96, 3	0 ,1	1 00,0
Alaotra Mangoro	1, 6	5,7	0, 1	92, 6	N S	1 00,0
Boeny	3, 1	9,9	0, 4	86, 4	0 ,3	1 00,0
Sofia	1, 3	1,5	0, 1	97, 1	N S	1 00,0
Betsiboka	3, 0	3,8	0, 2	93, 0	N S	1 00,0
Melaky	2, 1	4,1	N S	93, 6	0 ,2	1 00,0
Atsimo Andrefana	1, 9	2,9	0, 2	95, 0	0 ,1	1 00,0
Androy	0, 7	0,5	N S	98, 9	N S	1 00,0
Anosy	2, 2	4,9	0, 4	92, 3	0 ,3	1 00,0
Menabe	2, 3	4,4	0, 2	93, 0	N S	1 00,0
Diana	2, 5	13, 0	0, 3	84, 0	0 ,2	1 00,0
Sava	1, 2	4,0	0, 1	94, 7	N S	1 00,0
Ensemble	2, 5	7,6	0, 2	89, 7	0 ,1	1 00,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 6 : Répartition de la population selon le type de combustible utilisé pour la cuisine, par région

	Unité %							
	Bois ramassé	Bois acheté	Charbon	Gaz	Electricité	Pétrole	Autres	Total
Analamanga	45,1	3,2	50,2	0,7	0,5	N	0,3	100,0
Vakinankaratra	81,9	8,6	8,6	0,2	0,1	N	0,6	100,0
Itasy	84,2	4,1	8,0	N	0,1	N	3,5	100,0
Bongolava	88,8	4,2	6,9	N	NS	N	0,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	84,6	1,8	13,5	0,1	NS	N	N	100,0
Amoron'i Mania	95,3	2,3	2,3	N	NS	N	0,2	100,0
Vatovavy Fitovinany	87,7	7,3	4,3	0,4	NS	N	N	100,0
Ihorombe	86,0	2,5	10,5	N	0,2	0,5	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	89,9	4,3	5,5	N	NS	0	0,2	100,0
Atsinanana	84,6	4,6	10,5	0,1	0,1	1,1	1	100,0
Analanjirifo	90,8	2,1	5,4	N	0,2	1,1	0,4	100,0
Alaotra Mangoro	76,6	12,7	10,5	N	0,2	N	N	100,0
Boeny	59,8	4,35	0,8	0,8	NS	N	N	100,0
Sofia	94,7	0,4	4,4	N	NS	N	N	100,0
Betsiboka	86,6	1,8	10,4	N	0,9	0,2	0,5	100,0
Melaky	91,2	1,7	7,2	0,1	NS	0,2	0,2	100,0
Atsimo Andrefana	78,5	10,8	10,6	0,1	NS	N	N	100,0
Androy	90,3	8,8	0,8	N	NS	S	S	100,0
Anosy	80,5	6,8	12,2	N	NS	0	N	100,0
Menabe	82,4	3,8	14,4	N	NS	5,5	N	100,0
Diana	73,3	2,9	23,1	S	NS	S	S	100,0
Sava	90,0	2,4	6,8	0,1	0,2	0	0,5	100,0
Ensemble	79,2	5,0	15,1	0,2	0,1	0	0,3	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 7 : Répartition des ménages agricoles selon la région Région et selon le GSE

	Unité : %			
	Petits exploitants agricoles	Moyens exploitants agricoles	Grands exploitants agricoles	Total
Analamanga	85,3	8,3	6,4	100,0
Vakinankaratra	88,1	9,5	2,5	100,0
Itasy	66,3	25,6	8,1	100,0
Bongolava	60,2	33,4	6,5	100,0
Mahatsiatra Ambony	73,3	23,5	3,2	100,0
Amoron'I Mania	85,2	12,6	2,2	100,0
Vatovavy Fitovinany	90,0	6,4	3,6	100,0
Ihorombe	67,0	31,1	1,9	100,0
Atsimo Atsinanana	83,4	13,4	3,2	100,0
Antsinanana	87,0	11,3	1,8	100,0
Analanjirifo	71,5	23,3	5,3	100,0
Alaotra Mangoro	63,7	30,1	6,2	100,0
Boeni	61,4	33,0	5,7	100,0
Sofia	63,9	28,1	8,1	100,0
Betsiboka	59,1	35,5	5,5	100,0
Melaky	60,5	33,3	6,2	100,0
Atsimo Andrefana	71,2	24,7	4,0	100,0
Androy	50,8	45,3	3,9	100,0
Anosy	58,9	33,9	7,2	100,0
Menabe	61,0	36,6	2,4	100,0
Diana	50,5	43,6	5,9	100,0
Sava	65,2	31,9	2,9	100,0

				0
				100,
Ensemble	73,3	22,2	4,5	0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 8 : Mode d'acquisition des terrains agricoles selon la strate

		Unité: %						
		Achat	Héritage	Don	Défrichement	Autre	NPP	Total
Analamanga	Urbain	20,9	68,7	2,7	7,4	0,3	NS	100,0
	Rural	13,7	75,5	2,6	5,2	1,7	1,3	100,0
	Ensemble	14,7	74,6	2,6	5,5	1,5	1,1	100,0
Vakinankaratra	Urbain	31,2	46,9	11,5	8,3	NS	2,1	100,0
	Rural	24,2	64,0	2,8	6,2	0,7	2,1	100,0
	Ensemble	24,9	62,3	3,7	6,4	0,6	2,1	100,0
Itasy	Urbain	21,0	49,2	8,5	18,5	1,0	1,8	100,0
	Rural	13,9	42,1	15,6	24,8	NS	3,7	100,0
	Ensemble	14,8	43,0	14,7	24,0	0,1	3,5	100,0
Bongolava	Urbain	37,5	18,5	11,1	24,9	6,3	1,6	100,0
	Rural	36,2	15,7	7,6	38,7	1,2	0,6	100,0
	Ensemble	36,4	16,1	8,1	36,7	2,0	0,7	100,0
Mahatsiatra Ambony	Urbain	13,4	69,4	6,4	5,5	0,2	5,0	100,0
	Rural	6,0	90,4	0,8	1,2	NS	1,7	100,0
	Ensemble	6,5	88,8	1,2	1,6	NS	1,9	100,0
Amoron'I Mania	Urbain	3,8	89,6	0,2	3,3	0,1	3,1	100,0
	Rural	6,2	86,8	0,8	3,7	1,0	1,5	100,0
	Ensemble	5,9	87,2	0,7	3,7	0,9	1,7	100,0
Vatovavy Fitovinany	Urbain	8,4	71,3	3,2	13,7	1,1	2,3	100,0
	Rural	5,6	77,2	0,9	14,4	0,6	1,4	100,0
	Ensemble	5,9	76,5	1,2	14,3	0,6	1,5	100,0
Ihorombe	Urbain	9,2	49,4	20,0	16,0	4,6	0,8	100,0
	Rural	4,9	46,7	11,4	32,0	4,8	0,3	100,0
	Ensemble	6,2	47,5	14,0	27,1	4,7	0,4	100,0
Atsimo Atsinanana	Urbain	6,9	89,4	1,9	1,0	0,8	NS	100,0
	Rural	8,6	81,3	1,4	5,5	0,3	3,0	100,0
	Ensemble	8,5	81,9	1,4	5,1	0,3	2,7	100,0
Antsinanana	Urbain	10,9	61,5	21,8	2,8	2,2	0,9	100,0
	Rural	16,7	61,6	14,7	5,3	NS	1,8	100,0
	Ensemble	16,1	61,6	15,4	5,0	0,2	1,7	100,0
Analanjirifo	Urbain	7,5	68,6	2,6	15,6	3,8	2,0	100,0
	Rural	7,5	62,5	2,0	24,9	2,8	0,4	100,0
	Ensemble	7,5	63,2	2,1	23,8	2,9	0,5	100,0
Alaotra Mangoro	Urbain	38,4	42,7	6,9	8,8	2,3	0,9	100,0
	Rural	20,0	58,8	8,0	9,4	1,5	2,3	100,0
	Ensemble	22,2	56,9	7,8	9,4	1,6	2,2	100,0
Boeni	Urbain	18,8	41,1	2,4	31,0	4,9	1,8	100,0
	Rural	15,9	32,9	NS	44,3	3,6	3,3	100,0
	Ensemble	16,4	34,4	0,4	41,9	3,8	3,1	100,0

		Achat	Héritage	Don	Défrichement	Autre	NPP	Total
Sofia	Urbain	9,1	75,5	8,9	4,4	1,4	0,7	100,0
	Rural	5,8	59,3	9,8	22,2	1,8	1,1	100,0
	Ensemble	5,9	60,0	9,7	21,5	1,8	1,1	100,0
Betsiboka	Urbain	33,0	39,0	5,7	19,9	0,3	2,2	100,0
	Rural	32,8	34,7	4,0	28,5	NS	NS	100,0
	Ensemble	32,8	35,6	4,4	26,6	0,1	0,5	100,0
Melaky	Urbain	3,9	11,9	0,0	83,2	0,8	0,2	100,0
	Rural	2,1	22,3	7,5	64,1	3,7	0,3	100,0
	Ensemble	3,0	17,0	3,7	73,8	2,2	0,3	100,0
Atsimo Andrefana	Urbain	3,0	81,6	9,1	1,2	4,4	0,7	100,0
	Rural	4,4	81,9	6,4	5,0	0,9	1,5	100,0
	Ensemble	4,1	81,9	6,8	4,4	1,4	1,3	100,0
Androy	Urbain	3,7	91,3	0,6	4,3	0,1	NS	100,0
	Rural	10,8	64,9	16,8	7,2	0,4	NS	100,0
	Ensemble	9,5	69,7	13,9	6,7	0,3	NS	100,0
Anosy	Urbain	16,5	60,7	11,7	4,6	0,9	5,8	100,0
	Rural	11,3	64,6	5,6	15,6	0,8	2,1	100,0
	Ensemble	11,6	64,4	6,0	14,9	0,8	2,3	100,0
Menabe	Urbain	13,0	59,4	2,9	24,2	NS	0,6	100,0
	Rural	11,9	42,5	1,3	42,4	0,4	1,5	100,0
	Ensemble	12,0	44,2	1,5	40,5	0,4	1,4	100,0
Diana	Urbain	1,8	31,8	30,4	29,3	6,8	NS	100,0
	Rural	10,3	34,2	28,2	20,2	5,4	1,8	100,0
	Ensemble	9,6	34,0	28,4	20,9	5,5	1,7	100,0
Sava	Urbain	16,5	59,1	12,7	5,5	5,6	0,6	100,0
	Rural	18,4	46,9	23,9	6,9	1,7	2,3	100,0
	Ensemble	18,3	47,6	23,2	6,8	2,0	2,2	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Tableau A 9 : Evolution du revenu généré par l'ENA selon la région

	Unité: %				
	Baisse	Augmente	Inchangé	Non applicable	Total
Analamanga	34,0	7,3	58,7	NS	100,0
Vakinankaratra	40,7	26,3	33,0	NS	100,0
Itasy	6,6	63,4	30,0	NS	100,0
Bongolava	30,8	12,1	51,1	6,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	25,0	26,0	49,0	NS	100,0
Amoron'I Mania	51,3	5,1	43,6	NS	100,0
Vatovavy Fitovinany	68,8	NS	28,9	2,4	100,0
Ihorombe	25,9	12,8	48,2	13,1	100,0
Atsimo Atsinanana	8,5	8,6	82,9	NS	100,0
Antsinanana	22,9	77,1	NS	NS	100,0
Analanjirifo	NN	NS	79,7	20,4	100,0
Alaotra Mangoro	49,8	17,4	17,4	15,4	100,0
Boeni	26,3	42,0	31,7	NS	100,0
Sofia	30,8	29,8	39,5	NS	100,0
Betsiboka	18,5	19,0	43,1	19,4	100,0
Melaky	28,6	14,8	35,9	20,8	100,0
Atsimo Andrefana	7,9	NS	92,2	NS	100,0
Androy	NS	87,2	12,8	NS	100,0
Anosy	27,2	NS	72,8	NS	100,0
Menabe	76,7	11,9	NS	11,5	100,0
Diana	25,9	28,4	35,7	10,0	100,0
Sava	100,0	NS	NS	NS	100,0
Ensemble	31,8	18,4	45,9	3,9	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 10 : Source de financement de l'ENA selon la région

Unité: %

	Epargne du ménage	Micro finance	Prêt auprès des parents	Aides des parents	Aides des amis	Bénéfice	Revenu financier	Autres	NPP	Total
Analamanga	8,0	S N	11,6	NS	S N	65,4	15,1	S N	S N	100,0
Vakinankaratra	14,5	S N	NS	NS	S N	85,5	NS	S 3	S N	100,0
Itasy	14,5	S N	NS	NS	S N	55,6	26,1	,8 1	S N	100,0
Bongolava	24,9	S N	NS	NS	S N	45,4	18,2	1,6 N	S N	100,0
Mahatsiatra Ambony	17,6	S N	NS	11,8	S N	68,7	2,0	S N	S N	100,0
Amoron'I Mania	43,6	S N	NS	NS	S N	5,1	51,3	S 4	S N	100,0
Vatovavy Fitovinany	30,2	S N	NS	NS	S N	4,8	17,8	7,3 7	S N	100,0
Ihorombe	25,8	S N	NS	NS	S N	20,5	46,4	,3 1	S N	100,0
Atsimo Atsinanana	8,5	S N	NS	NS	S N	74,9	NS	6,6 N	S N	100,0
Antsinanana	58,3	S N	NS	NS	S N	18,8	22,9	S 2	S N	100,0
Analanjirofo	41,3	S N	NS	NS	S N	37,9	NS	0,9 1	S N	100,0
Alaotra Mangoro	2,0	S N	NS	NS	2,0 N	49,5	31,1	5,5 N	S N	100,0
Boeni	NS	S N	NS	NS	S N	42,0	58,0	S N	S N	100,0
Sofia	49,8	S N	NS	29,8	S N	20,4	NS	S 1	S N	100,0
Betsiboka	23,4	S N	NS	NS	S N	21,9	35,2	9,4 1	S N	100,0
Melaky	NS	S N	NS	NS	S N	76,6	8,4	4,9 2	S N	100,0
Atsimo Andrefana	82,2	S N	NS	NS	S N	13,8	NS	,0 N	2,0 N	100,0
Androy	12,8	S N	NS	NS	S N	87,2	NS	S 4	S N	100,0
Anosy	22,6	S N	NS	NS	S N	31,6	NS	5,8 N	S N	100,0
Menabe	70,4	S N	NS	NS	S N	17,7	11,9	S N	S N	100,0
Diana	20,8	S N	NS	NS	S N	69,9	9,3	S 4	S N	100,0
Sava	NS	4,5	NS	NS	S N	90,8	NS	,7 9	S N	100,0
Ensemble	25,2	0,1	1,8	1,8	0,2	47,2	14,0	,5	0,2	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

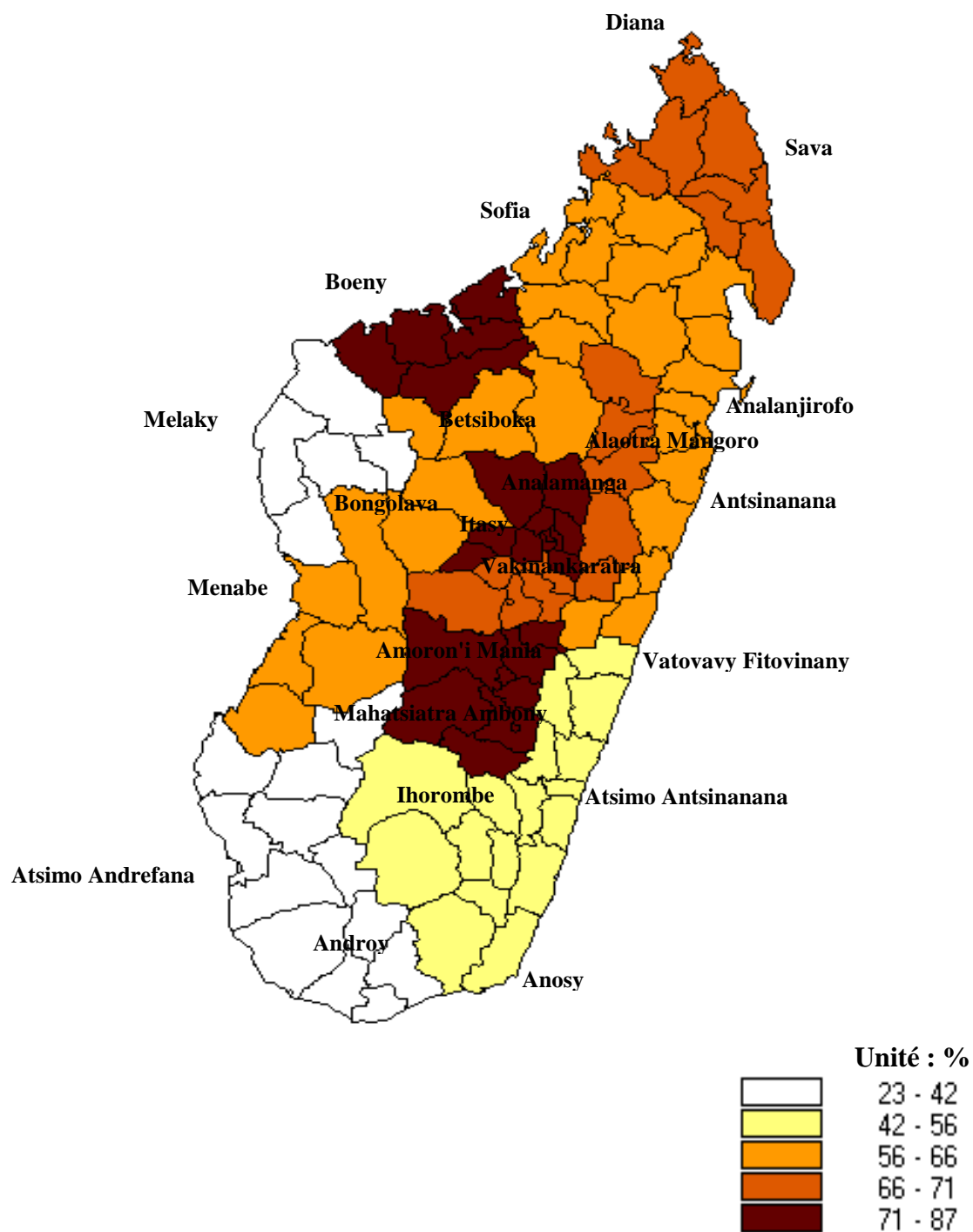
Tableau A 11: Proportion des ménages membres d'une mutuelle et disposant d'un compte bancaire selon la région et selon le milieu

Unité : %

	Membre d'une mutuelle d'épargne et de crédit			Compte bancaire		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
			11, 7	10, 7		
Analamanga	18,3	5,9			4,4	7,3
Vakinankaratra	5,4	5,9	5,8	3,2	0,7	1,2
Itasy	4,3	3,7	3,8	7,8	2,1	2,9
Bongolava	6,0	2,4	3,2	7,0	1,2	2,5
Mahatsiatra Ambony	6,8	7,9	7,7	3,3	0,3	0,8
Amoron'i Mania	6,0	3,2	3,6	3,0	0,4	0,8
Vatovavy Fitovinany	3,4	5,6	5,3	3,4	0,3	0,7
Ihorombe	4,5	NS	1,7	1,7	0,7	1,1
Atsimo Atsinanana	3,1	0,3	0,7	3,6	0,5	0,9
Antsinanana	5,3	0,6	1,8	6,6	NS	1,7
Analanjirofo	7,4	2,0	2,8	2,5	0,5	0,8
Alaotra Mangoro	9,4	1,5	2,8	3,6	0,3	0,8
Boeny	3,0	1,1	1,8	9,4	1,5	4,4
Sofia	2,4	0,6	0,8	2,5	0,3	0,5
Betsiboka	0,4	0,4	0,4	1,2	0,4	0,6
Melaky	0,8	0,3	0,5	6,1	NS	2,5
Atsimo Andrefana	2,0	1,1	1,3	5,9	0,5	1,6
Androy	NS	NS	NS	0,4	NS	0,1
Anosy	4,8	2,8	3,1	9,4	NS	1,6
Menabe	4,6	0,9	1,7	6,6	0,4	1,8
Diana	7,5	3,5	4,5	9,5	1,1	3,3
Sava	4,3	1,9	2,1	6,5	0,3	0,9
Ensemble	8,7	3,1	4,4	6,6	0,9	2,2

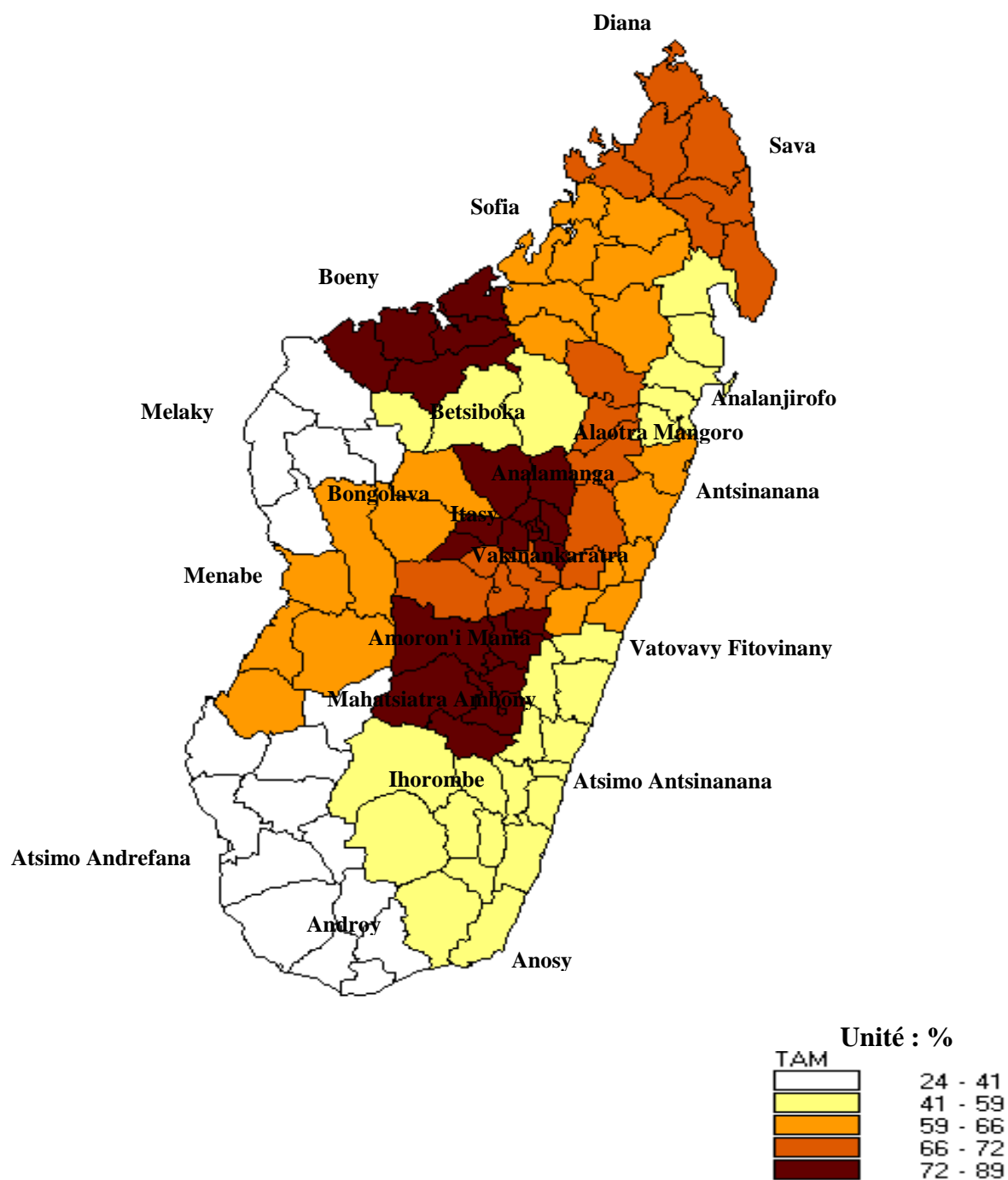
Source: INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 7 : Taux d'alphabétisation, par région.



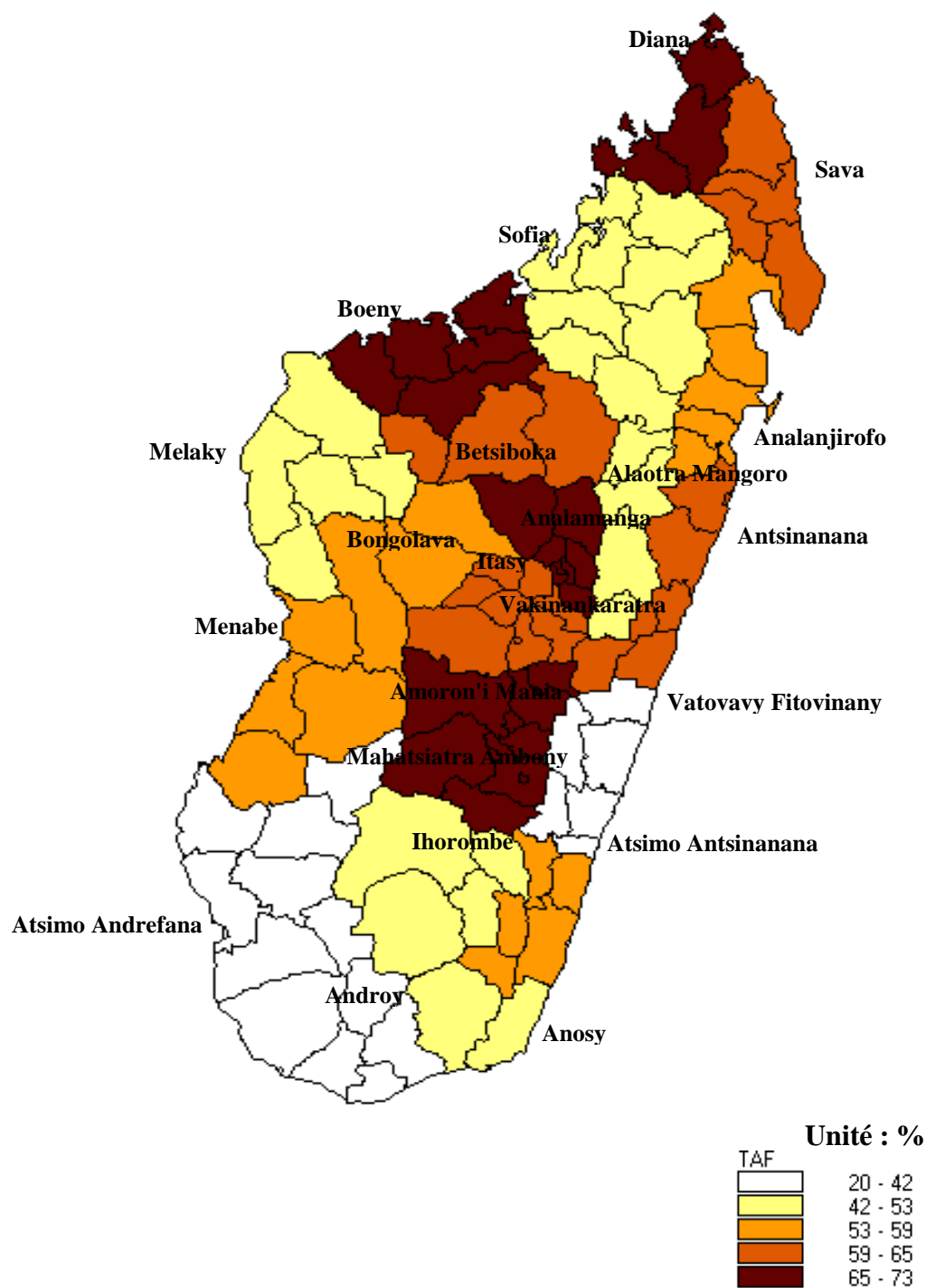
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 8 : Taux d'alphabétisation, par région ; hommes.



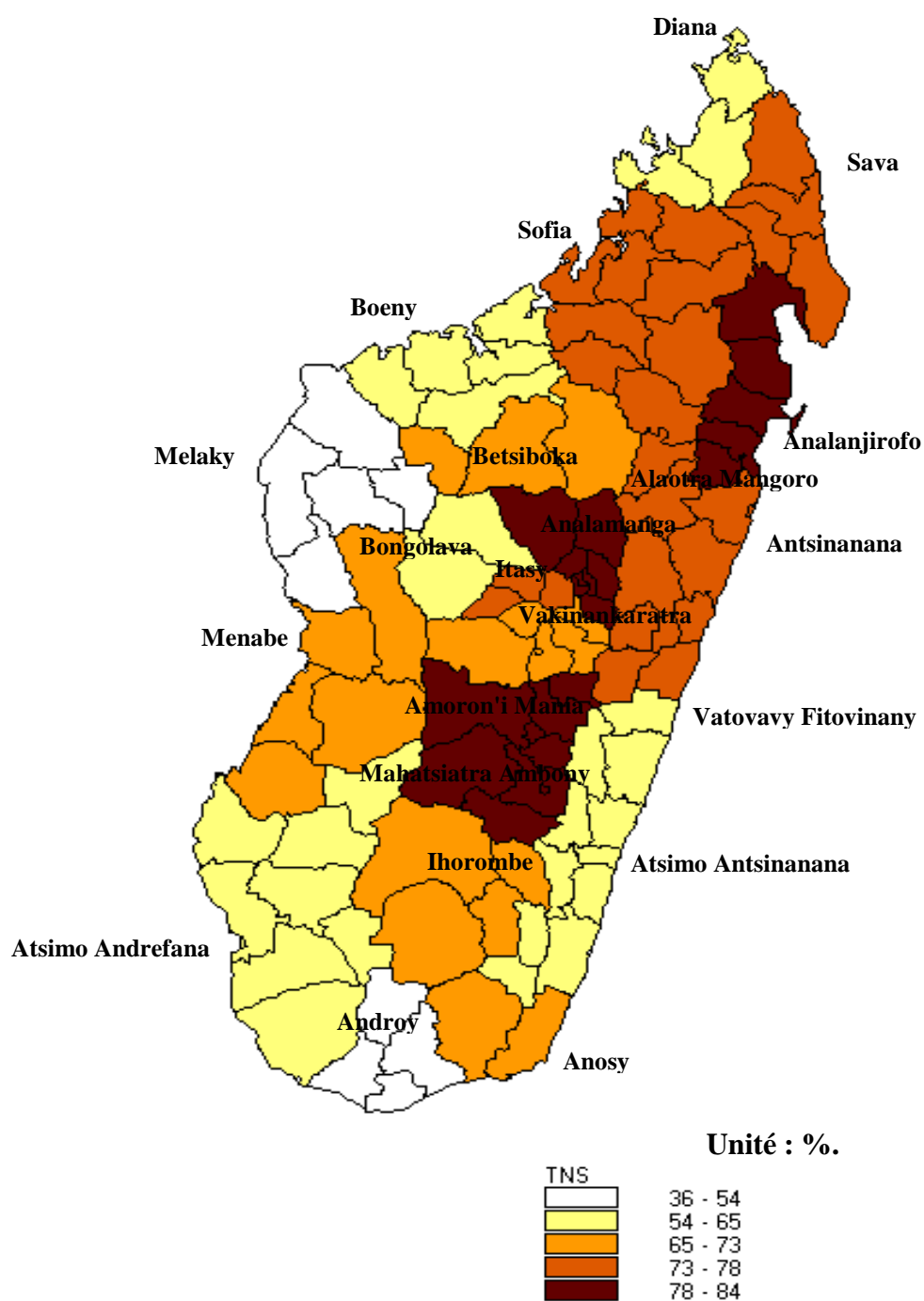
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 9 : Taux d'alphabétisation, par région ; femmes



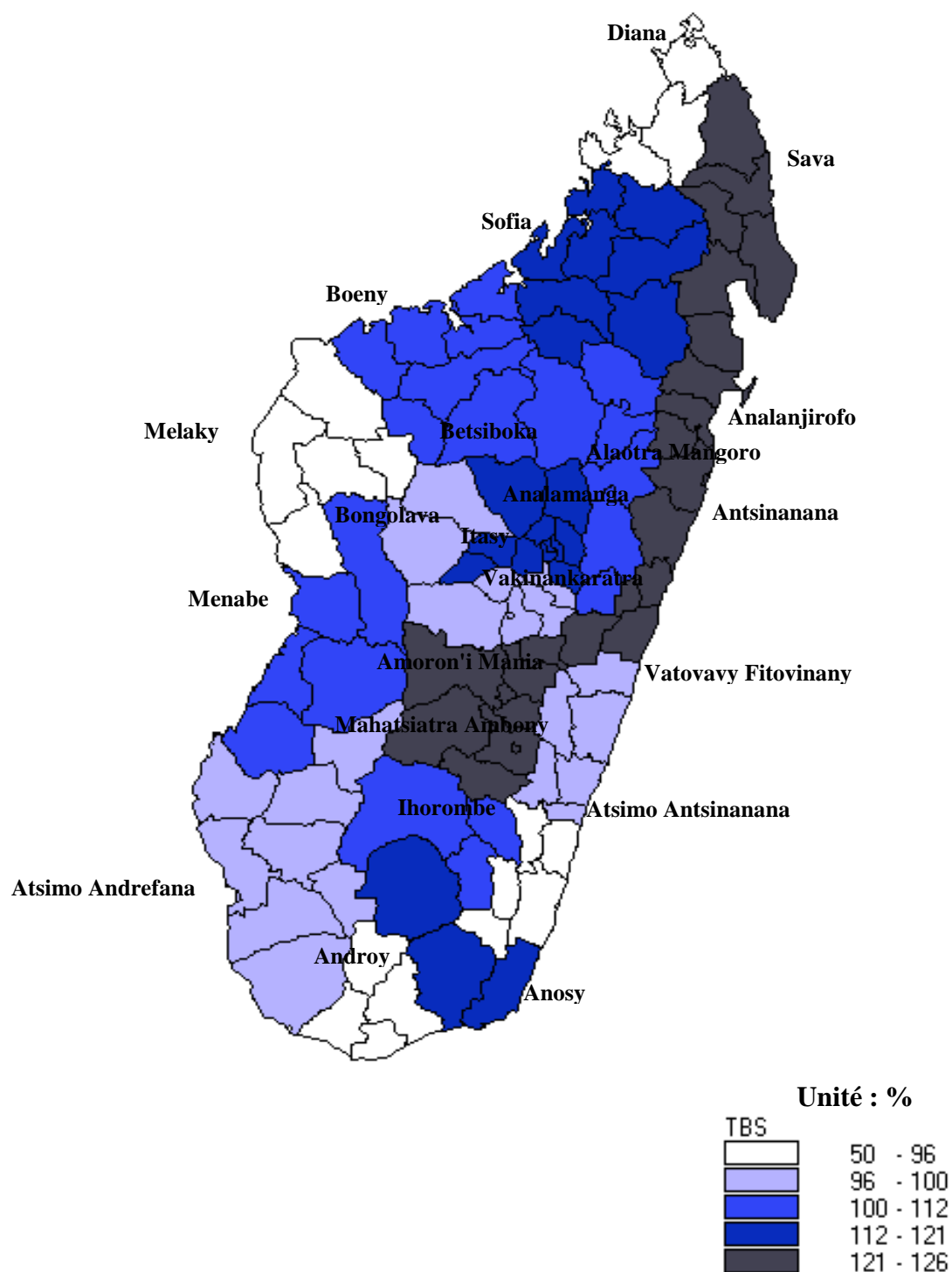
Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 10 : Taux net de scolarisation, par région



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Carte 11: Taux brut de scolarisation, par région



Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Tableau A 12 : Quintile de consommation par tête selon milieu

Unité: %						
	Plus pauvres	Quintile_2	Quintile_3	Quintile_4	Plus riches	Total
Urbain	14,1	17,1	18,0	21,6	39,2	22,0
Rural	85,9	82,9	82,0	78,4	60,8	78,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM 2005

Tableau A 13 : Répartition des ménages selon le type de choc subi, par région

Unité : %						
	Climat et environnement	Insécurité	Maladie s, décès	Problèmes économiques	Autres types de problème	Total
Analamanga	20,3	8,3	2,6	68,4	0,4	100,0
Vakinankaratra	23,2	18,3	4,0	54,4	0,1	100,0
Itasy	34,6	14,0	5,0	46,3	0,1	100,0
Bongolava	34,7	12,5	10,1	42,6	0,1	100,0
Mahatsiatra Ambony	40,7	9,9	13,4	36,0	NS	100,0
Amoron'i Mania	37,8	14,7	4,9	41,5	1,1	100,0
Vatovavy Fitovinany	36,1	4,8	11,7	47,0	0,4	100,0
Ihorombe	38,9	9,9	4,9	46,0	0,3	100,0
Atsimo Atsinanana	41,2	8,1	12,1	38,1	0,5	100,0
Atsinanana	30,9	9,3	5,8	53,8	0,2	100,0
Analanjirifo	35,6	7,9	5,7	48,0	2,8	100,0
Alaotra Mangoro	32,5	11,3	7,2	44,7	4,3	100,0
Boeny	26,2	5,4	10,6	57,2	0,6	100,0
Sofia	38,0	8,4	10,6	42,5	0,5	100,0
Betsiboka	36,7	13,7	7,2	41,0	1,4	100,0
Melaky	41,4	17,5	8,6	32,4	0,2	100,0
Atsimo Andrefana	58,4	4,2	3,0	34,2	0,3	100,0
Androy	61,0	1,6	7,2	29,9	0,4	100,0
Anosy	47,0	5,7	4,8	42,1	0,5	100,0
Menabe	38,9	12,4	3,4	45,2	0,2	100,0
Diana	23,2	12,9	15,8	47,9	0,3	100,0
Sava	26,7	8,5	3,5	61,1	0,2	100,0
Ensemble	35,7	9,6	7,0	47,1	0,7	100,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

ANNEXE 2 : NOTE TECHNIQUE SUR LA DEFINITION ET CONCEPT RETENU DANS LA SECTION EMPLOI

Toutes les définitions et concepts retenus dans la section emploi (population en âge du travail, population active, population inactive, chômage, sous-emploi) font références aux recommandations du BIT, mais ont été évidemment adaptés aux spécificités et réalités du marché du travail à Madagascar. Les démarches reposent sur l'approche par la production du travail. Elle consiste à déterminer le travail effectivement mobilisé dans la production des biens et services et dans la création de la nouvelle richesse de l'économie. Ainsi, le lien entre production-travail est fondamental. Pour assurer la cohérence des informations statistiques de base, la production est définie selon la dernière révision du système de comptabilité nationale¹¹. Le BIT recommande de définir l'activité comme le facteur travail qui entre dans le cadre du processus de production des biens et services **au sens de la comptabilité nationale**.

Dans ce cas, seules sont considérées comme « *actives* » les personnes susceptibles de participer à l'activité économique. En faisant référence à la définition de la notion d'activité dans les comptes nationaux, elle a pour objet de produire des biens et des services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement, en espèce ou en nature (emploi salarié), ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial (emploi non salarié).

A partir delà, un individu est considéré comme chômeur s'il remplit les trois conditions suivantes au cours des sept derniers jours précédant l'enquête :

- Etre en âge de travailler
- Ne pas avoir une activité (telle qu'elle est définie ci-dessus) ne serait-ce qu'une heure
- Rechercher activement un emploi au cours d'une période récente
- Etre disponible pour occuper un emploi dans un délai relativement court

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre des chômeurs et l'effectif de la population active. Pour le calculer, les variables « age_ans » dans le fichier « démographie », q01a01, q01a02, q01a04, q01a07 dans le fichier relatif à la situation vis-à-vis de l'emploi de la section « emploi ».

¹¹ Révision

ANNEXE 3: NOTE TECHNIQUE SUR LA CONSTRUCTION DES CONSOMMATIONS AGREGÉES DE L'EPM 2005

1. Les composantes de la consommation

La consommation est un élément objectif de mesure du bien être qui comporte des composantes subjectives. Elle donne une évaluation monétaire du niveau de vie des ménages à travers ses conditions matérielles de vie. Elle ne se limite pas de fait aux éléments de dépenses monétaires mais s'étend à l'évaluation des parts de consommation d'éléments stables comme le logement, l'avoir, les autoconsommations. De ce fait, les éléments constitutifs de la consommation sont alors :

2. L'apurement des données

L'apurement des données consiste à construire un algorithme répétitif de contrôle des données. Les contrôles se situent à deux niveaux : la cohérence des données et les outliers. Il doit commencer par l'apurement des identifiants. L'identifiant principal est le croisement entre les zones de dénombrement et le numéro du ménage. Selon les sections étudiées, d'autres variables peuvent être ajoutées pour identifier les observations.

Les problèmes relatifs à la cohérence des données ne peuvent être corrigés qu'en consultant les questionnaires relatifs à ces données, la traçabilité des données liées à l'établissement de l'identifiant est alors essentielle.

Les problèmes des outliers concernent surtout les valeurs nominales. Ils peuvent être s'avérer justes mais peuvent avoir des influences majeures sur les résultats, notamment au niveau des moyennes. Le traitement des outliers se fait selon les cas, généralement la correction n'est pas systématique mais doit tenir compte d'autres variables qui sont présentes dans le questionnaire. Les 5% en haut et en bas de la distribution font l'objet de ce contrôle. Ce contrôle peut se faire en tenant compte des variables d'intérêt (régions, province, milieu).

3. Les dépenses

La vraisemblance des données passe en premier lieu par le contrôle des quantités achetées par rapport à des intervalles admissibles. Par la suite, les prix unitaires sont vérifiés pour plus d'homogénéité. La vérification est faite à travers des variables de localisation qui ont une influence importante sur ces grandeurs.

Mise à part les contrôles des cohérences et des valeurs aberrantes, le problème majeur dans le traitement de cette partie est l'existence des valeurs manquantes (au niveau des quantités ou de la valeur) dans la mesure où le nombre de ligne est très élevé. Pour

corriger ces valeurs manquantes, une procédure d'imputation des prix unitaire ascendante vis-à-vis de la localisation partant des zones de dénombrement est effectuée. La moyenne étant très sensible aux valeurs aberrantes, la médiane est utilisée comme caractéristique de tendance centrale.

4. *l'autoconsommation*

L'évaluation de l'autoconsommation se base sur les déclarations des ménages sur la partie de la récolte qui est autoconsommée. Le prix utilisé est celui que le ménage a utilisé pour vendre leur récolte. Dans le cas où un tel prix n'existe pas, la méthode d'imputation citée auparavant est appliquée.

5. *Les valeurs locatives des biens durables*

Notre objectif est de mesurer l'utilisation de bien durable pendant la période de référence (dans notre cas une année). Généralement nous n'observons pas cette valeur directement, donc nous supposons qu'elle est proportionnelle au stock de bien durable possédé par le ménage. Comme proposé par Deaton (1997), ce coût peut être estimé d'une estimation conceptuelle selon laquelle nous imaginons que le ménage achète le bien au début de chaque année et le vend à la fin d'année. Les valeurs locatives dépendent ainsi du prix au commencement de l'année, soit les p_t , de son prix à la fin de l'année, p_{t+1} et sur le taux d'intérêt nominal, les r_t qui est le coût d'avoir de l'argent immobilisé à cause de la détention du bien pendant l'année, et sur l'ampleur de détérioration du bien pendant l'année, à un taux d . Ainsi, le ménage commence l'année avec une quantité D_t de bien. A la fin de l'année la quantité sera devenue $D_{t+1} = D_t (1 - d)$. Vu du début de l'année, les ventes à la fin de l'année doivent être déduit du facteur de la détérioration, par le prix remis à niveau et par le taux d'intérêt. La valeur locative d'utilisation du bien durable pour une année est, par conséquent, :

$$\begin{aligned} c_{t+1} &= (1 + r_t) p_t - (1 - \delta) p_{t+1} = (1 + r_t) p_t - (1 - \delta) \left(\frac{p_{t+1}}{p_t} \right) p_t \\ &= (1 + r_t) p_t - (1 - \delta) \left(\frac{p_{t+1}}{p_t} - \frac{p_t}{p_t} + 1 \right) p_t = [(1 + r_t) - (1 - \delta)(1 + \pi_t)] p_t \\ &= (r_t + \delta - \pi_t + \delta \pi_t) p_t \approx (r_t - \pi_t + \delta) p_t \end{aligned}$$

Où π_t est le taux d'inflation. Le coût d'avoir tenu le bien est la différence entre le prix payé au début de la période et le prix qu'il peut être vendu à la fin. Notons que Deaton (1997) suppose le terme $\delta \pi_t$ est négligeable, et par conséquent on obtient la dernière expression. Remarquons qu'étant donné qu'il serait impossible de produire les données sur les taux d'intérêt issues de l'enquête EPM (par ailleurs cela ne reflétera pas le coût réel du capital dans un pays où les marchés des capitaux sont souvent inexistantes ou imparfaits), nous l'avons fixé au taux d'intérêt réel moyen du pays pendant les 5 années qui précèdent l'enquête. Ce taux est de 4,6% (Sacerdoti, 2001). En relâchant l'hypothèse d'insignifiance de

$\delta\pi_t$ (lequel peut être inexact pour le cas de Madagascar), nous obtenons la formule suivante pour le taux de dépréciation:

$$p_t = (1 - \delta)^T \left(\prod_{j=1}^T (1 + \pi_j) \right) p_{t-T} \rightarrow \left(\frac{p_t}{p_{t-T}} \right) = (1 - \delta)^T \left(\frac{CPI_t}{CPI_{t-T}} \right) \rightarrow$$

$$\left(\frac{p_t}{p_{t-T}} \right) \left(\frac{CPI_{t-T}}{CPI_t} \right) = (1 - \delta)^T \rightarrow \delta = 1 - \left[\left(\frac{p_t}{p_{t-T}} \right) \left(\frac{CPI_{t-T}}{CPI_t} \right) \right]^{1/T}.$$

Où CPI est l'Indice général des Prix à la Consommation que nous obtenons de l'INSTAT. C'est la méthode choisie pour l'évaluation des valeurs locatives des biens durables qui entrent dans la consommation totale agrégée du ménage.

Pour la complétude, nous avons construit deux autres versions de la valeur locative. La première est un développement simple de la méthode proposée ci-dessus, où nous comptons le changement du taux de change du FMG contre un paquet de devises fortes. Plusieurs biens durables, en fait, sont importés d'Europe ou des USA, et en calculant leur dépréciation nous avons besoin de prendre en compte la variation du taux de change. Nous faisons ceci en incluant l'indice de taux de change de la manière suivante:

$$\delta = 1 - \left[\left(\frac{p_t}{p_{t-T}} \right) \left(\frac{CPI_{t-T}}{CPI_t} \right) \left(\frac{FEI_{t-T}}{FEI_t} \right) \right]^{1/T}.$$

Troisièmement, en suivant Lanjouw et Hentschel (1996) nous avons construit un indice qui n'a pas besoin de beaucoup d'informations pour marcher. Il est basé sur l'idée intuitive que le taux de dépréciation est inversement proportionnel à la durée de vie restante du bien. Nous avons obtenu l'âge médian et par conséquent, à travers l'âge du bien, la durée de vie restante pour chaque article (i):

$$\delta_i = \left[\left(\frac{1}{l_i} \right) \right].$$

Cette méthode simple a l'avantage d'utiliser peu de données, mais bien sûr la supposition sur la forme structurelle du rapport entre la durée de vie restante et la dépréciation est forte. Les taux de dépréciation utilisés en 2005 sont ceux estimés en 2001 utilisant la méthode de Deaton avec les prix à la consommation.

6. les loyers imputés

Les loyers imputés sont obtenus par imputation à partir de la régression des montants des loyers avec les variables caractérisant le logement et les variables de localisation. Comme le modèle n'est pas un modèle explicatif, les tests de validité de l'équation ont été ignorés. Le modèle est estimé en logarithme pour les niveaux nominaux comme la superficie et les valeurs des loyers.

7. Le déflateur spatial

Normalement, pour la comparaison spatiale, les consommations d'un ménage doivent être corrigé des différences dans les systèmes des prix auxquels ils font face. Mais faute de représentativité, le déflateur spatial utilisé est un indice de Paasche des prix moyens des produits par strate. Les relevés des prix utilisés sont ceux des marchés communautaires les plus proches. L'effet des biens qui ne sont pas consommés est automatiquement corrigé par le système de pondération basé sur les consommations médianes par strate.

ANNEXE 4: CONTROLES, CORRECTIONS ET APUREMENT DES DONNEES DE L'EPM 2005

Les contrôles, corrections et apurement des informations se composent de 3 parties.

1/ Contrôles et correction effectués sur terrain par les contrôleurs (chefs d'équipe de terrain) et par les missions de supervisions

A chaque fin de journée le contrôleur se réunit avec ces 3 enquêteurs pour vérifier:

- La complétude du questionnaire.
- La cohérence interne d'une réponse et la cohérence entre les questions. Les agents de terrain ont été formés pendant 3 semaines, et un rappel a été fait juste avant la reprise de la collecte en septembre 2005, pour ces cohérences.

De plus les missions de supervisions ont effectués, entre autres, des contrôles systématiques ou par choix aléatoire des questionnaires, pour compléter ceux effectués par le contrôleur de l'équipe.

Si un questionnaire est incomplet ou si il y a des incohérence, le contrôleurs ou les superviseurs en mission, ont décidé de faire retourner l'enquêteur, accompagné dans certains cas, chez le ménage pour plus de questions ou de clarifications ou pour convaincre le ménage d'apporter des réponses. Il y a des cas où ce retour n'est pas nécessaire car on a pu corriger les erreurs qui sont évidentes (manque ou surplus de 0, age en incohérence avec la date de naissance, erreur de codification...).

2/ Contrôles effectués avant la saisie

Avant de passer un questionnaire à la saisie, les superviseurs centraux ont vérifiés manuellement chacun des 11781 questionnaires. Cela permet de vérifier si les contrôleurs et les missions de supervisions ont bien effectuées leurs tâches et de corriger les erreurs qui ont pu échapper à leur vigilance. De plus, ces contrôleurs manuels ont ordonné les enquêteurs et contrôleurs d'améliorer la lisibilité de leur écriture afin de minimiser les erreurs de saisie dues à des chiffres mal écrits.

3/ Test des erreurs de saisie et test de vraisemblances effectués sur les fichiers

En parallèle avec les vérifications manuelles des 561 lots de questionnaires effectués par les superviseurs centraux, la saisie des données a été commencée le 07 novembre 2005. A la date du 19 janvier 2006, tous les 11 781 questionnaires ménages, repartis dans 561 zones de dénombrement, ont été saisis. Les analystes et informaticiens de la Direction des Statistiques des Ménages ont continué les apurements des données. Pour cela, ils ont vérifié les cohérences internes aux variables (vérification des outliers et des réponses hors plage) et les cohérences entre les variables. Une attention particulière est apportée à la cinquantaine de 50 variables qui permettront le calcul des consommations agrégées des ménages.

En cas d'erreurs de saisie décelées, des vérificateurs ont été recruté pour saisir une nouvelle fois les informations effectivement contenues dans le questionnaire. En cas d'autres erreurs, les analystes ont utilisés les informations dans le questionnaire communautaire ou des médianes selon les niveaux (ZD, strates, provinces...) pour imputer des valeurs à la place des informations incohérentes (exemple prix unitaire calculés à partir des déclarations des ménages trop bas ou trop élevés)

Pour chacun des 11781 ménages on a procédé aux vérifications suivantes:

Vérifier si chacun des codes appartient à son ensemble de référence
vérifier tous les sauts
SECTION 0
Vérifier si les codes GPS sont en cohérence avec ceux des autres ménages et ceux sur les cartes de la FTM.
Complétude de la section 0. Surtout IDMEN
SECTION 1 DEMOGRAPHIE
Taille du ménage
Nombre de femme de 15 à 49 ans
Nombre d'enfants de 12 à 23 mois
Nombre de personnes âgées de 4 ans et plus
Nombre de personnes âgées de 6 ans et plus
Différence d'ages d'un père et de ses enfants ≥ 14 ans
Différence d'ages d'une mère et de ses enfants ≥ 13 ans
Si né avant 01/09/2000 $S1Q4b3$ (année) + (age en année) = 2004 si avant 01/09 ou 2005 si après 01/09
Si né après 01/09/2000 alors $(03 - S1Q4b3$ (année)) $\times 12 + (11 - S1Q4b3$ (mois) $+9$) = age en mois
Code Fivondronana de naissance
Groupe ethnique d'un père et de ses enfants
Un au moins du père et de la mère des enfant de la partie B est membre du ménage
Différence d'âge du père (et/ou de la mère) et de l'enfant
SECTION 2 MIGRATION
vérifier Q2 et age de la personne
Vérifier la cohérence avec la section logement
SECTION 3 SANTE
Vérifier la vraisemblance des dépenses en santé des 2 dernières semaines. Comparer les dépenses avec le type et la durée de la maladie ou et de la blessure . Comparer les dépenses de santé durant les 2 dernières semaines avec les dépenses alimentaires.
Ménages
vérifier que la somme des dépenses en santé pendant les 2 dernières semaines du ménage est inférieures à la somme des dépenses de santé dans la section 13 (section Dépenses codes 093 à 101)
Vérifier si le nombre de ligne dans section 3 partie B est égal au nombre écrit au contrôle n:5
Vérifier si le nombre de ligne dans section 3 partieC est égal au nombre écrit au contrôle n:5
Vérifier si le nombre de ligne dans section 3 partie B est égal au nombre écrit au contrôle n:6
SECTION 4 EDUCATION
Vérifier si le nombre de ligne dans section 4 est égal au nombre écrit au contrôle n:7
Vérifier le diplôme obtenus et la classe suivie en 2004-2005
Verifier les classes suivies en 2003-2004 et 2004-2005
Vérifier le diplôme obtenus et la classe suivie en 2003-2004

Vérifier la vraisemblance des dépenses scolaires
Comparer les dépenses scolaires et les dépenses alimentaires
Vérifier la vraisemblance des frais de scolarité selon la classe S4AQ13 et S4AQ14
SECTION 5 EMPLOI
Vérifier si tous les code ID correspondent à ceux de la section 1 dsémographie
Verifier si toutes les ENA de S5A1Q3E sont dans S5A2Q1
Vérifier si le nombre de ligne dans section 5B est égal au nombre écrit au contrôle n:8
Vérifier si toutes les activités salariées de S5A1 se retrouvent dans S5C
Vérifier si le nombre de ligne dans section 5D est égal au nombre écrit au contrôle n:6 moins le nombre d'inactifs (ceux qui ont répondu dans S5BQ5)
Vérifier si Nombre au contrôle 8 ≈ Nombre (Actifs occupés + chômeurs + retraités + écoliers (et étudiants) + retraités + incapables de travailler) Attention, il y des écoliers (étudiants) qui travaillent.
Les chômeurs ne doivent pas travailler durant les 7 derniers jours (vérifier la question 5 lundi-mardi-.....dimanche)
Vérifier la vraisemblance des salaires selon le CSP dans S5CQ4 et S5CQ5
SECTION 6 ENA
Vérifier cohérence avec Emploi Partie A1 et A2
Branche d'activité (Q3)
Chiffre d'affaire (Q13)
Revenu généré (Q14)
Autoconsommation (Q30,Q31)
SECTION 7 LOGEMENT
Superficie (Q6)
Ménages
Loyers imputés (Q10)
Statut d'occupation (Q11)
Source d'eau à boire (Q23a)
Eclairage (Q29)
Toilettes (Q32)
SECTION 9 AVOIR
Possession (Complétude Q1)
Nombre d'années de possession (Complétude et cohérence Q4)
Valeur actuelle des avoirs (Q6)
SECTION 10 SUBJECTIVE
Complétude des réponses, éviter les outvalues
SECTION 11 AGRICULTURE
vérifier tous les Code culture (On ne cultive pas de riz blanc par exemple)
Surface du terrain (vérifier unité: locale et conventionnelle)
Rendement agricole (vraisemblance des rendements par produits, par exemple pour riz en moyenne 2,8T/Ha) relation entre A2Q8 et A2Q2
Quantité totale récoltée (vérifier l'unité)
Quantité vendue (unité)
Vérifier prix unitaire
Quantité Autoconsommée (Unité, et quantité)
Identité d'utilisation
Vérifier l'existence d'autoconsommation de riz si le ménage n'achète pas de riz
SECTION 12 VULNERABILITE ET RISQUE
Complétude de Q1

Cohérence des problèmes avec la saison, ou secteur emploi (si perte d'emploi), ou santé si maladies des membres des ménages

SECTION 13 DEPENSE

Complétude de q1

En particulier, pour les consommations alimentaires des ménages, des quantités maximales par personne ont été définies et il faut vérifier les enregistrements qui avoisinent ou dépassent ces bornes supérieures.

Tableau A 14: Quantité maximale consommée par tête par mois

Code	Libellé	QMAX04/tête/mois
15	Riz décortiqué local	22,8
16	Riz décortiqué importé	22,8
17	Paddy	34,2
18	Maïs	15,2
19	Autres	15,2
20	Farine de Riz	7,6
21	farine de Blé	7,6
22	farine de Maïs	7,6
23	Autres farines	7,6
24	Manioc vert	22,8
25	Manioc séché	15,2
26	Patates douces	15,2
27	Pomme de terre	22,8
28	Taro	15,2
29	Autres tubercules	15,2
30	Haricots secs	7,6
31	Pois du cap	7,6
32	Voanjobory / lentille	7,6
33	Arachides séchés	7,6
34	Autres légumineuses	7,6
35	Avocat	30,4
36	Banane	22,8
37	Mangue	15,2
38	Papaye	22,8
39	Agrumes	15,2
40	Fruits séchés	6,1
41	Autres	15,2
42	Piment	1,5
43	Brèdes	3,0
44	Oignons	3,0
45	Tomates	3,0
46	Carotte	9,1
47	Autres	6,1

48	Viande de bœuf	15,2
49	Viande de mouton/chèvre	15,2
50	Viande de porc	15,2
51	Poulet	15,2
52	Autres volailles	15,2
53	Poissons frais, congelés	15,2
54	Crustacés	7,6
55	Les produits d'abats	9,1
56	Poissons séchés, fumés	6,1
57	Conserves de viande-poissons	3,0
58	Autres	6,1
59	Oeuf	3,0
60	Miel	3,0
61	Lait	22,8
62	Huiles	2,0
63	Margarine	2,0
64	Industriel	3,0
65	Gasy	3,0
66	Confiseries	1,0
67	Pains	6,1
68	Beignet (Mofo gasy, Menakely)	6,1
69	Produit laitier	3,0
70	Café	3,0
71	Cacao	3,0
72	Thé	3,0
73	Produits gelés, Conserves et	6,1
74	Autres produits finis	6,1
75	Beurre	6,1
76	Yaourt	15,0
77	Fromage	6,1
78	Autres produits laitiers	6,1
79	Sel	1,0
80	Epices et condiments composés	1,0

Source: INSTAT/DSM/EPM2005

4/ Tests de cohérence et de vraisemblance des indicateurs

L'équipe de l'INSTAT/DSM a essayé d'expliquer les décalage observé entre les valeurs des indicateurs obtenus lors de l'EPM 2005 à celles des autres sources (données administratives, projections des recensements, résultats des enquêtes antérieures, résultats des pays africains, théories microéconomiques...). Cela ne veut pas dire qu'il faut se conformer à ces autres sources. Les méthodes utilisées, les populations de références, les

questions posées, les périodes de collectes peuvent être des raisons de ces décalages. Par contre, lorsque les décalages sont très importants, il faut revenir à la vérification de quelques questionnaires pris au hasard et des formules utilisées.

C'est ainsi que l'équipe a décelé une erreur sur la population de référence du calcul des taux net de scolarisation dont l'explication est donnée ci après

Correction des taux de scolarisation dans l'EPM 2005

L'enquête EPM 2005 mesure les conditions de vie en 2005. D'un côté, l'année scolaire concernée est donc celle de 2004-2005 et les enfants concernés par le taux de scolarisation primaire sont ceux âgés de 6 à 10 ans pendant cette année scolaire. De l'autre côté, l'âge d'une personne est calculé par rapport au 1^{er} septembre 2005 (date de référence des âges dans la section démographie et dans le manuel des agents de terrain). Ainsi, les enfants âgés de 6 à 10 ans à la rentrée scolaire de septembre 2004 (année scolaire 2004 - 2005) sont âgés de 7 à 11 ans dans l'enquête EPM 2005. Lors des vérifications des programmes de traitement, la DSM a relevé une erreur puisque le filtre a été de 6 à 10 ans au lieu de 7 à 11 ans.

ARCHIVAGE DES QUESTIONNAIRES

Tous les questionnaires sont conservés et sont classés selon leur code ZD au bureau de l'INSTAT/DSM. Ils peuvent être facilement consultés à des fins de contrôles a posteriori pendant une durée de 10 ans (durée légale de conservation des questionnaires d'enquête).

ANNEXE 5: RECOMMANDATION ISSUS DES EXPERIENCES DE L'EPM 2005

Avantages de l'enquête:

Il s'agit d'une enquête multi- thème par échantillonnage.

1- Le premier avantage est de pouvoir effectuer plusieurs études explicatives en étudiant les liaisons entre les différents thèmes au niveau d'un ménage:

Ex: Etude des liens entre genre du chef de ménage et les autres conditions de vie
Etude des liens entre éducation et emploi
Etude des liens entre santé et niveau de consommation
Etude des liens entre santé et caractéristiques du logement
Etude des liens entre localité de résidence et type d'école
Etude des liens entre éducations des parents et éducations des enfants
Etc

2- Un des avantages est aussi la possibilité de faisabilité technique. Dans l'état actuel des offres de travail d'enquêteurs opérationnels à Madagascar, il est pratiquement impossible d'effectuer des supervisions et des contrôles de cohérence pour un recensement dont le questionnaire comporte 76 pages.

3- A cela s'ajoute la faisabilité temporelle. Une collecte d'une durée de 2 mois minimise les effets de saisonnalité pour la comparabilité des réponses apportées par des ménages interviewés au début de la collecte et ceux vers la fin.

4- Enfin, la faisabilité financière est à signaler parce que 561 localités ont représenté Madagascar au lieu de collecter des données auprès d'environ 14 000 fokontany.

Limites de l'enquête

1- La significativité (au sens statistique, représentativité dans le langage courant) des résultats de tout enquête par échantillonnage est assurée à un niveau agrégé:

1.1- En terme de localité: Impossibilité de dire les variabilités des situations à l'intérieur d'une strate

1.2- En terme de réponses: Il n'est pas conseillé, sauf cas particulier, de se fier à des chiffres obtenus avec moins d'une cinquantaine de réponses.

1.3- Pour des comparaisons plus scientifiques, il est conseillé de raisonner en terme d'intervalle de confiance avant de tirer des conclusions telles que:

-a augmenté...
-est inférieur à

2- La majorité des réponses sont basées sur les déclarations des répondants. Le questionnaire comporte 76 pages, à part l'âge, qui fait parties des variables très importantes, dont il a été demandé de montrer si possible l'acte de naissance, les répondants ont déclaré leurs réponses sans devoir apporter des preuves écrites. Par exemple, si un individu a répondu qu'il est chrétien, il est classé comme chrétien alors qu'on sait à priori qu'en général un malgache est plus fier d'être chrétien que d'être classé parmi ceux qui pratiquent encore une religion ancestrale. Les enquêteurs ont essayé de demander des rectification dans le cas d'une réponses fausse et visible telle qu'un mauvais estimation d'une superficie, mauvaises réponses flagrantes sur l'âge ou le genre d'une personne présents au cours de l'interview, mauvaises réponses sur les caractéristiques du logement....

Recommandations pour le futur

1- Si les ressources humaines, temporelles et financières le permettent, il est conseillé d'augmenter la taille de l'échantillon. En particulier, c'est le nombre de localité à visiter qu'il faudrait augmenter de 561 à environs 600. Cela permet de capter plus de variabilité ou de mieux confirmer qu'il n'y a plus un surplus de variabilité non capté.

2- A cause de la multiplicité des enquêtes effectués depuis 2002, non seulement par l'INSTAT mais par des autres producteurs de statistiques, il y a un début de lassitude des enquêtes chez les ménages. Il est préférable de mieux coordonner ces différentes collectes. Pour le cas des EPM, la périodicité de 2 ans serait préférable.

3- Pour la même raison que le point 2, il est mieux d'étudier un allègement du questionnaire pour une longueur maximal de 40 à 50 pages.

4- La mise en place des procédures qui améliore la gestion financière des activités de l'INSTAT est vertueuse et louable. Cependant, à cause des imprévus trop urgent pour pouvoir suivre ces procédures, il est recommandé de laisser plus de flexibilité pour un montant de 4% à 7% du budget total.

Exemple: Des enquêteurs qui n'ont pas pu rejoindre des localités en temps voulu à cause d'un changement non maîtrisé du jour de départ du taxi-brousses, des frais qui ont augmenté plus que prévu, des questionnaires perdus ou endommagés à remplacés, des recrutements de remplacement à faire et des surplus de frais de transport en cas d'abandon ou de renvoi d'un agent de terrain qui est déjà envoyé sur son lieu d'affectation...

5- Bien cibler la période de collecte pour que la formation et test des enquêteurs se passent pendant les vacances universitaires afin d'obtenir plus de candidats admissibles.

6- Retenir la période de collecte à l'intérieure de la période Juin – Novembre pour plus de comparabilité temporelle et pour un accès des localités rurales relativement moins difficile.

7- La réduction de la longueur du questionnaire et ,dans une moindre mesure, l'augmentation de 2 semaines de la période de collecte permettront de diminuer le nombre d'enquêteurs à recruter. Deux individus différents ont toujours 2 interprétations différentes d'une explication d'une notion non usuelle.

GLOSSAIRE

DEMOGRAPHIE :

Zone de Dénombrement (ZD):

Une zone de dénombrement est un groupe de logements délimité physiquement à priori dans la base de sondage. Les délimitations sont dans la plupart des cas, surtout en milieu rural, constituées de limites naturelles (cours d'eau, crevasse, versant de montagne...) ou de limites facilement visibles (pont, rue, ...). La taille d'une ZD est semblable à une fokontany. Il se pourrait qu'un grand fokontany soit subdivisé en 2 ou 3 ZDs et inversement 2 ou 3 petits fokontany soient regroupés en 1 ZD.

Ménage

Le ménage est un groupe de personnes, apparentées ou non (*mpihavana na tsia*), qui :

- (iv) vivent habituellement ensemble (prenant le repas de midi habituellement ensemble et dorment dans une même unité d'habitations),
- (v) reconnaissent l'autorité d'une seule et même personne appelée « chef de ménage »

On entend par « vivre habituellement ensemble » le fait de vivre, c'est-à-dire de manger et dormir régulièrement dans une même unité physique qui est le logement. Ce logement peut être une maison individuelle, un appartement, une ou plusieurs pièces dans un ensemble individuel ou agencées autour d'une cour.

Chef de ménage (CM)

Le CM est en principe désigné par les membres du ménage. C'est la personne qui prend les décisions importantes à l'intérieur du ménage (telles que consommer, envoyer les enfants fréquenter l'école ou non, où les envoyer, où se soigner, ...) Son autorité est reconnue par tous les membres du ménage. La désignation du CM est très importante pour l'EPM, particulièrement pour les analyses qui tiennent compte de son rôle et de ses caractéristiques.

Ceci est la définition générale du ménage. Dans le cas de l'EPM, ces deux critères doivent être satisfaits pendant une certaine durée. L'enquête portant sur les douze derniers mois précédant la date de l'entretien, on considère que toute personne fait partie du ménage si elle

- (vi) satisfait aux deux premiers critères *au moins pendant les six derniers mois précédant l'interview*

Seules donc les personnes satisfaisant simultanément à ces trois critères seront considérées comme membre du ménage. Cependant, un certain nombre d'exceptions sont acceptées :

- le chef de ménage, même s'il a été absent pour plus de 6 mois,
- les nouveaux-nés de moins de 6 mois,
- les nouveaux mariés qui auraient rejoint leur ménage depuis moins de 6 mois
- toute autre personne qui, bien qu'absente depuis plus de 6 mois, n'aurait pas vécu pour autant dans un autre ménage : interne, travailleur saisonnier, militaire en caserne, prisonnier, etc.

Taille du ménage:

C'est le nombre de personnes membres du ménage. Une personne vivant au moins pendant les six derniers mois précédant l'interview est membre du ménage. Une exception est faite pour les nouveaux nés âgés de moins de 6 mois et les nouveaux ménages formés il y a moins de 6 mois.

Ratio de dépendance : c'est le rapport entre le nombre de personnes strictement inférieures à 15 ans ou strictement supérieures à 65 ans et le nombre total de la population

Milieu urbain : la Capitale, les chefs lieux de province et les chefs lieux de fivondronana.

Milieu rural : Le reste des régions

La notion d'urbain ou de rural a été celle définie avec les limites administratives lors du Recensement Général de la population et de l'Habitat de 1993.

PAUVRETE :

Individu classé "Pauvre"

Est classé pauvre tout individu qui se trouve dans un état de privation se manifestant par l'impossibilité de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens de 2133 kcal. A ce seuil de pauvreté alimentaire vient s'ajouter un seuil de pauvreté non alimentaire étant donné qu'une personne doit aussi subvenir à des besoins essentiels autres qu'alimentaires.

En résumé, un individu est classé pauvre si et seulement si la contre valeur de sa "consommation agrégée" (y compris autoconsommations, cadeaux, paiements en nature reçus, valeurs locatives des biens durables) pendant les 12 derniers mois est inférieure stricte à 305 300 Ariary (courant de 2005). Cette consommation agrégée tient compte des différences de prix selon les régions et selon les milieux.

Le taux d'incidence de la pauvreté ou P0 est la proportion des gens pauvres. C'est-à-dire ceux vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

L'intensité de la pauvreté ou P1 est la moyenne des écarts entre les dépenses des gens pauvres avec le seuil de la pauvreté.

La sévérité de la pauvreté ou P2 est la moyenne du carré des écarts entre les dépenses des gens pauvres avec le seuil de la pauvreté.

On a la formule générale $P_\alpha = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha * 1_{\{y_i < z\}}$ où

N est le nombre de la population malgache, y_i la consommation par tête de l'individu i et z le seuil de pauvreté

Concernant les mesures, on utilise essentiellement l'incidence de la pauvreté définie essentiellement comme étant P0 parmi les mesures de Foster-Greer-Thorbecke (1984). L'analyse de l'inégalité des distributions est aussi appréhendée à travers l'utilisation des tests de dominance stochastique.

EMPLOI :

Population en âge de travailler : population âgée de 6 ans et plus

Population active occupée : population ayant effectivement travaillé (y compris les petits boulots) au cours des douze derniers mois précédant l'enquête

Chômeurs : personnes n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête, et ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête et étant disponible à exercer un emploi, dans moins d'un mois.

Population active : actifs occupés et chômeurs

Taux d'activité : Proportion des actifs dans la population en âge de travailler.

Taux de chômage : Proportion des chômeurs dans la population active.

Taux de salarisation : Proportion des individus occupant un emploi salarié parmi les actifs occupés

Taux de pluriactivité : Proportion des individus exerçant au moins un emploi secondaire parmi les actifs occupés

Taux de sous-emploi lié à la durée du travail : Proportion des individus travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine parmi les actifs occupés

Taux de situation d'emploi inadéquat : Proportion des individus gagnant moins que le salaire minimum horaire (soit 1400 Ariary) parmi les actifs occupés

Revenus de l'emploi :

Ils sont évalués annuellement et proviennent d'une activité salariale (salariés permanents ou temporaires, quelques apprentis et aides familiales)

AGRICULTURE

Petit exploitant agricole : Ménage exploitant des parcelles dont la superficie totale ne dépasse pas 1,5Ha

Moyen exploitant agricole : Ménage exploitant des parcelles dont la superficie totale est comprise entre 1,5Ha et 4Ha

Grand exploitant agricole : Ménage exploitant des parcelles dont la superficie totale dépasse 4Ha

ENTREPRISES NON AGRICOLES :

Entreprises Non Agricoles :

Ce sont des entreprises individuelles de petite taille, de tout secteur autre qu'agricole qu'un membre de ménage dirige à titre d'activité principale ou secondaire et qui font l'objet par le biais de leurs produits ou services de revenu principal ou secondaire.

Secteur Informel : ensemble des entreprises non agricoles qui ne possèdent pas de numéro statistique (n°STAT), ou qui ne tiennent pas de comptabilité

SANTE

Taux d'incidence de la maladie : C'est la proportion des individus ayant déclaré avoir été malades au cours des deux dernières semaines précédant l'interview.

Automédication : C'est la pratique qui consiste à prendre soi-même des médicaments sans avoir consulté un médecin. Le taux d'automédication est la proportion de gens ayant déclaré avoir été malade, qui n'ont pas fait l'objet de consultation externe et ont fait une automédication.

Taux d'utilisation de consultation externe : C'est la proportion des individus ayant déclaré avoir été malades et qui sont allés voir un centre de soin pour consultation.

Taux de consultation prénatale : C'est la proportion de femmes, parmi celles ayant déclaré avoir été enceintes au cours des douze derniers mois précédant l'interview, qui sont allées se faire consulter en CPN.

EDUCATION

La population âgée de quatre ans ou plus est classée en quatre catégories selon le niveau scolaire atteint :

(i) **sans instruction** : ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire ;

(ii) **niveau primaire** : ceux qui ont achevé au moins la quatrième année du primaire (T4 ou la classe de 8^{ème}) et n'ont pas dépassé la classe de 4^{ème} des collèges ;

(iii) **niveau secondaire** : ceux qui ont achevé au moins la classe de 3^{ème} des collèges et au plus une classe terminale ;

(iv) **niveau supérieur** : ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou ont déjà fréquenté un établissement d'enseignement supérieur.

Taux brut de scolarisation : C'est le rapport entre l'effectif total des élèves inscrits à un niveau d'enseignement donné et l'effectif de la population d'une tranche d'âges donnée qui devrait être scolarisée dans ce niveau d'enseignement.

Taux net de scolarisation : C'est la proportion d'enfants effectivement scolarisés dans un niveau d'études donné par rapport à l'ensemble de la population d'une tranche d'âges donnée qui devrait être scolarisée dans ce niveau d'enseignement.

Les tranches d'âges sont déterminées comme suit, en prenant comme période de référence la rentrée scolaire :

Niveau primaire : 6 à 10 ans

Niveau secondaire premier cycle : 11 à 14 ans

Niveau secondaire second cycle : 15 à 17 ans

En ce qui concerne l'enseignement primaire par exemple où l'âge d'admission est fixé à six (6) ans, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire est défini par le rapport suivant :

$$\frac{\text{Effectif scolarisé dans l'Enseignement primaire âgés de 6 à 10 ans}}{\text{Effectif total des enfants âgés de 6 à 10 ans}} * 100$$

et le taux brut de scolarisation est :

$$\frac{\text{Effectif scolarisé dans l'Enseignement primaire}}{\text{Effectif total des enfants âgés de 6 à 10 ans}} * 100$$

Pour le cas de l'EPM2005 particulier, on a étudié la scolarisation durant l'année scolaire 2004-2005, alors que les âges ont été enregistrés par rapport au 1^{er} septembre 2005. L'âge de l'individu est celui que l'on récupère dans la section Démographie. Cependant, on prend en compte le fait que les enfants de 6 à 10 ans pendant l'année scolaire 2004-2005 sont, en général, âgés de 7 à 11 ans au moment de l'interview. Ainsi, dans les programmes informatiques, la formule précédente sur le taux net de scolarisation a été transformée ainsi :

$$\frac{\text{Effectif scolarisé dans l'Enseignement primaire}}{\text{Effectif des enfants âgés de 7 à 11 ans}} * 100$$

Cette définition s'étend pour les niveaux d'études suivants.

Taux de promotion : C'est la proportion, parmi les élèves inscrits à une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée, de ceux qui passent au niveau immédiatement supérieur au cours de l'année scolaire suivante.

Taux de redoublement : C'est la proportion, parmi les élèves inscrits à une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée, de ceux qui redoublent à la fin de l'année scolaire.

Taux d'abandon : : C'est la proportion, parmi les élèves inscrits à une classe donnée au cours d'une année scolaire donnée, de ceux qui quittent le système éducatif au cours ou à la fin d'année scolaire.

Taux d'alphabétisation : Sont déclarés alphabètes, ceux qui savent lire et écrire et faire un petit calcul ou bien ceux qui ont atteint la cinquième année d'étude du primaire ou plus et ont au moins fait quatre années d'études. Le taux d'alphabétisation est la proportion d'alphabétisés dans une population ou une tranche d'âges donnée.

AVOIRS

Les biens possédés par les ménages ont été regroupés en six groupes :

Les biens immobiliers : terrains, plage, lac et maisons

Les meubles qui incluent les chaises, le lit, la table et autres meubles

Les appareils électroménagers à savoir la cuisinière à gaz, le réfrigérateur, le congélateur

Les appareils audio-visuels : le poste téléviseur, les radios, chaîne HIFI, téléphones, appareil photo, instruments de musique, ordinateurs, vidéo et caméra

La voiture privée

Les autres moyens de locomotion qui comprennent les cyclomoteurs, les vélomoteurs et la bicyclette

Taux de possession : c'est la proportion des ménages qui possèdent un bien donné.

Taux de privation d'un groupe de biens : c'est la proportion des ménages qui ne possèdent aucun élément d'un groupe de biens donné.

Taux de dépréciation annuelle : c'est la variation de l'évaluation par le ménage de la valeur du bien au moment de l'enquête avec le prix d'acquisition, corrigé d'un taux d'inflation moyen de 10% sur les 50 dernières années.

HABITATION ET CONDITIONS DE VIE

Eau potable : eau provenant d'une installation plus ou moins contrôlée telle que branchements particuliers, bornes fontaines, forages et puits munis de pompe à motricité humaine, adduction d'eau gravitaire ou par pompage en milieu rural.

Taux d'accès à l'eau potable : Proportion des ménages (ou de la population) se procurant de l'eau pour la cuisson dans les installations contrôlées.

Taux d'accès à l'électricité : Proportion des ménages utilisant l'électricité comme principale source d'éclairage.

Taux d'utilisation de latrines ou mieux : proportion des ménages disposant de type d'évacuation d'excrétas hygiéniques tels que cabinets avec siège ou avec chasse d'eau, latrines avec dalles, en bois ou en terre. Exclut les ménages utilisant des tinettes, de simples trous ou ne disposant pas de toilette.